

Convient-il d'abolir la transportation à la Guyane ?

THÈSE

*Pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue
le 14 mars 1932, à 14 heures*

PAR

Jean OLLIER

Président de Thèse : M. MAUNIER
Suffragants : MM. HUGUENEY.
DONNADIEU de VABRES

ÉDITIONS ALBERT MECHLINCK

10, Rue Victor-Cousin
PARIS

—
1932

**Convient-il d'abolir
la transportation à la Guyane ?**

Convient-il d'abolir la transportation à la Guyane ?

THÈSE

*Pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue
le 14 mars 1932, à 14 heures*

PAR

Jean OLLIER

Président de Thèse : M. MAUNIER

Suffragants : MM. HUGUENY.

DONNADIEU de VABRES

ÉDITIONS ALBERT MECHELINCK

10, Rue Victor-Cousin
PARIS

—
1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

A la deuxième séance de la Chambre des députés du 3 avril 1930, le Ministre des colonies, faisait savoir à M. Berthon qui lui avait demandé s'il était partisan de la suppression de la transportation, « qu'il faisait procéder à une étude serrée de la question du bagne avec l'arrière-pensée que, pour l'avenir même de la Guyane, il serait peut-être préférable que le bagne n'y fut point maintenu ». Et il citait l'exemple de la Nouvelle-Calédonie qui ne devint prospère que lorsque les envois de condamnés cessèrent complètement.

Le ministre envisageait la transportation uniquement au point de vue économique et basait son opinion sur les arguments suivants :

1°. La transportation n'a donné jusqu'ici aucun résultat appréciable à la Guyane et il ne pouvait en être autrement parce qu'il est impossible de mettre en valeur une colonie avec un effectif de 4 à 5.000 condamnés seulement ;

2°. Tant que la transportation existera à la Guyane, on ne pourra pas y envoyer des travailleurs libres puisque ceux-ci répugnent à se trouver en contact avec des criminels. Les travaux nécessaires à la mise en valeur de notre possession de l'Amérique du Sud ne pourront donc jamais être exécutés et celle-ci restera toujours dans la situation misérable dans laquelle elle se trouve actuellement.

Certes, les résultats économiques de la transportation à la Guyane ne sont guère encourageants. Rien d'appréciable n'a été fait au point de vue agricole. Les travaux d'utilité publique

se bornent à la construction de quelques kilomètres de routes autour du Chef-lieu, à l'édification d'une caserne à Cayenne et de quelques bâtiments à Saint-Laurent-du-Maroni et à Saint-Jean. C'est peu pour une période de 80 ans ! Mais il faut avoir le courage de reconnaître que les résultats négatifs que l'on constate sont dus, en grande partie, à l'incurie et au manque de méthode de l'Administration pénitentiaire qui a toujours procédé sans ordre, sans plan et a gaspillé les forces de la transportation.

L'exemple de l'Angleterre montre que la transportation est un excellent moyen de colonisation. « Quand le Commodore Philipp débarqua le 18 janvier 1788 avec 800 convicts à Botany-Bay, l'Australie était un véritable désert et son sol passait pour être stérile. En 1857, quand la transportation y fut supprimée à la demande des colons australiens, elle était un des pays les plus riches du monde ». (Rapport au Sénat de M. Verninac lors de la discussion de la loi du 27 mai 1885 — *Journal Officiel*, janvier 1885 p. 407, annexe n° 352).

Mais la transportation anglaise a démontré aussi que « si l'œuvre que la colonisation libre n'est ni assez riche ni assez nombreuse pour accomplir, est préparée lentement et surement par la colonisation pénale, la transportation doit cesser quand les colons libres affluent ensuite, quand la colonie arrive à un degré de civilisation avancée et quand le chiffre de la population est normal en égard à la fertilité et à l'étendue du sol. Le manque d'espace et le chiffre toujours croissant des condamnés et des libérés peuvent, en effet, amener des inconvénients que les avantages de la main-d'œuvre pénale ne peuvent compenser ».

Ceci est si vrai, qu'à la même époque où l'Australie demandait la suppression de la transportation sur son territoire, sa voisine, Queensland, la dernière venue des colonies australiennes, sollicitait de la Métropole l'envoi de convicts.

La main-d'œuvre pénale est donc toujours recherchée au début et les plaintes des colons ne se manifestent que lorsque le nombre des condamnés et des libérés, croissant sans cesse, devient un danger pour la Colonie.

C'est ce qui s'est passé pour la Nouvelle-Calédonie. Quand les premiers convois de condamnés arrivèrent, les colons étaient peu nombreux et tout était à faire dans cette colonie neuve. Ils furent, comme on le pense, très bien accueillis. Cantonnés dans le Nord de l'Ile pour ne pas les mettre en contact avec la population libre, ils furent employés à des travaux urgents de colonisation. De nombreux colons affluèrent et commencèrent à exploiter les richesses minières considérables du pays et à s'adonner à l'élevé du bétail. Mais la Nouvelle-Calédonie étant peu étendue et le nombre des transportés croissant sans cesse, les 3.700 colons qui se trouvaient dans la colonie en 1885, furent noyés au milieu de l'élément pénal et furent exposés à un véritable danger. Des plaintes analogues à celles de l'Australie se firent alors entendre tant au Conseil général qu'au Conseil supérieur des Colonies et le Département ordonna de cesser tout envoi de condamnés. La transportation à la Nouvelle-Calédonie avait donc été très utile puisqu'elle avait préparé la colonisation libre. Et si la Colonie est devenue prospère, c'est aux condamnés qu'elle le doit.

Il est incontestable que la main-d'œuvre pénitentiaire, peu nombreuse à la Guyanne, ne peut pas mettre rapidement le pays en valeur. Et si la suppression de la transportation devait permettre de créer un solide service d'émigration de travailleurs libres, il serait à souhaiter qu'elle ait lieu dans un bref délai.

La réalité est malheureusement tout autre. La Guyanne est un pays neuf, sans routes, sans ports bien aménagés. Il faudrait donc, pour y attirer les colons et les capitaux exécuter les travaux d'utilité publique nécessaires et, pour cela, trouver une main-d'œuvre nombreuse. On ne peut évidemment pas la trouver chez les 30.000 habitants de la Colonie. Où la prendre alors ? Dans nos Antilles ? Il n'y faut pas songer. Les Martiniquais et les Guadeloupéens, peu enclins au travail manuel, trouvent facilement à s'employer chez eux et le petit nombre qui s'expatrient se rendent au Vénézuéla ou dans les îles voisines où le travail est facile et

la vie agréable et se refuseraient certainement à aller à la Guyane pour y mener une dure existence. Les Arabes ? Si on s'en rapporte aux transportés de cette race, il est permis d'affirmer qu'il n'offrent aucune résistance au travail, qu'ils sont apathiques et nostalgiques sous un ciel qui n'est pas le leur et où ils ne peuvent pas vivre selon leurs mœurs. Les Hindous ? On sait que l'Angleterre ne permet pas le recrutement de la main-d'œuvre sur son territoire et que ce ne sont pas nos cinq comptoirs de l'Inde qui pourraient fournir un contingent appréciable de travailleurs. Restent les Annamites. Ceux-là sont, sans contredit, des hommes sobres, actifs, qui résisteraient bien à la Guyane dont le climat est à peu près analogue à celui de leur pays. Mais nous ne pensons pas qu'ils accepteraient d'aller dans une contrée aussi lointaine où tout est à faire et où ils seraient employés à des travaux fort pénibles. Ils aiment bien s'expatrier, mais dans un pays déjà organisé (Réunion, Nouvelle-Calédonie, Madagascar) où ils trouvent un travail normal et où ils peuvent se livrer surtout au commerce.

La main-d'œuvre pénitentiaire est donc la seule sur laquelle la Guyane puisse réellement compter. Certes, le climat de cette colonie, n'étant pas aussi bon que celui de l'Australie ou de la Nouvelle-Calédonie, cette main-d'œuvre sera d'une qualité inférieure. Mais comme l'a écrit M. Leroy-Baulieu (De la Colonisation chez les peuples modernes, p. 476) : « Ce ne sont pas seulement des capitaux que la déportation apporte : Ce sont des bras, c'est de la main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre est de qualité secondaire, qui le nie ? Elle ne vaut que la moitié, mettons même le tiers ou le quart de la main-d'œuvre habituelle ; elle n'en est pas moins précieuse ».

D'autre part, la faible population et la grande étendue de la Guyane, permet de cantonner les condamnés, quel qu'en soit le nombre, dans un lieu éloigné de toute agglomération et d'éviter ainsi tout contact avec la population libre. Les plaintes des colons ne sont donc pas à craindre.

Nous concluons, sans hésitation, que la transportation est

actuellement nécessaire à la Guyane pour y préparer la colonisation libre et l'afflux des capitaux. Sa suppression serait un désastre pour notre colonie qui, faute de main-d'œuvre, deviendrait une terre déserte malgré ses grandes ressources forestières et minières.

La Commission instituée au Ministère de la Justice pour la Réforme du Code Pénal serait, de son côté, favorable à l'abolition de la transportation parce que :

1°. La peine de travaux forcés, telle qu'elle est subie actuellement, est inefficace. Les repris de justice, attirés par l'attrait d'un voyage dans un pays inconnu où ils jouiront d'une certaine liberté et où ils pourront s'installer, un jour, comme colons s'ils n'ont pas réussi à s'évader, ne reculent pas à commettre un crime. L'exécution de la peine dans une maison centrale en France d'où les évasions sont impossibles et où le régime est plus sévère, serait un moyen préférable.

2°. La transportation est plus coûteuse que la réclusion dans une maison centrale de la Métropole, car elle exige un personnel de surveillance et de direction plus nombreux et mieux rétribué et occasionne des frais de transport élevés.

3°. Les condamnés ne peuvent pas être utilisés au progrès de la colonisation, le climat de la Guyane ne leur permettant pas d'effectuer un travail dur et soutenu.

Ces arguments ne sont pas nouveaux et peuvent être facilement réfutés.

D'abord, la suppression de la transportation aurait pour conséquence l'abandon des nombreux pénitenciers installés à grands frais à la Guyane et la construction de nombreuses maisons centrales en France. Il faudrait pour cette construction des crédits énormes que notre budget ne pourrait certainement pas supporter. Puis, toutes les sommes dépensées le seraient sans profit alors que celles qui le sont au titre de la transportation servent à mettre en valeur un pays neuf qui, plus tard, pourra approvisionner nos marchés des divers produits coloniaux dont ils ont besoin.

Ensuite, la réclusion des condamnés serait une mesure inhumaine. Ce serait pour eux « la captivité sans espoir, la mort lente ». Peut être, un tel système aurait un caractère d'intimidation plus efface. Mais nous n'en sommes pas sûr. Ainsi, les femmes ne sont pas soumises à la transportation. Or, si on s'en rapporte aux statistiques du Ministère de la Justice, on constate que la criminalité chez les femmes a augmenté de 4 % depuis 1913 !

La peine des travaux forcés peut, même avec le régime actuel, être très efficace, si le législateur réformait le décret disciplinaire du 18 septembre 1925 qui rend la discipline illusoire, si l'Administration pénitentiaire se montrait plus ferme à l'égard des condamnés et prenait des mesures rigoureuses.

Les évasions sont impossibles aux Iles du Salut et, quoi qu'on en dise, très difficiles sur les pénitenciers de la terre ferme.

Il n'y en a pas une sur cent qui réussisse ! Gagner la Guyane hollandaise en traversant le Maroni est un jeu d'enfant. Mais, seuls les nouveaux arrivés, tentent une telle évasion. Les anciens savent qu'ils y seront certainement arrêtés soit par la police, soit par les tribus indigènes alléchées par les primes de capture, et remis aussitôt entre les mains des Autorités françaises. Le seul moyen est d'essayer de se rendre au Brésil par les forêts ou au Venezuela sur des embarcations de fortune. Et la plupart d'entre eux savent que ce sont des entreprises presque surhumaines. Combien de forçats, après une tentative d'évasion à travers les forêts vierges de la Guyane où ils avaient failli être dévorés par les fauves ou, par mer, avec des canots ballotés par les courants et escortés par de nombreux requins, sont-ils retournés au pénitencier à demi-morts de faim et exténués de fatigue ! Il est évident que leur insuccès n'incitent pas leurs camarades à les imiter.

Les rares évasions qui aboutissent le sont grâce à la complicité de certains habitants libres de la Colonie. Pour y porter remède, des peines très sévères doivent être édictées contre

ces individus et l'Administration pénitentiaire doit veiller à ce qu'aucun transporté ne possède de l'argent.

Le ministre des Colonies, après la sensationnelle évasion du Docteur Bougrat, a prescrit au Gouverneur de la Guyane d'incarcérer désormais aux Iles du Salut « ceux des condamnés dont les crimes auraient particulièrement ému l'opinion publique dans la Métropole ». Pourquoi n'en ferait-on pas autant pour tous les évadés repris ?

La transportation est coûteuse. Mais elle le serait beaucoup moins si l'Administration pénitentiaire se montrait plus ménagère des deniers de l'Etat en tirant du pays même la plus grande partie de ses ressources. Puis, comme l'a écrit M. Leroy-Baulieu (op. cit. p. 476) : « Les dépenses qui s'opèrent dans la Colonie y suscitent la vie et le développement des cultures. C'est un afflux de capital qui se déverse sur cette terre neuve. Or, le capital est un des éléments essentiels de prospérité dont peut le moins se passer une colonie croissante... une terre presque dépourvue d'habitants ».

Il est inexact de prétendre que le climat de la Guyane ne permet pas aux transportés de se livrer à des travaux pénibles. La température ne dépasse pas 30° à l'ombre pendant les mois les plus chauds de l'année. Elle atteint une moyenne de 22° pendant la saison fraîche. Toute l'année, le pays est rafraîchi par les vents alizés venant directement de la mer. Bien que plus rapproché de l'Equateur, la chaleur y est moins intense qu'à Saint-Pierre-de-la-Martinique et qu'à Pointe-à-Pître (Guadeloupe). Les nuits, à n'importe quelle saison, y sont toujours fraîches. La fièvre jaune y est inconnue. Seul, le paludisme est à redouter. Le décret du 14 mars 1931 alloue à chaque condamné une moustiquaire et une dose journalière de quinine de 0 gr. 25. C'est déjà une amélioration sensible, mais il faut que l'Administration pénitentiaire prenne toutes les dispositions ordonnées par le corps médical.

Pour combattre l'anémie qui atteint tous ceux qui font un long séjour dans les pays tropicaux, il faut améliorer l'ali-

mentation des forçats qui est aujourd'hui notoirement insuffisante. Comment peut-on, par exemple, exiger un travail pénible d'un transporté qui jusqu'à 10 heures du matin n'a pris qu'un quart de café sans pain ?

Il faut aussi organiser le travail d'une façon plus logique. L'expérience a démontré que les heures les plus pénibles de la journée sont celles qui s'écoulent entre 11 heures du matin et 3 heures de l'après-midi. Pourquoi ne laisserait-on pas les forçats se reposer pendant ce temps ? Les travaux pourraient être exécutés de 5 heures à 11 heures du matin et de 3 heures à 5 heures de l'après-midi.

La suppression de la transportation à la Guyane serait par conséquent une lourde faute. Il faut simplement changer de méthode.

La main-d'œuvre pénale devra être affectée exclusivement à des travaux de colonisation, comme l'a voulu le législateur de 1854. On ne doit plus voir, à l'avenir, les condamnés jouir d'une grande liberté et croupir dans l'oisiveté la plus complète. Le spectacle affligeant de malfaiteurs employés dans des maisons bourgeoises ou chez des fonctionnaires comme garçon de famille ou dans des maisons de commerce comme vendeurs, voire même comme... comptables doit cesser ! Notre système pénitentiaire doit être réformé. La discipline doit être plus sévère. L'Administration pénitentiaire ne doit plus être composée que d'hommes énergiques et capables, la main-d'œuvre pénale, être dirigée par des techniciens.

Après avoir examiné le régime des condamnés, actuellement en vigueur, nous exposerons les réformes qui, à notre avis, doivent y être apportées et nous essayerons de démontrer que si la transportation était abolie, ce serait la mort économique de la Guyane.

CHAPITRE I

LES ORIGINES DE LA TRANSPORTATION

L'idée de transporter les malfaiteurs de la métropole dans les colonies éloignées n'est pas nouvelle.

Les Juifs, les Grecs et les Romains l'ont mise en pratique.

Il faut aller jusqu'en 1540 pour trouver en France moyen de repression.

François 1^{er}, autorisa J. Cartier, par ordonnance du 17 Octobre 1540, à choisir 50 condamnés dans les prisons du royaume et à les embarquer pour le Canada.

Quelques années plus tard, le marquis de la Roche, lieutenant général du Canada, déposa à l'île des Sables, sur les côtes d'Acadie, un même nombre de condamnés qui périrent presque tous. Henri IV rendit les dix survivants à leur famille après leur avoir donné une gratification de 50 écus.

En 1650, on envoya au Canada plusieurs convois de filles publiques. Quinze jours après leur arrivée, elles furent toutes mariées aux soldats du régiment de Carignan qui venait d'être licencié. Chaque couple reçut de l'Etat une dot, des instruments aratoires et des animaux domestiques.

En 1684, quelques femmes de mauvaise vie furent transportées à la Louisiane avec 300 soldats, sous les ordres de Cavelier de la Salle.

Le premier établissement pénitencier colonial date de 1719. Law fit débarquer sur les bords du Mississipi, à l'île Dauphine, plusieurs convois de vagabonds, de malfaiteurs et

de filles prostituées ; mais cette transportation n'eut qu'une courte durée.

En 1763, Choiseul fit transporter à Kourou (Guyane) 15.000 mendiants. Plus de 12.000 moururent et ce désastre jeta beaucoup de discredit sur la Guyane.

Il est à signaler que, par acte du 15 Juillet de la même année, les jeunes gens de famille dont la conduite était scandaleuse, pouvaient être envoyés à la Désirade, petite île près de la Guadeloupe. Cette mesure reçut la dénomination spéciale « d'exportation ».

En 1790, l'Assemblée Constituante résolut de prendre des mesures énergiques pour essayer de diminuer le nombre toujours croissant des criminels. La loi du 25 Septembre 1791 disposait dans son article premier que « quiconque aura été repris de justice pour crime, s'il est convaincu d'avoir, postérieurement à la première condamnation, commis un deuxième crime emportant l'une des peines des fers, de la réclusion dans une maison de force, de la gêne, de la détention, de la dégradation civique ou du carcan, sera condamné à la peine prononcée par la loi contre le dit crime et, après l'avoir subie, il sera transporté pour le reste de sa vie au lieu fixé pour la déportation des malfaiteurs ». Cette mesure correspondait à notre rélégalion.

La Convention décida que la transportation ne serait plus perpétuelle, mais d'une durée minima de 8 années. Toutefois, elle l'étendit aux vagabonds et aux mendiants récidivistes.

La loi du 24 vendémiaire an II (15 Octobre 1793) qui contenait un titre entier en 18 articles, intitulé « de la transportation » mérite d'être examinée longuement. Alors que les mesures antérieures n'avaient eu pour but que de débarrasser la métropole des malfaiteurs, le législateur de l'an II s'est occupé de l'avenir des condamnés et de leur amendement.

Cette loi imposait au condamné l'obligation de travailler pour l'Etat. Sur le produit de ce travail, il était prélevé un sixième au profit du condamné. La moitié de ce prélèvement lui était remise immédiatement, l'autre, formait un pécule qui ne lui était versé qu'à sa libération.

Une fois libéré, le transporté recevait une concession de terrain, mais, en retour, il devait verser à la colonie la moitié du produit de son travail.

Pour l'encourager à se créer une famille, cette redevance était réduite d'un quart, s'il se mariait, et de moitié, s'il avait des enfants.

L'administration se chargeait de la vente des produits et, après avoir prélevé sa part, remettait le surplus au condamné.

Si le transporté venait à décéder, la concession devenait la propriété de ses enfants.

Le transporté pouvait rentrer en France un an après sa libération si le Conseil de Surveillance le lui permettait. Dans ce cas, la concession faisait retour à la colonie.

Mais, comme la loi n'avait pas déterminé les lieux de transportation, une loi du 11 brumaire an II fixa « la partie Sud-quart sud-est de l'île de Madagascar au lieu ci-devant dit Fort Dauphin qui se nommera de ce jour Fort de la Loi ». Mais elle ne décida que la « déportation » des mendiants et des vagabonds et ne proscrivit la construction des bâtiments que pour 400 individus. Deux frégates qui emportaient les premiers transportés furent poursuivies par des croiseurs anglais et se firent sauter pour ne pas tomber entre les mains des ennemis. On suspendit alors l'exécution de la loi et la peine de la transportation fut remplacée par celle de la détention pendant une durée de 6 ans au maximum dans les prisons métropolitaines.

Remarquons en passant, que, tandis que la loi du 24 vendémiaire employait le mot « transportation » celle du 11 brumaire employait celui de « déportation ». Ceci prouve que les deux mots avaient, à l'époque, la même signification et étaient employés indistinctement. Ce n'est que plus tard, quand la transportation s'étendit aux crimes politiques qu'on employa pour les coupables de ces derniers crimes le mot « déportation ».

Toutes ces lois révolutionnaires ne furent jamais appliquées. On ne s'occupa plus, jusqu'en 1854, de la

transportation des criminels qui subirent leur peine dans les bagnes métropolitains.

Mais en revanche, les divers gouvernements qui se sont succédés, ne furent pas tendres pour leurs ennemis politiques et n'eurent d'autres préoccupations que de s'en débarrasser en les envoyant dans les colonies lointaines où ils ne pouvaient plus leur nuire.

Après le coup d'Etat du 18 fructidor, le Directoire déporta à la Guyane certains membres des deux Assemblées et des royalistes convaincus de conspiration. La loi du 19 fructidor an VIII décréta le retour en France des survivants et leur internement aux îles de Ré et d'Oléron.

L'article 17 du Code pénal de 1810 rangea la déportation parmi les peines afflictives et infamantes et l'appliqua à un certain nombre de crimes politiques. La peine devait être subie hors du territoire continental et il appartenait au Gouvernement de désigner le lieu où elle devait être exécutée. En attendant cette désignation, une ordonnance du 2 avril 1817 décida l'internement des condamnés à la Citadelle du Mont Saint-Michel.

Une loi de 1832 attribua au pouvoir législatif le soin de déterminer les lieux où devait être subie la déportation. Ces lieux n'ayant jamais été désignés, le décret du 1^{er} février 1835 décida que la citadelle de Doullens recevait les déportés.

Il fallut attendre la loi du 8 juin 1850 pour déterminer le mode d'exécution de la peine de la déportation et les lieux où elle devait s'effectuer. Cette loi, à côté de la déportation créée par l'article 17 du Code pénal, en établit une nouvelle : la déportation dans une enceinte fortifiée. Cette nouvelle peine remplaçait, en matière politique, la peine de mort abolie par l'article 5 de la Constitution du 4 novembre 1848.

La déportation dans une enceinte fortifiée devait être exécutée dans la Vallée de Waïthau aux îles Marquises.

La déportation simple devait s'effectuer aux îles Nouka-Hiva dans l'archipel des Marquises. Les condamnés jouissaient d'une grande liberté dans les lieux où ils étaient tenus de rési-

der et conservaient dans la colonie l'exercice de leurs droits civils.

Les déportés n'étaient pas astreints à l'obligation du travail; mais le Gouvernement n'était pas tenu de pourvoir à leurs besoins, sauf dans le cas d'indigence.

Tels étaient au moment où se préparait la substitution de la transportation aux bagnes, les textes qui avaient organisé l'expatriation pénale en France.

Nous allons examiner comment était exécutée la peine des travaux forcés sous l'empire du Code pénal de 1810.

CHAPITRE II

LES BAGNES. — LE MOUVEMENT D'OPINION EN FRANCE POUR LEUR SUPPRESSION

Les Bagnes ont été créés par l'Ordonnance royale du 27 septembre 1748 qui supprima la peine des galères et décida que les galériens seraient répartis, les uns dans des établissements spéciaux situés à terre, les autres sur de vieux pontons désarmés appelé « bagnes. »

Le bagne de Toulon, construit en 1748, était affecté aux condamnés à 10 ans de travaux forcés; celui de Brest, commencé en 1749 et terminé en 1750, était consacré aux condamnés à plus de 10 ans de travaux forcés. Ces deux bagnes étant insuffisants, une Ordonnance du 5 janvier 1767 institua celui de Rochefort qui reçut ces deux catégories de condamnés. Plus tard, on affecta le bagne de Rochefort aux condamnés militaires. Ce dernier bagne ne vécut pas longtemps. Une loi du 13 septembre 1830 en ordonna la fermeture et la répartition des condamnés sur les deux autres bagnes. En 1845, une section du Mont Saint-Michel fut affectée aux condamnés militaires.

Les bagnes de Brest et de Rochefort furent supprimés par le décret du 27 mars 1852 et la loi du 30 mai 1854. Seul celui de Toulon survécut jusqu'en 1870, époque à laquelle il renfermait encore 1.500 détenus.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le régime des bagnes fut très dur. Les condamnés portaient à la jambe un anneau de fer

appelé « manille » d'un poids variant de 1.000 à 1.600 grammes auquel était attachée une chaîne de 9 maillons pesant 1.350 grammes et qui servait à l'accouplement. Les indociles avaient aux pieds la manille ordinaire avec une double chaîne de 9 maillons.

Tous étaient employés à des travaux de grande fatigue : sciage du bois, curage du port, épuisement des bassins, corvées sur les chantiers, aux mines. Cependant les infirmes et les vieillards, ainsi que ceux dont la conduite était bonne, étaient affectés au service intérieur du bagne, dans les hôpitaux et dans les bureaux.

Les peines disciplinaires étaient sévères : renvoi d'un poste de faveur, retranchement du vin, mise en couple, chaîne double, cachot et bâtonnade avec un cordage ayant 15 ^m/m de diamètre et 65 cm. de longueur.

En cas de délit ou de crime, les condamnés étaient traduits devant un Conseil maritime spécial qui jugeait sans appel. Le Roi pouvait rapporter la peine de mort si elle avait été prononcée.

Malheureusement cette discipline se relâcha et ces règlements tombèrent en désuétude.

M. Portal, dans son rapport au roi Louis XVIII, en 1820, signalait que les travaux exigés n'avaient plus rien de pénible. Les forçats travaillaient en plein air et au milieu des ouvriers du port. Sous le 1^{er} Empire, plusieurs avaient même été employés loin du bagne comme domestiques ou comme commis chez des habitants et chez des fonctionnaires de la marine. Il estimait que la présence des condamnés dans les ports avait pour résultat de dégrader et de corrompre les marins et les ouvriers qui se trouvaient forcément chaque jour rapprochés d'eux sur les chantiers et dans les ateliers.

En 1838, le baron Tupinier écrivait au Ministre de la Marine :

« A la façon dont les forçats sont traités, la loi pénale que les tribunaux ont voulu leur appliquer n'est point exécutée. Au lieu de travaux de force auxquels ils sont condamnés, on les voit se livrer dans tous les recoins des arsenaux aux occupations les plus faciles. La plupart du temps, ils ne font que

dormir ou causer. On en voit 10 à 12 suivre nonchalamment, à pas comptés, une petite brouette à peine chargée que deux autres traînent sans la moindre fatigue et que chaque couple, à son tour, traînera de la même manière. Les hôpitaux maritimes en sont pleins. Ils y séjournent à titre de servants et d'infirmiers. On les trouve dans les hôtels, dans les jardins où ils remplissent les fonctions de domesticité. A Toulon, on les voit circuler dans les rues de la ville à toutes les heures du jour, au grand scandale de la morale publique. Indépendamment de ces scandales et des dangers qui résultent de l'emploi des forçats dans un port, ils sont pour la marine une charge fort lourde. »

Aussi des détenus des maisons centrales y commirent de nouveaux crimes uniquement pour se faire envoyer au bagne et se soustraire ainsi à leur régime. Pour y remédier, M. Duchatel, ministre de l'intérieur, signala le 8 juin 1842 aux Préfets qu'il avait pris « la responsabilité de faire réintégrer ces condamnés dans les maisons mêmes où les crimes avaient été commis, pour y subir la peine des travaux forcés, avec ordre de les employer aux ouvrages les plus pénibles et de les tenir enchaînés, en exécution de l'article 15 du Code Pénal. »

On pouvait aussi reprocher aux bagnes de n'avoir aucune influence moralisatrice. C'est dans les bagnes que s'organisaient les associations les plus dangereuses pour la sécurité publique. La surveillance de la haute police instituée pour suivre le criminel après sa libération aggravait encore le mal car le libéré, ne pouvant cacher sa situation pénale, devenait l'objet de la répulsion générale, se voyait écarté de tous les ateliers et ne pouvait vivre qu'en redevenant criminel. Le condamné, même s'il en avait le désir, était dans l'impossibilité de s'amender et de rentrer dans la vie sociale.

En présence d'un tel état de choses, on se demanda s'il ne fallait pas abolir les bagnes et suivre l'exemple de l'Angleterre qui transportait ses condamnés.

En 1818, M. Lainé, Ministre de l'Intérieur, chargé par Louis XVIII de lui adresser un rapport sur les prisons et sur les bagnes, reconnut les avantages de la transportation des for-

çats dans les colonies. Mais il voulut connaître l'opinion de gens qualifiés sur ce point et obtint du Roi la nomination d'une Commission qui aurait pour mission d'étudier la question suivante : convient-il de substituer la déportation aux travaux forcés tels qu'ils sont établis et exécutés?

Présidée par le Comte de Siméon, cette Commission, après 4 séances où les débats furent très animés, proposa d'adopter le principe de la transportation et de l'appliquer aux condamnés à plus de 10 ans de travaux forcés.

De 1819 à 1829, l'opinion et les pouvoirs publics se montrèrent favorables à la transportation. Plusieurs pétitions en ce sens furent adressées aux Chambres. De nombreux Conseils généraux émirent des vœux pour la suppression des bagnes. Les Commissions du budget demandèrent que la France suivit l'exemple de l'Angleterre. L'Académie de Dijon mit même au concours l'étude de la question et couronna le mémoire de M. Quentin, Lieutenant-Colonel d'Etat-Major.

De 1830 à 1835, on constate un revirement de l'opinion sur l'influence d'hommes éminents tels que Béranger, Cérfferr, Lucas, de Tocqueville et surtout de Boitard qui attaquaient vivement la transportation et préconisaient le système pénitentiaire alors adopté par les Etats-Unis d'Amérique. On recula devant les dépenses considérables que ce système aurait entraînées.

En 1843, sur l'initiative des députés de la Farelle et d'Haussonville, la Chambre adopta, après de vifs débats, la transportation comme complètement d'une détention qui aurait duré onze années. Le Gouvernement, étant donné la forte opposition qui s'était formée à la Chambre contre le projet de loi, consulta les Cours d'Appel. Quatorze seulement se montrèrent favorables à la transportation. Le Gouvernement retira alors du projet qui allait être soumis à la Chambre des Pairs tous les articles relatifs à la transportation.

La Révolution de 1848 éclata et deux causes allaient fixer l'opinion dans un sens favorable à la transportation. D'abord, les ouvriers qui, souffrant du ralentissement de la production dans toutes les branches de l'industrie, s'alarmèrent de la

concurrence des condamnés et provoquèrent du Gouvernement Provisoire la suspension du travail dans les prisons par un décret du 23 Mars 1848. Ensuite, les attaques à main armée contre l'Assemblée Nationale, la guerre civile, les campagnes faites dans le pays par quelques exaltés, qui, avec l'appui des repris de justice lesquels pensaient ainsi devenir les maîtres des événements et de la nouvelle situation politique, prêchaient le nivellement des classes et l'égalité des fortunes.

Le 5 juillet 1848, l'Assemblée décréta la transportation contre tous ceux qui avaient pris part aux journées de Juin. Elle examina ensuite la question des repris de justice.

Le Comité de législation chargea une Commission de visiter les établissements pénitentiaires et de préparer un projet sur la réforme des prisons. Les divers comités de l'Assemblée intéressés à la question (intérieur, finances, législation, Algérie et Marine), nommèrent 17 délégués. Ces délégués s'unirent aux Commissaires et formèrent une grande Commission que présida M. Thiers.

Il fut résolu que les condamnés aux travaux forcés seraient relégués dans une colonie ou en Algérie. Mais sur ces entrefaites, le rapporteur M. Faucher, devint ministre et les préoccupations du moment ne permirent pas à l'Assemblée de discuter le projet de loi qui fut renvoyé le 1^{er} Juillet 1851 au Conseil d'Etat. Il ne devait d'ailleurs être jamais examiné car l'Assemblée fut dissoute le 2 Décembre de la même année.

Le Prince-Président était un partisan convaincu de la colonisation pénale. Dans son message du 12 novembre 1850 il avait exposé ainsi son opinion :

« 6.000 condamnés renfermés dans nos bagnes grèvent le budget d'une charge énorme, se dépravent de plus en plus et menacent incessamment la Société... Il me semble possible de rendre la peine de travaux forcés plus efficace, plus moralisatrice, moins dispendieuse et plus humaine en l'utilisant au progrès de la colonisation française ».

Aussi, après le coup d'Etat, un rapport inséré au Moniteur annonça la prochaine évacuation des bagnes et une Commission d'officiers supérieurs de la Marine, présidée par l'Amiral

de Makau, fut chargée de rechercher quel devait être le lieu de la déportation. Le choix de cette Commission se porta sur la Guyane pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité et sur l'Algérie pour les condamnés aux travaux forcés à temps.

Le décret impérial du 8 décembre 1851 ratifia l'œuvre de la Commission et 2.000 forçats furent dirigés sur la Guyane. Par application de ce décret, les individus reconnus coupables de rupture de ban ou d'avoir fait partie de sociétés secrètes furent aussi transportés pendant 5 ou 10 ans, soit à Cayenne, soit en Algérie. Tombé en désuétude à la fin de l'Empire, ce décret fut abrogé par un décret du Gouvernement de la Défense Nationale en date du 24 Octobre 1870.

Un décret du 18 juin 1852 décida que les condamnés de 1848 qui étaient internés à Lambessa seraient transportés à la Guyane s'ils se refusaient au travail et à l'obéissance ou s'ils avaient encouru une peine afflictive ou infamante.

Enfin un décret du 27 mars 1852 confirma les dispositions de celui de 1851 en décidant que « sans attendre la loi qui doit modifier le Code pénal quant au mode d'application de la peine des travaux forcés » les condamnés aux travaux forcés pouvaient être envoyés à la Guyane et être employés aux travaux de la colonisation. Ce décret décidait que ceux qui étaient condamnés à 8 ans de travaux forcés résideraient perpétuellement au lieu de transportation et les autres pendant une durée égale à leur peine. Il arrêta en même temps le régime auquel les transportés seraient soumis.

Un décret était insuffisant pour une telle réforme. Il fallait une loi de l'Etat. Elle ne se fit pas attendre longtemps. Elle fut promulguée le 30 mai 1854. C'est elle qui régit actuellement la transportation.

CHAPITRE III

LA LOI DU 30 MAI 1854

a) Economie générale et dispositions de la loi.

La loi du 30 Mai 1854 n'a fait que reproduire les dispositions générales et de principe du décret du 27 mars 1852. Elle laissa à des règlements d'administration publique le soin de statuer sur les questions de détail et de déterminer le régime disciplinaire, le mode de concession des terrains et, en général, tout ce qui concerne l'exécution de la peine.

Cette loi a été rendue applicable à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion par un Sénatus-consulte du 24 février 1855 et, aux autres colonies, par un décret du 1^{er} mars de la même année.

Les principes contenus par la loi sont les suivants :

1°) Rendre à la peine des travaux forcés le caractère de répression et d'intimidation qu'elle ne possédait plus.

2°) Préparer l'amendement du condamné et faciliter son relèvement et son reclassement dans la société.

3°) Préserver la Société du contact des repris de justice.

4°) Utiliser la main-d'œuvre pénale au progrès de la colonisation.

La répression et l'intimidation

Elles sont prévues par les articles 1, 2, 3, 6, 7 et 8. Un repris de justice, sachant que la peine des travaux forcés sera subie

dans une colonie lointaine ; que l'expatriation présente, en principe, un caractère de perpétuité ; que le condamné sera employé aux travaux les plus pénibles de la colonisation, évitera de commettre un crime.

L'amendement et le relèvement

En France, le forçat libéré était forcément replongé dans le mal parce qu'il lui était impossible de se procurer des moyens d'existence honnêtes.

Aux Colonies, il ne sera plus l'objet d'aucune prévention. L'éloignement des lieux où il a commis son crime ne pourra que faciliter son reclassement dans la société. Les articles 11, 12 et 13, en lui donnant la possibilité d'obtenir une concession de terrain et de se créer une famille, lui permettent de se faire une nouvelle existence et de redevenir par le travail un citoyen estimé.

Préservation sociale

L'article 6 dispose que « tout individu condamné à moins de 8 ans de travaux forcés sera tenu, à l'expiration de sa peine, de résider dans la colonie pendant un temps égal à la durée de sa condamnation. Si la peine est de huit ans, il sera tenu d'y résider toute sa vie ».

Ces dispositions son renforcées par les articles 7 et 8 concernant l'évasion du condamné en cours de peine et du libéré.

ARTICLE 7. — « Tout condamné à temps qui, à dater de son embarquement, se rendra coupable d'évasion sera puni de 2 à 5 ans de travaux forcés. Cette peine ne se confondra pas avec celle antérieurement prononcée. La peine pour les condamnés à perpétuité sera l'application à la double chaîne (remplacée par la réclusion cellulaire depuis le décret du 13 octobre 1906) pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus ».

ARTICLE 8. — Tout libéré coupable d'avoir, contrairement à l'article 6 de la présente loi, quitté la colonie sans autorisation ou d'avoir dépassé le délai fixé par l'Administration sera puni de la peine de 1 an à 3 ans de travaux forcés ».

Utilisation de la main-d'œuvre pénale

L'article 2 stipule que les condamnés seront employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous les travaux d'utilité publique. Toutefois l'article 11 comporte que ceux qui « se seraient rendus dignes d'indulgence par leur bonne conduite, leur travail et leur repentir pourront obtenir l'autorisation de travailler aux conditions déterminées par l'Administration soit pour les habitants de la colonie, soit pour les administrations locales ».

b) Personnes soumises à la transportation.

L'article 1^{er} de la loi soumet à la transportation tous les individus condamnés aux travaux forcés. Les femmes dont la transportation était facultative aux termes de l'article 4, subissent aujourd'hui leur peine dans les Maisons Centrales. Il en est de même des individus qui ont 60 ans au jour du jugement.

Il faut remarquer que la loi de 1854 laissait en vigueur les dispositions antérieures du décret du 8 décembre 1851 sur la transportation des repris de justice et des membres des sociétés secrètes.

Il en était de même des dispositions du décret du 20 Août 1853 qui avait décidé que les individus de deux sexes condamnés à la réclusion par les tribunaux de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion pouvaient être envoyés dans les Etablissements pénitentiaires de la Guyane.

C'est ainsi qu'une décision du Gouverneur de la Guyane, en date du 24 décembre 1856, rangea les transportés en quatre catégories ;

- 1°) les condamnés aux travaux forcés ;
- 2°) les réclusionnaires coloniaux ;
- 3°) deux sections :

- a) les repris de justice en rupture de ban,
- b) les affiliés aux sociétés secrètes ;

4°) deux sections :

- a) les libérés astreints à la résidence,
- a) les libérés résidant volontairement.

La deuxième catégorie ayant disparu à la suite de l'abrogation du décret du 20 avril 1853 par celui du 2 mai 1926 qui estimait « que les colonies visées étaient maintenant organisées pour faire subir sur place la peine de la réclusion », et la troisième catégorie du fait de l'abrogation du décret du 8 décembre 1851 par celui du 24 octobre 1870, ne sont plus transportés aujourd'hui à la Guyane que les condamnés aux travaux forcés seulement.

c) Colonies affectées à la transportation.

L'article 1^{er} de la loi de 1854 laissait au pouvoir exécutif le soin de déterminer les possessions d'outre-mer dans lesquelles devait s'effectuer la transportation des condamnés aux travaux forcés. Il écartait expressément l'Algérie, colonie exceptionnelle par son importance et par sa situation, et dont sa proximité de la France entraînerait, disait le Rapporteur, de nombreuses et faciles évasions et enlèverait à la peine des travaux forcés son caractère d'intimidation.

Au début, le Gouvernement choisit uniquement la Guyane. Mais l'opinion publique ayant été émue par les nombreux décès de forçats qui s'y étaient produits, l'Empereur, à l'ouverture de la Session législative de 1857, annonça « qu'on élaborait un projet destiné à transporter les Etablissements pénitentiaires en Afrique ou ailleurs ».

La Nouvelle-Calédonie fut choisie provisoirement et à titre d'essai et, cette même année, le brick *Le Railleur*, parti de Brest pour cette colonie, chargé de forçats condamnés à plus de 8 ans de travaux forcés et, par conséquent, astreints à la résidence perpétuelle. Cette expérience fut heureuse. Aussi par décret du 2 septembre 1863 un établissement pénitentiaire fut créé en Nouvelle-Calédonie et en 1867 il fut décidé, qu'à l'avenir, tous les condamnés européens ne seraient plus dirigés

que sur cette colonie. La Guyane n'était plus réservée qu'aux condamnés d'origine africaine et asiatique.

La colonisation pénale à la Guyane était ainsi, comme nous le verrons plus loin, destinée à s'éteindre progressivement.

Il aurait mieux valu que le Pouvoir central ait pris toutes les mesures utiles pour améliorer l'état sanitaire et les conditions d'existence des transportés à la Guyane. L'exemple de l'Australie qui, précisément en 1857 quand partait le premier convoi de condamnés pour la Nouvelle-Calédonie, demandait énergiquement à la Métropole de cesser la transportation sur son territoire, aurait dû attirer l'attention du Gouvernement sur l'impossibilité de faire de notre île Océanienne une colonie pénitentiaire de longue durée et que dans un jour prochain, à la suite des réclamations des colons, il aurait été obligé de choisir une autre possession voire même de revenir à la Guyane. On aurait ainsi évité de grandes dépenses inutiles.

La Nouvelle-Calédonie est une île à peine trois fois plus grande que la Corse. Son climat est très sain. Les forêts couvrent environ le quart de son territoire. Ses richesses minières sont considérables et son sol est très fertile. C'est la seule colonie de peuplement que nous possédons. Or, en 1885, on comptait pour une population libre de 3.700 colons et de 42.000 indigènes, une population pénale de 10.127 individus. Au début, la population libre ne fut pas effrayée car on affecta spécialement à la transportation tout le nord de l'île. Puis le nombre des transportés s'accroissant sans cesse, l'Administration se vit obligée de dépasser les limites primitivement fixées et les terrains consacrés aux condamnés occupèrent bientôt 31.700 hectares. Une dépêche ministérielle du 19 février 1881 spécifia « qu'il fallait à nouveau délimiter le territoire pénitentiaire en l'agrandissant de manière à lui constituer des réserves différentes pour l'avenir ». Pour cela, on décida que les vastes concessions obtenues par les premiers colons, qui étaient sans cultures ou à peu près abandonnées, seraient considérées comme biens vacants et sans maîtres et feraient, comme les successions en deshérence, retour au domaine colonial. Le décret du 16 août 1884 put ainsi attribuer au Service pénitentiaire un domaine de 110.000 hectares. Le

Gouverneur Pallu de la Barrière avait estimé qu'en donnant 100.000 hectares on pouvait encore envoyer des forçats jusqu'en 1888. Le Département en allouant 10.000 hectares de plus ne pouvait prolonger la transportation que de quelques années seulement.

L'étendue restreinte de la Nouvelle-Calédonie ne permettait pas, comme celle de la Guyane, de cantonner les condamnés sur un territoire déterminé. La population libre, noyée au milieu de l'élément pénal, était exposée à un véritable danger et des plaintes analogues à celles de l'Australie se firent entendre tant au Conseil Général qu'au Conseil Supérieur des Colonies.

Le Ministère décida, le 15 Mai 1887, de n'envoyer à l'avenir en Nouvelle-Calédonie que les condamnés à moins de 8 ans de travaux forcés avec l'arrière pensée que, leur doublage fini, ils quitteraient le pays.

Un décret postérieur dû 16 novembre 1889, voulant opérer une sélection parmi les condamnés, désigna la Guyane pour les criminels dangereux, pour les récidivistes et pour ceux qui n'avaient aucune chance d'amendement et la Nouvelle-Calédonie pour les condamnés primaires dont on pouvait espérer le relèvement. Ces deux mesures étaient un acheminement vers la suppression de l'envoi de condamnés aux travaux forcés en Océanie. La transportation à la Nouvelle-Calédonie fut, en effet, abolie en 1897.

Nous signalerons qu'un décret du 3 mars 1886 créa un Etablissement pénitentiaire à Obock pour les individus de race Arabe, les Chinois et les Annamites. On y interna seulement 140 Arabes. Cet établissement fut supprimé par le décret du 11 août 1895.

Le 3 octobre 1886, un décret institua un pénitencier au Gabon pour les condamnés originaires de l'Inde ou de l'Afrique. En raison de la grande mortalité constatée chez les condamnés, il fut supprimé par décret du 1^{er} octobre 1898.

Ajoutons, pour terminer, que la loi de 1854 prévoit qu'en cas de guerre maritime, d'épidémie ou de tout autre événement grave, la peine des travaux forcés sera subie en France jusqu'à ce que l'empêchement ait cessé.

CHAPITRE IV

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Avant d'étudier le régime des transportés et d'examiner les travaux auxquels ils sont astreints, il convient de dire quelques mots de l'Administration pénitentiaire chargée d'assurer l'application de la peine des travaux forcés.

La loi du 30 mai 1854 n'avait pas déterminé le mode d'administration et d'organisation des Etablissements pénitentiaires coloniaux.

En attendant les règlements d'administration publique prévus par la loi, les Gouverneurs organisèrent les pénitenciers en s'inspirant du régime des anciens bagnes métropolitains.

Ce ne fut qu'en 1878 que ces règlements parurent. Le décret du 16 février 1878, qui est toujours en vigueur aujourd'hui, créa d'abord une Direction de l'Administration pénitentiaire et régla les attributions du Directeur. Celui-ci est nommé par le Chef de l'Etat et a la direction, sous les ordres du Gouverneur, des différentes parties du service de la transportation. Membre du Conseil Privé, il prend rang après le Chef du Service judiciaire. Il est personnellement responsable des actes de son administration sauf s'il a agi sur les ordres formels du Gouverneur après lui avoir fait des représentations. Il a le droit d'adresser directement au Ministre la copie de la correspondance échangée avec le Gouverneur et de la décision intervenue.

Le Directeur présente au Gouverneur tous les projets concernant son service. Il prépare le travail des grâces et

répartit les condamnés entre les divers pénitenciers. C'est à lui qu'il incombe de prendre toutes les mesures utiles au maintien de la discipline, à l'organisation du travail, à l'attribution des concessions et de régler les engagements de travail.

Il a la haute fin sur tout le personnel et dirige tous les services des pénitenciers et des bureaux.

Il prépare le budget de la transportation.

Il est ordonnateur secondaire en matières et en finances. Il a sous sa direction la Caisse de la transportation et en vérifie la comptabilité.

Il correspond seul avec le Gouverneur et prépare à sa signature la correspondance avec le Ministre ou avec l'extérieur. Il a le droit de nommer les agents dont la solde ne dépasse 2.000 francs par an.

Un décret du 6 décembre 1878 régla ensuite l'organisation des différents services sur les Etablissements pénitentiaires ainsi que celle du personnel et des bureaux.

Un Sous-Directeur, nommé par le Ministre, était appelé à remplacer le Directeur en cas d'absence ou d'empêchement.

Trois bureaux étaient créés : 1°) Secrétariat et comptabilité. 2°) Personnel. 3°) Matériel, hôpitaux et vivres.

La Caisse de la transportation devait être gérée par un fonctionnaire nommé par le Ministre et soumis à un cautionnement.

Le Service des travaux devait être assuré par un personnel technique et dirigé par un ingénieur ou un conducteur qui prenait le titre de Chef du Service des Travaux Pénitentiaires.

Le Commandement des pénitenciers était confié soit, à des officiers, soit à des fonctionnaires civils. Sur les pénitenciers, les aumôniers, les médecins et les pharmaciens de la Marine étaient soumis à l'autorité du Commandant.

Le Service administratif était assuré par des officiers du Commissariat de la Marine qui prenaient le titre d'officiers d'administration et avaient sous leurs ordres les agents qui s'occupaient des magasins des vivres, du matériel et des hôpitaux.

Mais le décret laissait au Gouverneur le soin de régler les cadres du personnel et les attributions des Bureaux par des arrêtés qui devaient être soumis à l'approbation du Ministre. Ces arrêtés ont été pris le 25 août 1879.

Un décret du 26 octobre 1882 remania cette organisation administrative qui existe encore de nos jours.

Aux termes de ce décret, le personnel est divisé en trois catégories distinctes :

D'abord, les fonctionnaires d'administration pure qui sont chargés de la partie administrative et financière du service. Ce sont ceux des bureaux, de la caisse, des services administratifs sur les pénitenciers, les agents des vivres et du matériel, les Commandants supérieurs et les Commandants des pénitenciers. Puis viennent les surveillants militaires, les commissaires de police et les agents de police, chargés du maintien du bon ordre et de la discipline. Enfin le personnel du Service des travaux dirigé par des agents généraux et des agents de cultures et de colonisation.

Tout ce personnel est sous les ordres du Directeur qui est assisté d'un Sous-Directeur, d'un Inspecteur principal et d'Inspecteurs de la transportation.

Des postes d'Interprètes principaux et ordinaires étaient créés.

L'Inspecteur principal et les Inspecteurs de la transportation étaient chargés de la surveillance et du contrôle général sous la haute autorité du Directeur.

Les officiers du Commissariat de la Marine étaient supprimés par voie d'extinction. Désormais il n'y aurait plus que des fonctionnaires civils dans tous les services de l'Administration pénitentiaire.

Le décret fixe le mode de recrutement, la hiérarchie et les conditions d'avancement du personnel. Il détermine aussi le fonctionnement des différents services sur les pénitenciers et dans les bureaux.

Comme le Parlement rognait tous les ans les crédits de la transportation et de la rélegation, on se vit obligé de réduire

le personnel. Ce fut l'œuvre du décret du 20 décembre 1892 qui est toujours en vigueur.

L'Inspecteur principal et les Inspecteurs de la transportation ainsi que les Agents généraux et les Agents de colonisation furent supprimés. Le Sous-Directeur fut chargé spécialement de la surveillance et du service général. Le Service des vivres et du matériel fut placé entre les mains des agents du Corps des Comptables Coloniaux. Le Service de santé fut assuré par le personnel du Corps de Santé des Colonies.

Pour que les divers services puissent être dirigés et assurés par des hommes compétents, un cours de science pénitentiaire fut créé à l'Ecole Coloniale.

Pour renforcer le contrôle des pénitenciers au point de vue pénal, un décret du 20 mars 1895, modifié par celui du 4 avril 1897, autorise le Procureur Général à faire des tournées d'inspection quand il le jugera utile et au moins une fois l'an. Ce magistrat recueille les doléances et les réclamations des condamnés, les vérifie et adresse ensuite un rapport au Ministre avec les observations du Directeur de l'Administration pénitentiaire et du Gouverneur. Il a le droit de se livrer à toutes investigations et d'interroger les condamnés et le personnel.

L'Administration pénitentiaire est concentrée au Maroni. La subordination du Directeur au Gouverneur n'est pas étroite et paralyse le Gouverneur dans ses attributions normales de haute direction et de contrôle supérieur. Aussi pour y remédier dans une certaine mesure, le décret du 18 septembre 1925 place à Cayenne auprès du Gouverneur un fonctionnaire de l'Administration pénitentiaire d'un grade assez élevé qui est le Délégué permanent du Directeur obligé à résider au Maroni. Ce fonctionnaire est un Chef de bureau nommé par le Ministre. Il commande le pénitencier de Cayenne et a pour mission d'éclairer le Gouverneur afin que celui-ci puisse mieux contrôler la marche des services pénitenciers spécialement pour la préparation et l'exécution du budget de l'Etat. Il assiste au Conseil privé. Il fournit au Gouverneur tous renseignements utiles sur les services pénitentiaires, lui soumet les projets

d'arrêtés et de règlements présentés par le Directeur, les mesures à prendre pour le maintien de la discipline et toutes celles qui intéressent les Etablissements pénitentiaires et dont l'initiative appartient au Directeur. Il veille à l'insertion au Journal Officiel de la Guyane des arrêtés et des décisions prises par le Gouverneur et qui concernent le Service pénitentiaire. Il soumet au Gouverneur le budget des Services pénitentiaires préparé par le Directeur et suit l'emploi des crédits d'après les ordres du Gouverneur. Il en est de même des cahiers des charges, des projets de marchés, des demandes de matériel à acheter en France prescrits par le Directeur.

Le Gouverneur est tenu d'inspecter les pénitentiers du Maroni au moins une fois par trimestre et d'adresser après chaque inspection un rapport circonstancié au Ministre.

L'Administration pénitentiaire jouit donc d'une certaine autonomie et d'une grande liberté de mouvements.

Malheureusement, son recrutement laisse à désirer. Nous y reviendrons plus loin et nous verrons que c'est une des causes des résultats négatifs de la transportation à la Guyane.

CHAPITRE V

LE RÉGIME DES TRANSPORTÉS

Régime disciplinaire

Le décret du 27 Mars 1852 laissait au Gouverneur le soin de statuer par des arrêtés locaux sur le régime disciplinaire. L'article 14 de la loi du 30 mai 1854 l'attribue au Chef de l'Etat.

a) Régime des arrêtés locaux.

Ce sont des arrêtés des Gouverneurs qui ont réglementé le régime disciplinaire jusqu'à la promulgation du décret du 18 juin 1880.

Quand les premiers convois de transportés arrivèrent à la Guyane, le Gouverneur, M. Sarda-Garriga, partageant les tendances ultra-humanitaires de l'époque, pensa arriver à la réforme morale des condamnés en employant à leur égard une très grande douceur et en écartant tout ce qui pouvait leur rappeler leur misérable condition. Il fit partager ses vues au personnel militaire et administratif des pénitenciers. Il lui recommanda de faire preuve envers les transportés d'un grand esprit de justice et de modération et d'user de son autorité avec fermeté mais sans rigueur. « Les officiers et les fonctionnaires, disait-il, éviteront toute forme blessante et vexatoire, ayant toujours présente à l'esprit cette pensée que, de toutes les causes qui peuvent irriter ou corrompre le caractère de l'homme, la plus puissante est le sentiment de l'injustice

soufferte ». Voulant donner l'exemple, il se rendit aux Iles du Salut. Et on peut lire dans le *Moniteur de la Guyane* 1852, n° 14 bis, le compte-rendu de cette visite au pénitencier... Au débarcadère, une députation de condamnés vint à sa rencontre et le chef de cette députation souhaita dans une harangue la bienvenue au Chef de la colonie. Ce dernier se rendit ensuite chez le Commandant du pénitencier, sous des arcs de triomphe, et escorté par des forçats portant des oriflammes. Le Gouverneur assista ensuite à la pose de la première pierre d'une colonne élevée par les condamnés en l'honneur du Prince Président et dut entendre deux nouveaux discours prononcés par le Président et le Vice-Président de l'escorte. Après cette cérémonie, des forçats, artistes improvisés, jouèrent devant le Gouverneur et sa suite deux vaudevilles « Le Philtre Champennois » et « Le Triolet Bleu ».

Aussi on peut se douter de la valeur disciplinaire de son arrêté du 10 novembre 1852. Cet arrêté divisait les transportés en compagnies de 120 hommes dirigées par un surveillant. Chaque compagnie était subdivisée en sections. Chaque section « élisait » un chef de case qui était chargé d'exécuter les ordres et les consignes et de transmettre les réclamations des condamnés (!!).

Le Commandant du pénitencier devait laisser aux transportés la faculté de se grouper d'après leurs sympathies personnelles.

Aucun salaire n'était prévu pour les travaux exécutés par les forçats, mais certains avantages étaient offerts à ceux qui se distinguaient par leur bonne conduite et leur assiduité au travail.

Les punitions, selon la gravité de la faute, étaient les suivantes :

- 1°) Retranchement du vin.
- 2°) Travaux les plus pénibles pendant 15 jours au maximum.
- 3°) La réclusion pendant le temps du repos dans une cellule ordinaire. Elle ne pouvait pas excéder un mois.
- 4°) La réclusion dans une cellule ténébreuse pendant trois jours.

5°) La réclusion dans une cellule ténébreuse avec mise aux fers.

6°) L'obligation de porter la casaque et le bonnet rouges.

7°) L'accouplement pendant une durée maxima de 40 jours.

8°) Le boulet pour trois mois au plus.

Les indociles étaient isolés des autres et étaient employés aux travaux de grande fatigue. Ils portaient la casaque et le bonnet rouges et étaient enfermés dans une cellule pendant les deux heures qui étaient consacrées au repos, et, en dehors du temps du travail.

Une si grande bienveillance ne pouvait que faire obtenir des résultats fâcheux. L'anarchie ne tarda pas à régner sur tous les pénitenciers. L'autorité des surveillants était méconnue. Tous les jours on ne signala que des mutineries, des rebellions et des vols.

Le Gouvernement, ému, rappela M. Sarda-Garriga et le remplaça par l'amiral Fourichon. Celui-ci, pour mettre fin au désordre qui régnait sur les pénitenciers, prit des mesures très rigoureuses. Il rétablit les peines corporelles prévues dans les bagnes par l'ordonnance de 1748.

Le travail reprit son cours, la discipline devint très sévère.

Il y eut cependant quelques résistances. Le 23 juillet 1853, les condamnés qui étaient internés à l'île la Mère, se révoltèrent. Le Gouverneur proclama l'état de siège et les chefs de la révolte furent arrêtés et livrés à la justice.

A la suite de cet événement, l'amiral Fourichon, considérant que le décret de 1852 imposait aux forçats le travail sans rémunération, supprima le salaire qui était alloué aux transportés travaillant sur les pénitenciers par l'arrêté du 23 mai 1853. Seule une gratification en vin pouvait être à l'avenir allouée aux bons travailleurs. Les cantines établies sur les pénitenciers furent supprimées. Le calme revint et le Gouverneur pouvait écrire au Ministre avec raison que « les Iles du Salut étaient organisées et administrées comme un vaisseau ».

L'amiral Fourichon pensa qu'il fallait un régime disciplinaire nouveau et que les forçats devaient comprendre qu'ils

n'étaient pas des exilés libres mais des condamnés à une peine afflictive et infamante et que, s'ils voulaient adoucir leur sort, ils n'avaient qu'à donner des signes de retour au bien.

C'est dans cette pensée qu'il prit son arrêté du 10 mai 1855 qui fut approuvé par le Ministre.

Désormais plus d'élections. Le Commandant du pénitentier choisissait parmi les plus méritants des contre-maîtres qui dirigeaient les ouvriers, formaient les apprentis et distribuaient le travail.

Les punitions disciplinaires étaient plus fortes :

- 1°) Retranchement du vin ;
- 2°) Fers sans chaînes ;
- 3°) Fers avec chaînes ;
- 4°) Fers et l'accouplement ;
- 5°) Fers et cellule.

Les châtiments corporels des anciens bagnes étaient rétablis et appliqués en cas de fautes graves.

Un arrêté du 26 décembre 1872 établit un régime disciplinaire spécial pour les transportés convaincus d'évasion et pour ceux dont l'inconduite était soutenue ou qui avaient été l'objet de nouvelles condamnations. Ce régime variait avec la catégorie à laquelle appartenait le transporté.

Les repris de justice (3^e catégorie) et les libérés astreints à la résidence (4^e catégorie) étaient rangés dans un peloton dit de punition. Ils étaient astreints à des corvées spéciales et ne touchaient ni vin ni salaire.

Les forçats (1^{re} catégorie) et les réclusionnaires (2^e catégorie) étaient classés au peloton de correction. Ils étaient affectés aux travaux les plus pénibles. Ils n'avaient pas droit au vin, ne touchaient aucune rétribution et étaient incarcérés en dehors des heures de travail. Les indociles étaient punis de la chaîne simple et portaient une marque particulière sur leurs vêtements.

Enfin dans le peloton dit de la « double chaîne » étaient placés les transportés en cours de peine rentrant d'évasion et les indociles que le peloton de correction n'avait pas domptés.

Ils étaient astreints aux travaux les plus pénibles et portaient la double chaîne. Ils étaient vêtus du costume des forçats.

Les peines corporelles avaient soulevé en France de vives critiques et Shœlcher déposa sur le bureau du Sénat un projet de loi tendant à leur suppression. Ce projet fut retiré, le Ministre ayant annoncé la préparation d'un décret disciplinaire supprimant ces peines.

Régime des décrets de 1880 et de 1891

Le décret du 18 juin 1880, répartissait les condamnés en cinq classes.

En arrivant dans la colonie, le transporté était placé dans la 5^e classe, s'il était récidiviste, et dans la 4^e classe, s'il était un délinquant primaire.

Les condamnés de ces deux classes étaient employés à des travaux publics. Ils ne recevaient pas de salaires. Ils étaient astreints au silence et étaient isolés la nuit si les locaux le permettaient. Toutefois, les condamnés affectés à la 4^e classe pouvaient recevoir, s'ils se conduisaient bien, des gratifications en nature (vin, tabac, tafia).

Les condamnés de la 3^e classe étaient employés à des travaux pour le Compte de l'Etat ou de la Colonie. Le Gouverneur pouvait, sur la proposition du Service des Travaux et après avis du Directeur de l'Administration pénitentiaire, leur accorder des récompenses en argent, à titre d'encouragement.

Les condamnés de la 2^e classe avaient droit au salaire. Ils pouvaient être employés sur des pénitenciers agricoles.

La 1^{re} classe comprenait les hommes les mieux notés. Ceux-ci pouvaient être employés, avec un salaire élevé, comme chefs d'ateliers ou de chantiers, aux travaux des divers Services publics. Ils pouvaient même s'engager chez les habitants et obtenir une concession.

Le décret décidait que tout condamné pouvait, au bout de six mois, passer de la classe inférieure à la classe supérieure par décision du Gouverneur prise sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire.

Ainsi en 18 mois, un transporté de la 4^e classe pouvait passer à la 1^{re} classe et se trouver dans la situation de colon libre qu'il pouvait conserver jusqu'à sa libération.

Il faut avouer que cette mesure heurtait le bon sens et qu'il n'était guère encourageant pour un honnête colon libre, de voir un forçat mieux partagé que lui. Le forçat, en effet, était assuré d'avoir toujours du travail ; l'administration lui venait en aide et, s'il tombait malade, il était soigné gratuitement à l'hôpital. Le colon, lui, ne devait compter que sur ses propres moyens.

Le temps d'épreuve exigé par le législateur était trop court. La bonne conduite et le travail ne suffisaient pas à un condamné aux travaux forcés à perpétuité pour obtenir si vite une libération anticipée.

Sans doute, l'Administration pénitentiaire pouvait y remédier en accordant avec discernement l'avancement en classe. Mais, en fait, cet avancement était automatique et avait fini par être considéré par le forçat comme un droit à l'ancienneté. Cette mesure, ainsi appliquée, n'était plus un stimulant.

Les peines disciplinaires qui pouvaient être infligées étaient les suivantes :

- Le retranchement du vin pendant 15 jours au plus ;
- La prison de nuit pendant un mois au plus ;
- La boucle simple ou double ;
- La cellule pendant 2 mois au plus ;
- Le peloton de correction ;
- Le peloton de correction avec chaîne simple ;
- Le peloton de correction avec l'accouplement ;
- Le cachot avec la chaîne double ou la double boucle pendant un mois au plus.

Cette dernière peine ne pouvait être prononcée que par le Gouverneur.

Toutes ces peines pouvaient se cumuler avec le renvoi à la classe inférieure.

Les fautes graves pouvaient entraîner le renvoi à la 5^e classe. Ce renvoi était de droit pour le forçat qui venait d'encourir une nouvelle condamnation pour crime ou délit.

Un tel régime avait rendu l'Administration impuissante à dompter les fortes têtes. Le côté repressif de la loi de 1854 était perdu de vue. Il devenait indispensable de remédier à une telle situation.

Aussi une dépêche ministérielle du 15 mai 1889 créa une Commission pour étudier les réformes à introduire dans le régime pénitentiaire des colonies. Elle est devenue depuis la « Commission Permanente du Régime Pénitentiaire Colonial ».

Le premier acte issu des travaux de cette Commission furent le décret du 4 octobre 1889 qui institua des tribunaux maritimes spéciaux et celui du 5 du même mois qui réglementa les peines applicables aux transportés en cas de crime ou délit. Ces décrets étaient les plus urgents. Comme la plus grande partie des transportés subissaient la peine la plus grave dans l'échelle pénale après la mort, les condamnations nouvelles prononcées contre eux étaient inopérantes. Qu'importait, par exemple, aux condamnés aux travaux forcés à perpétuité d'encourir une nouvelle peine de 5, 10 ou 20 ans de travaux forcés ? D'autre part, les peines de la réclusion et de l'emprisonnement étaient sans effet, puisque dans notre législation les peines inférieures ne peuvent pas suspendre l'exécution des peines d'un degré supérieur.

Nous examinerons dans un chapitre spécial ces deux décrets.

Le deuxième acte issu des travaux de la Commission fut le décret du 4 septembre 1891.

Ce décret était divisé en deux parties. La première comprenait les différentes mesures qui avaient pour but la moralisation du condamné, son reclassement ainsi que les encouragements qu'il y avait lieu de donner à ceux dont la conduite était bonne. La seconde avait trait au système repressif. Aux termes de ce décret, les condamnés n'étaient plus répartis que dans trois classes au lieu de cinq.

Avant le départ de chaque convoi, un classement était fait par le Ministre de la Justice.

Les malfaiteurs, les repris de justice, les hommes qui étaient signalés comme dangereux et qu'il convenait de surveiller d'une façon spéciale étaient affectés à la troisième classe.

Les transportés qui n'avaient pas d'antécédents judiciaires étaient versés dans la 2^e classe.

A leur arrivée dans la colonie, le Directeur de l'Administration pénitentiaire groupait dans chaque classe les condamnés d'après leurs antécédents. Ceux qui avaient encore quelques bons sentiments ne risquaient pas ainsi de se corrompre définitivement au contact des récidivistes et des criminels endurcis. Les condamnés de la 3^e classe étaient astreints aux travaux les plus pénibles.

Ceux de la 2^e classe n'étaient soumis qu'aux travaux ordinaires de colonisation et d'utilité publique pour le compte de l'Etat, de la colonie, des municipalités ou des particuliers.

La 3^e classe comportait une section spéciale dite des « incorrigibles » qui était soumise à une réglementation spéciale et très sévère.

Après un temps plus ou moins long d'épreuve, les condamnés les mieux notés et qui avaient donné toute satisfaction par leur conduite et leur travail, étaient versés à la 1^e classe.

Seuls, les condamnés de la 1^e classe, pouvaient être admis au bénéfice de l'assignation, avoir des concessions et être employés par l'administration, les services publics ou les particuliers comme chefs de chantier. Seuls, ils pouvaient être compris dans le travail des grâces. Cependant les condamnés des deux autres classes pouvaient aussi être l'objet d'une grâce s'ils avaient accompli un acte de courage ou de dévouement.

L'avancement en classe ou la rétrogradation avait lieu par décision du Directeur de l'Administration pénitentiaire sur l'avis d'une Commission disciplinaire que créait le décret.

Les condamnés de la 3^e classe pouvaient être proposés pour la 2^e classe s'ils avaient été employés effectivement pendant deux ans aux travaux de leur classe dans la colonie.

Ceux de la 2^e classe pouvaient être proposés pour la 1^e classe s'ils avaient accompli la moitié de leur peine. Pour les condamnés à plus de 20 ans de travaux forcés ou à perpétuité le délai minimum était de 10 ans.

Toutefois, le passage à la 1^e classe pouvait être accordé

exceptionnellement par le Ministre aux condamnés de la 2^e classe qui avaient accompli, soit le quart de la peine, si la peine était celle des travaux forcés à temps, soit, au moins 5 ans, si la peine dépassait vingt ans de travaux forcés.

Au point de vue disciplinaire, les seules punitions prévues étaient :

- la prison de nuit,
- la cellule,
- le cachot.

Les hommes punis de la prison de nuit couchaient sur un lit de camp et étaient mis à la boucle simple. Ils étaient enfermés après le repas du soir et sortaient de prison le matin au lever. Ils étaient astreints pendant la journée au travail des condamnés de leur classe. La prison était infligée pour un mois au plus.

Les condamnés punis de cellule étaient enfermés isolément. Ils couchaient sur un lit de camp et étaient mis à la boucle simple pendant la nuit. Ils étaient astreints au travail d'après une tâche déterminée. Ils ne pouvaient recevoir aucune visite ni écrire, si ce n'est aux autorités administratives ou judiciaires de la colonie et aux Ministres de la Justice et des Colonies. Ils étaient réunis dans un préau pendant 1 heure par jour et obligés de marcher à la file, en silence, sous la conduite des surveillants. Ils étaient mis au pain sec pendant un jour sur trois.

La cellule était infligée pour deux mois au plus.

Ceux qui étaient punis de cachot étaient isolés. Ils couchaient sur un lit de camp et étaient mis à la double boucle pendant la nuit. En cas de révolte ou de violences, ils pouvaient être mis, par l'agent chargé de la surveillance des locaux disciplinaires, à la double boucle de jour et de nuit pendant trois jours au plus. L'agent devait en rendre compte immédiatement à l'autorité supérieure. Ils ne pouvaient recevoir aucune visite et n'étaient autorisés à écrire qu'au Directeur de l'Administration pénitentiaire, au Gouverneur et aux Ministres. Ils étaient mis au pain sec deux jours sur trois.

Cette punition s'exécutait dans un local obscur. Elle était infligée pour un mois au plus. Si les punitions de cellule accumulées dépassaient un mois, les 8 premiers jours qui suivaient l'expiration de chaque mois en cachot obscur étaient subis dans un local clair.

Pour les concessionnaires, les punitions de prison et de cellule étaient convertis en journées gratuites de travail sur les centres de colonisation, quinze au maximum pour les punitions de prison et trente au plus pour celles de cellule.

Les surveillants avaient le droit d'infliger la punition de prison pour deux nuits. Pour les cas plus graves, ils devaient se borner à faire un rapport au chef de l'établissement ou du camp. Celui-ci saisissait la Commission Disciplinaire de l'établissement ou du camp qui prononçait les sanctions nécessaires.

Le décret du 19 décembre 1900 supprima la mise à la double boucle.

Un décret du 31 juillet 1903 décida qu'à des époques déterminées, les condamnés qui avaient des réclamations à faire pouvaient les soumettre, à la Commission de l'établissement qui les examinait et les transmettait ensuite avec son avis au Directeur de l'Administration pénitentiaire. Ce décret leur reconnaissait, en outre, le droit d'adresser des demandes et des réclamations sous plis fermés aux autorités de la colonie. L'Administration pénitentiaire était tenue de les transmettre sans retard aux destinataires.

L'allocation des salaires aux condamnés était contraire à l'esprit de la loi de 1854. Le travail, qui constituait la peine elle-même, ne pouvait être rémunéré. Aussi le décret de 1891 déclare que le condamné ne doit recevoir aucun salaire, mais seulement des gratifications en nature, s'il y a lieu. Il n'a droit qu'au pain et à l'eau et ce n'est que par son travail qu'il méritera les compléments de ration sous forme de gratifications. C'était là une sanction efficace à l'obligation du travail, puisque la non exécution de la tâche imposée ne pouvait plus, comme sous le régime du décret de 1880, être sanctionnée par des châtiments corporels.

Le décret de 1891, par ses sévérités, intimidait les condamnés peu enclins à se plier à la discipline des pénitenciers, mais récompensait, en revanche, tous ceux qui montraient du repentir pour leurs fautes passées et se faisaient remarquer par leur bonne conduite et leur assiduité au travail. Les avantages de la première classe étaient un puissant moyen de moralisation.

Malheureusement ce décret donnait trop de satisfactions pour demeurer en vigueur très longtemps. De bonnes âmes plaignirent ces pauvres forçats pour qui l'exil était, selon le mot de Victor Hugo, une « guillotine sèche ». On devait adoucir leur sort en les traitant avec bonté et non pas en faire des révoltés en employant à leur égard des mesures trop rigoureuses. Un révolté ne peut pas s'amender et le vœu du législateur de 1854 n'était pas réalisé. Ainsi le temps fixé par le décret de 1891 rendait difficile l'accession à la 1^{re} classe. Les avantages de cette classe ne pouvaient être obtenus que dans un avenir lointain pour les transportés qui avaient été condamnés à une longue peine ou aux travaux forcés à perpétuité. Le maintien du forçat pendant de longues années sur les chantiers des pénitenciers avait pour résultat d'épuiser ses forces et de le rendre impropre aux travaux de colonisation. Quand il arrivait à la 1^{re} classe, il était physiquement trop déprimé. D'autre part, bien des familles qui auraient été disposées à rejoindre leur Chef, reculaient devant le temps qu'il fallait attendre pour pouvoir obtenir un passage gratuit. Après deux ou trois ans d'attente, elles cherchaient une autre voie et étaient perdues pour la colonie et pour le condamné. Puis, avec le temps, l'oubli se faisait autour du forçat.

Le décret du 26 février 1907 s'inspirant de ces arguments, réduisit le temps à passer à la 2^e classe pour pouvoir être proposé pour la 1^{re} classe : deux ans au moins pour le condamné à moins de 10 ans ; 4 ans au moins pour le condamné à plus de 10 ans ; 5 ans au moins pour le condamné à plus de 20 ans ou à perpétuité.

Il faut remarquer que le temps d'épreuve exigé par ce décret est le même que celui qui était fixé par le décret de 1891 pour

obtenir du Ministre l'accès, à titre exceptionnel, à la 1^{re} classe. Mais ce qui était une faveur sous l'empire du décret de 1891 devenait un droit. Les condamnés n'avaient plus de raisons de se signaler aux autorités par une conduite exemplaire et une grande ardeur au travail.

c) Régime actuellement en vigueur.

Une Commission inter-ministérielle fut instituée par le décret du 17 janvier 1924 pour étudier les améliorations qu'il y avait lieu d'apporter au régime de la transportation. Elle était présidée par M. Paul Dislère, Président de Section Honoraire au Conseil d'Etat, qui, le 17 février 1925, saisit le Département, d'une part, de deux projets de loi tendant, l'un à substituer la juridiction ordinaire aux Tribunaux Maritimes spéciaux, l'autre à modifier, la loi du 30 mai 1854 en ce qui concerne les libérés ; d'autre part, de six projets de décret concernant : le premier, le régime disciplinaire auquel sont astreints les condamnés aux travaux forcés entre leur condamnation et le moment de leur embarquement pour les lieux de transportation ; le second, le régime disciplinaire des établissements des travaux forcés aux colonies ; le troisième, le régime des libérés astreints à résider dans les colonies ; le quatrième ; l'emploi de la main-d'œuvre pénale dans les colonies pénitentiaires ; le cinquième, les pénalités à appliquer aux transportés ; le sixième, la création d'un comité de patronage des libérés à la Guyane. Ces projets de décret furent adoptés et promulgués le 18 septembre 1925. Nous ne nous occuperons ici que des deux premiers de ces décrets qui ont trait au régime disciplinaire.

d) Voyage des transportés.

Dès que sa condamnation aux travaux forcés est devenue définitive, le condamné est mis en cellule de jour et de nuit et astreint au travail. Il y est maintenu jusqu'à son transfert à la citadelle de Saint-Martin-de-Ré d'où il sera dirigé sur la Guyane.

On lui constitue un dossier de transportation divisé en trois parties : judiciaire, pénitentiaire, sanitaire.

La partie judiciaire comprend : les renseignements relatifs à son état civil et familial, à sa profession, à ses aptitudes au travail ; l'extrait de l'arrêt de la condamnation aux travaux forcés ; une notice individuelle du parquet comprenant sa situation pénale, ses antécédents et l'analyse des faits qui ont servi de base à la condamnation ; les avis motivés et explicites du Président des Assises et du représentant du Ministère Public qui a requis personnellement la condamnation, sur sa situation morale, les espoirs d'amendement dont il est susceptible et l'indication de la classe à laquelle il paraît opportun de l'affecter pour l'exécution de sa peine.

La partie judiciaire du dossier est transmise au Directeur de l'établissement pénitentiaire où est détenu le condamné au plus tard dans les 10 jours qui suivent la clôture de la session des Assises à laquelle le condamné a comparu.

La partie pénitentiaire est constituée par le Directeur de l'établissement pénitentiaire. Elle contient les renseignements sur la profession ou le métier exercé par le condamné dans l'établissement, le genre des travaux auxquels il convient de l'affecter suivant ses aptitudes, ses antécédents, ses forces physiques, sa conduite.

La partie sanitaire est rédigée après l'avis d'une Commission composée de trois médecins dont celui de l'établissement. Cet avis porte sur la santé, les forces du condamné, les infirmités, les maladies contagieuses dont il peut être atteint. Il renseigne sur ses aptitudes, sa possibilité d'exercer sa profession ou si non, les occupations ou les méthodes compatibles avec son état physique. La Commission fournit également son avis motivé sur l'aptitude du condamné au départ pour la Guyane.

Le dossier est envoyé, dans les six semaines au plus tard après la condamnation définitive, au Ministre des colonies qui le soumet à une Commission de Classement des Condamnés. Celle-ci indique, au vu du dossier, la classe à laquelle il doit être affecté dans les lieux de transportation, et spécifie, en outre, le genre d'emploi qui convient à ses aptitudes. Si le

dossier était insuffisant, la Commission peut recueillir tous renseignements utiles auprès des autorités judiciaires et pénitentiaires.

Quand le départ d'un convoi est décidé, la liste des condamnés formant ce convoi est envoyée au Gouverneur et au Directeur de l'Administration pénitentiaire de la Guyane. Dans la semaine précédant leur embarquement, les condamnés sont envoyés au dépôt de Ré.

Là, ils sont rangés dans la classe à laquelle la Commission de classement les a affectés. Chaque classe est isolée de l'autre, tant au dépôt qu'à bord du bâtiment de la transportation.

Cette répartition par classes doit être rigoureusement maintenue à l'arrivée en Guyane, tant dans les locaux pénitentiaires que sur les chantiers. En vue du travail, l'Administration pénitentiaire doit grouper les transportées en s'inspirant du dossier individuel de transportation des condamnés et en évitant de mélanger les condamnés de classes différentes.

Ces sages prescriptions ne sont, hélas ! pas observées. Si chaque classe est bien isolée des autres sur les pénitenciers, il n'en est pas de même sur les chantiers et dans les ateliers. Comme nous le faisait remarquer un haut fonctionnaire de l'Administration pénitentiaire, il faut des ouvriers qualifiés pour travailler sur les chantiers et dans les ateliers. Comme il est impossible de trouver dans une même classe le nombre d'ouvriers nécessaires, on est obligé de leur adjoindre des ouvriers pris dans les autres classes. Sous peine de fermer les ateliers, on ne peut donc pas observer les règlements sur ce point. Et le contact entre les condamnés de classes différentes ne peut être évité. Il en est de même lorsque des condamnés sont demandés en cession par des Sociétés. L'effectif des transportés étant peu élevé, l'administration est obligée, pour satisfaire à ces demandes, de céder des condamnés appartenant à des classes différentes.

D'autre part, le besoin d'alimenter les ateliers et les chantiers est la cause d'une inégalité choquante entre les condamnés. Alors que pour ceux qui ont un métier, la peine est adoucie, les autres, conformément à la loi, sont employés à

des travaux très pénibles tels que le défrichement des terres, le dessèchement des marais, la construction des routes.

Toutes les mesures d'hygiène sont prises à bord du bateau affecté au transport des condamnés. Les forçats sont logés dans la batterie haute dans des cages très aérées. Chacun a son hamac. Le matin, les hamacs sont serrés et les surveillants font procéder à un lavage sérieux des cages. Tous les jours, les condamnés viennent par escouades respirer le grand air sur le pont. Les vivres sont excellents. Aussi les cas de maladie contractés à bord sont très rares.

d) Arrivée dans la colonie.

Dès le lendemain de leur arrivée au Maroni, les médecins examinent les condamnés. Les malades sont envoyés à l'hôpital et ceux qui sont jugés physiquement incapables d'être employés à des travaux pénibles sont affectés à des « travaux légers ».

Il est établi pour chaque condamné un livret indiquant, d'après le dossier individuel de transportation : son état civil, son signalement, sa situation de famille et l'extrait de son casier judiciaire. Il est inscrit chaque mois sur ce livret des renseignements relatifs à la conduite et au travail du condamné ainsi que les récompenses ou les punitions dont il a été l'objet. S'il résulte de ces renseignements que le condamné est en voie d'amendement, des notes lui sont données par le Directeur de l'administration pénitentiaire, après avis de la Commission disciplinaire dont il sera parlé plus loin, afin de permettre d'apprécier dans quelle mesure sa conduite a donné satisfaction.

Ces notes sont chiffrées de 1 à 10. La note 1 indique que le condamné a fait preuve d'une bonne volonté appréciable, que sa conduite est généralement bonne et que son travail commence à donner satisfaction. Entre la note 1 et 10, s'échelonnent et s'indiquent les divers degrés d'appréciation de la manière d'être du condamné.

Les notes d'amendement peuvent être retirées à leurs béné-

ficiaires ou réduites par décision du Directeur de l'administration pénitentiaire après avis de la Commission disciplinaire.

Les condamnés appartenant à la troisième classe sont affectés aux travaux les plus pénibles. Ils sont astreints au silence pendant les heures de travail et sont isolés la nuit si les locaux le permettent. Ils ont cependant droit au hamac comme les autres transportés. Ils peuvent être proposés pour la 2^e classe après un temps d'épreuve de deux années qui peut être réduit, s'ils ont obtenu et conservé, pendant 6 mois consécutifs, une note d'amendement égale ou supérieure à 5.

Ceux qui sont affectés à la 2^e classe sont employés à des travaux de colonisation et d'utilité publique. Au bout de 6 mois, si leur conduite est bonne, ils peuvent être employés chez les habitants ou employés, soit dans des établissements agricoles pour y faire un stage en vue d'obtenir plus tard une concession, soit dans les ateliers de l'administration ou des services publics.

Ils peuvent être proposés pour la 1^{re} classe après un stage de 2 ans dans la 2^e classe, s'ils sont condamnés à moins de dix ans de travaux forcés ; de 3 ans, s'ils sont condamnés à plus de dix ans et de 4 ans s'ils sont condamnés à plus de vingt ans ou à perpétuité. Ce stage est réduit de moitié s'ils ont obtenu et conservé respectivement pendant 6 mois, 12 mois et 18 mois consécutifs, dans leur classe, une note d'amendement égale ou supérieure à 5.

Les avantages procurés par l'accès à la 1^{re} classe sont appréciables. Les condamnés qui y sont versés peuvent seuls obtenir des concessions de terrains et bénéficier de remises de peine.

En cas de faute grave ou de mauvaise conduite persistante, le Gouverneur peut, après avis du Directeur de l'administration pénitentiaire et de la Commission disciplinaire, renvoyer les condamnés à la classe inférieure.

En cas de nouvelle condamnation pour crime ou délit, le transporté est versé obligatoirement à la 3^e classe à l'expiration de sa nouvelle peine où il devra demeurer pendant un

an au minimum. S'il a bénéficié de la libération conditionnelle, ce temps est réduit à 6 mois au minimum.

Le transporté à qui a été infligée la peine de la réclusion cellulaire pour évasion, est versé dans la 3^e classe pendant la durée de cette peine et y demeure, en outre, pendant au moins 6 mois encore, s'il s'agit d'un condamné aux travaux forcés à temps et, pendant 1 an au moins, s'il s'agit d'un condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le principe que le transporté n'a droit qu'au pain et à l'eau et ne doit recevoir les autres vivres qu'à titre de gratification grâce à son travail est abandonné. Désormais on lui doit quotidiennement une ration normale fixée par le Ministre et des bons supplémentaires de denrées, dont la valeur est fixée par le Ministre, peuvent lui être délivrés. Si ces bons ne sont pas consommés dans les 48 heures, leur valeur est versée au pécule. C'est, en réalité, l'allocation d'un salaire déguisée. Il est interdit aux transportés de détenir de l'argent sauf pour ceux qui sont assignés ou concessionnaires.

Les peines disciplinaires prévues par le décret sont les suivantes :

- la prison de nuit,
- la cellule.

Par mesure de sûreté, il pourra à titre exceptionnel et, pour la seule durée du temps strictement indispensable, être fait usage de la boucle simple.

Que faut-il entendre par « mesure de sûreté » ? Il faut, pour cela, s'inspirer du décret du 4 septembre 1891 qui, par ces mots visait les cas de *révolte* ou de *violences*.

Tout agent qui a été dans la nécessité d'y recourir, doit en rendre compte, dans le plus court délai, par un rapport circonstancié à son chef direct. Le rapport doit indiquer la date, l'heure de la mise à la boucle simple par mesure de sûreté, l'heure où la boucle a été enlevée et le *détail des faits*. Ce rapport doit être transmis *sans retard* par la voie hiérarchique au Directeur de l'Administration pénitentiaire.

La prison ne peut être infligée que pour 15 jours au plus. Les hommes punis de prison couchent sur un lit de camp. Ils

sont enfermés après le repas du soir et sortent le matin au lever. Ils sont astreints au travail de leur classe.

Les hommes punis de cellule sont isolés. Seuls les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, les médecins et les aumôniers peuvent les visiter. Ils n'ont le droit que d'écrire aux autorités et au Ministre. Ils couchent sur un lit de camp et sont astreints au travail d'après une tâche déterminée.

Tous les jours, pendant une 1/2 heure, le matin, et 1/2 à la fin de l'après-midi, ils sont tenus de marcher à la file et en silence sous la conduite des surveillants.

La cellule ne peut être infligée que pour 30 jours au plus.

Si le total des punitions dépasse 50 jours, l'homme, après le cinquantième jour, est renvoyé au camp pendant 20 jours et la punition est ensuite exécutée par tranches de 20 jours séparées, par un intervalle de même durée.

Les cellules doivent être visitées, tous les huit jours au moins, par le médecin de l'Etablissement qui adresse au Commandant du pénitentier un rapport que celui-ci remet au Directeur de l'administration pénitentiaire. Pour les cellules qui se trouvent dans des camps éloignés, les visites doivent être faites aussi souvent que les distances et les moyens de communication le permettent.

Si l'homme puni est malade, le médecin peut interrompre sa punition pendant la durée du traitement. Il peut l'évacuer sur l'hôpital ou sur l'infirmerie ou bien prescrire, soit un repos complet, soit l'exécution de travaux légers pendant un délai qu'il fixera.

S'il s'agit d'un concessionnaire et, si la faute commise n'est pas de nature à lui retirer le bénéfice de la concession, la punition de prison consiste en l'obligation d'exécuter gratuitement pendant 15 jours au plus, sur les centres de colonisation, des travaux d'intérêt général ou d'utilité publique. Cette obligation de travail gratuit est portée à 30 jours si la punition infligée est celle de la cellule.

Les surveillants ne peuvent prononcer aucune punition. Ils n'ont que le droit d'arrêter provisoirement le délinquant et de rendre compte à leurs chefs qui saisissent, s'ils le jugent utile, la Commission disciplinaire.

e) La Commission Disciplinaire.

L'institution des Commissions disciplinaires est sans contredit la mesure la plus heureuse créée par le décret de 1925. Dans chaque pénitencier fonctionne une Commission disciplinaire présidée par le Commandant assisté de deux fonctionnaires désignés par le Directeur de l'administration pénitentiaire. Un surveillant militaire remplit les fonctions de greffier. Celui-ci inscrit sur deux registres distincts les punitions prononcées et les propositions relatives à l'attribution des notes.

Elle se réunit au moins une fois par semaine.

Le condamné qui a commis une faute qui doit être sanctionnée par une punition disciplinaire, est traduit devant la Commission. Le Président lui fait connaître les motifs de sa comparution, l'interroge, l'invite à présenter ses moyens de défense et entend les personnes qui peuvent donner des renseignements. La décision est ensuite prise à la majorité, hors la présence de l'intéressé. Cette décision est ensuite notifiée à ce dernier et portée par voie de l'ordre à la connaissance du pénitencier.

La Commission statue également sur les notes qu'il y a lieu de donner aux condamnés. Toutes les propositions du Commandant du pénitencier pour le changement de classe des condamnés, le classement et le déclassement dans la catégorie des intéressés, doivent être accompagnées de l'avis de la Commission.

Les Commandants des pénitenciers doivent adresser tous les mois au Directeur de l'administration pénitentiaire des relevés, d'une part, de toutes les punitions prononcées, d'autre part, des notes pour lesquelles sont proposés les condamnés par la Commission disciplinaire.

Toutefois lorsque les centres, ou les camps annexes dépendant d'un pénitencier en sont trop éloignés, le chef de centre ou de camp est investi, par décision spéciale du Directeur de l'administration pénitentiaire, du pouvoir de prononcer la

punition de prison de nuit. Mais celle de cellule ne peut être infligée que par la Commission disciplinaire du pénitentier.

Si les centres ou les camps ne sont pas rattachés à un pénitentier, la punition de prison de nuit est prononcée par le chef de centre ou de camp. Les autres punitions sont infligées par le Directeur de l'Administration pénitentiaire.

Les chefs de centres ou de camps rendent compte chaque mois, soit au Directeur de l'Administration pénitentiaire, soit au Commandant du pénitentier, des punitions infligées par eux. Ils tiennent un registre spécial sur lequel sont inscrites toutes les punitions qu'ils prononcent et où sont portées aussi les punitions infligées sur leur rapport, soit par le Directeur de l'Administration pénitentiaire, soit par la Commission disciplinaire du pénitentier. Ils inscrivent dans une colonne spéciale du même registre, les propositions présentées par eux concernant les condamnés placés sous leur autorité.

Les punitions infligées ne peuvent pas être remises par voie de mesure générale, mais individuellement réduites ou remises par le Directeur de l'administration pénitentiaire. Elles ne peuvent être augmentées que par le Gouverneur sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire.

Les hommes qui, au moment où ils ont été punis de prison ou de cellule, étaient titulaires depuis 3 mois consécutifs d'une note d'amendement égale ou supérieure à 5, voient leur punition réduite des $\frac{2}{3}$, si sa durée n'excède pas 30 jours, de moitié, si elle n'excède pas 40 jours, du tiers seulement si elle excède 40 jours.

Ils perdent pendant la durée des punitions disciplinaires le droit à la délivrance quotidienne de bons supplémentaires de denrées.

Les Commissions disciplinaires ont aussi une autre attribution : celle d'examiner et de transmettre avec son avis au Directeur de l'administration pénitentiaire les réclamations qui lui sont présentées par les condamnés à des époques déterminées.

Les condamnés ont aussi le droit d'adresser leurs demandes ou leurs réclamations, sous plis fermés, soit aux autorités

administratives ou judiciaires de la colonie, soit aux Ministres de la Justice ou des Colonies. Les fonctionnaires des Services de la transportation sont tenus de transmettre sans retard aux destinataires ces demandes et réclamations.

f) Quartiers et Camps disciplinaires de Correction.

Les condamnés de la 3^e classe dont l'inconduite et la mauvaise volonté au travail sont persistantes et sur qui les sanctions disciplinaires sont restées sans effet, sont entièrement séparés des autres transportés. Ils sont internés, soit dans des quartiers spéciaux de pénitentiars désignés à cet effet, soit dans des camps établis pour les recevoir et servant à l'exécution de travaux publics au compte de l'Etat ou de la Colonie.

Ces quartiers et camps spéciaux prennent le titre de quartier et camps disciplinaires de correction. Ils sont créés par arrêtés du Gouverneur pris en conseil privé, sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire.

La désignation des condamnés qui doivent y être placés est faite par le Directeur, sur la proposition des Commandants du pénitencier ou des chefs de centres ou de camps, après avis de la Commission disciplinaire.

Le séjour dans les quartiers et Camps disciplinaires n'est pas limité. Elle est subordonnée à la conduite et au travail des condamnés. La Commission disciplinaire de l'établissement donne tous les mois des notes à chacun des condamnés et propose leur renvoi au pénitencier si, depuis 3 mois, ils n'ont encouru aucune punition.

La ration des condamnés internés dans les quartiers et camps disciplinaires de correction est la ration normale distribuée aux autres condamnés ; mais ils ne peuvent recevoir aucun bon supplémentaire.

Les condamnés internés sont employés aux travaux les plus pénibles. Ils sont placés sur des chantiers spéciaux et ne doivent y avoir aucun contact avec les autres transportés. Ils doivent être isolés la nuit.

Les punitions sont infligées aux condamnés internés suivant la forme prévue pour les punitions infligées aux autres condamnés. Toutefois la punition de cellule leur est infligée pour 60 jours au plus.

En novembre 1925, le camp de Charvein, au Maroni, fut désigné comme camp disciplinaire de correction. Un arrêté du 6 janvier 1931 affecte à cet effet le camp de Godebert, du pénitencier de Saint-Laurent.

Il décide que les condamnés qui y seront détenus, seront employés à des travaux de force (exploitations forestières, entretien des routes, des voies ferrées, etc...).

En raison des facilités d'évasion que présente le travail en forêt, ils pourront être conduits sur les chantiers, enchaînés deux à deux, si les difficultés de la surveillance rendent cette précaution nécessaire. La nuit, par mesure de sûreté, on pourra faire usage de la boucle simple.

Cette dernière disposition nous paraît illégale. L'arrêté semble autoriser l'usage de la boucle simple la nuit pour prévenir les évasions. Or le décret disciplinaire de 1925 ne prévoit la boucle simple qu'à titre exceptionnel et pour la seule durée du temps strictement indispensable et cela par mesure de sûreté, c'est-à-dire si le condamné se livre à des actes dangereux pour ses camarades ou pour les surveillants.

Les décrets disciplinaires du 18 septembre 1925, comme on a pu le voir, ont apporté de sensibles améliorations à la situation du condamné. Ils posent le principe de la ration normale avec la faculté d'obtenir par la bonne conduite et le travail un supplément de ration. Ils suppriment l'obligation du silence en dehors des heures du travail. Ils remplacent le lit de camp par un hamac individuel. Ces diverses mesures ne peuvent qu'être approuvées. Si l'on veut que le forçat puisse rendre des services à la colonisation en conservant ses forces qu'un long séjour à la Guyane ne tarde pas à épuiser, il faut lui donner une nourriture saine et abondante et lui procurer un système de couchage qui lui permette de bien se reposer des fatigues de la journée. Mais il ne faut pas aller trop loin... Le forçat n'est pas un colon, mais un criminel qui doit être

surveillé de près et tenu en mains. Les mesures de bienveillance sont considérées par lui comme des actes de faiblesse ou de crainte.

Les décrets de 1925, en supprimant au point de vue disciplinaire les peines de cachot et de la salle de discipline et en adoucissant les conditions dans lesquelles s'exécutent les peines de la prison de nuit et de la cellule, ont porté une grave atteinte à la discipline des camps et des pénitenciers. Les hommes punis ont droit à la ration normale comme les autres transportés. La seule différence est, qu'au lieu de coucher dans un hamac, ils couchent sur un lit de camp. Les travaux qu'ils doivent effectuer sont exactement les mêmes que ceux des condamnés de leur classe. Les hommes punis de cellule ne sont pas employés à une tâche plus pénible que celle donnée aux autres condamnés. Les chantiers et les ateliers ont besoin d'ouvriers, et les camps de travailleurs. L'effectif restreint de la transportation (3.150 hommes) ne permet pas de se passer d'eux. Ils sont extraits de leur cellule, le matin, et sont mêlés aux autres condamnés. Belle sanction que celle qui consiste, en réalité, à être isolés la nuit et à coucher sur un lit de camp ! Aussi, depuis 1925, tous les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire constatent un grand relâchement de la discipline. Les surveillants sont bafoués et n'ont plus d'autorité. On est revenu aux mauvais jours du décret de 1880.

D'autre part, l'accès à la 1^{re} classe est rendu trop facile. La bonne conduite et le travail ne sont pas suffisants pour faire d'un condamné aux travaux forcés à perpétuité un véritable colon, deux ans ou deux ans et demi après son arrivée au bagne, selon qu'à son départ de France, il a été versé à la 2^e classe ou à la 3^e classe. C'est un défi au bon sens.

Le décret de 1891 était excellent. Il fallait s'y tenir. Et si l'on veut que les buts de la loi de 1854 soient atteints, il faut se hâter de réformer les décrets de 1925. Il est inconcevable, alors que d'honnêtes ouvriers sont contraints par le chômage ou par un accident du travail de faire appel à la charité publique, que de grands criminels, bien nourris et bien logés aux frais de l'Etat, soient l'objet de la sollicitude constante du

Gouvernement, reçoivent des salaires, des concessions de terrains, aient droit à des soins gratuits et soient assurés, dans leur vieillesse, d'être recueillis et soignés par l'administration!

CHAPITRE IV

RÉGIME ÉCONOMIQUE

Le régime économique des forçats n'a pas été mieux défini ni mieux règlementé par la loi du 30 mai 1854 que le régime disciplinaire dont nous venons de parler. Elle se borne à indiquer les principes généraux et laisse à des règlements d'administration publique le soin d'en déterminer l'application.

Après avoir posé pour les transportés en cours de peine la règle du travail forcé et obligatoire dans son article 2, ainsi conçu : « Les condamnés seront employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous les travaux d'utilité publique », elle s'occupe des condamnés qui ont subi leur peine, c'est-à-dire des libérés.

Ces derniers pourront, ou bien obtenir des concessions provisoires ou définitives de terrain, ou bien, l'autorisation de travailler aux conditions déterminées par l'administration soit pour les habitants de la colonie, soit pour les administrations locales, soit enfin pour eux-mêmes.

Enfin, les condamnés en cours de peine qui se seront signalés par leur bonne conduite et leur assiduité au travail, pourront bénéficier, à titre exceptionnel, des faveurs accordées aux libérés.

Ces deux dernières règles résultent des articles 11 et 13 de la loi.

En résumé, trois idées principales se dégagent de la loi :

Première idée. — Les condamnés en cours de peine sont astreints à un travail forcé et obligatoire. Ils doivent être

employés aux travaux les plus pénibles de colonisation et à tous les travaux d'utilité publique.

Deuxième idée — les condamnés libérés ou ceux en cours de peine qui le méritent, pourront travailler moyennant une rétribution, soit chez l'habitant de la colonie, soit pour le compte des administrations locales.

Troisième idée — les condamnés libérés ou ceux en cours de peine qui ont fait preuve d'amendement pourront obtenir des concessions de terrains. Ces concessions seront provisoires ou définitives.

Nous allons examiner chacune de ces idées.

a) Les condamnés en cours de peine sont astreints à un travail forcé et obligatoire. Ils sont employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous les travaux d'utilité publique.

Jusqu'en 1891, ce sont des arrêtés locaux qui ont déterminé les conditions d'emploi de la main-d'œuvre pénale.

Nous verrons, quand nous étudierons les résultats de la colonisation pénale à la Guyane, que l'administration a toujours procédé sans méthode et sans plan et que les forces de la transportation, mal dirigées, n'ont été d'aucun profit pour la colonie.

Le décret du 4 septembre 1891 donna une base fixe à l'emploi de la main-d'œuvre pénale. Il posa la règle suivante : les condamnés seront employés pour le compte de l'Etat à des travaux de colonisation ou d'utilité publique. Ceux qui ne seront pas employés pour le compte de l'Etat, pourront être mis, soit à la disposition du service local ou des municipalités pour exécuter ces mêmes travaux, soit à la disposition des particuliers pour être affectés aux travaux suivants : travaux d'utilité publique exécutés pour le compte de l'Etat, des colonies ou des communes ; travaux de mines ; travaux de défrichement et de dessèchement.

Toutefois, à titre exceptionnel, les condamnés appartenant à la 1^{re} classe seulement, pourront être mis à la disposition

des particuliers pour des travaux d'agriculture et d'industries diverses intéressant la colonisation.

Le décret prévoyait aussi des sections mobiles qui pouvaient être mises à la disposition des colonies non pénitenciaires pour l'exécution de travaux d'utilité publique. Les dépenses d'entretien des condamnés incombaient dans ce cas à ces colonies, mais... les frais de transport aller et retour étaient à la charge de l'Etat.

Il va sans dire qu'aucune colonie n'a fait appel à cette main-d'œuvre pénale qui lui aurait coûté beaucoup plus cher que la main-d'œuvre libre recrutée, soit sur place, soit dans les colonies voisines et qui, de plus, n'aurait donné aucune satisfaction. Quel travail sérieux pouvait-on, en effet, exiger de transportés déjà affaiblis par un séjour à la Guyane et épuisés ensuite par un long et pénible voyage ? Cela n'a pas empêché le Département de reproduire cette disposition bien inutile dans le décret de 1925.

Le pouvoir central se substituait enfin à l'administration locale incapable, pour déterminer l'emploi de la main-d'œuvre. Le décret de 1891 disposait, en effet, qu'un arrêté ministériel déterminerait, à l'avenir, les travaux d'utilité publique auxquels les forçats seraient employés. Mais en cas d'urgence, le Gouverneur avait le droit d'affecter les condamnés aux travaux qu'il croyait nécessaires sous réserve d'en rendre compte au Ministre. Comme aucun arrêté ministériel ne fut pris, ce sont les Gouverneurs qui, en fait, ont statué sur cette importante question.

La colonie et les municipalités qui employaient des condamnés devaient rembourser à l'Etat les frais de l'entretien de ces derniers. Ces frais étaient fixés tous les ans par le Ministre. Elles pouvaient être cependant exonérées de tout ou partie, de ces frais par décision ministérielle.

Quant aux particuliers, ils ne pouvaient prétendre qu'à un contingent de 100 à 200 hommes. Ils étaient tenus de verser un cautionnement de 100 francs par condamné mis à leur disposition. L'administration pourvoyait à la surveillance, à l'hospitalisation, à l'habillement et au couchage des condamnés

cédés et les employeurs devaient à l'Etat une redevance qui était fixée par le Ministre.

Cette réglementation fut vivement critiquée. La possibilité d'exonérer la colonie et les municipalités de la redevance, était une subvention déguisée, ce qui était contraire aux règles de la comptabilité financière. D'autre part, les travaux exécutés par les particuliers, n'étaient pas toujours ceux fixés par la loi de 1854. Le cautionnement versé par les particuliers était trop élevé. Il fallait aussi fixer uniformément le taux de la redevance.

Le décret du 13 décembre 1894 tint compte de ces désirata. Désormais les condamnés ne pouvaient plus être cédés aux particuliers, que si ceux-ci effectuaient, par entreprise, des travaux de colonisation et d'utilité publique pour le compte de l'Etat, de la colonie ou des communes. Le même employeur ne pouvait obtenir plus de 200 hommes. La durée de la cession était fixée à 3 ans au plus et le cautionnement ramené à 25 francs par condamné. La redevance était de 1 fr. 50 par homme et par jour.

Quant à la colonie et aux municipalités, le Gouverneur fixait par arrêté le nombre d'hommes qui devait être mis à leur disposition. La redevance s'élevait, comme pour les particuliers, à 1 fr. 50.

Le décret de 1894 contenait une disposition nouvelle : l'Administration pénitentiaire pouvait exécuter pour le compte des particuliers des travaux temporaires, tels que le chargement et le déchargement des navires, les défrichements, les dessèchements des marais, les récoltes. Ces travaux étaient dirigés par des agents de l'administration pénitentiaire. La redevance demandée était de 2 francs par jour et par homme.

Le décret du 30 avril 1898 réduisit dans tous les cas la redevance à 0 fr. 50.

Le décret du 29 mars 1903 disposa que dans des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de calamités publiques, la main-d'œuvre pénale pouvait être mise gratuitement à la disposition des colonies pénitentiaires, par décret pris en Conseil d'Etat, sur la proposition du Ministre des Colonies et l'avis conforme du Ministre des Finances.

Le décret du 13 septembre 1925, abrogea tous les textes alors en vigueur et fixa les nouvelles conditions de l'emploi de la main-d'œuvre pénale.

Les condamnés aux travaux forcés qui n'étaient pas employés dans les ateliers ou sur les chantiers du Service pénitentiaire étaient, en premier lieu, affectés à des travaux de colonisation ou à des travaux d'utilité publique pour le compte de l'Etat.

Ceux qui étaient disponibles étaient répartis par arrêtés du Gouverneur dans l'ordre suivant :

1°) Au profit des particuliers chargés d'exécuter à l'entreprise pour le compte de l'Etat, des travaux d'utilité publique et de colonisation.

2°) Au profit des colonies ou des municipalités pour les mêmes travaux.

3°) Au profit des particuliers chargés d'exécuter ces mêmes travaux à l'entreprise pour le compte des colonies ou des communes.

4°) Au profit des particuliers pour des travaux d'agriculture et d'industrie intéressant la colonisation. Dans ce cas, le nombre des condamnés en cours de peine affectés à chaque concessionnaire ne pouvait être supérieur au double du nombre des libérés ou relégués individuels employés par lui. En cas de diminution de l'effectif de ces derniers, l'Administration pénitentiaire devait réduire celui des transportés cédés. Les arrêtés de concession de main-d'œuvre déterminaient le travail auquel les condamnés devaient être affectés et le lieu dans lequel ils devaient être employés.

5°) Pour les travaux d'entretien courant. Dans ce cas, le Gouverneur en Conseil Privé, sur le vu du rapport des chefs de services intéressés et après avis du Directeur de l'Administration pénitentiaire, autorisait provisoirement l'affectation des condamnés aux travaux nécessaires sous réserves d'en rendre compte immédiatement au Ministre qui statuait définitivement.

6°) Au profit des particuliers pour des travaux temporaires tels que chargement et déchargement de navires, défriche-

ments, récoltes et dessèchements. Ces travaux étaient exécutés par l'administration pénitentiaire, autorisée à cet effet, par un arrêté du Gouverneur, à charge par lui, d'en rendre compte immédiatement au Ministre des Colonies.

Un arrêté du Ministre des Colonies devait déterminer les travaux neufs d'utilité publique et de colonisation auxquels les condamnés seraient employés par les divers services de l'Etat, le service local ou les municipalités. Cet arrêté devait fixer la durée et le prix de la concession de cette main-d'œuvre pénale. Dans le cas où la durée de la concession était supérieur à 5 ans, celle-ci ne pouvait être accordée que par un décret.

En cas d'urgence, le Gouverneur pouvait autoriser, en conseil privé, l'exécution des travaux neufs d'utilité publique et de colonisation. Mais il devait alors en rendre compte immédiatement au Ministre à qui il appartenait de fixer le montant de la redevance à imposer aux services employeurs.

La main-d'œuvre pénale n'était pas gratuite. Une redevance était imposée aux services employeurs (Etat, colonies, communes, particuliers exécutant des travaux à l'entreprise) pour les condamnés mis à leur disposition. Elle était fixée en principe à 2 fr. 50 par homme et par jour de travail, sans pouvoir descendre au-dessous de 2 francs. Sur les chantiers éloignés des pénitenciers, ces services devaient rembourser au budget de l'administration pénitentiaire le montant des frais de transport du personnel, des condamnés, des vivres et du matériel, du pénitencier au lieu d'exécution des travaux. Ils devaient, en outre, assurer le logement du personnel libre et condamné dans les conditions réglementaires.

La redevance pour les particuliers employant la main-d'œuvre pénale pour des travaux d'agriculture et d'industrie, était fixé à 4 francs par homme et par jour de travail.

Il en était de même de la redevance due par les particuliers pour le compte desquels l'administration pénitentiaire exécutait des travaux temporaires.

Tous les concessionnaires (Etat, Colonie, Communes et particuliers) devaient employer les condamnés tous les jours, sauf les dimanches et jours de fêtes légales.

Dans le cas où, avant l'expiration de la concession, ils désiraient renoncer à la main-d'œuvre ou réduire le nombre des condamnés mis à leur disposition, ils devaient en adresser la demande 2 mois à l'avance à l'administration ; pendant cette période de 2 mois, ils demeuraient responsables du prix des journées de travail, même s'ils renonçaient à employer les condamnés

Les particuliers étaient soumis à des obligations spéciales.

La concession de main-d'œuvre ne pouvait leur être accordée par arrêté ministériel que pour 3 ans au plus ; au-dessus de 3 ans, il fallait un décret. Les contingents de condamnés mis à leur disposition étaient fixés à 200 hommes au plus. Le concessionnaire devait verser, à titre de garantie, un cautionnement représentant 50 francs par homme. Une caution solvable était admise. Ce cautionnement était remboursé ou la caution déchargée à l'expiration de la concession sur le vu d'un certificat délivré par le Directeur de l'administration pénitentiaire constatant l'entier accomplissement des clauses de l'arrêté de concession. La rétrocession de main-d'œuvre était absolument interdite et entraînait l'annulation de l'arrêté de concession et la saisie du cautionnement. C'est l'administration qui désignait les condamnés qui devaient être cédés et qui pourvoyait à leur remplacement individuel. Le remplacement pouvait avoir lieu, soit sur la demande du concessionnaire, soit d'office, dans les cas de force majeure ou par application de mesures disciplinaires. Les désignations faites d'office ne pouvaient donner lieu à aucune réclamation de la part du concessionnaire.

Sur les chantiers éloignés des pénitenciers, les condamnés étaient logés dans un camp établi aux frais du concessionnaire. Il en était de même du personnel de surveillance. L'emplacement de ce camp et les conditions dans lesquelles les cases devaient être construites, aménagées et entourées, étaient fixées dans chaque cas par arrêté du Gouverneur en conseil privé.

Le concessionnaire devait établir à ses frais sur le camp affecté aux condamnés, une infirmerie où seraient soignés les hommes atteints d'indispositions légères ou de maladies peu

graves. Il devait y avoir dans cette infirmerie un nombre de lits complets égal à 10 % de l'effectif.

Le concessionnaire devait également établir à ses frais sur le camp des locaux disciplinaires conformes au type adopté par l'Administration pénitentiaire pour ses camps mobiles.

L'aménagement du camp, l'établissement de l'infirmerie et des locaux disciplinaires étaient faits par l'administration après mise en demeure aux frais, risques et périls du concessionnaire.

Les condamnés étaient assujettis au même nombre d'heures de travail que sur les chantiers de travaux publics de l'Etat. Le travail de nuit était formellement interdit. En cas de force majeure, l'autorisation pouvait être accordée par le Gouverneur.

Les hommes affectés au service des camps étaient compris dans l'effectif des hommes fournis au concessionnaire, mais leur nombre ne devait pas dépasser 5 % de l'effectif.

Le remplacement des hommes punis, malades ou manquants, pour quelque cause que ce soit, avait lieu tous les deux mois.

L'administration pourvoyait à la surveillance, à la nourriture, à l'habillement, au couchage et à l'hospitalisation de tous les condamnés.

Les condamnés demeuraient soumis à tous les règlements en vigueur. Le personnel de la surveillance devait non seulement s'assurer que la discipline était observée, mais encore que les condamnés travaillaient effectivement. Le concessionnaire devait se soumettre à toutes les vérifications ou inspections que l'administration jugeait convenable de faire faire en ce qui concernait le régime et la discipline des condamnés.

Le montant des journées de travail à rembourser à l'Etat devait être versé au Trésor dans les 30 jours qui suivaient le trimestre écoulé. En cas de retard dans le versement, il était encouru de plein droit par le concessionnaire une amende de 5 % sur les sommes non versées. Toute quinzaine commencée était considérée comme quinzaine entière. Si le retard excédait un mois, le cautionnement était saisi et les hommes immédiatement retirés.

Dans le cas de fautes graves commises par le concessionnaire, les condamnés étaient retirés, sauf recours au Ministre, par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, le concessionnaire entendu.

Dans les circonstances exceptionnelles, et notamment en cas de calamités publiques, la main-d'œuvre pénale pouvait être mise gratuitement à la disposition des colonies pénitentiaires par décret rendu en Conseil d'Etat sur la proposition du Ministre des colonies et après avis du Ministre des Finances. Les services employeurs devaient toutefois verser au pécule du condamné une allocation de 0 fr. 50 pour toute journée d'emploi.

On remarquera que, contrairement aux décrets précédents, celui du 18 novembre 1925, autorisait la cession des condamnés aux agriculteurs et aux industriels. Cette mesure avait été provoquée par la situation de ces derniers qui était devenue très critique. L'exportation à des prix très élevés du balata et surtout de l'essence du bois de rose avait attiré dans les forêts de l'intérieur tous les Guyanais qui n'étaient pas encore partis à la recherche de l'or. On peut donc sans exagération dire que tous les habitants valides avaient déserté les quartiers où ne restaient plus que les vieillards, les malades, les fonctionnaires et les commerçants. Il est évident que le recrutement de la main-d'œuvre libre, qui était déjà difficile dans un pays où la population ne dépasse pas 30.000 habitants, était devenu impossible après l'exode des travailleurs dans les bois. Toutefois, pour défendre les libérés et les relégués individuels contre la concurrence des transportés, moins payés et plus en main, le législateur avait stipulé que le nombre des condamnés cédés à chaque concessionnaire ne pouvait être supérieur au double du nombre des libérés ou des relégués individuels employés par lui et, sa volonté sur ce point était si formelle qu'en cas de diminution de l'effectif de ces derniers, l'administration devait réduire celui des condamnés cédés.

Mais le législateur avait perdu de vue qu'une grande partie des libérés, suivant l'exemple de la population libre se rendaient dans les forêts ou sur les placers et que les autres,

trouvant facilement du travail au chef-lieu ou dans les communes, se souciaient peu de se livrer aux rudes travaux de la terre et de l'usine. Les agriculteurs et les industriels ne pouvaient donc, faute de libérés employés, avoir recours à la main-d'œuvre pénale. Aussi l'administration ferma les yeux et leur accorda le nombre de condamnés dont ils avaient besoin.

Mais à partir de 1927 la situation économique de la Guyane commença à devenir critique. Le balata et l'essence de bois de rose cessèrent d'être demandés et s'accumulèrent dans les magasins. Tous ceux qui étaient allés dans les bois rentrèrent chez eux et ne purent y trouver du travail. Des protestations se firent entendre.

Aussi, le Gouverneur, constatant que « la concurrence que fait aux libérés comme aux travailleurs libres le transporté donné en assignation ou en cession peut devenir réelle », invita, dans un avis inséré au Journal Officiel de la Colonie du 20 juillet 1929, les employeurs à rechercher des travailleurs volontaires et les prévint qu'il procéderait au retrait progressif des condamnés. Le Département, mis au courant de la situation, prit le 14 mars 1931 un décret abrogeant celui du 18 septembre 1925 et réglementant à nouveau l'emploi de la main-d'œuvre pénale. L'article 10 § 3 de ce décret stipule que les particuliers ne peuvent être autorisés à utiliser des condamnés aux travaux forcés que s'ils emploient, en même temps, des libérés de la peine principale. En aucun cas, le nombre des condamnés aux travaux forcés en cours de peine affectés à chaque concessionnaire, ne peut être supérieur au nombre des libérés ou des rélégués individuels employés par lui. En cas de diminution de l'effectif de ces derniers, l'Administration pénitentiaire doit réduire dans la même proportion celui des transportés cédés ».

Les dispositions du décret du 18 septembre 1925 sont reproduites textuellement et nous n'avons plus à y revenir. Le décret du 14 mars 1931 se borne à mettre la redevance due par les concessionnaires à un taux plus en rapport avec la valeur actuelle de notre monnaie. Elle est de 5 francs pour jour et

par homme pour les services employeurs. Elle peut cependant être réduite par le Ministre, sans qu'elle puisse descendre au-dessous de 3 fr. 75, lorsqu'il s'agit d'un travail d'utilité publique pour les colonies. Pour les particuliers, la redevance est de 8 francs par jour et par homme. Après prélèvement des allocations prévues au profit du pécule de chacun des travailleurs, la redevance est versée dans les caisses du trésor au compte « Produits du travail des Condamnés ».

Le cautionnement a été porté à 100 francs par homme et, l'amende encourue par le concessionnaire pour chaque quinzaine de retard dans le versement au trésor du montant des journées de travail, a été élevée à 10 % des sommes non versées.

Le décret du 14 mars 1931 autorise la concession de la main-d'œuvre pénale pour une durée de 3 ans, *quel que soit l'employeur*. Au-dessus de cette durée, elle ne peut être accordée que par décret.

Il faut signaler, en outre, deux dispositions nouvelles :

1°) L'article 50 dispose que « dans le premier mois de chaque année, le Gouverneur, sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire, fixe, par arrêté, la liste des condamnés de 1^{re} classe particulièrement bien notés, pouvant être qualifiés, soit « bons ouvriers », soit « ouvriers d'art » ou présentant des aptitudes professionnelles spéciales ». La redevance due pour ces condamnés sera fixée par arrêté ministériel, sur la proposition du Gouverneur de la colonie. Une allocation supplémentaire de 0 fr. 50, par jour ouvrable, sera versée au pécule de ces condamnés.

2°) L'article 15 exige que « les condamnés de 1^{re} classe seront, d'abord et par préférence, désignés pour former les contingents mis à la disposition des particuliers à titre de cession ».

Ces deux mesures pousseront les condamnés à s'amender puisqu'ils ont tout intérêt désormais à se faire remarquer par leur bonne conduite et par leur assiduité au travail pour

accéder le plus tôt possible à la 1^{re} classe et jouir des avantages accordés seulement à ceux qui en font partie.

Enfin, soucieux du bien être des travailleurs, le législateur a exigé que les employeurs donnent à chaque condamné mis à leur disposition :

Une couchette individuelle ;

Une moustiquaire en bon état ;

Une dose journalière de quinine de 25 centigrammes ;

Les moyens de pourvoir à son hygiène corporelle.

Il nous reste maintenant à examiner la question des salaires :

Doit-on rémunérer le travail du condamné ? En droit strict, le condamné ne doit recevoir aucune rémunération car l'obligation du travail est pour lui un châtiment. Mais comment peut-on logiquement demander à un homme l'accomplissement d'une tâche s'il n'en retire aucun avantage ? L'expérience a prouvé la nécessité d'accorder une rémunération à ceux dont on exige un travail productif. En 1820, on alloua aux forçats du bagne de Toulon un modique salaire et on obtint d'excellent résultats. A plus forte raison, devait-il en être ainsi dans les colonies pénales dont, dit avec raison M. Taisserre « les chances d'avenir sont subordonnées au développement et à l'intensité du travail ». Aussi le règlement du 10 mai 1855, tout en rappelant le principe de l'obligation du travail gratuit, promit une rémunération aux condamnés des 1^{re} et 2^e classes dont la bonne conduite permettait leur envoi dans les pénitentiars agricoles.

Pour que cette promesse fut tenue, les dépêches ministérielles des 30 septembre et 28 novembre 1856 autorisèrent pour l'année 1857 l'ouverture d'un crédit de 20.000 francs. Un arrêté du 19 juin 1857 alloua une gratification de 0 fr. 20 et de 0 fr. 10 à ceux qui avaient mérité d'être nommés contre-mâîtres ou ouvriers de 1^{re} classe. Malheureusement, on ne tarda pas à exagérer et les arrêtés des 1^{er} février et 14 juillet 1858 allèrent jusqu'à accorder à certains transportés, désignés comme commis de l'administration ou secrétaires des Commandants des pénitentiars, des appointements mensuels

comme à de véritables fonctionnaires. A la suite de ces abus, les condamnés finirent par considérer le salaire comme un droit et, comme ils n'avaient plus aucun intérêt à travailler, ils se bornèrent à faire acte de présence sur les chantiers et dans les ateliers.

Au lieu de réagir, une décision du 25 février 1873 éleva les salaires qui étaient déjà alloués et reconnut le droit à une rétribution de 0 fr. 05 aux condamnés de la 3^e classe qui était alors celle des récidivistes et des hommes réfractaires à tout amendement.

Le décret débonnaire de 1880 qui, comme nous l'avons vu, divisait les condamnés en cours de peine en 5 classes, approuva toutes ces mesures, reconnut aux hommes de 1^{re} et 2^e classes le *droit* au salaire, et l'accorda à ceux de la 3^e classe à titre exceptionnel. Il refusa cependant toute rémunération à ceux de la 4^e classe et de la 5^e classe.

Un arrêté local de 1882 fixa à 0 fr. 75 et à 0 fr. 20 les salaires des ouvriers d'art et des manœuvres de la 1^{re} classe et à 0 fr. 50 et 0 fr. 10 ceux des ouvriers d'art et des manœuvres de la 2^e classe. Mais il alloua arbitrairement aux condamnés de la 4^e classe une gratification en argent. Cette dernière disposition fut rapportée sur l'ordre du Ministre.

Le décret disciplinaire du 4 septembre 1891 posa le principe que le transporté n'avait droit qu'au pain et à l'eau et ne devait recevoir les autres vivres qu'à titre de gratification. C'était donc la suppression du droit au salaire pour les condamnés et l'allocation de bons de vivres à titre de récompense à ceux qui faisaient preuve d'une bonne conduite et d'une grande assiduité au travail.

Cette situation dura jusqu'au décret du 18 septembre 1925 qui donna aux condamnés le droit à une ration normale. Les gratifications de vivres devenant inutiles, on dut revenir aux salaires.

Dans tous les cas où le condamné était employé par les services pénitentiaires, le service local, les communes et par les particuliers exécutant à l'entreprise des travaux pour le compte de l'Etat, de la colonie ou des communes, il recevait

une allocation de 0 fr. 50 qui était versée à son pécule pour toute journée d'emploi dans laquelle il n'avait été frappé d'aucune punition pour insuffisance de travail.

Les transportés mis à la disposition des particuliers pour des travaux d'agriculture et d'industrie recevaient un salaire de 0 fr. 80 qui était versé à leur pécule.

Ce système d'allocation du décret du 18 septembre 1925 avait un double défaut. D'abord, l'inégalité des salaires puisqu'ils dépendaient de l'affectation des condamnés. Ensuite, dans chaque affectation, les condamnés touchaient le même salaire quelle que fut leur classe, ce qui, évidemment, faute d'intérêt, ne poussait pas les condamnés à travailler assiduellement et à se bien conduire pour accéder à la classe supérieure. Aussi le décret du 14 mars 1931, fixe le montant de l'allocation.

1°) A 1 franc pour les condamnés de 1^{re} classe. De plus une allocation supplémentaire de 0 fr. 50 est due à tous ceux de cette catégorie qui figurent sur la liste prévue par l'article 50 du décret.

2°) A 0 fr. 50 pour les condamnés de 2^e classe.

3°) A 0 fr. 25 pour les condamnés de 3^e classe.

En outre, un condamné appartenant à une classe déterminée touchera le même salaire quel que soit son employeur.

b) Les condamnés en cours de peine qui le méritent pourront travailler moyennant une rétribution, soit chez l'habitant de la colonie, soit pour le compte des administrations locales.

C'est le système des engagements. La loi de 1854 laissait à l'administration le soin d'en déterminer les conditions.

Un arrêté local du 16 décembre 1859 établit les règles à suivre.

Les transportés des trois premières catégories étaient seuls autorisés à travailler loin des pénitenciers, sauf à Cayenne et dans l'île de Cayenne, à moins d'une autorisation exceptionnelle du Gouverneur. L'interdiction de travailler au chef-lieu

venait de l'inconduite des 247 condamnés, qui, en 1858, étaient au pénitencier de Cayenne. A la suite de vols audacieux commis par plusieurs d'entre eux, les habitants de la ville se plaignirent au Ministre. Le Gouverneur ordonna alors la réintégration de tous les condamnés dans les divers pénitenciers de la colonie.

La concession de la main-d'œuvre pénale était faite pour deux ans au plus. Elle était renouvelable sur la demande de l'engagiste. Ce dernier devait nourrir les condamnés qu'il employait et, en cas de maladie, supporter les frais d'hospitalisation pendant les 15 premiers jours.

L'article 2 du décret du 18 juin 1880 décida que, seuls les condamnés parvenus à la 1^{re} classe, pouvaient être engagés chez l'habitant.

L'arrêté local du 8 août 1881, pris en application de ce décret, stipula que la durée de l'engagement ne pouvait pas dépasser un an, sauf renouvellement. L'engagiste devait aux condamnés les vivres, le logement, l'hospitalisation pendant les 15 premiers jours et un salaire minimum de 8 francs par mois dont 3 étaient versés au pécule. L'employeur était rendu responsable des vols et des dégradations commis par ses hommes, si un défaut de surveillance lui était reproché.

Les condamnés engagés pouvaient être réintégrés au pénitencier, soit sur leur demande soit sur celle de leurs employeurs et aussi, d'office, si les employeurs ne tenaient pas leurs engagements.

Il était défendu aux condamnés de quitter le costume de la transportation.

L'interdiction de travailler à Cayenne et dans l'île de Cayenne était levée.

Malheureusement cet arrêté ne déterminait pas les travaux auxquels les condamnés devaient être employés. De nombreux abus furent constatés. On vit alors se répandre à Cayenne une grande quantité de transportés qui faisaient une grave concurrence à la population libre en occupant les emplois les plus divers tels que cochers, garçons de magasin, écrivains et même domestiques.

L'arrêté du 21 avril 1883 fit cesser cette situation qui était contraire aux prescriptions de la loi de 1854. Il décida que les travaux auxquels seraient occupés les transportés devaient avoir pour objet l'agriculture, le jardinage, l'exploitation du bois et l'élevage du bétail. La durée de l'engagement était réduite à trois mois. Mais cet arrêté resta lettre morte et l'administration continua à fermer les yeux sur les abus qui se produisaient.

Le décret du 4 septembre 1891 décida aussi que seuls, les condamnés placés à la 1^{re} classe pouvaient être autorisés à travailler chez les habitants. Mais pas tous. Pour jouir de cette faveur, les transportés de la 1^{re} classe devaient avoir : ceux condamnés à cinq ans de travaux forcés, deux ans et demi de séjour à la colonie ; ceux, condamnés à plus de cinq ans de la même peine, trois ans au moins de séjour et enfin ceux qui étaient condamnés aux travaux forcés à perpétuité, au moins 5 ans de séjour.

Pour éviter que les assignés soient employés à des travaux non prévus par la loi de 1854, l'employeur était tenu d'indiquer dans sa demande les travaux auxquels ils étaient destinés. Le nombre des assignés accordés à chaque employeur ne devait pas être supérieur à quinze. L'engagiste devait verser un cautionnement de 50 francs par homme.

Le décret du 13 décembre 1894 maintint toutes ces dispositions. Mais il porta à 50 le nombre des assignés qui pouvaient être accordés à chaque engagiste et réduisit le cautionnement à 25 francs par homme employé. Il autorisa l'engagiste, dans le cas où le contingent atteignait 25 hommes, à demander à l'administration un surveillant militaire. Dans ce cas, il devait à ce surveillant le logement et était tenu de rembourser à l'Etat le traitement et les diverses allocations qui étaient versées à ce dernier.

Cette charge parut excessive. Aussi aux termes du décret du 30 avril 1898 l'engagiste ne devait plus au surveillant que le logement et les vivres en nature ou, à défaut, une indemnité représentative et, à l'Etat, les frais de transport du surveillant et des condamnés.

Le régime de l'assignation a été réglé par le décret du 18 septembre 1925. Nous n'en étudions pas les dispositions puisque elles viennent d'être abrogées par un nouveau décret, en date du 14 mars 1931.

Aux termes de ce dernier texte, ne pourront bénéficier de la faveur de l'assignation que les condamnés de 1^{re} classe particulièrement bien notés. Le nombre des condamnés donnés en assignation ne pourra dépasser 5 % de l'effectif moyen présumé des transportés en cours de peine dans la colonie au cours de l'année. Ce nombre est fixé au début de chaque année par arrêté du Gouverneur.

Autant que possible, il sera établi un roulement entre les condamnés de 1^{re} classe se trouvant dans les conditions prévues de manière que chaque condamné, puisse bénéficier à son tour des avantages de l'assignation.

L'assignation est consentie pour une durée maxima d'un an. Elle peut être renouvelée pour une même limite de temps. L'assignation et le renouvellement sont constatés par écrit.

L'habitant qui demande des condamnés en assignation s'adresse au Directeur de l'administration pénitentiaire en indiquant le nombre des condamnés dont il a besoin, la localité où il les placera et l'emploi auquel il les destine. Le Gouverneur, sur le rapport du Directeur de l'administration pénitentiaire et, après enquête sur les garanties que présente le colon, notamment en ce qui concerne l'emploi de la main-d'œuvre des libérés, décide si la demande peut-être accueillie.

Tout employeur ne pourra obtenir plus de 50 condamnés. Au cas où le nombre des condamnés dépasse 25, un surveillant militaire est affecté à la garde du contingent. Les dispositions du décret du 30 avril 1898 en ce qui concerne les obligations de l'engagiste envers le surveillant militaire et le remboursement des frais de transport à l'Etat sont maintenues.

L'habitant qui n'a pas exécuté par sa faute des contrats antérieurs déjà intervenus avec l'administration, ne peut, pendant une période de 3 ans, obtenir le bénéfice d'une nouvelle assignation.

C'est le Directeur de l'administration pénitentiaire qui passe, au nom de l'assigné, le contrat avec le colon.

La réintégration de l'assigné est effectuée à toute époque sur la demande motivée soit du patron, soit de l'assigné ou bien d'office par l'administration. Celle-ci reste toujours libre de réintégrer l'assigné par mesure d'ordre public ou par mesure générale sans qu'il en résulte aucun droit en faveur des parties, soit vis-à-vis de l'administration, soit vis-à-vis de l'assigné.

Les réintégrations sont prononcées, le patron entendu ou dûment appelé, par le Gouverneur sur la proposition du Directeur de l'administration pénitentiaire.

Le changement de résidence ou d'emploi d'un condamné, opéré sans autorisation écrite et préalable de l'administration, entraîne la résiliation du contrat et le retrait de l'assigné.

Tout prêt, toute vente à crédit sont interdits entre le patron et l'assigné sous peine de retrait de l'assigné.

Le patron doit à l'assigné sous peine de retrait :

- 1°) Un logement salubre ;
- 2°) Une couchette individuelle avec effets de couchage ;
Une moustiquaire en bon état ;
- 3°) Une dose journalière de quinquina de 0 gr. 25 ;
- 4°) Le moyen de pouvoir à son hygiène corporelle ;
- 5°) Une somme mensuelle fixée d'après un tarif arrêté par le Gouverneur et soumis à l'approbation du Ministre.

Cette somme est affectée pour 2/5 au budget de l'Etat au compte « Produits du travail des condamnés » et pour 3/5 au pécule de l'assigné. Elle doit être calculée de telle sorte que le pécule de l'assigné reçoive au moins 30 francs par mois à la Guyane. Mais alors que le décret du 18 septembre 1925 exigeait que le 1/5 de la redevance fut versé directement par l'employeur à l'assigné, le décret du 14 mars 1931 dispose que l'assigné ne pourra plus recevoir directement aucune somme au titre de la redevance dûe par l'employeur.

Le nouveau texte n'interdit pas cependant à l'employeur de

donner directement à l'assigné une gratification puisque celle-ci est évidemment, le meilleur moyen d'obtenir de l'assigné un travail assidu et productif. Aussi nombreux sont les patrons qui remettent directement à leur assignés 60, 80, voire même cent francs par mois.

Les versements au pécule sont mentionnés sur un livret remis à l'assigné par l'administration.

6°) Une ration délivrée en nature et au moins égale à la ration réglementaire.

Un avis du Gouverneur, paru au Journal Officiel de la Colonie du 18 janvier 1930, rappelle aux employeurs que la ration réglementaire due aux assignés est la suivante :

Pain	0 kg. 750
Viande fraîche	0 kg. 225
ou	
conserves de bœuf	0 kg. 200
ou	
lard salé	0 kg. 180
Légumes secs	0 kg. 100
ou	
riz	0 kg. 060
saindoux	0 kg. 008
sel	0 kg. 012
café	0 kg. 012
sucré	0 kg. 015

Certains éléments peuvent être remplacés par d'autres denrées ne figurant pas au tableau ci-dessus, mais avec l'assentiment de l'assigné et après l'acceptation du Gouverneur qui s'assurera, au préalable, que les nouveaux aliments ont la valeur nutritive de ceux auxquels ils sont substitués.

7°) Les soins médicaux et, s'il y a lieu, les frais d'hospitalisation calculés à 6 francs par jour et pour une période qui ne pourra excéder trente jours par an. Au delà de 30 jours, les frais incomberont à l'administration pénitentiaire.

L'employeur est tenu de verser un cautionnement de 100 fr.

par chaque assigné au moment de la signature du contrat. Une caution solvable peut être admise.

Le patron doit veiller sur la conduite de l'assigné. Chaque mois, il adresse à l'administration pénitentiaire un avis constatant la présence de l'assigné et les fautes commises. Il doit prévenir sans retard l'administration du décès, de l'évasion ou de toute autre circonstance grave intéressant la position du condamné.

Par mesure de police et, pour ne pas être confondu avec les travailleurs libres ou avec les libérés, l'assigné doit porter les effets d'habillement qui lui sont fournis par l'administration.

Le logement particulier de l'assigné est soumis, en tout temps, aux visites et aux recherches des agents de l'administration pénitentiaire dûment autorisés, des gendarmes et de la police.

c) Les condamnés en cours de peine qui ont fait preuve d'amendement pourront obtenir des concessions de terrain. Ces concessions seront provisoires ou définitives.

Le développement des concessions est la raison d'être des colonies pénales. Il a été très lent au début de la transportation parce que les transportés étaient répartis dans des camps établis sur divers points de la colonie, que l'on supprimait et rétablissait tour à tour. Ce n'est que lorsque l'administration pénitentiaire décida en 1858 de cantonner les condamnés dans la région du Maroni que le régime des concessions prit une certaine extension.

Tous les concessionnaires furent établis aux environs du pénitencier de Saint-Laurent et se consacrèrent à la culture de la canne à sucre. L'administration créa une sucrerie à Saint-Maurice qui existe encore aujourd'hui et qu'elle alimenta exclusivement avec les produits livrés par les concessionnaires. Ces produits furent achetés par l'administration un peu au-dessus de leur valeur. C'était là, en réalité, une subvention déguisée, préférable aux secours directs, puisqu'on habitua ainsi les condamnés à ne compter que sur leur travail.

De 1858 à 1859, 24 concessionnaires se partageaient 48 hectares. Chaque concession avait par conséquent une superficie de 2 hectares. Elle était insuffisante pour l'élevage du bétail. Aussi un arrêté du 25 avril 1861 réduisit de 24 à 20 le nombre des concessionnaires et maintint à 2 hectares la superficie de la concession qui était attribuée à chacun d'eux. Le reste, soit 8 hectares, était affecté à l'élevage du bétail en commun. Tous les concessionnaires étaient tenus de travailler pendant la demi-journée du samedi à l'entretien de la partie commune.

L'administration avançait à chaque concessionnaire huit jeunes vaches et deux taureaux. Les produits, après avoir d'abord servi à la restitution du bétail, étaient ensuite partagés en parties égales entre le concessionnaire et l'administration.

Chaque concessionnaire recevait aussi pendant les premiers mois des vivres à titre gratuit. Ces vivres lui étaient ensuite alloués à titre remboursable quand il était en mesure de pourvoir à ses besoins. Si le concessionnaire tombait malade et était hospitalisé, il était remplacé par un condamné dont la conduite était excellente et qui portait le titre d' « aspirant concessionnaire ».

Des primes d'encouragement étaient données à ceux qui, en possession de la concession depuis un an, se faisaient remarquer par leur bonne conduite, le bon entretien de leurs installations agricoles, l'étendue du terrain cultivé, la beauté des animaux de trait et de labour.

Les résultats attendus ne furent pas brillants. On a dit que l'insuccès des concessions devait être attribué à la paresse des condamnés. Il est plus juste de l'attribuer aux nombreux défauts du système suivi. D'abord, la tâche que devait assumer le concessionnaire était trop lourde. Il était tenu de construire sa case, de défricher le terrain vierge qui lui était octroyé et de le mettre ensuite en rapport et tout cela, par ses seuls moyens. Il devait être tour à tour menuisier, architecte et agriculteur ! Les fièvres ne tardaient pas à épuiser ses forces et le peu de moyens dont il disposait avaient raison de sa bonne volonté. Le colon libre qui ne devait compter que sur

son travail pour assurer son existence et celle des siens et qui avait intérêt à se mettre courageusement à l'ouvrage aurait échoué dans de telles conditions. Comment pouvait on exiger une pareille tenacité d'un transporté qui savait que l'administration lui viendrait en aide en cas de besoin ? Un grand nombre de concessionnaires, après avoir eu la ferme volonté de réussir, découragés et exténués, demandèrent leur réintégration dans les pénitenciers. D'autres, moins intéressants, s'installèrent tranquillement sur leur concession où ils menèrent une vie de tout repos. Assurés d'échapper à la discipline des pénitenciers et de toucher gratuitement pendant quelques mois des vivres et des vêtements de l'administration, ils construisirent un abri rudimentaire et simulèrent le travail. « Ils égratignent un peu le sol parce qu'il faut simuler le mouvement puis, quand les trente premiers mois sont finis ou près de l'être, ils déclarent tout à coup qu'ils ne sont pas nés pour l'agriculture et ils retournent au camp pour y reprendre leur place ». (Leveillé, *La France Coloniale*, p. 677).

Après avoir pris deux ans de vacances, ces concessionnaires étaient réintégrés au pénitencier où leur inconduite et leur paresse ne leur valaient pas un traitement plus sévère que celui de leur camarades.

Voilà à quoi aboutissaient les lourds sacrifices que s'imposait l'administration !

Ensuite, le fait de mettre des terres en commun était une lourde erreur. La crainte de travailler pour autrui paralysait les efforts de chacun.

L'administration comprit si bien que l'insuccès des concessions provenait surtout de ces deux causes qu'elle ne concéda plus à l'avenir que des terrains préalablement défrichés par la main-d'œuvre pénale et qu'elle donna plus de place à l'action individuelle.

Les résultats devinrent meilleurs. On ne négligea rien pour encourager les efforts et, pour stimuler les concessionnaires, on institua des concours agricoles avec des médailles en argent et en bronze que l'on décernait avec appareil.

L'arrêté du 14 novembre 1865 réglementa les concessions

faites aux libérés. Aux termes de cet arrêté, le libéré qui avait obtenu une concession devait y construire une case dans les conditions qui lui auraient été assignées et la mettre en culture dans un délai de deux ans sous peine d'être expulsé de sa concession. Les concessions pouvaient, en outre, être retirées pour absence de case, paresse, ivrognerie, inobservation des conseils donnés sur le mode de culture. Le libéré concessionnaire recevait gratuitement pendant les deux premières années des vivres, des effets d'habillement et de couchage. L'administration lui prêtait des outils. Au bout de ces deux ans, il était considéré comme apte à vivre de ses propres ressources et les prestations étaient supprimées.

On ne tarda pas à reconnaître que, parmi ces dispositions, quelques unes ne pouvaient pas être conservées. Comme la clause qui obligeait le concessionnaire à construire la case était difficile à observer, surtout en présence de l'interdiction faite aux concessionnaires de s'associer entre eux, l'administration décida de faire construire la case par la main-d'œuvre pénale. D'autre part, se rendant compte que le concessionnaire ne pouvait pas se passer de son aide après les deux premières années, elle accorda au concessionnaire qui se montrait digne d'intérêt, la gratuité des vivres même après la période de deux ans écoulée.

Le concessionnaire assuré ainsi du logement, de l'habillement et de la nourriture pouvait alors se livrer au genre de culture qui lui convenait. « Une fois mis en concession, le transporté voit changer complètement son existence. Il a une maison, un chez soi, un home... Il n'est plus de fait un condamné, il n'est plus qu'un paysan cloué de par la loi au sol colonial, mais en somme libre sur sa terre » (Nicomède, Un coin de Colonisation Pénale p. 182).

Le décret du 31 août 1878 mit fin au régime des arrêtés locaux. Il régla 1°) la condition des concessions proprement dites, 2°) les droits des concessionnaires sur les terrains concédés, 3°) l'étendue des droits des tiers, 4°) les droits de la veuve et des enfants sur les terrains concédés, en cas de décès du concessionnaire.

Malheureusement les dispositions trop générales et incomplètes de ce décret ne répondaient pas exactement aux intentions du législateur de 1854 et ne corrigeaient pas les imperfections des arrêtés locaux.

Le décret de 1878, comme les arrêtés locaux que nous avons examinés, ne contenait, par exemple, aucune indication suffisante relativement aux conditions sous lesquelles les concessions de terrain devaient être accordées, aux avantages impartis et aux charges imposées aux bénéficiaires. On relevait la même lacune au sujet de la fixation de la durée de la peine subie et des garanties de conduite à exiger des condamnés pour l'obtention de la concession.

Le concessionnaire vit sur sa concession complètement à sa guise. Alors que tous les condamnés doivent avoir la figure rasée, il a le droit de porter la barbe, de s'habiller à sa fantaisie et d'aller et venir sur le pénitencier comme il l'entend. Tout contrôle étant difficile, l'unique moyen de surveillance consiste en un appel tous les 15 jours. Il est hors de doute qu'un tel régime est recherché par un grand nombre de condamnés qui voient là un moyen facile de se soustraire à la discipline des pénitenciers et des camps. Aussi ne doit-on donner des concessions qu'à des individus à tous points recommandables par la conduite et le travail. C'est de cette sélection que dépend l'avenir de la colonisation pénale. Aussi est-ce pour cette raison que le législateur de 1854 a stipulé que les concessions pouvaient être accordées aux condamnés « en égard à la durée de la peine prononcée contre eux, à leur bonne conduite, à leur travail, à leur repentir ». Aucune indication n'ayant été donnée par le décret sur ce point, on vit des concessions données à de nombreux condamnés aux travaux forcés à perpétuité ! ! Combien d'autres concessions ont aussi été attribuées à des condamnés peu intéressants et n'ayant aucune aptitude au travail de la terre mais qui avaient pour tout mérite, soit la recommandation d'un personnage politique influent, soit l'appui d'un haut fonctionnaire de l'administration qu'ils avaient servi avec zèle !

Le décret disciplinaire du 18 Juin 1880 règle, il est vrai,

quelques unes des questions laissées en suspens par le décret de 1878. Ce fut le décret du 4 septembre 1891 qui y remédia en limitant les mises en concession aux seuls condamnés, signalés par leur travail ainsi que par leur conduite, qui avaient mérité d'être placés à la 1^{re} classe après avoir subi la moitié de leur peine, s'ils avaient été condamnés aux travaux forcés à temps, ou après avoir exécuté dix ans de leur peine, s'ils étaient condamnés aux travaux forcés à perpétuité, de manière à réserver à la répression et à l'expiation une durée suffisante.

D'autre part, le décret de 1878 laissait aux condamnés une trop grande facilité d'aliéner leur concession.

Le concessionnaire n'avait pas de capitaux et l'usure ne tarda pas à prendre un grand développement. Les usuriers achetaient les marchandises des condamnés à un prix dérisoire et leur faisaient signer, pour les prêts qu'ils leur consentaient, des billets à des taux très élevés (20, 25 % par exemple). Ils laissaient ensuite leurs débiteurs travailler jusqu'à ce que la concession devienne définitive, puis ils les poursuivaient en expropriation et s'installaient à leur place. Ces concessionnaires, redevenus misérables, étaient rejetés au pénitencier. Le labeur des condamnés et les sacrifices de l'Etat n'aboutissaient ainsi qu'à enrichir quelques gredins.

Le décret du 30 août 1889 essaya d'y porter remède. Avant ce décret, n'importe qui pouvait s'installer sur le territoire pénitentiaire comme marchand et, des marchands ambulants et des colporteurs, pouvaient circuler sur ce territoire pour y vendre aux condamnés toutes sortes de marchandises, voire même du vin et des boissons alcooliques. Comme très souvent, les condamnés étaient dans l'impossibilité de payer, des saisies étaient pratiquées sur les concessions. Le décret du 30 août 1889 exigea, qu'à l'avenir, les marchands, débiteurs et colporteurs ne pourraient ouvrir des établissements dans toute l'étendue du territoire pénitentiaire qu'avec l'autorisation du Gouverneur en Conseil Privé. L'administration pouvait désormais écarter tous ceux qui n'offraient pas des garanties suffisantes de moralité. La vente aux condamnés en cours de peine du vin et des boissons alcooliques était, de plus, formellement

interdite. On comprendra sans peine que les mesures édictées par ce décret étaient insuffisantes pour préserver les concessionnaires des usuriers.

S'inspirant de toutes les critiques soulevées par le décret de 1878, le décret du 18 janvier 1895 consacra les réformes nécessaires au régime des concessions pénales.

Il fut complété par le décret du 9 octobre 1901 qui accorda aux enfants des transportés concessionnaires la faculté d'obtenir une concession.

En raison de la modification profonde ainsi apportée au principe de l'allocation des concessions, le Gouvernement estima qu'il y avait lieu d'abroger les dispositions du décret du 18 janvier 1895 et de refondre la réglementation en cette matière.

Le décret du 9 octobre 1901 qui n'est en somme que la reproduction de celui du 18 janvier 1895 avec la modification ci-dessus signalée, est encore actuellement en vigueur.

Etant donnée son importance, nous en ferons l'examen dans un chapitre spécial.

CHAPITRE VII

ÉTUDE DU DÉCRET DU 9 OCTOBRE 1901 SUR LES CONCESSIONS

Pour faciliter l'étude de ce décret, nous le diviserons en quatre parties :

- 1°) Envois en concession ;
- 2°) Régime des concessions :
 - a) Provisoires
 - b) Définitives
- 3°) Dispositions communes aux deux sortes de concessions ;
- 4°) Déchéance des concessions définitives.

I. Envois en concession

Les libérés et les condamnés parvenus à la 1^{re} classe seuls peuvent obtenir une concession. (Confirmé par les décrets des 18 septembre 1925, article 2 et 14 mars 1931). Cette concession n'est pas un droit, mais une faveur.

La nouveauté à signaler, c'est que la concession n'est plus gratuite. Le législateur s'est aperçu avec raison que l'octroi d'une concession gratuite était une faute. Tous les hommes, même les plus dégradés, s'attachent d'autant plus aux objets qu'ils ont plus de peine à les acquérir. Si, pour entrer en concession, le condamné devait verser entre les mains de l'administration, ne fut-ce qu'une partie de son pécule, le

terrain représenterait à ses yeux le fruit de plusieurs années de travail et d'épargne et il aurait pour ce terrain l'attachement du propriétaire pour ses biens. On abandonne plus facilement un terrain donné qu'un terrain payé avec son argent.

Le condamné en cours de peine doit verser à la caisse de la transportation sous la rubrique « Dépôts de Garantie des Concessionnaires en cours de peine » un dépôt de garantie d'un minimum de 100 francs. Le libéré doit verser cette somme à la Caisse des Dépôts et Consignations. L'arrêté local du 28 janvier 1896 a fixé le dépôt de garantie au minimum fixé par le décret, soit 100 francs.

Toutes les concessions sont faites à titre provisoire. Elles sont accordées par décisions individuelles prises par le Gouverneur en Conseil privé, sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire. Une amplification de la décision est remise au titulaire.

Les concessionnaires sont tenus, en outre, au paiement d'une rente annuelle et perpétuelle selon l'importance du terrain concédé, rente qui est fixée dans la décision d'envoi en concession. Elle ne peut être ni inférieure à 10 francs ni supérieure à 20 francs par hectare pour les concessions agricoles.

Tout concessionnaire peut s'exonérer du paiement de la rente en en versant le capital. Le montant de ce capital est fixé par la décision d'envoi en concession. Il ne peut être ni supérieur à 600 francs ni inférieur à 400 francs par hectare pour les concessionnaires agricoles.

La superficie du terrain concédé dépend de la qualité de la terre et du nombre de personnes composant la famille du condamné. Elle ne peut être inférieure à 3 hectares ni supérieure à 20 hectares. Actuellement, elle est de 2 hectares et demi à 3 hectares et demi à la Guyane. L'administration n'est tenue à aucune garantie de mesure, de valeur ou d'état.

Toutes les concessions sont pourvues d'une maison.

Pour pousser le condamné à se bien conduire, on encourage sa famille à se rendre dans la colonie pour le retrouver et l'aider à mettre en valeur la concession qu'il pourra obtenir.

Si une des personnes composant la famille du concessionnaire transporté ou libéré et habitant avec lui, atteint l'âge de 16 ans, il est accordé au transporté ou au libéré, soit d'office, soit sur sa demande, une concession supplémentaire de 3 à 10 hectares, rapprochée le plus possible de la sienne. Aucun dépôt de garantie n'est exigé pour cette concession supplémentaire qui est inscrite au nom du mineur. Le transporté ou le libéré en a la jouissance jusqu'à la majorité ou jusqu'au mariage de l'enfant. Alors ce dernier entre en jouissance et il a les droits et les obligations d'un concessionnaire provisoire. Il est tenu au paiement de la rente fixée par la décision d'envoi en concession. Cette rente est toutefois réduite de moitié tant que la concession n'est pas définitive, sans toutefois que cette réduction puisse être faite pendant plus de 5 ans après la majorité ou le mariage du concessionnaire.

Le décret de 1901 prévoit, en outre, des concessions urbaines de 10 à 20 ares (4 ares à 4 ares 50 en ce moment à la Guyane) pour l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'un métier jugés nécessaires aux besoins des concessions agricoles, et dont la nomenclature limitative doit être établie par le Gouverneur en Conseil Privé et approuvée par le Ministre des Colonies.

L'arrêté du 28 janvier 1896, toujours en vigueur actuellement, prévoit l'attribution de ces concessions aux condamnés qui désirent exercer l'un des métiers suivants : ajusteur-mécanicien, boucher, boulanger, briquetier, calfat, charpentier, charron, chaudronnier, cordonnier, couvreur, ébéniste, épicier, ferblantier, forgeron, horloger, maçon, maréchal-ferrant, mercier, marchand de tissus, menuisier, peintre, pêcheur, quincailleur, sabotier, scieur de long, sellier, serrurier, tailleur d'habits, tailleur de pierres, tanneur, tonnelier, tourneur, treillageur, tuilier, zingueur.

La rente annuelle due par ces concessionnaires pour l'ensemble de la concession est de 10 francs au minimum et de 50 francs au maximum et le capital de la rente ne peut être inférieur à 500 francs et supérieur à 2.000 francs.

D'après l'arrêté du 10 janvier 1928, les rentes dues par les concessionnaires sont recouvrées par le Caissier de la Trans-

portation pour le compte du Receveur des Domaines. Il est ouvert, à cet effet, à la Caisse de la Transportation un compte intitulé « Recettes et Dépenses à régulariser » qui se créditera par les recettes effectuées par le Caissier et se débitera par les remises de fonds mensuellement ou trimestriellement au Receveur des Domaines par l'intermédiaire du préposé de la Caisse de la Transportation à Cayenne.

Chaque concessionnaire agricole reçoit une première mise non renouvelable d'outils aratoires, d'effets de couchage et d'habillement dont la composition et la valeur est fixée par un arrêté du Gouverneur en Conseil Privé, approuvé par le Ministre des Colonies.

D'après l'arrêté du 28 janvier 1896, les outils agricoles fournis se composent : d'une hâche, de deux pioches, de deux sabres d'abatis, d'une houe et d'une pelle ; les effets d'habillement : d'un chapeau de paille, de deux chemises en coton, d'une vareuse de laine, d'une vareuse en toile et de deux paires de souliers ; les effets de couchages : d'un hamac garni et d'une couverture de laine.

Si le concessionnaire est marié, il peut recevoir, en outre, un matelas de troupe, une paillasse, un traversin, une couverture de troupe, un peigne, une brosse à lessiver, un pantalon en toile, deux mouchoirs de tête, deux mouchoirs de poche, deux mouchoirs de cou et deux paires de bas.

Un état des objets remis à chaque concessionnaire avec l'indication de leur valeur est transmis au Caissier de la Transportation qui en recouvre le montant quand la concession est devenue définitive.

Chaque concessionnaire reçoit une ration de vivres ou une indemnité représentative pendant 6 mois ou pendant 3 mois selon qu'il s'agit d'une concession agricole ou d'une concession urbaine. S'il est marié, il a droit en outre, pendant la même période à une ration de vivres, ou à une indemnité en tenant lieu, pour sa femme et une demi ration pour chaque enfant âgé de plus de 3 ans. Les soins médicaux lui sont accordés gratuitement ainsi qu'à sa famille pendant une année à compter de l'entrée en concession. Ce délai écoulé, le conces-

sionnaire est tenu de rembourser le prix du traitement subi dans un des hôpitaux pénitentiaires et qui est fixé à 10 francs par jour par un arrêté du Gouverneur en date du 5 juillet 1929.

Le concessionnaire est tenu de résider sur le terrain concédé et il lui est interdit de l'aliéner, de l'hypothéquer et de le donner à ferme. Il est obligé de mettre la moitié du terrain en rapport pendant la première année et la totalité pendant la deuxième année.

II. Régime des concessions

a) Concessions provisoires.

Les concessions peuvent être retirées au condamné, de plein droit, pour tout fait ayant entraîné une peine criminelle ainsi que pour évasion ou pour tentative d'évasion. Il en est de même pour défaut de paiement de la rente imposée dans les six mois qui suivent l'échéance du terme, à moins d'un délai supplémentaire de six mois accordé par le Gouverneur en Conseil Privé, en cas de morce majeure dûment justifié. L'administration n'est tenue à aucune notification ou sommation préalable.

Le retrait de la concession est facultatif en cas d'une condamnation à une peine correctionnelle ou pour inconduite et indiscipline. Il en est de même si le concessionnaire ne cultive pas le terrain qui lui a été accordé, s'il a hypothéqué ou donné à ferme sa concession, si la moitié du terrain n'a pas été mise en rapport pendant la première année et la totalité pendant la deuxième année.

Le retrait de la concession comporte la privation des effets et des outils. Aucune indemnité n'est due au concessionnaire même si ce dernier avait édifié des constructions sur le terrain concédé et si ce terrain avait acquis une plus-value. Toutefois on verse au pécule du concessionnaire la valeur des fruits en nature ou pendants par branches ou par racines. S'il s'agit d'un libéré, les produits lui sont laissés ou remis.

Le retrait de la concession est prononcé par le Gouverneur

sur la proposition du Directeur de l'administration pénitentiaire. La décision du Gouverneur est définitive et irrévocable pour les transportés en cours de peine qui sont immédiatement réintégrés au pénitencier. Pour les transportés libérés, la décision doit être notifiée dans la forme administrative et ne devient définitive qu'après un délai de trois mois pendant lequel le concessionnaire peut présenter une requête au Gouverneur en Conseil Privé pour obtenir que la mesure qui le frappe soit rapportée.

La décision de retrait dit si le dépôt de garantie doit être retenu en totalité ou en partie. La concession retirée fait retour au domaine pénitentiaire. Toutefois, si le concessionnaire dépossédé a une femme ou des enfants qui résident dans la colonie, ces derniers peuvent obtenir, sans versement d'un nouveau dépôt de garantie, la concession de leur époux ou père. S'il s'agit d'une concession supplémentaire, elle est remise, soit directement au mineur, s'il est émancipé d'office par l'administration, soit à la femme ou aux enfants du transporté ou libéré, qui en garde la jouissance jusqu'au moment où le mineur est appelé à prendre possession de sa concession.

Ces mêmes dispositions sont applicables en cas de décès du concessionnaire provisoire.

Les transportés en cours de peine à qui est accordée une concession provisoire, autres que ceux qui sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité, peuvent faire tous les actes nécessaires à l'administration, à l'exploitation et à la jouissance des biens concédés ainsi que ceux nécessaires à l'exercice de l'industrie, du commerce ou du métier et ester en justice pour les différents actes, après autorisation du Directeur de l'Administration pénitentiaire.

(Voir dépêche ministérielle du 19 juin 1878).

b) Concessions définitives.

La propriété de la concession devient définitive cinq ans après l'envoi en concession provisoire. Pour la concession supplémentaire, ce délai ne commence à courir que du jour où le titulaire est entré en jouissance.

En ce qui concerne les transportés en cours de peine, le temps écoulé depuis l'envoi en possession est compris dans le délai de 5 ans mais n'est pas compté pour plus de 2 ans.

Lorsque la concession a été attribuée à la femme ou aux enfants d'un concessionnaire décédé, le délai ne doit ni être inférieur à 3 ans ni être supérieur à 5 ans. Il est fixé par décision du Gouverneur.

Dans le mois où la concession est devenue définitive, le dépôt de garantie est remboursé au concessionnaire qui peut ainsi se libérer du paiement de la rente en versant le capital. On établit en même temps un acte de propriété. Le titre, dressé en minute, est signé par le Directeur de l'Administration pénitentiaire, et, ensuite, approuvé par le Gouverneur en Conseil Privé. Il est enregistré et transcrit par les soins et aux frais du concessionnaire. A défaut de transcription, l'administration pénitentiaire doit prendre, dans les 45 jours, à la conservation des hypothèques, une inscription destinée à assurer à l'Etat son privilège pour le recouvrement de la rente, du capital de cette rente, du remboursement des avances et des frais de justice.

L'action du Trésor ne peut s'exercer sur les biens concédés qu'à l'expiration d'un délai de dix ans. Elle s'exerce toutefois immédiatement en cas de vente, de donation ou de transmission héréditaire au profit de tout autre que la femme et les enfants, ainsi qu'en cas de défaut de paiement par le concessionnaire ou par la femme et les enfants de ce dernier de l'annuité à verser, en représentation et jusqu'à parfait paiement, des frais de justice ou du remboursement pour avances. Cette annuité est fixée par le Gouverneur en Conseil Privé sur la proposition du Directeur de l'administration pénitentiaire et avis du Trésorier-payeur.

III. Dispositions communes aux concessions provisoires et aux concessions définitives

Les concessionnaires et leurs ayants-droit sont tenus d'abandonner les terrains et les matériaux jugés nécessaires à l'ou-

verture, la construction, la rectification, la réparation des routes, chemins, ponts, canaux et aqueducs. Une indemnité leur est due en cas de dommages dûment constatés. Toutes les contestations sont jugées par le Conseil du Contentieux Administratif de la Colonie.

Le paiement de la rente pour une concession provisoire urbaine ou rurale ne peut être exigé que deux ans après l'envoi en concession. En ce qui concerne les concessions supplémentaires, c'est la personne qui en a la jouissance qui doit l'effectuer.

IV. Causes de déchéance des concessions définitives

Alors même que la concession soit devenue définitive, la déchéance de la concession peut être prononcée par le Gouverneur en Conseil Privé, sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire, à défaut du paiement de la rente ou du capital de la rente dans le mois qui suit la contrainte. La décision est notifiée au concessionnaire et aux tiers ayant acquis des droits sur la concession. La déchéance est définitive si, trois mois après la notification, le concessionnaire ou le tiers intéressé n'ont pas effectué le paiement de la rente ou du capital ou n'ont pas fait opposition contre la décision devant le Conseil du Contentieux Administratif. En obligeant le tiers intéressé au paiement de la rente, on a voulu prévenir les donations frauduleuses qui pouvaient être en réalité de véritables ventes. Les biens font retour au domaine pénitentiaire francs et quittes de toutes dettes, charges et hypothèques. Il n'est pas fait répétition d'indemnité pour les constructions jugées utiles et dont l'Etat voudrait rester en possession. Mais l'administration est tenue de maintenir pendant 3 ans les baux passés sans fraude par le concessionnaire déchu et qui ont date certaine. La décision de déchéance est mentionnée en marge de la transcription du titre de propriété par les soins de l'Administration pénitentiaire.

V. Droits des tiers, de l'époux survivant et des héritiers

Les créances antérieures à l'époque où la concession est devenue définitive, autres que les frais de justice, n'ouvrent pas d'action sur les biens concédés, ni sur leurs fruits. Cette sage mesure ne peut qu'éloigner les usuriers et conserver au transporté le terrain qu'il a eu tant de mal à mettre en valeur.

Par dérogation à la règle posée par l'article 1404 du Code Civil, les terrains concédés forment des conquêts si le transporté et son conjoint sont mariés sous le régime de la communauté ou avec société d'acquêts.

Quand le concessionnaire définitif décède avant le rachat de la rente, les biens concédés passent en pleine propriété aux enfants ou à leurs descendants qui résident dans la colonie. Toutefois, s'il a laissé aussi une veuve habitant la colonie, celle-ci succède pour moitié en usufruit.

Si le transporté n'a ni veuve ni descendants habitant la colonie, la succession des biens concédés appartient à ses frères et sœurs ou descendants d'eux qui y résident.

Les enfants ou leurs descendants, les frères et sœurs et leurs descendants, succèdent de leur chef ou par représentation ainsi qu'il est réglé aux articles 739 et 745 du Code Civil.

Si le transporté n'a ni frères ni sœurs ou aucun descendant d'eux résidant dans la colonie, les biens concédés font retour à l'Etat et rentrent dans le domaine pénitentiaire.

La femme du transporté, quand elle réclame et obtient la jouissance de la concession supplémentaire, est dispensée de l'autorisation maritale et de celle de la justice pour tous les actes relatifs à l'administration, à l'exploitation et à la jouissance de la concession. Elle peut, dans les mêmes conditions, aliéner et hypothéquer la concession devenue libre.

Au moment où nous écrivons cette étude (Juin 1931), le nombre des concessions données s'élève à 203, dont 64 concessions urbaines à Saint-Laurent, et 139 concessions rurales. Dix-neuf de ces dernières se trouvent au camp des Malgaches et 120 à Saint-Maurice. Parmi les bénéficiaires, on compte 160

transportés en cours de peine et 43 libérés seulement. Les concessions définitives sont au nombre de sept. D'après les renseignements qui nous ont été fournis par l'Administration pénitentiaire, les retraits de concessions sont, en moyenne, de 4 à 5 par mois. Mais ces retraits sont immédiatement compensés par de nouvelles mises en concession. La plupart des retraits ont pour cause l'abandon volontaire de la concession ou le décès du bénéficiaire.

VI. Arrêté Ministériel du 16 janvier 1930

La recherche de l'or et l'exploitation de la gomme de balata et du bois de rose ont été les causes de la situation misérable dans laquelle se trouve la colonie. Attirés par l'appât du gain, tous les jeunes gens valides sont allés, soit sur les placers, soit dans les bois et ont abandonné les métiers et les cultures. Aussi y a-t-il très peu de cultures en Guyane. Pas de jardins, pas d'arbres fruitiers. Quelques rares abatis de manioc, de maïs, de patates ou d'ignames. Les légumes sont très chers parce qu'introuvables. N'est-il pas étrange que dans un pays qui pourrait produire en abondance le café et les épices, on soit obligé de les faire venir de France ? Les immenses savanes où le bétail pourrait prospérer sont inutilisées. On en est réduit à faire venir à grands frais du Brésil ou du Vénézuëla des bœufs qui, après une longue traversée, arrivent maigres et efflanqués et donnent une viande inférieure et d'un prix très élevé.

La production de l'or étant stationnaire et celle du balata et de l'essence de bois de rose étant tarie, la population, en est réduite à vivre dans un pays inculte où elle trouve à peine de quoi subvenir à ses premiers besoins.

M. le Gouverneur Siadous a compris que le salut du pays était dans le développement de l'agriculture et il s'est donné tout entier à cette tâche. Il fit tout d'abord venir dans la colonie un Ingénieur agricole et décida, d'accord avec M. Prével, Directeur de l'Administration pénitentiaire, de créer à Paria-cabo, un centre important d'élevage et de cultures vivrières.

Pariacabo se trouve, en effet, dans la région la plus fertile de la Guyane. C'est un annexe du pénitentier des Roches-de-Kourou qui, dès l'origine de la transportation, a été désigné pour des essais de culture et d'élevage. On en tire, en ce moment, le café nécessaire à l'alimentation du personnel de la transportation.

Un arrêté ministériel du 16 janvier 1930, institue à titre d'essai, pour une période de cinq ans, un régime de concessions provisoires à accorder aux condamnés aux travaux forcés parvenus à la 1^{re} classe sur le domaine de Pariacabo.

Les lots de terrain concédés doivent être exclusivement réservés à des plantations arborescentes (cacaoyers, caféiers, etc.) et à des cultures vivrières. Ils sont remis défrichés et prêts à la culture. Les plants sont délivrés gratuitement par l'Administration pénitentiaire.

Aucun dépôt de garantie n'est exigé. Le virement du pécule réservé au pécule disponible pourra être accordé à tout concessionnaire, soit pour les frais de premier établissement, soit pour l'extension des cultures. Toutefois, le montant des frais de justice sera toujours réservé.

Les lots ne dépassent pas au début un quart d'hectare ; mais ils pourront être agrandis par de nouvelles concessions au fur et à mesure que les parcelles, antérieurement octroyées, auront été mises en valeur.

Il est remis à chaque concessionnaire, à titre de prêt non renouvelable, une bêche, une houe, un sabre d'abatis, une pelle, une pioche, une hâche, un râteau et un sécateur. L'évaluation de la valeur de ces outils est faite au moment de la remise. En cas de perte, cette valeur est imputée d'office sur le pécule réservé.

Le concessionnaire, jusqu'au jour de sa libération, continue à être soumis à l'obligation du travail dans les chantiers et dans les ateliers de l'administration établis sur le pénitentier de Pariacabo. Autant que possible, la journée de travail devra correspondre à une tâche déterminée. Cette tâche accomplie, le concessionnaire disposera de son temps pour la mise en valeur de son terrain. Comme contre partie à l'obligation de

travailler pour l'administration, le concessionnaire conserve le droit aux effets d'habillement, à la ration normale de vivres, aux soins médicaux et à l'hospitalisation. Il est libre de céder les produits de son terrain au plus offrant.

Le concessionnaire a droit à une ration de vivres pendant les 6 mois qui suivent sa libération. Après ce délai, et au maximum pendant un an, il pourra recevoir cette ration à titre de cession payable d'avance. Il est tenu de résider sur le lot qui lui est attribué et de mettre ce dernier en culture dans sa totalité, sauf cas de force majeure, dans les deux premières années de sa libération.

Ici une remarque s'impose. Un lot est concédé à un transporté appartenant à la 1^{re} classe. Mais est-ce à n'importe quel transporté de cette classe ou bien à celui qui est à la veille d'être libéré ? Le texte est muet à ce sujet. Peut-on concevoir, par exemple, un terrain attribué à un condamné aux travaux forcés à perpétuité, qui n'est tenu à le mettre en culture dans sa totalité que deux années après sa libération ? Sans doute, dira-t-on, l'Administration pénitentiaire, distribuera les concessions à bon escient. Ce n'est pas sûr. Faute de texte précis, des abus ne manqueront pas de se produire. On ne tardera pas à voir des transportés, chaudement appuyés par des fonctionnaires haut placés et ayant encore à purger une longue peine, obtenir des lots de terrain dont la plus grande partie demeurera inculte. Et ce sera, comme toujours, la faillite d'une institution qui aurait pu donner d'excellents résultats si elle avait été raisonnablement appliquée.

D'autre part, l'obligation qui est imposée aux concessionnaires de travailler dans les chantiers et dans les ateliers établis sur le pénitencier, peut être une des causes de l'insuccès de l'institution. Il est vrai qu'« autant que possible » la journée de travail devra correspondre à une tâche déterminée après l'exécution de laquelle le transporté disposera de son temps pour cultiver son terrain. Mais que sera cette tâche ? Sera-t-elle la même pour tous ? Exigera-t-elle une grande partie de la journée pour être exécutée ? Sera-t-elle pénible ?

Il est évident qu'une même tâche imposée à tous les conces-

sionnaires serait une méthode injuste et dangereuse. Il y a des hommes qui sont plus ou moins forts, plus ou moins habiles, plus ou moins actifs. Le transporté qui a une mauvaise constitution ou celui qui n'a jamais exercé un métier manuel sera handicapé par ses camarades plus forts ou plus habiles que lui qui, leur tâche exécutée, iront travailler pour leur propre compte alors que lui, fatigué par le labeur imposé à l'atelier ou sur le chantier, n'aura plus ni la force nécessaire ni souvent le temps, si la tâche imposée a été longue à accomplir, pour aller cultiver son lot.

Puis, ne faut-il pas compter sur le favoritisme ? Un transporté, bien vu par le Chef du pénitentier ou par d'autres fonctionnaires de l'administration, ne sera-t-il pas exempt de tout travail sur le pénitentier ou bien ne se verra-t-il pas attribuer une tâche facile et peu pénible ?

Les forts, les habiles et les privilégiés auront un terrain bien cultivé qui leur procurera de bons revenus alors que celui de leurs camarades sera presque inculte. D'où jalousie, dégoût et abandon du terrain.

A notre avis, on ne saurait exonérer les concessionnaires de Pariacabo de tout travail au profit de l'administration, puisque le terrain qui leur est attribué n'a qu'une superficie d'un quart d'hectare. Mais au lieu de les astreindre à une tâche déterminée, on pourrait les faire travailler en commun dans les ateliers ou sur les chantiers du pénitentier pendant les heures chaudes de la journée.

Une longue expérience prouve que la culture de la terre en plein soleil, dans les pays intertropicaux, est impossible à l'européen quel qu'il soit. Le moment le plus pénible de la journée à la Guyane est celui qui s'écoule entre 10 heures du matin et 4 heures de l'après-midi. Qu'on laisse donc les concessionnaires de Pariacabo travailler leur terrain le matin jusqu'à 10 heures et l'après-midi après 4 heures. Le travail pour le compte de l'administration sera exécuté entre ces deux heures. Le travail en commun, dit-on, n'a jamais donné de bons résultats. On pourrait, pour stimuler les condamnés, leur accorder des primes de rendement et, en cas de paresse constante, leur

retirer la concession à titre de sanction. Un tel procédé et une telle sanction donnerait certainement un meilleur résultat que le système actuellement employé.

Les causes de retrait des concessions de Pariacabo sont les mêmes que celles prévues par le décret de 1901 pour les concessions ordinaires.

Toutefois, il est prévu que le transporté libéré peut être autorisé par le Gouverneur, après avis du Directeur de l'Administration pénitentiaire, à céder ses droits de concession à un transporté accomplissant sa dernière année de peine ou à un autre libéré. En cas de décès, si le libéré concessionnaire a un héritier habitant la colonie, ce dernier peut être substitué à ses droits tant pour la mise en valeur du terrain que pour la cession des dits droits.

Une disposition spéciale est à signaler. Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les concessionnaires au sujet des lots sont jugées par la Commission Disciplinaire du Pénitentier. Celles qui peuvent s'élever entre les concessionnaires et l'administration sont aussi examinées par cette même Commission ; mais alors la décision de la Commission doit être soumise par le Directeur de l'Administration pénitentiaire à l'approbation du Gouverneur.

A la date du 15 mai 1931, vingt concessions ont été accordées à des condamnés de race jaune. Ces concessions sont déjà prospères.

Les concessionnaires sont autorisés à se rendre deux fois par semaine au village de Kourou pour écouler leurs produits. Chaque concession rapporte à son bénéficiaire de 300 à 500 fr. par mois.

CHAPITRE VIII

ORGANISATION DE LA FAMILLE

La reconstitution de la famille, étant à côté de l'organisation de la propriété, un des facteurs les plus puissants de la colonisation, le législateur a songé, tout d'abord, à faciliter le mariage des transportés aux colonies et, ensuite, à favoriser l'immigration du conjoint et des enfants des condamnés. Il est évident que, bien que les condamnés, en état d'interdiction légale, ne soient pas privés du droit de se marier, l'exercice de ce droit, ne peut être qu'une mesure gracieuse de l'administration. C'est une question d'ordre et de discipline que le seul caprice du condamné ne saurait trancher. Une autorisation est par suite nécessaire.

Une dépêche ministérielle du 27 avril 1858 relative au mariage des transportés, attribue au Gouverneur les pouvoirs dévolus au Ministre de l'intérieur quand il s'agit d'autoriser le mariage d'un condamné enfermé dans une maison centrale.

En application de cette dépêche ministérielle, le Gouverneur autorisa en 1858 deux mariages qui furent célébrés à Saint-Laurent-du-Maroni. Dans les années qui suivirent, plusieurs mariages furent autorisés. Mais fallait-il exiger pour le mariage des transportés les formalités prévues par le Code Civil ? Cette question ne fut résolue que par le décret du 24 mars 1866. Ce décret dispose que les transportés et les personnes qui, subissant leur peine dans une maison centrale de France, auraient demandé à être transférés dans les colonies pénitentiaires,

seraient, pour éviter tout retard inutile, dispensés des obligations imposées par les articles 151, 152 et 153 du Code Civil. Les publications faites dans la colonie seraient suffisantes pour la régularité du mariage, même dans le cas où le domicile des parties ne serait pas établi par un séjour de 6 mois. Les actes de l'état civil exigés par le Code pour pouvoir contracter mariage, pourraient être remplacés soit par un certificat délivré par l'autorité judiciaire du lieu de la condamnation, soit, à défaut, par un acte de notoriété. L'administration, dès que le Gouverneur a autorisé le mariage, devra se charger d'accomplir toutes ces formalités.

Une décision ministérielle du 17 janvier 1880 précise dans quelle forme devront être données les autorisations de mariage. Les autorisations de mariage entre condamnés seront désormais soumises au Conseil privé par le Directeur de l'Administration pénitentiaire. Pour le mariage des condamnés avec des gens libres, les autorisations seront également soumises au Conseil privé, mais les décisions du Conseil devront être contre-signées par le Directeur de l'Intérieur (le Gouverneur aujourd'hui) et par le Directeur de l'Administration pénitentiaire.

Les condamnés arabes étaient très nombreux et comprenaient alors, comme aujourd'hui, environ la moitié de l'effectif de la transportation. Très attachés à leur religion, ils ne se pliaient qu'avec répugnance aux formalités du décret de 1866. Ils demandèrent au Directeur de l'Administration pénitentiaire s'ils ne pouvaient pas se marier au moins avec les femmes de leur race et de leur religion suivant les formalités de la loi musulmane. Ce fonctionnaire consulta le Ministre de la Marine et des Colonies qui, par une dépêche du 30 juin 1881, répondit par l'affirmative. « Les condamnés arabes, dit-il, ont conservé leur statut personnel et on ne saurait les empêcher de célébrer leur mariage conformément à leur rite, comme en Algérie. Ce mode de procéder ne peut, d'ailleurs, avoir qu'une heureuse influence sur la colonisation par les transportés de cette race ». Le Ministre donna les instructions suivantes : le mariage serait prononcé devant une Assemblée de notables concessionnaires

désignés par l'administration, ainsi que cela se pratique dans les pays berbères ou l'institution des *çadis* n'existe pas encore. Le mariage serait inscrit en arabe et en français sur un registre *ad hoc*. Le divorce, étant la conséquence du mariage ainsi contracté, serait prononcé avec les mêmes formalités.

Une décision du Gouverneur, en date du 15 septembre de la même année, disposa que l'assemblée de notables concessionnaires prévue par la dépêche ministérielle sera installée à Saint-Laurent-du-Maroni. Cette assemblée sera composée d'un Président, de 4 membres et d'un secrétaire. Le Président et le Secrétaire seront nommés par le Directeur de l'Administration pénitentiaire ; les quatre autres membres seront choisis parmi les jurés arabes du 1^{er} degré et élus par tous les concessionnaires de cette race. Toutefois ces élections seront sanctionnées pour chacun de ces membres par une lettre de nomination émanant du Directeur de l'Administration pénitentiaire qui pourra, suivant les circonstances, approuver ou annuler les élections en entier ou en partie.

Le Secrétaire sera chargé de transcrire sur des registres *ad hoc*, confiés à sa garde, tous les actes de mariage et de divorce passés devant l'assemblée. Il sera responsable des registres et des copies des actes qu'il délivrera. Les registres des mariages et des divorces seront déposés tous les ans, au 31 décembre, par les soins du Secrétaire, au greffe de la justice de paix de Saint-Laurent-du-Maroni.

Tous les actes de l'Assemblée seront soumis au contrôle des interprètes musulmans, détachés à l'Administration pénitentiaire qui devront les traduire en français et rendre compte des irrégularités qu'ils découvriraient.

Sauf le Président et le Secrétaire, les membres de l'assemblée seront élus pour 2 ans et seront rééligibles. Le Directeur pourra nommer un vice-président choisi parmi les membres de l'assemblée ainsi qu'un ou plusieurs concessionnaires comme membres suppléants, pour remplacer les titulaires absents ou empêchés.

Si l'assemblée commettait un acte arbitraire ou prononçait

une sentence irrégulière, elle pourra être dissoute par le Gouverneur, sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire.

Une décision du Gouverneur du 7 octobre 1882 compléta celle que nous venons d'examiner. Le Chef de la colonie posa, tout d'abord, la règle que ne seront autorisés à contracter mariage que les concessionnaires urbains et ruraux qui pourront justifier de moyens d'existence suffisants pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Seuls les arabes non naturalisés français seront autorisés à se marier d'après le rite musulman. Les mariages selon le code musulman ne pourront avoir lieu qu'entre arabes. Dans le cas où un arabe voudrait épouser une femme européenne ou si un européen épousait une femme arabe, la loi française serait prédominante.

La polygamie est interdite. Toutefois si le transporté arrivait dans la colonie avec ses femmes légitimes, il serait autorisé à les garder.

Dans le cas de mariage selon la loi musulmane, un douaire fixé à 300 francs devra être donné à la femme par le mari, au moment du mariage. Le tiers de ce douaire, soit 100 francs, sera donné à la femme, en présence de l'assemblée des notables, et les deux autres tiers seront versés à la Caisse de la transportation et serviront, si la femme venait à être divorcée, à couvrir les premiers frais de son entretien et de celui de ses enfants en bas âge.

Le divorce sera autorisé, après approbation par le Directeur de l'Administration pénitentiaire, dans tous les cas prévus par la loi musulmane.

La femme divorcée devra garder les enfants en bas âge tant que ses soins leur seront nécessaires, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 4 ans. Mais si le mari réclamait ses enfants avant qu'ils aient atteint l'âge de 4 ans et s'il se chargeait de subvenir à leurs besoins, ils pourront lui être confiés. A partir de l'âge de 4 ans, tous les frais d'entretien des enfants incomberont au mari. Dans tous les cas, l'administration est chargée de surveiller l'éducation des enfants.

En cas d'évasion ou d'absence prolongée au delà de 9 mois de l'un des époux, le divorce pourra être prononcé d'office sur la demande de la partie restante.

Toutes les questions relatives au douaire seront jugées par l'assemblée de notables.

En cas de divorce, le partage des biens sera effectué par l'assemblée des notables d'après la loi musulmane.

La décision du 15 septembre 1881 prévoyait simplement la dissolution de l'assemblée des notables, si elle avait rendu une sentence irrégulière. Cette sanction était insuffisante. Aussi la décision du 7 octobre 1882 disposa que les membres de l'assemblée qui auraient sciemment fait un faux ou falsifié la loi seraient, selon la gravité de la faute, passibles, ensemble ou séparément, de la révocation, de l'amende ou de l'emprisonnement.

Quand le mariage est célébré, l'administration continue sa mission de tutelle et de protection. Elle fournit à la femme un trousseau complet qui, d'après la décision ministérielle du 16 janvier 1882, comprend : un matelas de troupe, une paillasse de troupe, un traversin, une couverture de troupe, deux paires de drap en coton, dix mètres d'étoffe mille raies, deux mouchoirs de tête, deux mouchoirs de cou, deux mouchoirs de poche et deux paires de bas.

L'article 4 de cette décision ministérielle dispose que le concessionnaire marié a droit à un secours en argent de 150 fr., à une ration de vivres pour la femme pendant 30 mois et au traitement gratuit à l'hôpital, si la femme ou quelqu'un de sa famille tombe malade, pendant la même période.

Nous avons vu que si le concessionnaire qui abandonne sa concession est frappé de déchéance, le Gouverneur peut attribuer la concession au conjoint et aux enfants de l'ex-concessionnaire et que si le concessionnaire meurt avant que sa concession soit devenue définitive, la veuve ou les enfants peuvent être autorisés à continuer l'exploitation et devenir propriétaires définitifs. Nous avons vu aussi que le concessionnaire peut obtenir pour chacun de ses enfants qui a atteint l'âge de 16 ans, une concession supplémentaire. Enfin, faisant

brèche aux principes du Code Civil, le législateur a donné au conjoint survivant des droits étendus à la succession du pré-mourant.

Toutes les mesures ont donc été prises pour faciliter le mariage des transportés et en multiplier le nombre.

L'autre mode d'organisation de la famille consiste à réintégrer le condamné au milieu de sa propre famille.

Sans doute, on ne trouve pas dans la loi de 1854 une disposition qui permette d'adoucir le sort des condamnés en les rendant à leur famille. Mais puisque l'article 11 de cette loi autorise le condamné, même en cours de peine, à jouir d'une concession — ce qui est en fait une sorte de libération anticipée — n'était-il pas logique d'ajouter, comme élément de moralisation, la réintégration du condamné dans sa famille quand il s'en est montré digne par son repentir et son assiduité au travail ? Ce mode n'est-il pas préférable à celui des mariages entre hommes et femmes de la catégorie pénale ? Il permet de constituer un noyau de colons libres et, en même temps qu'il facilite au condamné, soutenu par sa famille, sa régénération définitive, il prépare cette colonisation mixte, demi-pénale demi-libre, qui ne peut devenir pour la colonie qu'une cause de prospérité.

Mais, pour que ces deux modes d'organisation de la famille puissent être appliqués, il faut que le condamné soit arrivé à la 1^{re} classe et mis en concession avant son mariage ou avant que sa famille vienne le rejoindre.

Aussi le Ministre de la Marine et des Colonies, dans une dépêche de 24 janvier 1883 insista sur la nécessité de hâter la mise en concession des condamnés parvenus à la 1^{re} classe et de favoriser ainsi leur mariage ou leur réunion avec leur famille : « les demandes d'autorisation de mariage, ajoutait le Ministre, doivent être accordées très largement ; elles sont un puissant moyen de moralisation en même temps qu'elles activent et développent la colonisation pénale. »

Le décret disciplinaire de 1880 permettait au transporté l'accession à la 1^{re} classe dix huit mois après son arrivée au bagne. L'administration, suivant les prescriptions du Ministre,

admit sans discernement à la 1^{re} classe de nombreux condamnés et, sans se confirmer à l'article 14 de la loi du 30 mai 1854 qui exigeait que les concessions ne devaient être données qu'à ceux qui montreraient des signes évidents de bonne conduite, de travail et de repentir, accorda à la plupart d'entre eux une concession urbaine et rurale. Nous avons vu que cette façon de procéder porta une grave atteinte à la discipline et au régime des concessions. Et le Ministre, dans une dépêche du 15 juillet 1884, blâmant l'administration qui ne s'était pourtant que conformée à ses instructions, constata que « les mises en concession n'avaient pas été effectuées avec toute la prudence et le discernement désirables ». Il aurait mieux valu, en effet, accorder des concessions à des transportés sérieux et pouvant par leur travail subvenir aux besoins de leur famille que de les accorder à n'importe quel transporté dans le but unique de le marier ou de le réunir à sa famille.

S'il est hors de doute que la famille est un puissant moyen d'amendement et favorise la colonisation pénale, il n'en est pas moins vrai que la peine des travaux forcés doit être efficace. Il faut tout d'abord que, pour l'exemplarité, la période d'expiation soit proportionnée au crime qui a été commis et à la condamnation qui a été infligée. Comment concilier ces deux idées qui paraissent inconciliables ? On a dit, avec raison, qu'en imposant aux condamnés un stage trop long pour accéder à la première classe on ne favorise pas l'immigration de leurs familles ; celles-ci, en effet, lassées d'attendre chercheraient une autre voie, se créeraient d'autres ressources et seraient par suite perdues pour le condamné et pour la colonie. La faim pousserait souvent les femmes à des liaisons irrégulières et l'oubli ne tarderait pas à se faire autour du condamné.

Mais, d'un autre côté, n'est-il pas immoral de voir un grand criminel être transformé, quelques mois après son arrivée au bagne, en ouvrier et en propriétaire ? Triste spectacle que de voir le forçat assuré, en cas d'insuccès de son entreprise, de l'aide de l'administration et, en cas de maladie, du traitement gratuit à l'hôpital, alors que le malheureux colon libre ne doit compter que sur ses seules forces pour se tirer d'affaire !

Le décret du 18 septembre 1925 permet aux transportés versés à la 2^e classe de passer à la 1^{re} au bout de deux ans, s'il a été condamné à moins de 10 ans de travaux forcés, de 3 ans, s'il a été condamné à plus de 10 ans et de 4 ans s'il a été condamné à plus de 20 ans ou à perpétuité. Ce stage est réduit de moitié en cas de bonne conduite.

Il appartient à l'administration pénitentiaire de n'accorder des avantages en classe qu'avec le plus grand discernement.

Puis, comme la bonne conduite et le travail ne sont pas suffisants pour permettre à un condamné à une longue peine une sorte de libération anticipée, en le mettant en concession, l'administration pourra n'attribuer de préférence un terrain qu'à ceux de la 1^{re} classe qui, malfaiteurs d'accident, étaient de bons travailleurs et manifesteraient le désir de faire venir auprès d'eux leur femme et leurs enfants. Les autres seraient suffisamment récompensés par le bénéfice de l'assignation et les autres avantages accordées aux condamnés de la 1^{re} classe. Les deux intérêts contraires : celui de la répression et celui de la colonisation seraient ainsi conciliés.

Les unions contractées à la Guyane

L'article 4 de la loi de 30 mai 1854 dispose que les femmes condamnées aux travaux forcés *pourront* être transportées et employées à des travaux en rapport avec leur âge et leur sexe.

Aussi l'administration, usant de cette faculté, s'est empressée d'enfermer les femmes, après leur condamnation, dans l'une des prisons centrales qu'elle destinait à cet effet.

Cependant, l'article 1^{er} du décret du 26 mars 1866 autorise les femmes détenues dans les maisons centrales à demander à aller aux colonies. Les femmes ont donc l'avantage sur les hommes de choisir le mode d'exécution de leur peine en optant entre la réclusion dans les prisons centrales ou l'internement dans les colonies.

Peu de femmes ont opté pour la transportation. Depuis 1852 jusqu'au 1^{er} janvier 1900, époque à laquelle cessa tout envoi de femmes, 497 condamnées furent dirigées sur la Guyane.

Or le nombre des hommes condamnés arrivés dans cette colonie pendant la même période est de 34.318. Au 31 décembre 1899, l'effectif de la transportation comptait 5.607 hommes et 13 femmes seulement. On comprendra facilement qu'une telle disproportion numérique des sexes ait été une première difficulté de la constitution de la famille.

La loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes n'a pas, bien que les femmes condamnés à la rélégation étaient envoyées à la Guyane faute d'avoir, comme celles qui étaient condamnées aux travaux forcés, le droit d'opter pour la réclusion dans une des maisons centrales de la Métropole, amélioré cette situation. Si on s'en rapporte aux statistiques, 202 femmes rélégées étaient présentes à la Guyane au 31 décembre 1905. Mais le nombre des épouseurs était aussi augmenté par la présence à cette époque de 2.354 rélégés. En 1905 eut lieu le dernier convoi de femmes rélégées dont le nombre fut seulement de dix sept ! L'opinion publique trouvant, avec raison, bien étrange que les femmes récidivistes, condamnés le plus souvent à une peine correctionnelle, soient plus mal traitées que les femmes criminelles condamnées à la peine des travaux forcés, le Parlement vota la loi du 19 juillet 1907 qui supprima l'envoi dans les colonies des femmes récidivistes.

Donc, depuis 1907 la question du mariage des transportés avec des femmes rélégées ne se pose plus.

Qu'ont été les mariages contractés entre hommes et femmes de la catégorie pénale ?

A la Guyane, les femmes transportées et rélégées étaient internées au couvent de Saint-Laurent-du-Maroni, sous la direction et la surveillance des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny. Leur régime était celui des maisons de réclusion. Leur travail consistait dans la couture en commun.

Quand un condamné désirait se marier, il se rendait au couvent. On lui montrait à travers une grille les pensionnaires aptes au mariage. Son choix étant fait, il lui était permis de converser avec sa fiancée en présence d'une religieuse. Pour qu'il n'y eut pas de déceptions, l'administration faisait connaître à chacun des fiancés leurs antécédents judiciaires. Si alors

le mariage était décidé, l'administration faisait le nécessaire aussitôt.

Les femmes étant peu nombreuses et plusieurs d'entre elles étant réfractaires au mariage, les unions ont été peu élevées. En 1876, 8 mariages ; en 1877, 26, en 1883, 24. Les ménages formés avec des femmes transportées et vivant sur les concessions s'élevait en 1896 à 15 ; en 1897 à 14 ; en 1898 à 24 et au 31 décembre 1899 à 19 ; ceux formés avec des femmes reléguées s'élevaient pour ces mêmes années respectivement à 19, 18, 13, et 18. A partir de 1900, le nombre des mariages entre condamnés a diminué pour devenir nul en 1907 et cela pour les raisons que nous avons exposées.

On peut évaluer à 1.200 environ le nombre des enfants issus de ces unions. Mais la plupart de ces enfants moururent en bas âge. « En un an, dit le Docteur Orgèas dans son ouvrage « Colonisation de la Guyane par les transportés », page 104, sur 363 enfants blancs nés vivants, 117 sont morts dans la première année de leur vie, soit 33 pour cent ». Au 31 décembre 1899, les enfants nés dans la colonie et établis sur les concessions étaient au nombre de 53 seulement. Les autres, leurs parents ayant disparu, leurs maisons tombant en ruines et leur concession étant transformée en savane, menaient une vie misérable en attendant que la mort vienne les délivrer de leurs souffrances.

Il n'est pas contesté que certaines unions ont bien réussi. Mais presque toutes l'avaient été entre des condamnés primaires, des criminels d'accident chez qui tout bon sentiment n'était pas éteint et qui avaient le ferme désir de fonder un foyer et de se créer une situation dans un pays nouveau où on ne leur reprocherait jamais leurs erreurs passées.

Mais les autres, hélas ! pouvaient-elles donner d'aussi bons résultats ? Sans faire état du phénomène de l'hérédité qui, d'après quelques médecins, ferait souhaiter que les unions entre criminels ne fournissent pas une nombreuse postérité, laquelle ne comprendrait que « des êtres impulsifs voués presque fatalement au désordre et au crime », il faut remarquer, avec la notice de 1867, que nombreux ont été les transportés

qui n'ont vu dans le mariage qu'une fructueuse exploitation de la femme. Dans un pays où les femmes sont rares, comment échapper à la tentation de trafiquer de la prostitution des femmes ? Puis, c'était souvent l'occasion de faire du chantage. Le mari envoyait sa femme chez un transporté. Il survenait ensuite et, sous la menace d'une plainte en adultère, soutirait à l'imprudent une grande partie de l'argent qu'il possédait. D'autres transportés, n'ont vu dans le mariage qu'un moyen de se procurer une plus grande liberté et de jouir des avantages accordés par l'administration. L'article 4 de la décision ministérielle du 16 janvier 1882 allouait un secours de 150 francs au concessionnaire qui contractait mariage et l'administration tutélaire lui fournissait un trousseau complet ainsi que des vivres pour sa femme pendant 30 mois. Cinq ou six mois avant l'époque où le concessionnaire devait se suffire à lui-même, il faisait une demande en mariage. Il commençait par dépenser le secours de 150 francs qui lui était alloué le jour même du mariage et avait ensuite sa nourriture assurée. Quand les trente mois étaient écoulés, il déclarait n'être pas né cultivateur, abandonnait sa concession et retournait lui, au pénitencier et sa femme au couvent.

Il ne faut donc pas regretter la cessation de l'envoi de femmes condamnées dans les colonies pénitenciaires. L'expérience a prouvé suffisamment que les mariages entre condamnés comme mode de la constitution de la famille, ne pourront jamais fournir à l'œuvre de la colonisation un appoint sérieux.

La réintégration du condamné au milieu de sa propre famille est-elle un moyen supérieur ? De 1877 à 1882, 55 femmes et 66 enfants sont venus rejoindre à la Guyane leurs époux ou pères. Ce mouvement, facilité par les dispositions du décret disciplinaire de 1880 qui permettait l'accès du condamné de 1^{re} classe au bout de quelques mois seulement, cessa quand parut le décret de 1891 qui rendit plus long le stage imposé au transporté pour arriver à cette classe et, de ce chef, pour obtenir une concession. En 1896 on ne comptait plus à la colonie que 3 femmes et 3 enfants venus de France rejoindre le condamné. En 1899, on ne citait que 4 femmes et 4 enfants.

Comme on le voit, le mouvement d'immigration se ralentit d'année en année et ne reprit pas après que le décret du 26 février 1907 eut réduit considérablement le temps à passer à la 2^e classe pour être proposé pour la première. Depuis 1900, on ne cite que 3 femmes seulement qui sont venues rejoindre leur mari : Madame T... dont le mari était concessionnaire en cours de peine, Mme D... dont le mari était libéré, Mme M... dont le mari a été pendant longtemps employé chez un boucher de Cayenne. Il faut ajouter à cette liste trop courte une brave femme qui, ayant appris que son fiancé, transporté à la Guyane, était atteint d'une maladie incurable, n'hésita pas en 1928 à faire le long voyage de France à Saint-Laurent-du-Maroni pour essayer d'adoucir les derniers jours du condamné. Elle vient de l'épouser. Cette admirable femme soigne son mari avec le plus grand dévouement et affecte même de croire à son innocence afin que ce malheureux ne puisse pas se douter que la conduite de sa compagne n'a été dictée que par la pitié.

C'est peu et c'est regrettable car le condamné, soutenu et entouré de sa famille, ne peut que se régénérer définitivement.

Mais peut-on demander à une femme de se montrer héroïque au point de quitter sa famille et de compromettre l'avenir de ses enfants pour aller vivre dans un pays inconnu et de mauvaise réputation, au milieu des pires malfaiteurs ? La plupart — et combien de lettres avons-nous lues dans ce sens — cachent à leurs enfants la déchéance de leur père. Et si, quelquefois, elles écrivent au malheureux pour lui envoyer un peu d'argent, elles prennent la précaution, pour recevoir sa réponse, de se la faire adresser soit dans un bureau de poste, soit dans une agence !

A notre avis, le mode de constitution de la famille par l'immigration de la femme et des enfants du condamné doit être abandonné.

Reste la constitution de la famille avec des femmes du pays.

Il ne faut pas compter sur des unions avec des femmes créoles qui, bien entendu, n'ont aucun souci d'unir leur vie à celle d'un forçat. On ne signale qu'un seul mariage de ce

genre, celui d'un arabe qui, après sa libération, est rentré en Tunisie avec sa femme. Les rares mariages qui ont été contractés, l'ont été avec des femmes indigènes qui sont des indiennes appartenant à différentes tribus dont la plus importante est celle des Galibis. Mais ces femmes qui habitent dans l'intérieur des terres répugnent à quitter leur tribu. En 1885, le nombre des mariages formés entre des condamnés et des filles libres était de 5 seulement ; en 1896 de 11 ; en 1897 de 3 ; en 1898 de 18 et en 1899 de 13. Du 1^{er} janvier 1907 au 18 septembre 1929, le nombre de ces unions a été de 38.

Ce dernier mode de constitution de la famille ne donne, par conséquent, comme les autres, aucun résultat appréciable.

Or, il n'est pas de colonisation viable sans femmes. Le Maréchal Bugeaud, voulant fonder des colonies militaires, s'attacha surtout à leur assurer l'adjonction d'un nombre suffisant de femmes. Celle de Beni-Mered, établie d'après ce système, a prospéré.

Le Capitaine Mac Conochie, dans son rapport sur la transportation anglaise en Australie en 1838 affirmait que « la femme était le principal pivot de la colonisation, » et demandait l'envoi égal de condamnés des deux sexes.

Le libéré marié et père de famille, exploitant sa concession, cesse d'être un danger pour la colonie et l'aide dans son développement.

Et c'est là le plus grand écueil au développement de la colonisation pénale à la Guyane. On ne peut donc songer dans notre colonie de l'Amérique du Sud qu'à utiliser les condamnés à des travaux de colonisation pour préparer l'afflux des colons libres.

CHAPITRE IX

LES DROITS CIVILS, POLITIQUES ET DE FAMILLE DES CONDAMNÉS A LA TRANSPORTATION

Après avoir organisé la famille et donné aux transportés l'accès à la propriété, le législateur se devait d'achever son œuvre de régénération en rendant aux condamnés tout ou partie des droits dont ils auraient été privés en France et en les relevant de quelques unes des déchéances dont ils avaient été frappés.

La condamnation aux travaux forcés à temps comporte contre le condamné, outre la dégradation civique (article 28 du Code Pénal) l'interdiction légale pendant la durée de la peine (article 29 du même Code).

L'interdiction légale est une mesure de protection. Le condamné, du fait de son transfèrement dans un pays d'outre-mer, est dans l'impossibilité de gérer lui-même ses biens. Pour assurer la conservation et l'administration de ses biens, un tuteur et un subrogé tuteur lui sont nommés selon les mêmes règles qu'en cas d'interdiction judiciaire. Le condamné, tout en conservant la jouissance de ses droits, en perd l'exercice. Tous les actes à faire en son nom sont accomplis par son tuteur. A la fin de la peine, ses biens lui sont remis et le tuteur doit lui rendre compte de sa gestion.

Le tuteur ne peut faire aucune donation si ce n'est dans le cas prévu par l'article 511 du Code Civil et dans les formes

prescrites par le dit article. Il peut aussi remettre à la famille du condamné, à titre de secours, une partie des revenus, après délibération du Conseil de famille homologuée par le Tribunal.

Le condamné peut recevoir par donation entre vifs ou par testament.

L'interdiction légale n'enlève pas l'exercice de certains droits attachés à la personne du condamné. C'est ainsi qu'il peut se marier, légitimer ou reconnaître un enfant naturel et disposer de ses biens par testament (Colmar 1-4-46 - Cass. Civ. 27/2/83 D. P. 83-1-113). Tous ces actes sont en dehors des attributions du tuteur et ne paralysent en aucune façon l'activité de ce dernier. Cependant le droit d'adopter ne saurait lui être reconnu, car l'adoption ne doit être faite que par une personne « jouissant d'une bonne réputation », et ce n'est pas le cas.

L'interdiction légale est aussi une mesure destinée à protéger l'exécution de la peine. Le condamné, ne peut pendant la durée de sa peine, recevoir aucune somme, provision ou portion de ses revenus. Il ne peut non plus faire aucun acte de disposition. Il lui sera ainsi impossible d'acheter à prix d'or une évasion ou de « faire d'un séjour d'humiliation et de deuil, un théâtre de joie et de scandale ».

Le condamné perd l'exercice de la puissance maritale et de la puissance paternelle qui est exercée, non pas par le tuteur mais par la mère des enfants ou, à défaut, par les autres ascendants. Il ne peut pas, non plus, consentir au mariage de ses enfants.

Le condamné peut, au cours de sa peine, avoir l'autorisation de travailler pour les habitants de la colonie ou pour les administrations locales et obtenir des concessions provisoires de terre à cultiver pour son propre compte (art. 11, loi du 30 mai 1854). Il était rationnel qu'il put être, quant à l'exécution de ce travail ou à l'exploitation de sa concession, relevé de ses incapacités résultant de son interdiction légale et affranchi de l'intervention obligatoire d'un tuteur. De là, la faculté donnée par l'article 12 de la même loi, au Gouvernement de lui accor-

der l'exercice *dans la colonie* de ses droits civils ou en totalité ou en partie et le pouvoir de disposer des produits de son travail.

C'est ainsi que nous avons vu que le transporté non libéré à qui on avait accordé une concession provisoire, pouvait faire tous les actes nécessaires à l'Administration, à l'exploitation et à la jouissance des biens concédés et ester en justice pour ces différents actes avec l'autorisation de l'administration. Nous avons vu aussi qu'il pouvait, dans les limites des articles 1094 et 1908 du Code Civil, disposer de ces même biens, soit par actes entre vifs, soit par testament en faveur de son conjoint habitant avec lui (article II du décret du 31 août 1878).

Le Gouvernement peut même, aux termes de l'article 12 de la loi du 30 mai 1854, autoriser la remise au condamné, totale ou partielle, des biens qu'il possédait avant sa condamnation ou qui lui seraient échus depuis, avec le pouvoir d'en jouir et d'en disposer.

Dans ce cas, l'interdiction légale ne continue à substituer que relativement aux biens possédés avant la condamnation ou échus depuis par succession, donation ou testament et dont la remise spéciale n'aurait pas été faite au condamné.

Les actes faits dans la colonie par les condamnés, jusqu'à leur libération, ne pourront engager les biens qu'ils possédaient au jour de leur condamnation ou ceux qui leur seront échus depuis par succession, donation ou testament et dont la été autorisée. Ces actes sont annulables à la demande soit des tiers, soit du condamné lui-même. Mais en cas de dol, si par exemple le condamné a trompé les tiers sur son état personnel, il est naturel que le condamné doit réparer le préjudice qu'il a causé et l'indemnité la plus normale est le maintien de la convention qu'il a formée (arg. Code Civil article 1310).

Le condamné peut, en outre, mais après sa libération seulement et pendant son séjour dans la colonie, être admis à y exercer les droits dont il est privé, comme conséquence de sa dégradation civique, par les § 3 et 4 de l'article 34 du Code pénal, c'est-à-dire qu'il peut être juré-expert, témoin dans les actes et en justice, membre d'un conseil de famille, tuteur, curateur, subrogé tuteur, conseil judiciaire.

La loi du 30 mai 1854 ne s'occupe que des condamnés aux travaux forcés à temps. Lors du vote de cette loi, les condamnés aux travaux forcés à perpétuité se trouvaient encore frappés de la mort civile.

Or l'article 11 de la loi du 30 mai 1854, relatif aux concessions et aux autorisations de travail, n'a établi aucune distinction entre ces deux sortes de condamnés. Il autorise les récompenses pour *tous* les condamnés des deux sexes qui « se seraient rendus dignes d'indulgence par leur bonne conduite, leur travail et leur repentir ». La loi du 30 mai 1854 renfermait donc une lacune quant aux condamnés aux travaux forcés à perpétuité qu'elle laissait dans les liens de leur interdiction légale même après qu'ils auraient obtenu l'autorisation de travailler pour les particuliers ou l'octroi d'une concession pour leur propre compte.

Cette anomalie disparut dès le lendemain même par le vote de la loi du 31 mai 1854.

L'article premier de cette loi abolit la mort civile. et lui substitue la dégradation civique et l'interdiction légale prévues par les articles 28 et 29 du Code Pénal. Mais l'art. 3 maintient pour les condamnés à perpétuité la prohibition de l'article 25 du Code Civil, comme conséquence de la mort civile, de disposer de leurs biens soit par donation entre vifs, soit par testament et de recevoir au même titre si ce n'est pour cause d'aliments et stipule que le testament fait avant ou après leur condamnation est sans effet.

Cette double prohibition supplémentaire aurait dans certains cas, frappé la famille du condamné, innocente du crime commis par unde ses membres. Par exemple, le père du condamné n'aurait pas pu procéder au partage d'ascendants qui doit être fait sous forme de donation ou de testament et doit comprendre *tous* les enfants ; elle aurait aussi rendu impossible l'établissement des enfants du condamné puisque celui-ci, étant dans l'impossibilité absolue de disposer, le tuteur et le conseil de famille n'auraient pas pu exercer au nom du condamné un droit dont ce dernier a perdu à la fois l'exercice et la jouissance. Aussi, l'article 4 de la loi autorise le Gouver-

nement à relever les condamnés à perpétuité des incapacités relatives aux actes de disposition à titre gratuit de leurs biens ou aux actes de même nature faits à leur profit.

De plus, le Gouvernement peut accorder aux condamnés à perpétuité l'exercice, dans le lieu d'exécution de leur peine, des droits civils ou de quelques uns de ces droits dont ils sont privés par leur état d'interdiction légale. Ils sont donc traités sur ce point comme les autres condamnés.

M. Riché, rapporteur de la loi du 31 mai 1854, (D. P. 54-4-94) s'exprime ainsi dans son rapport : « Les incapacités de l'article 3 qui constituent une nuance entre les suites des peines perpétuelles et celles des peines temporaires ont la permanence des déchéances que comprend la dégradation civique et ne sont pas effacées par la cessation de la peine principale, mais seulement par la réhabilitation. Mais sans qu'il y ait réhabilitation, le 1^{er} alinéa de l'article 4 autorise le Gouvernement à lever la prohibition de disposer et de recevoir. Ce sera dans des cas très exceptionnels sans doute, un moyen de corriger ce que l'article 3 pourrait avoir de trop absolu ».

« L'article 4 permet d'accorder l'exercice dans le lieu d'exécution de la peine, de quelques-uns des droits civils dont le condamné est privé par l'effet de l'interdiction légale. S'il a mérité d'être admis à une concession d'un terrain colonial, il peut l'administrer sans être en tutelle. Les actes faits par lui, en vertu de l'affranchissement de tutelle, pourront engager les biens possédés dans la Colonie mais pas ceux qui lui appartenaient avant la condamnation ou qui sont acquis depuis à titre gratuit, *patrimoine conservé pour la famille* ».

Donc, pour le condamné à perpétuité, l'incapacité de disposer de ses biens n'est pas une conséquence de son interdiction légale. Elle est édictée d'une manière absolue et survit à l'interdiction légale au cas où sa peine perpétuelle serait commuée en une peine temporaire et même au cas où le condamné serait grâcié.

Il faut remarquer que la loi du 31 mai 1854 ne donne pas au Gouvernement l'autorisation de remettre aux condamnés aux travaux forcés à perpétuité en tout ou en partie, les biens

qu'ils possédaient au jour de leur condamnation ou qui leur seraient échus à titre gratuit depuis cette époque, et que c'est d'une manière absolue, qu'elle déclare que les actes faits par les condamnés dans le lieu d'exécution de leur peine, ne peuvent engager ces biens.

Comment, objectera-t-on, la loi du 31 mai 1854 peut-elle disposer que les actes faits dans la colonie par les condamnés aux travaux forcés à perpétuité ne peuvent engager les biens qui leur seraient échus à titre gratuit depuis leur condamnation, puisque cette même loi les déclare incapables de recevoir à titre gratuit ? Cette objection disparaît si on observe que cette disposition peut s'appliquer : 1°) aux successions ab intestat échues depuis la condamnation; 2°) aux libéralités que le Gouvernement aurait autorisé le condamné à recevoir.

Enfin, les condamnés aux travaux forcés à perpétuité ne peuvent jamais être relevés de la privation des droits spécifiés dans les 3° et 4° paragraphes de l'article 34 du Code Pénal.

Les forçats en état d'évasion, bien qu'ils ne subissent pas matériellement leur peine, continuent à être frappés de l'interdiction légale. Toutefois, si le Gouvernement leur avait accordé l'exercice de tout ou partie de leurs droits civils, ils retombent dans les liens de l'interdiction légale, la loi n'autorisant le Gouvernement à n'accorder l'exercice des droits civils qu'aux forçats se trouvant *dans la Colonie*.

Le Gouvernement, d'après l'article 12 de la loi du 30 mai 1854 et l'article 4 de la loi du 31 mai 1854, pourra accorder aux condamnés l'exercice de tout ou partie des droits dont ils sont privés. Mais que faut-il entendre par le « Gouvernement » ? D'après un premier système, la remise d'une incapacité constitue une sorte de grâce qui ne peut émaner que du Chef de l'Etat. Tout le monde est d'accord, aujourd'hui, pour reconnaître avec un deuxième système, qu'une telle remise n'a pas le caractère d'une grâce et que c'est au Ministre des Colonies, membre du Gouvernement, à l'accorder.

D'où il résulte que le Ministre peut, sous réserve des droits acquis par les tiers, replacer le condamné présent dans la Colonie, qui s'en est montré indigne, dans son état primitif d'in-

capacité complète. Contrairement à ce que pense Garraud (Droit Criminel, t. I., N° 346), il est admis, en effet, que la remise d'une incapacité n'est pas une mesure définitive comme la grâce ou la réhabilitation. C'est une restitution subordonnée au bon vouloir de l'Administration et qui a, par conséquent, un caractère essentiellement provisoire comme toutes les mesures administratives.

CHAPITRE X

LE PÉCULE LA CAISSE DE LA TRANSPORTATION

Le condamné à qui on avait donné la faculté de se créer une famille et de bénéficier d'une concession devait, pour diriger ses efforts vers le travail et l'épargne, avoir la possibilité de déposer ses économies à une caisse d'épargne qui lui aurait servi un intérêt assez élevé.

Le législateur l'avait si bien compris que, par décret du 4 janvier 1878, une caisse d'épargne pénitentiaire, servant un intérêt de 3 fr. 40 %, fut instituée à la Nouvelle-Calédonie pour recevoir les épargnes de la population pénale.

On n'étendit pas cette institution à la Guyane.

Dans cette colonie deux arrêtés locaux des 15 décembre 1852 et 15 décembre 1853 avaient créé une caisse dite « Caisse de la transportation » pour recevoir les fonds de toute provenance appartenant aux transportés de toutes les catégories. Ces arrêtés furent modifiés par un autre du 13 mai 1857 qui fut lui-même remanié en 1875. Enfin, un dernier arrêté du 27 mars 1900 sur le pécule des condamnés, régla la répartition entre le pécule disponible et le pécule réservé des sommes de toute provenance appartenant à la population pénale.

Tous ces textes ont été remplacés par un arrêté local du 7 janvier 1909.

De la combinaison de ces différents actes, la réglementation de la Caisse de la transportation se ramène aux principes suivants :

1°) La Caisse est destinée à recevoir les sommes appartenant aux condamnés en cours de peine et aux rélégués collectifs ainsi que le cautionnement des employeurs de la main-d'œuvre pénale.

2°) Les sommes déposées ne sont pas productives d'intérêt. Elles sont conservées jusqu'au moment de leur restitution aux condamnés ou à leurs ayants-droit, ou aux employeurs.

Depuis 1892, la caisse est placée sous la haute direction du Directeur de l'Administration pénitentiaire et gérée par un fonctionnaire ayant au moins le grade de sous-chef de bureau.

Le caissier encaisse les sommes de toute provenance appartenant aux condamnés, paie celles qui sont dûment autorisées pour leur compte, remet le montant de leur masse aux libérés et aux rélégués individuels, verse au Trésor les frais de justice des condamnés, règle les successions.

Le Gouverneur détermine par arrêté le maximum du fonds de roulement. Le surplus est versé entre les mains du Trésorier-Payeur au titre des « Dépôts Administratifs ».

Le caissier est justiciable du Conseil privé à la vérification duquel il soumet, chaque année, son compte de gestion.

Nous devons signaler qu'un arrêté du 23 janvier 1867 créa une Caisse de Dépôts volontaires pour les concessionnaires de Saint-Laurent et ses annexes. Les dépôts ne pouvaient pas être inférieurs à 50 francs et leur montant en était illimité. Les déposants pouvaient verser ou retirer leurs fonds le samedi sans avoir à en demander l'autorisation à l'Administration. Mais comme on leur retenait 3 % par an pendant toute la durée du dépôt pour couvrir les frais de gestion, il va sans dire que peu de concessionnaires eurent recours à cette Caisse ! Aussi elle fut supprimée par un arrêté du 31 décembre 1871 sous le prétexte qu'elle faisait double emploi avec la Caisse de la Transportation créée en 1852 qui était destinée à recevoir « les versements volontaires des transportés ».

Un décret du 18 septembre 1925 régla le pécule du condamné. Ce décret vient d'être abrogé et remplacé par celui du 14 mars 1931.

L'article 43 de ce dernier texte divise le pécule en deux parties : le pécule disponible et le pécule réservé.

Les sommes acquises par les condamnés en cession ou en assignation, en raison de leur travail, sont versées pour les $\frac{2}{5}$ à leur pécule disponible et pour les $\frac{3}{5}$ à leur pécule réservé.

Les condamnés en cours de peine et les libérés peuvent, à tout moment, faire des versements au pécule réservé pour en accroître le montant. Toutefois, les sommes versées au pécule disponible ne pourront faire l'objet d'un transfert au pécule réservé qu'au moment où le condamné est libéré de la peine principale.

Le pécule disponible du condamné est, si l'intéressé n'a encouru dans le mois ni condamnation ni punition de cellule, tenu à sa disposition pour être employé dans les conditions déterminées par un arrêté du Gouverneur. L'arrêté prévu par le nouveau décret n'étant pas encore pris, celui du 28 novembre 1925 est toujours en vigueur.

Les sommes versées au pécule disponible se cumulent d'une année à l'autre. Dans ce cas, le montant de chaque prélèvement que le condamné est autorisé à faire sur ce pécule est fixé par arrêté du Gouverneur.

Le pécule réservé constitue une provision destinée à faciliter au condamné son existence pendant les premières semaines qui suivent sa libération et à assurer éventuellement, soit son rapatriement, soit son établissement définitif dans la Colonie. L'attribution de ce pécule a lieu dans les conditions déterminées par l'article 46, savoir :

a) Si le transporté a été condamné à moins de 8 ans de travaux forcés, le $\frac{1}{4}$ du pécule réservé pourra être touché par lui à sa libération de la peine principale. Le reliquat constituera une provision pour assurer les frais de son rapatriement au moment où il aura reçu l'autorisation de quitter la Colonie. Ce reliquat pourra être attribué au libéré de toute peine qui au moment où il lui est notifié l'autorisation de rentrer en France ou dans son pays d'origine, déclare, par écrit, vouloir s'établir définitivement dans la Colonie pénitentiaire.

b) Les condamnés astreints à la résidence perpétuelle pourront toucher un quart de leur pécule réservé, au moment de leur libération de la peine principale. Les trois autres quarts constituent le fond d'établissement définitif dans la colonie et seront touchés dans les conditions déterminées par un arrêté du Gouverneur.

Si le condamné aux travaux forcés ou le libéré de la peine principale meurt, l'un en cours d'exécution de sa peine, l'autre avant d'avoir terminé sa période de résidence obligatoire, la provision d'établissement définitif dans la colonie ou de rapatriement est versée, après prélèvement des frais de justice, aux descendants, ascendants ou conjoint; à défaut de descendants, ascendant ou conjoint, elle est versée, à titre de subvention, au Comité de patronage des libérés.

A la fin du mois de janvier de chaque année, le condamné et le libéré sont tenus au courant, l'un, de la situation de chacune des parties de son pécule, l'autre, de la situation de son pécule réservé.

Il y a lieu de remarquer que, pour la première fois, le décret du 14 mars 1931 règle la question tant discutée des frais de justice.

Par dépêche du 10 septembre 1857, le Ministre donna au Gouverneur de la Guyane, qui lui avait demandé si les frais de justice antérieurs au transfèrement à la colonie pouvaient être prélevés sur le pécule des condamnés, les instructions suivantes : « en France, l'Administration de l'Enregistrement n'exerce jamais son recours en remboursement des frais de justice sur le produit des salaires non plus que sur les envois de famille qui constituent le pécule des condamnés. Elle n'oppose pas même son droit aux familles quand elles viennent, à titre d'hérédité, réclamer le pécule laissé par ces individus et qui a été versé entre les mains de cette Administration. Le remboursement des frais en question n'est ainsi poursuivi que sur les biens qui pouvaient appartenir antérieurement en propre ou peuvent advenir aux condamnés par succession ou par donation. Ces principes doivent nécessairement être adoptés quant aux Etablissements Pénitentiaires de Cayenne et je vous invite à les considérer comme règle à suivre ».

Cette même règle devait aussi être appliquée pour les frais de justice des condamnations prononcées dans la colonie. (D. M. du 16 mars 1892).

Il en sera autrement désormais. L'Administration opposera ses droits aux familles quand elles viendront, à titre d'hérédité, réclamer le pécule laissé par les condamnés. S'il s'agit d'un condamné à moins de 8 ans de travaux forcés décédé en cours de peine, les frais de justice seront prélevés sur la provision de rapatriement. La famille ne pourra, par conséquent, recevoir que le montant de son pécule disponible, le 1/4 de son pécule réservé et le reliquat de la provision de rapatriement s'il y a lieu.

S'il s'agit d'un libéré astreint à la résidence perpétuelle, les frais de justice seront prélevés sur la provision d'établissement définitif dans la colonie et la famille ne pourra prétendre qu'au reliquat de cette provision, s'il existe, et au 1/4 du pécule réservé, si le libéré ne l'a pas perçu à l'expiration de la peine principale.

En cas de décès d'un libéré astreint à la résidence temporaire, l'Administration prélèvera les frais de justice sur la provision de rapatriement. La famille n'aura droit qu'au reliquat de cette provision et au 1/4 du pécule réservé, si le condamné n'a pas usé de la faculté qu'il avait de le réclamer à sa libération de la peine principale.

Quant au condamné aux travaux forcés à perpétuité, il ne pourra jouir de son pécule réservé que si une mesure gracieuse, réduisant sa peine, lui permettait d'être libéré un jour. On appliquera alors, en cas de décès, les dispositions prévues pour les condamnés en cours de peine ou pour les libérés astreints à la résidence perpétuelle.

Mais si aucune mesure gracieuse n'intervient, il ne sera jamais libéré. En cas de décès, la famille ne percevrait que le montant du pécule disponible et le 1/4 du pécule réservé. L'Administration prélèvera sur les trois autres quarts du pécule réservé le montant des frais de justice et, le reliquat — s'il en existe un — sera remis à la famille.

Il découle de cet exposé que, si pour les condamnés aux

travaux forcés à temps, l'Administration risque de ne jamais obtenir le paiement des frais de justice, il n'en est pas de même pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité qui n'ont jamais obtenu la réduction de leur peine. Les frais de justice dûs par ces derniers seront toujours payés. Il y a là une différence de traitement qui est très logique. Le crime commis par les condamnés à perpétuité a été plus grave que celui commis par les condamnés à temps. Puis, le fait pour ces condamnés de n'avoir pas bénéficié d'une réduction de peine, prouve qu'ils s'en sont montrés indignes. Il est donc équitable que la Société ne supporte pas les frais de justice de ces criminels endurcis et impénitents.

Les dommages causés aux particuliers par les transportés évadés doivent être réparés en en prélevant le montant sur le pécule de ces transportés. Par dépêches des 5 novembre 1891 et 14 mars 1892, le Ministre décida, en effet, que l'Administration a le droit de retenir d'office sur le pécule au profit du Trésor le montant des vols commis par les condamnés.

Il faut signaler qu'un arrêté du Gouverneur du 23 avril 1890, pris conformément à l'article 2 d'un arrêté interministériel (intérieur, guerre, marine et colonies) du 5 mai 1881, fixe les primes de capture des évadés et dispose que les primes payées seront prélevées, par voie de reprise, jusqu'à extinction de la dette, sur le pécule disponible de l'évadé. Si le pécule disponible est insuffisant, le prélèvement sera opéré sur le pécule réservé.

Nous avons vu que le décret du 14 mars 1931 laisse au Gouverneur le soin de déterminer les conditions de l'emploi du pécule des condamnés. Ce décret venant à peine d'être promulgué dans la colonie (arrêté du 7 mai 1931), l'arrêté prévu n'a pas encore été pris. Il faut donc s'en rapporter à celui du 28 novembre 1925 dont les dispositions non contraires au nouveau décret seront nécessairement reproduites.

D'après cet arrêté, le pécule disponible se compose :

Du prélèvement stipulé par le décret sur les sommes acquises par le travail ;

De la moitié des envois de fonds faits par la famille ou par des tiers ;

De la moitié du produit de la vente des objets envoyés et dont l'usage n'est pas autorisé ;

Des versements volontaires

Le pécule réservé est composé :

Des masses venues de France ;

De la moitié des envois de fonds faits par la famille ou par des tiers ;

De la moitié du produit de la vente des objets envoyés et dont l'usage est interdit ;

De l'argent saisi quand sa provenance n'est pas dolosive ;

De la quote-part du règlement des salaires et des redevances versés par les services employeurs ou par les engagistes ;

Du produit de la vente des fruits, objets mobiliers et autres provenant des concessionnaires déchus ;

Des versements volontaires pour la création ou l'augmentation de la provision devant servir à faciliter l'établissement définitif du transporté dans la colonie ou son départ à l'expiration de l'obligation de la résidence.

Les dépenses qui affectent le pécule disponible sont :

Les primes de capture et les dettes envers l'Etat ;

Le montant des dommages causés à des particuliers sur notification d'un jugement rendu par la juridiction compétente, réserve faite des frais de justice ;

Les frais et affranchissements de correspondance ;

Le montant des achats de denrées alimentaires et d'effets hygiéniques ainsi que celui des droits de douane sur les colis postaux ;

Les envois de fonds aux familles autorisés par le Gouverneur ou, par délégation, par le Directeur de l'Administration pénitentiaire ;

Le paiement aux transportés placés en concession des sommes nécessaires à leur installation.

Le pécule disponible est versé au compte des successions vacantes en cas de décès du condamné et en cas d'évasion constatée par jugement.

Celui des transportés réléguables à leur libération des travaux forcés est viré au titre de la rélévation.

Les dépenses qui affectent le pécule réservé sont :

Les primes de capture, les dettes envers l'Etat ;

Les droits de douane sur les colis postaux, les achats d'effets hygiéniques sur prescription médicale ;

(Ces dépenses ne sont imputées toutefois sur le pécule réservé qu'au cas où le pécule disponible serait insuffisant) ;

Les remises nécessaires aux concessionnaires pour l'entretien des concessions jusqu'à concurrence du dépôt de garantie exigible ;

Le paiement du quart de leur masse aux transportés au moment de leur libération ;

Le remboursement des trois autres quarts de leur masse, restés disponibles, aux transportés autorisés, soit à s'établir définitivement dans la colonie, soit à la quitter au moment de l'expiration de l'obligation de résidence.

Comme pour le pécule disponible, le pécule réservé des transportés décédés ou déclarés absents par jugement, est versé au compte des successions vacantes, après prélèvement des frais de justice sur les provisions de rapatriement ou d'établissement définitif dans la colonie. Si les transportés décédés n'ont ni femme, ni ascendants, ni descendants, la partie du pécule réservé qui peut rester est versée à la Caisse du Comité de Patronage des Libérés à titre de subvention.

Si le transporté est rélégalé à sa libération des travaux forcés, son pécule réservé est viré au titre de la rélégalation.

Les frais et l'affranchissement des correspondances, les frais des actes notariés et les droits de douane sur les colis postaux, sont payés sur visa des commandants des pénitenciers ou du délégué à Cayenne.

Le paiement des primes de capture n'a lieu que sur la présentation d'un ordre de paiement délivré par le chef d'Etablissement et d'un reçu certifiant la remise du condamné entre les mains du Chef de camp.

Les autres dépenses sont autorisées par le Gouverneur ou, par délégation, par le Directeur de l'Administration pénitentiaire, sur la proposition ou l'avis des Commandants de pénitenciers.

Curatelle des successions et biens vacants des condamnés

Le décret du 4 septembre 1879, rendu applicable aux rélégués en 1887, prévoit la curatelle d'office des successions et biens vacants des condamnés en cours de peine. Le caissier de la transportation remplit les fonctions de curateur sous le contrôle du Directeur de l'administration pénitentiaire.

Toutes les sommes recueillies après décès ou provenant des ventes sont versées au compte courant du condamné dans les écritures de la Caisse de la Transportation ; le curateur réalise les biens et paie les dettes.

Dans la comptabilité du caissier, il est ouvert un compte spécial intitulé « Successions Vacantes » où sont versés les produits de toutes les successions après liquidation.

Lorsqu'il y a lieu de remettre en France le reliquat d'une succession, le caissier en opère le versement au Trésor, au titre du budget général de l'Etat, qui effectue le remboursement aux héritiers ou aux ayants-droit. Si les héritiers se trouvent dans la colonie même, le reliquat est mandaté directement à leur profit.

Tout reliquat de succession non réclamé pendant 30 ans, bénéficie au domaine local, sur la décision du Gouverneur en Conseil Privé.

CHAPITRE XI

LES LIBÉRÉS

Après avoir examiné la condition des transportés dans les différentes classes établies par le décret du 18 septembre 1925, il nous reste à voir la situation qui leur est faite au moment de leur libération.

L'article 6 de la loi du 30 mai 1854 dispose que « tout individu condamné à moins de 8 années de travaux forcés sera tenu, à l'expiration de sa peine, de résider dans la colonie pendant un temps égal à la durée de sa condamnation. Si la peine est de 8 années, il sera tenu d'y résider toute sa vie. Toutefois, le libéré pourra quitter momentanément la colonie en vertu d'une autorisation expresse du Gouverneur. Il ne pourra, en aucun cas, être autorisé à se rendre en France. En cas de grâce, le libéré ne pourra être dispensé de l'obligation de la résidence que par une disposition spéciale des lettres de grâce ».

Pour se conformer à cette disposition, l'Administration a divisé les libérés en deux sections. Dans la première se trouvent ceux qui sont astreints à la résidence, et dans la deuxième ceux qui, étant restés dans la colonie un temps égal à leur condamnation (le doublage), peuvent rentrer en France si leurs moyens le leur permettent.

Ces deux sections réunies forment la 4^e classe des condamnés.

La libération est la grosse question de la transportation. Tant que le transporté subit sa peine, il ne constitue pas pour la colonie un grand danger. Il n'en est pas de même quand il est libéré.

Comme l'écrit M. Nouët, « au point de vue colonial, la libération est la grosse conséquence de la loi de 1854. Les condamnés en cours de peine peuvent être rendus inoffensifs pour l'élément libre. C'est une question de discipline. Bien conduite et judicieusement employée la main-d'œuvre pénale peut construire des canaux, des routes, accomplir des travaux d'utilité publique et concourir au développement économique du pays auquel elle est affectée. On doit donc surtout considérer la loi de 1854 relativement au contingent libéré qu'elle produit annuellement et qui s'accroît sans cesse ». (L'Avenir de la Nouvelle-Calédonie, N° du 7 août 1888).

Après avoir défini le caractère de l'obligation de résidence, nous examinerons la question de l'interdiction de séjour ainsi que les différents modes de surveillance auxquels les libérés sont astreints. Nous verrons, ensuite, la situation qui leur est actuellement faite et nous terminerons en indiquant les modifications qui nous paraissent devoir être apportées au régime des libérés.

CHAPITRE XII

DE L'OBLIGATION DE RÉSIDENCE

L'obligation de résidence fait-elle partie de la peine principale ou est-elle une peine accessoire ?

La loi du 30 mai 1854 n'en définit pas la nature et on ne trouve pas non plus dans les travaux préparatoires une indication à ce sujet. Le rapporteur fait seulement remarquer (Daloz, Lois annotées 1854 P. 93) que c'est là « une disposition véritablement nouvelle, sans précédent dans notre législation et sans exemple dans les législations étrangères » et il ajoute « la peine des travaux forcés se trouve ainsi ramenée à une transportation au delà des mers et à une relégation habituellement perpétuelle dans le lieu ou la transportation s'est opérée. La peine nouvelle est une peine mixte qui, sans perdre le caractère primitif des travaux forcés, tient à la fois de la déportation française et de la transportation britannique ».

Le libéré serait-il donc un condamné subissant une peine d'un nouveau genre ? S'il en était ainsi, il serait affranchi de l'interdiction de séjour qui ne commence qu'à la fin de la peine et il resterait soumis au régime de l'interdiction légale qui ne prend fin qu'avec l'expiration totale du châtimement.

Or, il n'en est pas ainsi.

Nous avons vu, en effet, que l'article 12 de la loi de 30 mai 1854 stipule que les actes faits par les condamnés dans la colonie *jusqu'à leur libération* ne peuvent engager les biens qu'ils possédaient au jour de la condamnation et que le Gouver-

nement peut accorder aux condamnés à temps l'exercice dans la colonie des droits civils ou de quelques uns de ces droits dont ils sont privés par leur état d'interdiction légale. Donc, il en résulte que les libérés recouvrent, à l'expiration de leur peine, le plein exercice de leurs droits civils et peuvent administrer directement ou indirectement les biens qu'ils possèdent en France ou dans la colonie. La distinction entre les condamnés en cours de peine et les libérés au point de vue de l'interdiction légale est donc bien établie.

D'autre part, le Gouvernement, en rendant applicable aux libérés les lois de 1874 et de 1885 sur la surveillance de la haute police et sur l'interdiction de séjour, a bien montré que l'obligation de résidence ne fait pas partie de la peine principale, puisque ce n'est qu'après que cette dernière a été exécutée, que l'obligation de résidence commence.

Le Ministre de la Justice consulté en 1861 a écrit « cette obligation de résidence n'est ni une peine ni même un accessoire d'une peine, mais une mesure sui generis, prise dans l'intérêt du condamné aussi bien que dans celui de la sécurité publique, qui a pour but de faire du libéré un colon et de lui donner les moyens de se créer, dans sa nouvelle patrie, des intérêts de famille et de propriété. C'est là une mesure d'ordre et de surveillance et non une peine, dans le sens légal du mot ».

Nous ne partageons pas l'avis du Ministre de la Justice.

En admettant même que l'obligation de résidence soit « une mesure d'ordre et de surveillance prise aussi bien dans l'intérêt du condamné que dans celui de la sécurité publique », il n'en reste pas moins vrai qu'elle restreint considérablement la liberté du libéré. Elle équivaut, en réalité, à l'internement souvent perpétuel de ce dernier sur le territoire de la colonie. Le fait par le libéré de quitter la colonie sans autorisation n'est-il pas qualifié « d'évasion » et n'est-il pas sanctionné par la peine très sévère des travaux forcés? L'obligation de résidence impliquant des actes d'exécution sur la personne du condamné est par suite une peine.

Et comme cette peine est, de par la loi, une conséquence obligatoire de la condamnation à la peine principale des tra-

vaux forcés et qu'elle est encourue sans que les tribunaux aient à la prononcer, elle est une peine accessoire.

L'obligation de résider à la Guyane ne signifie pas que le libéré ait le droit de circuler à son gré dans la colonie. Le Gouvernement local peut, par mesure d'ordre, lui interdire l'accès de certains lieux. L'interdiction de séjour ne fait donc pas double emploi avec l'obligation de résidence. La Cour de Cassation a cassé un arrêt de la Cour d'Assises de la Guadeloupe (crim. 5 avril 1887 — *Gazette des Tribunaux* du 15 avril 1887) qui avait refusé de statuer sur la peine accessoire de l'interdiction de séjour à l'égard d'un condamné aux travaux forcés, motif pris que les condamnés de cette catégorie sont tenus de résider dans la colonie où ils ont subi leur peine.

Le libéré ne peut être relevé de l'obligation de résidence que par une disposition expresse de la lettre de grâce.

La réhabilitation peut l'effacer. Celle-ci, aux termes de l'article 620 du Code d'Instruction Criminelle, peut être demandée 5 ans après la libération. Nous avons là un argument sérieux pour affirmer que l'obligation de résidence est une peine accessoire. Si elle était, en effet, partie intégrante de la peine des travaux forcés, les condamnés à plus de 8 ans de cette peine ne pourraient jamais être réhabilités, à moins d'avoir d'abord été graciés de l'obligation de résidence. Ce qui est insoutenable.

Le Gouverneur, en Conseil Privé, peut accorder à tout libéré l'autorisation de quitter momentanément la colonie, à la condition toutefois, de ne pas aller en France ou en Algérie. Ces autorisations, peu nombreuses, ne sont accordées qu'aux libérés de nationalité étrangère.

Tout libéré coupable d'avoir quitté la colonie sans autorisation est puni, conformément à l'article 8 de la loi de 1854, de la peine de 1 à 3 ans de travaux forcés. Il est justiciable pour cette infraction du Tribunal Maritime Spécial.

CHAPITRE XIII

DE L'INTERDICTION DE SÉJOUR

Le Gouvernement, en vertu de l'article 18 du Senatus Consulte du 3 mai 1854, rendit par décret, exécutoires en Guyane les lois et règlements concernant, d'abord la surveillance de la haute police, et, plus tard ceux concernant l'interdiction de séjour. C'était pour le Gouvernement un devoir de le faire, sans quoi la surveillance de la haute police et ensuite l'interdiction de séjour n'auraient pu être appliquées seulement qu'aux quelques libérés à qui leurs ressources ou la bienveillance de l'Administration auraient permis de revenir en France!

La transportation n'ayant commencé à la Guyane qu'en 1852, nous laisserons de côté les régimes de surveillance établis en 1810 et en 1832 pour ne parler, d'abord, que du système organisé par le décret du 8 décembre 1851, promulgué à la Guyane par arrêté du 30 juillet 1852, ensuite de la loi du 23 janvier 1874 et enfin du régime actuel établi par la loi du 27 mai 1885.

a) *Application à la Guyane du décret dictatorial* 8 décembre 1851

L'article 3 de ce décret disposait que « l'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera, à l'avenir, de donner au Gouvernement le droit de déterminer le lieu dans lequel le condamné devra résider après qu'il aura subi sa peine ».

Une décision du Gouverneur, en date du 16 décembre 1859,

organisa la surveillance de la haute police conformément aux dispositions du décret du 8 décembre 1851.

Aux termes de ce règlement, les libérés qui n'étaient plus soumis à l'obligation de la résidence avaient le droit d'être rapatriés aux frais de l'Etat. S'ils désiraient rester à la Guyane, ils devaient en faire la déclaration au Directeur des Pénitenciers, en présence de deux témoins, et s'engager à demeurer dans la colonie au moins pendant deux ans. A la fin de ces deux années, ils recouvraient le droit d'être rapatriés gratuitement.

Tant qu'ils demeuraient dans la colonie, ils étaient assimilés aux libérés astreints à la résidence et soumis aux mêmes règlements. Ils étaient toutefois justiciables des tribunaux ordinaires.

Tous les libérés devaient travailler dans un établissement du domaine colonial moyennant une légère rétribution et être internés dans cet établissement. Cependant, pour assurer du travail aux libérés suivant la profession de chacun d'eux, il leur était permis d'être employés hors des Dépôts d'internement dans les différents quartiers, sauf dans l'île et la ville de Cayenne, soit par l'Administration, soit par les habitants. Ils étaient même autorisés à travailler pour leur propre compte, s'ils étaient en mesure de s'établir. Comme certains ouvriers d'art ne pouvaient exercer leur métier qu'à Cayenne, le Gouverneur accordait, dans des cas exceptionnels, leur internement au Chef-lieu.

Les libérés qui étaient employés par les habitants en vertu d'actes d'engagement légalement contractés, étaient internés dans la localité où l'engagiste avait son domicile.

Quant aux libérés qui étaient en mesure de s'établir, ils étaient internés dans la localité où ils demandaient à exercer leur industrie ou sur les concessions qui pouvaient leur être attribuées.

Mais aucun libéré n'était admis à contracter un engagement avec les habitants sans avoir obtenu un permis spécial du Directeur des pénitenciers après avis du Directeur de l'intérieur. Le permis d'engagement portait assignation de rési-

dence et servait de passeport. Le libéré qui travaillait chez l'habitant n'avait plus droit à aucune délivrance ou prestation en nature aux frais de l'Etat. Il était nourri, vêtu, logé, salarié et traité à l'hôpital en cas de maladie, aux frais de l'engagiste. Si l'engagement venait à être résilié, le libéré devait se mettre à la disposition du Directeur des Pénitentiars pour être employé sur une des propriétés domaniales ou sur tout autre point désigné par le Gouverneur, faute de quoi, il pouvait être déclaré vagabond, en vertu de l'article 270 du Code Pénal et poursuivi comme tel, sans préjudice de poursuites pour rupture de ban.

Le libéré qui avait des ressources suffisantes pour exercer une profession industrielle à son compte, recevait du Directeur des pénitentiars un permis d'exploitation industrielle valable pour un an. Mais il lui fallait la caution d'un habitant qui devait s'engager à pourvoir à sa nourriture, à son logement, et aux frais de maladie pendant ce laps de temps.

Le deuxième alinéa de l'article 3 du décret du 8 décembre 1851 stipulait que « l'Administration devait déterminer les formalités propres à constater la présence continue du condamné dans le lieu de sa résidence ».

L'arrêté du 16 décembre 1859 obligeait, en conséquence, les libérés à faire viser leur permis ou leur livret par le Commandant de la gendarmerie dès qu'ils arrivaient dans la localité qui leur avait été désignée. En cas d'infraction à cette obligation, ils étaient dirigés immédiatement sur le dépôt d'internement des libérés.

Pour constater la présence des libérés dans la localité, la formalité du visa se renouvelait tous les 3 mois. Les contrevenants étaient déposés à la géole pendant une période allant de 1 à 5 jours et mis ensuite à la disposition du Directeur des Pénitentiars.

Les libérés qui étaient illégalement absents de la localité qui leur avait été désignée, étaient, trois jours après la constatation de leur absence, poursuivis pour vagabondage. Si l'absence dépassait 5 jours, ils étaient, en outre, poursuivis pour rupture de ban.

La gendarmerie, dans ses tournées, était chargée de s'assurer de la présence continue des libérés dans les lieux d'inter-nement et de prendre des renseignements sur leur moralité. Elle rendait compte de sa mission au Gouverneur.

Les lourdes charges imposées aux engagistes ne favorisaient pas le placement des libérés chez les habitants. Il était aussi très difficile aux libérés de s'établir pour leur propre compte puisqu'ils avaient beaucoup de peine à trouver une caution.

L'arrêté du 10 mai 1863 aggrava encore cette situation en portant à 2 ans au lieu de 1 an, le temps pendant lequel les engagistes devaient répondre de l'entretien et des frais de l'hospitalisation (1 fr. 60 par journée d'hôpital) des libérés à leur service.

Quant aux libérés non astreints à la résidence, l'employeur ou la caution devaient répondre de ces mêmes charges et, en plus, s'engager à payer les frais de passage en France si la santé du libéré nécessitait son départ pour la Métropole. Le résultat de cette obligation était que les libérés non astreints à la résidence ne pouvaient plus s'établir pour leur compte et que les habitants, s'ils se décidaient à prendre un condamné, le choisissaient de préférence parmi les libérés astreints à la résidence afin de n'avoir pas à répondre, le cas échéant des frais de rapatriement. C'était là, une mesure injuste et illogique !

Nous pensons, qu'en réalité, l'Administration n'avait pas pour but de procurer du travail aux libérés. Elle voulait seulement se débarrasser des libérés non astreints à la résidence en rendant leur placement difficile. Ces libérés n'avaient-ils pas, en effet, intérêt à se faire rapatrier plutôt que de se voir interner sans profit dans un dépôt de la colonie ? Puis, notre opinion n'est-elle pas confirmée par l'arrêté même du 15 novembre 1863 qui, pour pousser le libéré concessionnaire non astreint à la résidence à rentrer en France, lui permettait de vendre sa concession à un autre libéré et lui donnait droit, si aucun acheteur ne se présentait, à une indemnité pour le travail qu'il avait fourni, après estimation de la valeur de

la case qu'il avait construite et de la terre qu'il avait mise en culture.

D'autre part, l'arrière pensée de l'Administration, n'était-elle pas aussi, en rendant difficile l'emploi des libérés astreints à la résidence chez les habitants de la colonie, d'avoir une main-d'œuvre à bon marché ? L'arrêté du 15 novembre 1863 ne disposait-il pas, en effet, que tout libéré qui ne justifiait pas d'un travail suivi, soit comme concessionnaire, soit comme engagé chez l'habitant, soit comme ouvrier travaillant pour son propre compte (par qui aurait-il pu être employé ou cautionné ?) serait employé par l'Administration pénitentiaire, soit dans des ateliers comme ouvrier ou manœuvre, soit dans les exploitations de bois au Maroni ou dans les chantiers affectés à cette catégorie, soit pour la réparation ou la construction des routes, soit, enfin, dans les différents services publics de la colonie ? En échange de ce travail, les libérés étaient nourris, logés, habillés et traités dans les hôpitaux aux frais de l'Administration et recevaient un salaire de 0 fr. 50 par jour, s'ils étaient employés comme manœuvre et, de 0 fr. 75 à 1 fr. 50, selon les spécialités, s'ils étaient employés comme ouvriers d'art. Les libérés astreints à la résidence temporaire ne touchaient que la moitié de leur salaire ; l'autre moitié était versée à leur nom à la Caisse de la transportation et ne leur était remise qu'au moment de leur départ ou de leur établissement comme colons s'ils restaient à la colonie. Cette disposition fut supprimée par l'arrêté du 26 novembre 1866.

Quant aux libérés concessionnaires qui n'avaient pas construit leur case et mis en culture le terrain qui leur avait été donné, dans un délai de deux ans, ils étaient placés dans un des ateliers de l'Administration comme ouvriers ou comme manœuvres, selon leurs aptitudes.

Les concessions au Maroni ayant donné peu de résultats par suite du mauvais vouloir des libérés, on évacua Saint-Jean et Saint-Louis pour éviter des dépenses inutiles. Parmi les libérés dépossédés, 200 furent autorisés à prendre des engagements chez les particuliers à Cayenne. L'Etat était

ainsi exonéré de leur entretien. Mais ils se montrèrent réfractaires à tout travail. Ils prétendirent que l'Administration devait les loger, les nourrir et les habiller gratuitement.

Le Gouverneur, constatant que les mesures bienveillantes prises à leur égard « loin d'engager les libérés à travailler, les avaient au contraire maintenus dans une voie de paresse, d'indiscipline et de désordre, qu'il fallait faire cesser » prit le 14 novembre 1865 un arrêté qui reforma le système suivi jusque là. Cet arrêté substitua au travail à la journée le travail à la tâche pour les travaux exécutés sur les pénitenciers. Il décida, qu'en échange du travail, il ne serait plus payé de salaires mais seulement pourvu à la nourriture, au logement, à l'habillement du libéré. Des mesures rigoureuses étaient prévues pour ceux qui retombaient dans le vice et dans la paresse. Les libérés étaient soumis aux règlements des condamnés. Si leur conduite était bonne, ils pouvaient être employés par les services publics (hôpital, direction du port, artillerie, génie, ponts et chaussées et brigades de gendarmerie).

Ces mesures décidèrent quelques libérés à demander à sortir des pénitenciers pour se livrer à la culture. L'Administration n'accorda aux concessionnaires du Maroni que des vivres pendant deux ans seulement. Les outils ne leur étaient plus fournis qu'à titre de prêt pendant cette même période. L'indemnité qui avait jusque-là était allouée aux concessionnaires qui, rentrant en France, n'avaient pas trouvé un acheteur pour leurs concessions, était supprimée.

Par décision du 28 septembre 1866, le Gouverneur autorisa la cession des libérés aux habitants de la ville et de l'île de Cayenne qui présentaient de sérieuses garanties de solvabilité. Il permit aussi aux libérés qui avaient de bons antécédents et des ressources pécuniaires de fonder une industrie à Cayenne. Mais si ces libérés se signalaient par leur mauvaise conduite ou s'ils étaient trouvés en état de vagabondage, ils étaient aussitôt réintégrés au pénitencier ou internés dans un quartier éloigné de la colonie, selon que ces libérés étaient astreints à la résidence ou résidants volontaires.

Cette réglementation fut très critiquée. Les habitants qui avaient les inconvénients de la transportation n'en retiraient, en compensation, aucun avantage. La population de la Guyane étant peu nombreuse, les industriels et les agriculteurs de la colonie auraient été très contents de trouver parmi les condamnés la main-d'œuvre que les gens libres ne pouvaient leur fournir. D'autre part, l'Administration, en empêchant l'établissement des libérés, violait l'esprit de la loi de 1854. Aussi, un arrêté du Gouverneur, en date du 3 février 1869, refusa, à l'avenir, le rapatriement aux frais de l'Etat à tous les libérés non astreints à la résidence et réduisit à une année le temps pendant lequel les engagistes étaient tenus de répondre des frais d'entretien et d'hôpital des libérés qu'ils prendraient à leur service. Les libérés non astreints à la résidence pouvaient par suite trouver, comme leurs camarades, un engagement chez l'habitant puisque celui-ci n'ayant plus à payer éventuellement les frais de rapatriement, n'avait plus de raison pour les écarter.

Mais les charges demeuraient encore trop onéreuses pour les employeurs. Une décision du 18 mars 1872 supprima, enfin, toute garantie de la part de l'engagiste. Ce dernier n'était plus tenu désormais qu'à payer les frais d'hospitalisation pendant le premier mois de la maladie (1 fr. 30 par jour d'hôpital). Après ce laps de temps, si le libéré était encore malade, les frais d'hospitalisation étaient supportés par le service local qui se faisait ensuite rembourser par le libéré sur ses premiers salaires acquis.

Cette décision du 18 mars 1872 mit fin à une situation illégale. Du rapprochement des articles 1 et 2 du décret du 29 avril 1855, il résultait, en effet, que le travail obligatoire n'existait pas pour les libérés et il est certain que l'Administration ne pouvait pas légalement réglementer, comme elle l'avait fait, le travail auquel se livraient les libérés, soit pour leur propre compte, soit pour les habitants.

La loi de 1854 n'a pas institué des juridictions exceptionnelles pour connaître des crimes et des délits commis par les libérés. Il aurait donc été naturel de les soumettre au droit

commun. Or le décret du 19 août 1855, d'une légalité contestable, les soumettait à la juridiction des conseils de guerre. Ce décret disposait aussi que les *repris de justice* étaient soumis à la subordination et à la discipline militaires. On étendit par voie d'interprétation cette disposition aux libérés et des Gouverneurs se crurent autorisés à infliger à ces individus la prison par mesure disciplinaire jusqu'à concurrence de 60 jours. Une dépêche ministérielle du 15 mai 1873 fit connaître que, le Garde des Sceaux consulté sur ce point, avait émis l'avis que les transportés, soumis pendant la durée de leur peine à la discipline militaire, en étaient affranchis immédiatement après leur libération.

Des ordres furent donnés pour que les libérés soient libres de se procurer des moyens d'existence comme ils l'entendraient. Les Gouverneurs craignant que la sécurité de la colonie ne fut troublée en exécutant ces ordres, opposèrent la force de l'inertie. Il fallut, pour que ces ordres fussent exécutés, des instructions réitérées du Département. En 1875, le Chef de la colonie nomma, sur l'ordre du Ministre, une Commission pour statuer définitivement sur le sort des libérés. Cette Commission décida que les transportés pouvaient désormais, au moment de leur libération, rester sur les ateliers pénitentiaires ou s'engager régulièrement.

Ce retour à la légalité ne porta pas atteinte à la sécurité publique. Le niveau moral des libérés fut, au contraire relevé. Ces derniers se mirent au travail car ils comprirent qu'ils ne trouveraient plus à l'avenir dans le pénitencier, et un asile à leur paresse, et une retraite dans les vieux jours.

Ceux, en petit nombre, qui voulurent persévérer dans la paresse se virent appliquer l'article 16 du décret du 13 février 1852 sur le vagabondage colonial et l'article 270 du Code Pénal avec une grande rigueur.

b) *Loi du 23 janvier 1874 sur la surveillance de la haute police*

Cette loi substitua au domicile obligatoire fixé par l'Administration le domicile librement choisi par le libéré, à la condition que ce dernier le fasse connaître à l'Administration

15 jours avant sa mise en liberté, sous la réserve des interdictions générales ou spéciales de séjour. Le surveillé devait, en outre, séjourner 6 mois dans la localité choisie, à moins d'en être dispensé par l'Administration.

Cette loi, non seulement modifiait l'application de la surveillance de la haute police, mais en changeait également la nature et la durée. D'une peine accessoire perpétuelle, elle en faisait une peine temporaire et facultative.

L'article 46 du Code Pénal était, en effet, abrogé et remplacé par le nouveau texte suivant : « En aucun cas, la durée de la surveillance ne pourra excéder vingt années. Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps... seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant 20 années, sous la surveillance de la haute police. Néanmoins, l'arrêt ou le jugement de condamnation pourra réduire la durée de la surveillance, et même déclarer que les condamnés n'y seront pas soumis. Tout condamné à des peines perpétuelles qui obtiendra commutation ou remise de sa peine, sera, s'il n'en est autrement disposé par la décision gracieuse, de plein droit sous la surveillance de la haute police, pendant 20 ans ».

L'ancien article 47 du Code Pénal soumettait tous les transportés à la surveillance, sans établir aucune distinction. Désormais le juge était toujours libre de mettre ou non en surveillance le libéré des travaux forcés.

Nous avons vu qu'à la suite des instructions données en 1874 et en 1875 par le Ministre, les libérés furent laissés libres de se procurer, comme ils l'entendaient, leurs moyens d'existence. L'Administration, ne se croyant plus en droit de garder des libérés sur ses chantiers et dans ses ateliers, renvoya tous ceux qui étaient internés sur les pénitenciers et un grand nombre de ces individus allèrent se fixer à Cayenne. Comme il était impossible de procurer à tous ces hommes du travail au Chef-lieu on craignit des désordres. La Chambre de Commerce de Cayenne émit le vœu que les transportés soient maintenus sur les établissements pénitentiaires.

Pour calmer la population Cayennaise, le Ministre, dans une Dépêche du 15 février 1876, précisa le sens de ses ins-

tructions. « Le Département, dit-il, n'a jamais prétendu jeter du jour au lendemain dans la population libre de Cayenne 7 ou 800 libérés actuellement sur les pénitentiars. Il a voulu d'abord et surtout, les soustraire à la discipline et à la subordination militaires qui leur étaient appliquées contrairement au vœu de la loi, ensuite les obliger à travailler pour leur propre compte ou pour celui de l'Etat afin d'exonérer ce dernier des frais de leur entretien et de leur nourriture puisqu'il ne doit légalement l'un et l'autre qu'aux condamnés en cours de peine ; mais je n'ai jamais entendu que les libérés fussent livrés à eux-mêmes, sans transition, sans ménagement. La preuve en est que l'Administration Coloniale a été autorisée à les garder dans ses ateliers à la condition qu'ils travailleraient, qu'ils rendraient des services appréciables de manière à dédommager l'Etat de ses frais.

Ce n'est qu'au cas où les libérés refuseraient de prendre des engagements au dehors ou de travailler sérieusement dans nos chantiers, qu'il faudrait les chasser de nos centres pénitentiaires et les abandonner aux conséquences de leurs mauvais instincts ; au reste, si l'Administration n'a pas le droit de déterminer le point que doit habiter le libéré, elle est autorisée à lui interdire tel ou tel centre. Lors donc qu'on jugera que le nombre des libérés résidant à Cayenne est assez élevé, on pourra décider d'une manière provisoire ou définitive que le séjour de la ville est interdit aux libérés qui n'y auront pas encore établi leur résidence ».

Le régime des libérés était donc clairement déterminé.

L'Administration n'avait plus à intervenir pour régler le travail des libérés. Ceux-ci étaient libres de se fixer sur n'importe quel point de la colonie à la condition qu'il ne soit pas interdit par le Gouverneur. Par mesure gracieuse, ceux qui n'avaient pas d'engagements ou n'avaient pas les moyens de s'établir à leur compte, étaient autorisés à travailler dans les chantiers ou dans les ateliers de l'Administration. Quant à ceux qui se refusaient à tout travail, ils étaient poursuivis pour vagabondage.

Conformément aux instructions contenues dans la Dépêche

Ministérielle du 15 février 1876, un arrêté du 12 août de la même année, interdit provisoirement aux libérés astreints à la résidence le séjour de la ville et de la banlieue de Cayenne. L'article 3 de cet arrêté était ainsi conçu : « Les condamnés, arrivés au terme de leur peine, seront mis en demeure de faire connaître le quartier de la colonie où ils veulent fixer leur résidence, à l'exclusion du Chef-lieu. A défaut de cette déclaration, l'Administration le fixera, conformément à la loi ».

Cet arrêté violait la loi de 1874. Le Gouverneur ne pouvait pas, en effet, interdire le séjour à Cayenne aux libérés astreints à la résidence qui n'étaient pas placés sous le coup de la surveillance de la haute police.

L'interdiction du Chef-lieu n'atteignait pas les libérés qui avaient été antérieurement autorisés à se fixer à Cayenne ; mais l'Administration se réservait le droit de les expulser en cas de condamnation correctionnelle ou de deux condamnations pour contraventions de police encourues dans la même année.

Le Département alla plus loin que le Gouverneur. Il prescrivit d'éloigner de Cayenne les libérés autorisés à y résider qui n'avaient pu s'y créer des moyens d'existence avouables et sérieux.

Le 7 novembre 1876, une Commission fut chargée de rechercher quels étaient les libérés qui se trouvaient dans ce cas.

Après un examen sérieux de la conduite de tous les libérés demeurant à Cayenne et après avoir pris sur eux tous renseignements utiles, la Commission constata que 38 libérés seulement pouvaient être expulsés de la ville.

Cette constatation rassura l'opinion.

Le 23 mai 1877, un arrêté du Gouverneur, tout en maintenant l'interdiction établie en 1876, permit le séjour à Cayenne aux libérés qui justifieraient d'une bonne conduite et d'aptitudes professionnelles de nature à leur procurer des moyens d'existence. Cette disposition nouvelle était une mesure de circonstance, puisque tous les ouvriers libres quittant Cayenne pour se rendre sur les placers, on était obligé d'avoir recours aux libérés pour les remplacer.

c) *Le régime actuel. — L'interdiction de séjour*

Le régime de la loi du 23 janvier 1874 offrait à la colonie une sérieuse protection découlant du droit de l'Administration d'interdire aux libérés tel ou tel centre de population. Le seul danger était la mise en libération sans conditions de ceux qui n'étaient pas soumis à la surveillance de la haute police et nous avons vu que, pour y parer, les Gouverneurs n'avaient pas hésité à prendre des arrêtés illégaux.

L'article 19 de la loi du 27 mai 1885, a supprimé la peine de la surveillance de la haute police et l'a remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération. L'article 20 a déclaré cette loi applicable à l'Algérie et aux colonies. Elle est toujours en vigueur.

Le condamné interdit de séjour, n'est donc plus obligé de faire connaître à l'Administration, 15 jours avant sa libération, le lieu où il compte résider ; il n'est plus obligé de demeurer dans le lieu choisi pendant 6 mois pour se rendre dans un autre. Le Gouvernement se borne à notifier au condamné, au moment de sa libération, la liste des lieux où il lui est interdit de paraître et le libéré peut, sous réserve de ne pas se rendre dans les lieux interdits, aller où il veut et changer de résidence tant qu'il lui plaît sans remplir aucune formalité.

En exécution des prescriptions contenues dans les Dépêches Ministérielles des 10 juillet et 8 octobre 1896 pour l'application de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, le Gouverneur interdit, par arrêté du 9 décembre 1896, le séjour de Cayenne et de sa banlieue aux libérés interdits de séjour. L'article 2 détermine les limites du territoire défendu.

Si d'autres localités devaient être interdites dans la suite, elles le seraient par arrêté du Gouverneur, sur la proposition du Directeur de l'intérieur et du Directeur de l'Administration Pénitentiaire. C'est ainsi que, par arrêté du 26 octobre 1912, le séjour de la commune de l'Oyopoc fut interdit aux libérés astreints à la résidence afin d'empêcher leur évasion au Brésil.

Cet arrêté du 9 décembre 1896, qui est encore en vigueur aujourd'hui, réglemente, en outre, l'interdiction de séjour.

Dans le mois qui précède la libération du condamné, le Directeur de l'Administration Pénitentiaire transmet au Gouverneur une feuille individuelle et une notice spéciale faisant connaître si, à son avis, d'autres localités doivent être interdites au libéré. Dans ce cas, le chef de la colonie prend un arrêté interdisant au libéré ces localités. Cet arrêté spécial ainsi que les lieux interdits par mesure générale (Cayenne et sa banlieue et la commune de l'Oyopoc) sont notifiés au condamné avant sa libération. Un procès-verbal de cette notification est dressé aussitôt et est signé par le condamné.

Le Gouverneur peut autoriser pendant 3 mois au plus le séjour du libéré dans les localités interdites. Ces autorisations, qui peuvent révoqués à n'importe quel moment, sont renouvelables pour de nouvelles périodes de 6 mois au plus par décision du Gouverneur en Conseil Privé. Si les localités interdites se trouvent sur le territoire pénitentiaire, ces autorisations sont données par le Directeur de l'Administration Pénitentiaire.

L'interdiction de séjour peut être suspendue par un arrêté du Gouverneur après avis du Comité de Patronage des Libérés. Mais pour cela, il est exigé un temps d'épreuve qui ne pourra jamais être inférieur à la moitié de la durée totale de l'interdiction. Cette mesure peut être rapportée dans la même forme.

L'arrêté crée un livret signalétique pour chaque libéré. Sur ce livret sont mentionnées la notification des localités interdites faite au moment de la libération ainsi que les autorisations de séjour accordées, les retraits de ces autorisations, etc.. Ce livret permet au libéré de se mouvoir dans la colonie en dehors des localités interdites.

L'industrie aurifère et l'exploitation du bois de rose et du balata ayant pris une extension considérable à la Guyane, la plupart des ouvriers libres, séduits par l'appât de salaires ou de profits élevés se sont portés jusqu'en 1926 sur les placers et dans les bois. Cayenne était à peu près déserte ; les ateliers

avaient été abandonnés, les travaux publics un moment suspendus. La colonie était économiquement désorganisée. Dans cette situation les particuliers, les communes et les divers services publics ont du recourir, bon gré mal gré, à la main-d'œuvre du libéré.

Le Gouverneur pouvait, bien que le séjour du Chef-lieu ait été interdit à certains libérés, accorder à ceux qui s'en montraient dignes des suspensions momentanées d'interdiction.

Ceux qui avaient bénéficié de cette mesure de bienveillance se sont généralement bien conduits. Ils exerçaient au Chef-lieu des professions utiles. Quelques-uns, surtout des arabes, étaient employés dans les habitations de la banlieue en qualité de cultivateurs ou de bouviers.

Les libérés se divisent en deux classes bien distinctes. La première comprend les individus frappés d'interdiction de séjour par l'arrêt même de la condamnation ; la deuxième, comprend ceux qui ont été dispensés de l'interdiction de séjour. Si la première était restée légalement à la discrétion de l'Administration, il n'en était pas de même de la deuxième. Les libérés en faisant partie, souvent plus dangereux que leurs camarades interdits de séjour, avaient le droit de s'établir n'importe où et de se fixer à Cayenne où ils pouvaient constituer un danger pour la population. Aussi le député de la Guyane, M. Ursleur, déposa le 24 novembre 1899 un projet de loi tendant à imposer à ces derniers libérés pendant un temps égal à la durée de leur condamnation, s'ils avaient été condamnés à moins de 8 ans de travaux forcés, et pendant toute leur vie, s'ils avaient été condamnés à plus de 8 ans de cette peine, l'obligation absolue de résider dans la région de la colonie réservée à la transportation. Ce système parut excessif et très onéreux pour l'Etat aussi bien au Ministre des Colonies qu'à la Commission de législation criminelle qui ont, d'accord commun, présenté un texte modifiant l'article 20 de la loi du 27 mai 1885. Ce texte fut adopté par le Parlement et devint la loi du 10 juillet 1901. La loi nouvelle accorde au Gouverneur la faculté d'interdire par voie administrative le séjour du Chef-lieu de la colonie et de ses quartiers, dans un périmè-

tre déterminé par un règlement d'Administration publique, à tous les transportés soumis à l'obligation de la résidence *sans distinction*.

Le décret du 20 novembre 1906 a fixé le périmètre du territoire de la Ville de Cayenne qui pouvait être interdit par mesure administrative individuelle aux libérés astreints à la résidence. Les mesures prises conformément à la loi de 1901 doivent l'être, soit avant, soit après la libération, par le Gouverneur, sur le rapport du Procureur Général et du Directeur de l'Administration Pénitentiaire et portées immédiatement à la connaissance du Ministre des Colonies. La notification est faite aux intéressés dans la forme administrative. Il est dressé un procès-verbal de cette notification qui doit être signé par le libéré. En cas de refus par ce dernier de signer, constatation de ce refus est faite par l'agent chargé de la notification. Si le libéré résidait déjà dans la localité interdite, il a droit à un délai de deux mois après la notification pour quitter la localité. Cette interdiction administrative peut être levée ou suspendue pendant un temps déterminé. Les infractions aux arrêtés d'interdiction de séjour sont réprimées par l'article 45 du Code Pénal.

Donc, en résumé, Cayenne et sa banlieue sont actuellement prohibés à tous les libérés frappés de l'interdiction de séjour par l'arrêt de condamnation ou à la suite d'une commutation de peine (article 46 du Code Pénal), qu'ils soient ou non astreints à la résidence.

Les libérés astreints à la résidence ne peuvent pas, en outre, séjourner dans la Commune de l'Oyapoc.

Ces deux mesures générales ont été prises en application de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.

Les autres libérés peuvent habiter où bon leur semble, même au Chef-lieu. Mais, parmi ces derniers, ceux qui sont astreints à la résidence peuvent, conformément à la loi du 10 juillet 1901, se voir interdire par mesure administrative et individuelle, l'accès de Cayenne et de sa banlieue.

Le décret du 18 septembre 1925, si on s'en rapporte au rapport précédant le texte, veut que le libéré puisse aller et

venir à son gré dans les différentes localités de la colonie, à moins d'interdiction édictée par le Gouverneur pour des motifs de sécurité publique.

L'article 13 est ainsi conçu « les libérés astreints à la résidence obligatoire peuvent résider en n'importe quel lieu du territoire de la colonie et exercer n'importe quelle profession et n'importe quel négoce non interdits par les lois... Le Gouverneur, par des décisions individuelles et toujours révoquables peut interdire à certains libérés le séjour dans des localités ou régions déterminées ».

L'Administration pénitentiaire interpréta aussitôt le 1^{er} paragraphe de cet article d'une façon erronée. « Désormais, déclara-t-elle, les libérés astreints à la résidence peuvent se fixer dans n'importe quel lieu de la colonie, si ce lieu ne leur a pas été interdit par le Gouverneur. Le fait que le nouveau texte ne parle pas des libérés non astreints à la résidence prouve que ces derniers, non seulement peuvent résider dans n'importe quelle localité de la Guyane, mais aussi ne peuvent se voir interdire un lieu quelconque par décision du Gouverneur puisque pareille décision ne peut être prise qu'à l'égard de « certains libérés astreints à la résidence ». C'est donc à tort que des condamnations sont prononcées contre ceux d'entre eux qui, interdits de séjour, ont été rencontrés à Cayenne ou dans sa banlieue ».

C'était là une fausse interprétation du décret. L'article 13 autorise bien les libérés astreints à la résidence à résider dans n'importe quel lieu de la colonie, et ce n'est pas une innovation, car avant le décret de 1925 il en était ainsi. Mais, si on fait l'analyse grammaticale de la phrase formant le 1^{er} alinéa de l'article 13 du décret, on s'aperçoit que le rédacteur a ajouté que si le libéré de cette catégorie pouvait résider dans n'importe quel lieu de la colonie, c'est à la condition que ce lieu ne soit pas *interdit par les lois*. D'ailleurs, le protocole du décret ne vise ni l'article 19 de la loi de 1885 ni le décret du 20 novembre 1906. Il en résulte que le libéré astreint à la résidence, s'il est interdit de séjour par l'arrêt de la condamnation, peut se fixer n'importe où, sauf à Cayenne et dans sa banlieue et à l'Oyapoc.

Quant au libéré non astreint à la résidence, le rédacteur du décret n'en parle pas puisqu'il n'est plus soumis à la surveillance de l'Administration. S'il est interdit de séjour, il ne peut, conformément à la législation en vigueur, venir à Cayenne et dans sa banlieue et c'est avec raison que les contrevenants ont été poursuivis et condamné. La Cour de Cassation a confirmé cette façon de voir en rejetant les pourvois formés en août 1926, avril 1927 et mars 1928 par trois libérés interdits de séjour non astreints à la résidence qui, rencontrés à Cayenne, avaient été condamnés par la Cour d'Appel de la Guyane, pour rupture de ban. (Affaires Mary Jean, Le Petit Paul et Desvignes).

Le 2^e alinéa du décret du 18 septembre 1925 autorisant le Gouverneur, par des décisions individuelles et toujours révoquables, à interdire à certains libérés le séjour dans des localités ou régions déterminées est à notre avis illégal. La loi du 10 juillet 1901, rendue applicable à la Guyane par le Parlement, ne peut être modifiée que par une autre loi et non par un décret. Or, cette loi ne donne au Gouverneur que le droit d'interdire par voie administrative le séjour du Chef-lieu de la colonie et de ses quartiers à tous les transportés astreints à la résidence, sans distinction. Le décret de 1925 ne pouvait donc pas lui accorder la faculté de leur interdire, en outre, le séjour dans d'autres localités ou dans d'autres régions.

L'Administration n'est pas, bien entendu, de cet avis. La loi de 1901, dit-elle, donne au Gouverneur la faculté d'interdire par voie administrative le séjour du Chef-lieu de la colonie et de ses quartiers aux libérés astreints à la résidence. Il ne s'agit donc pas seulement de Cayenne, mais aussi des quartiers (c'est-à-dire des communes) de la colonie. Le décret de 1925 n'a fait, par suite, que confirmer cette disposition en autorisant le Gouverneur à interdire à certains libérés le séjour dans d'autres localités que Cayenne.

Cette façon de voir ne mérite pas d'être discutée. Si on s'en rapporte aux travaux préparatoires de la loi et au rapport de M. le Sénateur Cassou (*Journal Officiel*, 4 juillet 1901,

p. 294), il résulte bien que l'objet de la loi de 1901 a été de protéger le Chef-lieu des Colonies Pénitenciaires contre l'afflux des condamnés à la transportation libérés. Et le règlement d'Administration publique prévu par cette loi (décret du 21 novembre 1906) n'a interdit que la ville de Cayenne et de sa banlieue, dans un périmètre qu'il déterminait. Si un doute, malgré cela, pouvait substituer, la lecture du rapport précédant le décret de 1906 le léverait aussitôt. « Cette disposition, y est-il écrit, tient compte des intentions du législateur qui a eu surtout en vue d'interdire le séjour du Chef-lieu et de ses quartiers dans un périmètre déterminé à certains libérés dont la présence peut constituer un danger pour le *Chef-lieu* et ses *environs immédiats* ».

Mais l'Administration alla encore plus loin. Ainsi le 3 octobre 1929, le Gouverneur, pensant que le décret de 1925 lui donnait le droit d'interdire aux libérés astreints à la résidence le séjour de Cayenne et des Communes de la Colonie, soumit au Chef du Service Judiciaire un projet d'arrêté interdisant à un libéré de paraître ou de résider dans toutes les communes de la Guyane, à l'exception de la commune pénitentiaire du Maroni. Ce magistrat refusa son visa en faisant remarquer au Gouverneur que cette interdiction, poussée à ces dernières limites, aboutissait à l'obligation de résidence et qu'il y avait, en effet, identité au fond entre les deux mesures suivantes : « Il est interdit à un tel de paraître et de résider dans toutes les communes de la Guyane à l'exception de la commune du Maroni » et « un tel est tenu à résider dans la Commune du Maroni ». Or le décret du 8 décembre 1851 qui autorisait le Gouverneur à fixer un domicile obligatoire a été formellement abrogé et aucun texte ultérieur n'a fait revivre ce droit. Le projet d'arrêté qui lui était soumis était donc illégal en ce qu'il conduisait, en fait, à la fixation d'un domicile obligatoire et en ce qu'il ne permettait pas à l'interdit de choisir sa résidence. Le Gouverneur n'insista pas.

Il nous reste à citer une décision du 6 mai 1929, modifiant l'arrêté du 9 décembre 1896, qui a créé deux sortes de suspensions de l'interdiction de séjour en faveur des libérés as-

treints à la résidence : la suspension totale et la suspension limitée. La première permet au libéré de venir à Cayenne en tout temps et d'y résider pendant la durée de la validité de la suspension. Elle est accordée à ceux qui ont une bonne conduite et dont la résidence à Cayenne est reconnue indispensable pour y exercer un emploi ou un métier.

Les libérés pourront faire certifier par leurs employeurs l'exactitude des raisons invoquées pour obtenir la faveur qu'ils sollicitent.

Toute modification survenue dans leur situation telle qu'elle a été exposée dans la requête en suspension d'interdiction de séjour, devra être signalée sans retard, par eux, à la police pour permettre au Gouverneur d'examiner si la suspension doit être maintenue ou révoquée.

Faute par les intéressés de s'être conformés à cette prescription, l'autorisation de séjour est retirée immédiatement.

Aux termes d'un arrêté du 22 juin 1908, toujours en vigueur, la suspension d'interdiction de séjour pourra en outre être révoquée :

1°) En cas de nouvelle condamnation pour crime ou délit ;

2°) Pour violation des mesures d'ordre et de surveillance auxquelles les libérés sont soumis ;

3°) Pour inconduite notoire ;

4°) Pour rupture volontaire et non justifiée du contrat d'engagement de travail.

Les libérés à qui cette sanction aura été appliquée ne pourront plus présenter une nouvelle demande à l'effet d'obtenir une suspension d'interdiction de séjour pendant le délai d'une année.

Les interdits qui ont obtenu l'autorisation de séjourner à Cayenne pendant un temps déterminé devront, s'ils désirent continuer à y résider, faire une demande au Gouverneur un mois avant l'expiration de la durée de la suspension obtenue. Si cette demande a été faite en temps utile, le Gouverneur a donné en avril 1930 des instructions à la police et à la gen-

darmerie, de ne pas inquiéter le libéré tant que la suite donnée à sa demande ne lui aurait pas été notifiée. Le Chef de la Colonie a voulu ainsi que le libéré ne fut pas rendu responsable des lenteurs de l'Administration.

Si la demande est rejetée, le libéré doit quitter immédiatement la ville sous peine d'être poursuivi pour rupture de ban.

Certains libérés demeurant à l'intérieur, désirant se rendre à Cayenne, adressaient une requête au Gouverneur, et se rendaient au Chef-lieu avant de connaître la décision prise à leur égard. Si d'aventure, ils étaient arrêtés, ils prétendaient n'être venus à Cayenne que pour se renseigner sur la suite qui avait été donnée à leur demande. La police faisait une enquête et si, une demande avait été réellement faite, acceptait les explications des libérés et se contentait de les refouler de la ville sans poursuites. Un tel procédé ne pouvait que faciliter l'arrivée à Cayenne d'un tas d'indésirables qui étaient assurés de l'impunité en usant de ce stratagème. Aussi l'arrêté de 1908 oblige les libérés de l'intérieur à attendre, avant de se rendre au Chef-lieu, que la décision prise à leur égard leur ait été notifiée, faute de quoi, ils se rendraient passibles des peines de l'article 45 du Code Pénal.

Quant au libéré qui n'a besoin de venir à Cayenne que pour y faire des achats personnels ou dont les conditions de son travail ne sont pas telles qu'elles l'obligent à venir à Cayenne tous les jours ou d'y résider à demeure, la décision du 6 mai 1929 crée en sa faveur le système des « suspensions limitées ». Le bénéficiaire a le droit de se rendre au Chef-lieu tous les jeudis et tous les dimanches entre 6 heures et 15 heures.

Nous faisons remarquer que l'arrêté de 1929 ne vise que les libérés astreints à la résidence. Faut-il en conclure que ceux qui ne sont pas astreints à la résidence ne pourront jamais bénéficier de la faveur accordée à leurs camarades ? Telle n'a pas été l'intention du Gouverneur. Si les libérés non astreints à la résidence n'ont pas été visés, c'est uniquement, comme nous l'avons exposé, parce que l'Administration croyait à cette époque que ces libérés, même interdits de séjour par

l'arrêt de condamnation, pouvaient résider à Cayenne ou y paraître sans autorisation préalable.

Depuis, l'Administration est revenue sur son erreur. Le texte n'a pas été complété comme il convenait de le faire, mais, en fait, il est appliqué également aux libérés non astreints à résidence, interdits de séjour, puisque, ceux-ci, sachant qu'ils n'ont pas le droit de venir à Cayenne, s'empressent d'en demander l'autorisation au Gouverneur.

CHAPITRE XIV

MESURES DE SÉCURITÉ

Sous l'empire de la loi du 23 janvier 1874, les libérés astreints à l'obligation de résidence pouvaient se mouvoir à leur guise dans l'intérieur. Il n'était pas facile de savoir s'ils étaient toujours présents dans la colonie ou évadés. Pour porter un remède à cette situation, le décret du 13 janvier 1888 obligea ces libérés à répondre à deux appels annuels dont la date était fixée par arrêté du Gouverneur. Les intéressés, à moins d'en être dispensés individuellement par une décision spéciale, avaient un délai d'un mois pour faire constater leur présence par les autorités désignées par le Gouverneur. En cas de troubles, il pouvait y avoir des appels supplémentaires. Les infractions à l'obligation de l'appel étaient sanctionnées par une peine de 2 mois à une année de prison et, en cas de récidive dans le délai de 5 ans, de 4 mois à 2 années de la même peine.

Un arrêté du Gouverneur en date du 28 janvier 1889, pris en application de ce décret, ordonna la délivrance à chaque libéré d'un certificat sur lequel serait mentionné ses noms, prénoms, surnoms, date et lieu de naissance, numéro matricule ainsi que son signalement. Ce certificat, qui devait être produit à toute réquisition de la gendarmerie, de la police ou des surveillants militaires, devait également mentionner la date des appels auxquels le libéré avait répondu et, s'il y avait lieu, la dispense de répondre aux appels qui lui aurait été accordée par le Gouverneur. Cet arrêté indiquait les lieux où

les appels devaient être faits et les autorités qui devaient y procéder.

Nous avons déjà vu que le décret du 29 août 1855, (art. 1 et 2) prescrit que les libérés et les repris de justice *tenus de résider* dans la colonie, étaient justiciables des conseils de guerre et que les lois militaires leur étaient applicables. Or la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes ne reconnaît qu'aux tribunaux ordinaires le droit de prononcer la relégation. De la combinaison de ces deux textes, il résultait que les libérés astreints à la résidence pouvaient commettre toutes sortes de délits sans encourir la relégation.

Le décret du 13 janvier 1888 fit cesser cette anomalie en abrogeant le décret de 1855. Tous les libérés, sans distinction, sont par suite aujourd'hui justiciables des tribunaux de droit commun, sauf en matière d'évasion, pour laquelle ceux qui sont tenus à résidence demeurent toujours soumis à la juridiction des tribunaux maritimes spéciaux, en vertu de l'article 10 de la loi du 30 mai 1854.

Le décret du 13 janvier 1888 permettait donc à l'Administration d'exécuter les prescriptions de la loi relatives à l'obligation de la résidence en soumettant les libérés à deux appels annuels et récompensait ceux qui offraient des garanties en autorisant le Gouverneur à les exempter de cette formalité. Enfin, en rendant tous les libérés justiciables des tribunaux ordinaires pour les crimes et les délits qu'ils commettaient, il donnait les moyens de punir sévèrement les vagabondages et les excès des incorrigibles qui, après un certain nombre de condamnations à la colonie, perdaient le bénéfice de leur libération pour être relégués à perpétuité et se trouvaient ainsi dans la même situation que le jour de leur arrivée à la Guyane.

Mais pour réprimer les vagabondages, il faut d'abord les constater. L'obligation de répondre à des appels annuels ne pouvait que permettre à l'Administration de s'assurer de la présence des libérés dans la colonie et non de savoir si ces derniers avaient des moyens d'existence réguliers.

Or, les libérés étaient devenus un véritable fléau pour la

colonie. On lit dans la notice de 1887, page 38 « la plus grande partie des libérés est réfractaire à toute idée de colonisation. Sur 1186 libérés présents en Guyane en 1884, 142 seulement sont concessionnaires. Ils refusent des engagements à raison de 2 fr. 50 par jour sous prétexte qu'au pénitencier ils sont nourris, logés et habillés sans être astreints à un travail trop pénible » et plus loin, page 49, « ces individus sont peu stables... Ils préfèrent parcourir le pays dans tous les sens, travailler à leurs heures sans vouloir se fixer nulle part ». Et M. Bruyant, dans son *Etude sur la Transportation*, 1889, page 107, écrivait : « atteints de paresse invétérée ou d'ivrognerie chronique, habiles à exploiter l'Administration, ayant perdu jusqu'à l'énergie du mal, les libérés n'ont en général qu'un souci : vivre sans travailler. Ils végètent ainsi, vivant jusqu'au jour où vieillissent, épuisés, infirmes, ils retombent complètement à la charge de l'Administration qui les recueille. Ils deviennent ainsi d'inoffensifs pensionnaires de la société dont ils ont été les pires ennemis et vont finir paisiblement leur existence à l'hôpital ». Le Ministre de la Marine confirmait cette situation dans son rapport précédant le décret de 1888 dans les termes suivants : « les libérés parcourent sans cesse et en tout sens la colonie, vivant la plupart du temps en état de vagabondage où à la charge de quelques autres libérés qui ont accepté de travailler chez les colons de l'intérieur ».

Des mesures sévères s'imposaient pour remédier à cette situation lamentable. Les libérés vagabonds devaient être recherchés et poursuivis. La crainte de la relégation pouvait avoir une influence salutaire sur les uns; quant aux incorrigibles, à ceux qui se montraient rebelles à tout amendement, on pouvait les rendre inoffensifs en les internant à perpétuité dans un camp de relégués.

Ce fut l'œuvre du décret du 29 septembre 1890. D'après ce texte, le libéré était tenu de justifier de moyens d'existence soit dans la possession légitime de biens suffisants, soit dans la mise en valeur d'une concession, soit dans l'exercice d'une profession ou d'un négoce non interdits aux libérés, soit dans un engagement de travail.

A sa libération, tout libéré recevait un livret destiné à l'inscription des appels et au contrôle de ses moyens d'existence.

Quand le libéré changeait de localité, il devait faire viser son livret, au départ, ainsi que dans les trois jours de son arrivée dans celle où il transportait sa résidence. Si le livret venait à être perdu, le titulaire devait en faire la déclaration aux autorités du lieu de sa résidence.

Les peines prévues pour non réponse aux appels ou pour défaut de visa du livret étaient de 6 jours à 1 mois de prison ou d'une amende de 16 à 100 francs. En cas de récidive dans l'année, la peine de prison était de 15 jours à 3 mois.

Tout engagement de travail devait être contracté pour une durée d'un mois au moins. Il devait être constaté sur le livret par la signature de l'engagiste et par le visa de l'autorité compétente. Le libéré qui ne justifiait pas de moyens d'existence ou qui se prévalait d'un engagement fictif était passible des peines portées à l'article 271 du Code Pénal. Toutefois, celui qui avait été rendu à la liberté ou dont le contrat de travail avait pris fin depuis moins de 10 jours, n'était pas passible de ces peines.

Mais ne fallait-il pas craindre des signatures de complaisance sur le livret du libéré attestant que ce dernier était au service des signataires ? Pour éviter cela, le décret de 1890 stipulait que tout engagement fictif de travail entraînait pour le prétendu employeur une peine de 1 mois à 1 an de prison et une amende de 100 à 500 francs. Si le prétendu employeur était lui-même un libéré, cette peine était de 6 mois à 5 ans de prison et l'amende pouvait atteindre 1.000 francs.

Les condamnations prononcées contre les libérés astreints à la résidence étaient purgées à la diligence de l'Administration Pénitentiaire sur des ateliers de travail distincts de ceux des forçats.

L'article 13 du décret de 1890 laissait aux Gouverneurs le soin de fixer par des arrêtés approuvés par le Ministre, les professions interdites aux libérés, la forme du livret, la dési-

gnation des autorités appelées à donner les visas et à recevoir les déclarations.

Ces matières furent réglées par un arrêté local du 7 décembre 1891.

Il faut signaler que cet arrêté contenait une disposition très logique. En 1889, sur 1.800 libérés astreints à la résidence portés sur les contrôles de l'Administration, 300 à peine avaient répondu aux appels. On s'aperçut qu'une grande partie des défaillants étaient employés dans des lieux trop éloignés des circonscriptions des appels et qu'ils n'avaient pas pu connaître, en temps utile la date des appels. Ces individus qui constituaient un élément stable et laborieux ne pouvaient être visé par le décret de 1890 qui n'avait voulu exercer une surveillance sévère que sur les libérés sans travail et vagabonds qui parcouraient le pays dans tous les sens. Forcer ces hommes à descendre des placers pour se rendre dans la Commune la plus voisine afin de répondre aux appels était, non seulement, leur imposer un voyage long et coûteux, mais aussi leur enlever à l'avenir la possibilité d'avoir des engagements de travail puisque les employeurs auraient hésité à les prendre de crainte de se les voir enlevés par des appels inopinés au moment où ils pouvaient en avoir le plus besoin. D'ailleurs, l'Administration n'avait-elle pas un moyen pratique de savoir où se trouvaient ces libérés ?

Le décret du 13 février 1852 sur la police du travail, n'imposait-il pas aux engagistes l'obligation de faire enregistrer à la Mairie tout contrat d'engagement de travail, ce qui permettait à l'Administration de connaître l'établissement sur lequel se trouvait le libéré ?

Aussi l'arrêté du 7 décembre 1891 dispensa les libérés travaillant sur les placers de se rendre aux appels et décida que leur présence devait être constatée par leur employeur ou par son représentant. L'employeur n'avait, d'ailleurs, aucun intérêt à faire une fausse déclaration car, en plus des pénalités prévues par le décret de 1890 pour les engagements fictifs, il pouvait être poursuivi comme complice, en cas d'évasion.

Les libérés malades ou trop éloignés des centres d'appels devaient faire une déclaration écrite à l'autorité compétente et fournir en même temps, soit une attestation médicale, soit une attestation de personnes notables.

L'arrêté interdisait aux libérés d'exercer une des professions suivantes : débitant de boissons, restaurateur, logeur, bijoutier, entrepreneur au cabotage et brocanteur, sous peine de se voir infliger une amende de 25 à 100 francs et un emprisonnement de 6 à 15 jours. Ces peines étant supérieures à celles de simple police devaient, aux termes de la loi du 8 janvier 1877, être approuvées par un décret. Elle le furent par un décret du 11 avril 1892.

Sur la demande du Sous-secrétaire d'Etat chargé des Colonies, en date du 29 mai 1892, un arrêté du 8 août 1892, approuvé par le décret du 7 décembre de la même année, ajouta aux professions interdites celle d'exploiteur de concessions aurifères.

Un arrêté du 28 novembre 1925 a abrogé l'arrêté du 7 décembre 1891. La forme des livrets et les mentions qu'ils doivent contenir sont maintenues mais, pour que leurs titulaires ne perdent pas de vue les textes qui leur sont applicables, sont reproduits les articles 28, 29, 30, 83 du Code Pénal, les articles 6, 8, 12 § 4 de la loi du 30 mai 1854 ; les § 2 et 3 de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 suivis de l'article 45 du Code Pénal ; l'article 10 de la loi du 14 août 1885 ; l'article 1^{er} du décret du 4 octobre 1889 ; un extrait de la loi du 27 mai 1885 et le décret du 18 septembre 1925. Les autorités chargées de l'appel des libérés sont : le Chef de la Brigade ou de Poste de la Gendarmerie du lieu de la résidence. S'il n'y a pas de Gendarmerie, le Commissaire de Police, ou à défaut, l'agent de police rurale sous le contrôle du Maire. Sur le territoire pénitentiaire ou sur celui des établissements pénitentiaires, les Commandants des Pénitentiars ou les Chefs de Camp. Enfin, dans les centres non dotés d'une organisation administrative, l'employeur ou son représentant.

Dans le cas où les libérés sont malades ou éloignés du lieu où se trouvent les autorités ci-dessus désignées, ou si les libé-

rés, travaillant pour leur compte n'ont pas d'employeur, ils doivent adresser, s'ils ne peuvent se rendre aux appels, une déclaration écrite à l'autorité compétente et fournir une attestation d'un médecin ou de toute autre personne notable.

Les autorités chargées des appels, doivent inscrire sur les livrets les engagements de travail des libérés.

En cas de perte de son livret, le libéré est tenu d'en faire la déclaration à une de ces autorités qui lui délivre un récépissé et en informe le Directeur de l'Administration Pénitentiaire. Celui-ci fait établir aussitôt un autre livret qui est remis au libéré contre la production du récépissé.

Les employeurs qui contreviennent aux obligations qui leur sont imposées par l'arrêté se verront appliquer les peines prévues par les articles 471 § 15 et 474 du Code Pénal.

Les prescriptions des décrets de 1888 et de 1890 étaient sans grande efficacité pour empêcher l'évasion des libérés. Comme il y avait un délai de 6 mois entre les deux appels annuels, il était facile aux libérés de quitter la colonie dans l'intervalle.

Aussi un décret du 22 septembre 1893, abrogé aujourd'hui et remplacé par celui du 16 mars 1930, organisa la surveillance des navires à la sortie des ports de la Guyane. Avant sa sortie d'un port ou d'une rade de la colonie, tout bâtiment pourra être visité par un ou plusieurs agents de la force publique à l'effet de s'assurer qu'il ne s'y trouve ni transporté, ni relégué, ni libéré astreint à la résidence. Le capitaine est tenu de faire connaître par écrit aux autorités du port, au moins 6 heures avant le départ, l'heure et la date du départ du bâtiment ainsi que le nombre et le nom des passagers. Les contrevenants sont passibles d'une amende de 500 à 2.500 fr. En cas de récidive, le maximum de l'amende sera appliqué et pourra être porté au double. Une peine de 6 jours à 1 mois de prison est aussi envisagée.

Les contrevenants pourront être aussi poursuivis pour infraction au décret du 19 mars 1852 sur le rôle d'équipage et, le cas échéant, pour complicité d'évasion.

L'institution du livret donna lieu aussitôt à un trafic de faux livrets qui rendait illusoire la surveillance de l'autorité

publique. Les articles 156, 157 et 158 du Code Pénal ne visant spécialement que la fabrication et la falsification des feuilles de route, ne pouvaient s'appliquer exactement aux livrets, certificats et autres pièces d'identité des transportés et des libérés. D'où un défaut de sanction qui encourageait le trafic auxquels se livraient les condamnés et qui était préjudiciable à la sécurité publique. Le décret du 31 décembre 1902 disposa que « quiconque fabriquera pour tromper la surveillance de l'autorité publique un faux livret, certificat, sauf-conduit ou toute autre pièce d'identité de transportés en cours de peine, de rélégués ou de libérés astreints à la résidence ou falsifiera des livrets, certificats, saufs-conduits ou autres pièces d'identité originairement véritables, ou fera usage des dits livrets, certificats, saufs-conduits et pièces d'identité fabriqués ou falsifiés », sera puni d'un emprisonnement de 6 mois au moins et de 3 ans au plus. Il en sera de même de ceux qui se seront fait délivrer ou auront fait usage de ces mêmes pièces sous un nom supposé. L'officier public qui, le sachant, aurait établi ces pièces à ce nom, sera frappé d'une peine de 2 à 5 ans de prison et sera privé, en outre, des droits mentionnés à l'article 42 du Code Pénal pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus à compter de la fin de sa peine.

Pour que la population libre du Chef-lieu n'ait pas à souffrir du contact des libérés interdits de séjour autorisés à demeurer dans la ville, l'arrêté du 26 janvier 1906 institua au Secrétariat général une section chargée spécialement de leur surveillance. Un agent de la police générale fut affecté à ce service. Tous les libérés résidant à Cayenne furent tenus de faire viser leur livret individuel au moins une fois par mois à la section du Secrétariat général. Les livrets devaient mentionner les autorisations ou les suspensions de séjour accordées, ainsi que les engagements de travail contractés avec l'indication du salaire et de toutes les mutations intéressant le libéré.

Depuis l'arrêté du 29 juin 1918, la surveillance des libérés appartient à la Police générale et non plus au Secrétariat général.

Aux termes de l'arrêté du 22 juin 1908, l'agent affecté spécialement à la surveillance des libérés, devait viser tous les mois les livrets et signaler au Commissaire de la police générale les libérés qui ne se seraient pas conformés à cette obligation. Les contrevenants étaient frappés d'une peine de 16 à 100 francs d'amende et de 6 à 15 jours de prison ou de l'une de ces deux peines seulement (arrêté du 5 mai 1913).

L'arrêté du 28 novembre 1925, pris en application du décret du 18 septembre 1925, a abrogé cette disposition. Les libérés autorisés à demeurer à Cayenne ne sont plus astreints qu'aux appels communs à tous les libérés. Ces appels sont faits par le Commissaire de la police générale. Toutefois, les engagements de travail sont mentionnés au livret des libérés par le Secrétaire général du Gouvernement.

Mais l'agent continue à tenir un contrôle spécial des libérés autorisés à séjourner à Cayenne. Des fiches indiquent pour chacun d'eux la date de l'autorisation de séjour, les moyens d'existence, la profession ou le négoce exercé, la date et la nature du contrat d'engagement, le domicile.

La Gendarmerie pourra aussi exercer le contrôle et la surveillance des libérés. La police générale devra, en conséquence, adresser tous les mois au Commandant de la Gendarmerie la liste des individus à qui a été accordée l'autorisation de résider à Cayenne. Il sera de cette façon très facile aux gendarmes d'arrêter les libérés qui viendraient illégalement dans la ville.

Il faut ajouter que, par mesure de sécurité publique, les libérés autorisés à séjourner à Cayenne ne peuvent, aux termes de la décision du 6 mai 1929, circuler en ville la nuit entre 21 heures et 5 heures, sauf en cas d'urgence justifiée.

Le décret du 18 septembre 1925 a apporté quelques modifications à ceux de 1888 et 1890. Il ne prescrit plus qu'un seul appel annuel au lieu de deux. Cependant, lorsque des troubles, des évasions collectives ou tout autre événement grave nécessitent un recensement de la population transportée, le Gouverneur, sur la proposition du Directeur de l'Administration Pénitentiaire, peut prescrire, par arrêté, des appels extraor-

dinaires généraux ou partiels auxquels il est procédé dans les formes et sous les conditions applicables à l'appel annuel ordinaire. Il décide que le livret de tout libéré sera destiné à l'inscription de ses réponses aux appels et de ses résidences successives et au contrôle de ses moyens d'existence. Le libéré est tenu de présenter son livret à toutes réquisitions des autorités compétentes désignées par le Gouverneur (le décret du 22 avril 1914, pris sur la demande du Gouverneur de l'époque, a étendu à tous les agents de la force publique qui sont, dans la pratique, plus particulièrement chargés de la surveillance des libérés, le droit d'investigation donné par l'article 2 du décret de 1890 à tous les officiers de police judiciaire et aux agents de l'Administration Pénitentiaire). Dans les trois jours de son arrivée dans la localité où il fixe sa résidence, il doit faire inscrire sur son livret par l'autorité désignée, la mention de son installation dans cette localité et le genre de travail auquel il compte se livrer. Chaque fois que le libéré quitte sa résidence, il doit faire inscrire son départ sur le livret. Si aucune autorité qualifiée ne se trouve ni dans la localité ni à proximité, il fournit, à la première occasion, à l'autorité compétente toutes indications nécessaires pour la mise à jour de son livret. En cas de perte du livret, déclaration doit en être faite par son titulaire à l'autorité du lieu de sa résidence ou, à défaut, à la première autorité compétente rencontrée.

Le libéré qui, sans motif légitime n'a pas répondu à un appel ordinaire ou extraordinaire est puni d'un emprisonnement de 2 mois à 1 an et, en cas de nouvelle infraction dans un délai de 5 ans, d'un emprisonnement de 4 mois à 2 ans.

Celui qui, hors le cas d'excuse reconnue valable, n'a pas fait viser son livret ou n'a pas déclaré la perte de son livret est puni d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et, en cas de récidive, de 15 jours à 3 mois. L'article 463 du Code Pénal sera toujours applicable aux condamnations prononcées.

Toute condamnation à l'emprisonnement sera exécutée à la diligence de l'Administration Pénitentiaire dans un local distinct de ceux affectés aux condamnés aux travaux forcés en cours de peine et tout contact avec ces derniers devra être évité.

Conformément à la décision du Gouverneur du 1^{er} juillet 1903, les libérés astreints à la résidence et « non interdits de séjour », ajoute un arrêté du 28 novembre 1925, condamnés par les tribunaux du Chef-lieu à une peine inférieure à 2 mois d'emprisonnement, subissent cette peine au pénitencier dépôt de Cayenne. Au-dessus de 2 mois, la peine est subie à Saint-Laurent-du-Maroni dans le quartier spécial réservé aux libérés prévenus. Ces prisonniers devront être séparés des prévenus et n'avoir aucun contact ni avec eux ni avec les transportés en cours de peine.

L'arrêté du 28 novembre 1925 dispose que les prisonniers impotents ou incurables seront internés au Nouveau Camp (Maroni) et ceux, atteints d'aliénation mentale, aux Iles-du-Salut.

Le Gouverneur peut exempter de l'appel tout libéré, par arrêté pris en Conseil Privé. Les autorisations de quitter momentanément la colonie pourront aussi être accordées dans la même forme.

Tout libéré peut désormais exercer n'importe quelle profession et n'importe quel négoce non interdits par les lois. Les arrêtés des 7 décembre 1891 et 8 août 1892, interdisant aux libérés certaines professions et édictant des peines, en cas d'infraction à cette interdiction, sont par suite abrogés.

Le décret de 1925 a donc relâché la tutelle de l'Administration sur les libérés. Tout en assurant la surveillance et le contrôle de ces derniers, il se préoccupe de leur faciliter autant que possible la possibilité de gagner leur vie dans la colonie et de justifier ainsi de moyens d'existence réguliers en les laissant à cet égard parfaitement libres et en leur permettant d'aller et venir à leur gré dans les différentes localités.

Cette nouvelle mesure aurait été insuffisante si le législateur avait omis d'aider les libérés à trouver un engagement. Le Gouvernement local avait déjà fondé à Cayenne un « Office du Travail » qui avait pour attribution de centraliser les offres et les demandes d'emplois. Un décret du 18 septembre 1925 créa le Comité de Patronage des Libérés. Ce Comité est chargé de protéger les libérés, de faciliter leur placement dans les

entreprises agricoles, commerciales et industrielles et de fixer les taux normaux des salaires, à leur allouer dans chaque genre de travail.

Enfin, pour que son œuvre fut complète, le législateur a organisé l'assistance aux libérés. Ces derniers peuvent recevoir du Comité de Patronage des secours en cas de chômage ou de maladie. Si leur maladie est grave et demande des soins longs et coûteux, les libérés sont soignés gratuitement dans les hôpitaux de la transportation. Enfin, au cas où leur état ne leur permettrait plus de travailler, ils sont recueillis dans des Etablissements spéciaux qui assurent leur subsistance jusqu'à la fin de leurs jours.

CHAPITRE XV

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Comme nous l'avons vu, le décret du 14 mars 1931, met à la charge des patrons les frais d'hospitalisation de leurs assignés pendant les trente premiers jours à raison de 6 francs par journée d'hôpital. Après ce délai, ces frais sont à la charge de l'Administration Pénitentiaire. S'il s'agit d'un transporté en cession, il est soigné à l'infirmerie établie sur le camp, aux frais de l'employeur ; mais si l'indisposition du transporté est permanente ou grave, il est soigné à l'hôpital aux frais de l'Administration Pénitentiaire.

Les transportés en cours de peine invalides sont envoyés sur des pénitenciers salubres et y reçoivent gratuitement les soins qui leur sont nécessaires.

S'il s'agit d'un libéré astreint à la résidence, l'Administration supporte tous les frais de maladie pendant l'année qui suit sa libération. A Cayenne, il est hospitalisé à l'hôpital de la transportation ; si sa maladie est longue, il est dirigé sur le Camp des Impotents de Saint-Laurent-du-Maroni (le Nouveau Camp) où il est placé dans un local distinct de celui des condamnés en cours de peine et est soumis seulement aux prescriptions d'ordre médical. Ces impotents sont actuellement au nombre de 350 environ. Ceux qui sont inaptes à tout travail s'occupent de l'entretien du camp. Les autres, dits « travaux légers » ont planté et entretiennent la caféière de Jougla qui a produit, en 1930, 150 kilos de café.

Quant au libéré non astreint à la résidence indigent, les frais incombent à la commune où il a son domicile de secours. Ce domicile s'acquiert par une résidence habituelle d'un an dans la commune. Si ce libéré n'a pas de domicile de secours, les frais sont à la charge de la Colonie.

L'Assistance Publique a coûté, en 1930, plus de 500.000 fr. à la Commune de Saint-Laurent-du-Maroni, quatre cent mille francs à celle de Cayenne et quatre vingt mille francs à la Colonie.

La part qui incombe à ces deux villes et qui ne peut que s'accroître tous les ans, est vraiment excessive d'autant plus que ces villes ont un budget déficitaire. Aussi le Conseil Général, dans sa session du mois de décembre 1930, a-t-il pris une délibération mettant à la charge de la colonie les trois quarts des dépenses que supportera à l'avenir le Chef-lieu. Le Gouverneur vient de se pourvoir en annulation devant le Conseil d'Etat. Si la Haute Juridiction Administrative rejette le pourvoi du Gouverneur, le Conseil Général, pour décharger les communes, dont la situation est très difficile, de cette ruineuse obligation, ne manquera certainement pas de mettre la prochaine fois entièrement à la charge de la Colonie toutes les dépenses de l'Assistance Publique. Comme la Colonie ne peut, depuis quelques années, boucler son budget que grâce à une subvention annuelle de l'Etat, une telle décision équivaldrait à faire supporter indirectement par l'Etat tous les frais de l'Assistance Publique.

Nous estimons que l'Etat ne devrait pas tarder à faire le beau geste qu'on attend de lui. Il est, en effet, inadmissible que les habitants de la Guyane qui, déjà subissent contre leur gré le contact dangereux des criminels et des repris de justice de la Métropole, soient encore obligés de supporter les frais d'hospitalisation de ces indésirables quand ils seront libérés.

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que la mains-d'œuvre pénale n'est pas gratuite et que les communes qui emploient des transportés sont tenues de payer une redevance de 5 francs par jour et par homme employé. Evidemment, cette main-d'œuvre est moins chère que la main-d'œuvre libre puis-

que le salaire moyen d'un ouvrier est de 15 francs par jour ; mais le profit réalisé ne peut-il pas être considéré comme une compensation au préjudice subi par la population Guyanaise du fait de l'installation du bagne dans leur pays ?

L'Administration n'a pas été encouragée jusqu'ici dans ses tendances charitables. Les libérés refusent pour la plupart de se soumettre au règlement intérieur de l'établissement où ils sont soignés. Ordinairement, on n'a pas affaire à des malades sérieux et ils peuvent être expulsés de l'Etablissement sans inconvénient. Beaucoup de libérés, qui pourraient encore travailler, y trouvent trop facilement place ! Il serait bon de changer de méthode. Le contribuable ne doit pas être obligé de procurer à ceux qui ont été les pires ennemis de la Société et qui peuvent encore travailler une maison de retraite où, bien nourris et bien soignés, ils passent leur temps dans le far niente le plus absolu. Quel triste spectacle pour l'honnête ouvrier libre de la colonie qui, en butte aux difficultés de la vie, ne doit compter que sur lui-même pour les surmonter ! Que l'on recueille les infirmes et les impotents, que l'on soigne ceux qui sont réellement malades, soit ! Mais les paresseux doivent être congédiés sans pitié. Ils seront alors obligés, pour vivre, de travailler. Ceux qui persisteraient, seront condamnés comme vagabonds et, après quelques condamnations de ce chef, relégués à Saint-Jean. Il ne restera plus ainsi au bout de quelque temps, au milieu de la population libre, que ceux qui veulent réellement travailler. Le développement de la colonisation pénale est à ce prix et le devoir des autorités est d'y tenir la main dorénavant très fermement.

CHAPITRE XVI

LE COMITÉ DE PATRONAGE DES LIBÉRÉS

Cette institution a été créée par le décret du 18 septembre 1925.

Si on s'en rapporte au rapport précédant le décret « ce texte a été inspiré par la nécessité de faciliter aux libérés le retour à une existence normale. Dans le passé, et faute de ressources, ceux-ci se voyaient exposés peu après leur libération à l'indigence et au vagabondage. Le Comité, en favorisant le placement de ces malheureux dans les entreprises privées de la colonie ou en leur permettant de se livrer à un métier de leur choix pour leur compte personnel, semble devoir pallier à cet inconvénient grave. En outre, le Comité s'occupera de toutes les questions concernant les anciens condamnés aux travaux forcés en vue d'améliorer moralement et matériellement leur situation. A cet égard, la composition du Comité est assez étendue et assez libérale pour permettre d'intéresser à son action les habitants et les colons de la Guyanne ». Aux termes de l'article premier, le Comité s'intéresse à toutes les questions concernant la situation des anciens condamnés aux travaux forcés en vue d'améliorer leur condition matérielle et morale, de les protéger, d'assurer leur placement dans les entreprises agricoles, commerciales et industrielles et de faciliter leur rentrée définitive dans la Société.

Il est composé du Procureur Général, Chef du Service judiciaire, Président, du Directeur de l'Administration Pénitentiaire ou de son Délégué, du Président du Tribunal de Pre-

mière Instance de Cayenne, du Chef du Service des Travaux Publics, du Chef du Bureau des Finances du service local, d'un industriel et d'un agriculteur nommés par le Gouverneur. Les fonctions de trésorier sont occupées par le Régisseur des menues dépenses du service local et celles de secrétaire par un fonctionnaire désigné par le Gouverneur.

Le Comité intervient pour procurer du travail aux libérés sans emploi. A cet effet, il reçoit de l'Administration Pénitentiaire, au commencement de janvier et de juillet, la liste de tous les condamnés libérables dans le courant des 12 mois suivants avec l'indication de la situation particulière de chacun d'eux (âge, santé, force, conduite, capacité professionnelle, aptitudes, etc...) et du montant de leur pécule. Une mention spéciale désigne les concessionnaires et ceux que l'Administration a l'intention de continuer à employer dans ses services ou dans ses ateliers après leur libération.

Le Président tient à la disposition des commerçants, des agriculteurs et des industriels tous les renseignements leur permettant d'embaucher, dès leur libération, les hommes susceptibles d'être employés.

Le Comité peut demander la mise en assignation pendant le dernier semestre d'exécution de leur peine, non seulement des condamnés de la première classe, mais aussi, à titre exceptionnel et par dérogation au décret du 18 septembre 1925 (remplacé aujourd'hui par celui du 14 mars 1931) sur la main-d'œuvre pénale, des condamnés de bonne conduite restés encore à la deuxième classe et qui seraient l'objet d'une offre de travail de longue durée de la part d'un employeur jouissant d'une réputation favorable.

En vue du placement des libérés, le Président peut adresser des notices aux maires des différentes communes et faire insérer gratuitement des avis au Journal Officiel de la Colonie.

Le Comité peut remplir à l'égard des libérés le rôle de Conseil du travail, et, par suite, fixer à titre d'indication, les taux normaux des salaires à leur allouer dans chaque genre de travail ainsi que les conditions normales d'exécution des travaux auxquels ils doivent être employés.

Le Comité peut émettre des avis et être consulté par le Gouverneur sur toutes les questions intéressant la main-d'œuvre et la condition des condamnés et des libérés.

Le Gouverneur peut étendre l'action du Comité, dans les limites qu'il fixera par arrêté, aux condamnés non libérés employés comme assignés ou comme cessionnaires hors des établissements pénitentiaires et l'autoriser, notamment, à envoyer des délégués examiner sur place les conditions d'exécution du travail et d'existence des transportés assignés et des corvées cédées à des particuliers.

Aucun arrêté dans ce sens n'a été pris jusqu'ici.

Des arrêtés du Gouverneur (il n'y en a pas encore eu) peuvent, à la demande du Comité, constituer des Conseils d'arbitrage pour connaître des contestations individuelles ou collectives entre libérés, assignés, employés ou ouvriers et leurs employeurs, relatives à leurs conditions de travail. Ces conseils seront composés d'un magistrat, président, d'un fonctionnaire et d'un membre non fonctionnaire, titulaire ou suppléant du Comité de Patronage, désignés par le Gouverneur.

Les ressources du Comité comprennent :

1°) Les subventions accordées par l'Etat, le Conseil général et les municipalités de la Colonie.

2°) Les versements de la Caisse de la transportation sur les provisions de rapatriement et d'établissement définitif non perçues par les condamnés et libérés sans descendants ni ascendants.

3°) Les versements effectués par tous groupements, associations ou personnes, s'intéressant à l'œuvre du Comité.

4°) Les dons et legs que le Comité a qualité pour recevoir.

Les dépenses du Comité sont acquittées à Cayenne au moyen de bons signés par le Président et payables aux bénéficiaires par le trésorier. Par décision du Gouverneur, en date du 3 février 1927, pris à la suite d'une délibération du Comité du 29 octobre 1926, les dépenses pour le compte du Comité

dans la circonscription du Maroni, seront acquittées au moyen de bons alloués par le Commandant-Maire de Saint-Laurent et payés aux intéressés par le Caissier de la transportation, dans la limite des sommes versées à ce dernier par le trésorier du Comité. Au commencement de chaque trimestre, les pièces justificatives de l'emploi des fonds sont adressées par le Caissier de la transportation, après visa du Commandant-Maire, au trésorier du Comité qui en fera état dans sa comptabilité.

Le Comité peut employer ses ressources à l'achat de vêtements pour les condamnés quittant le bagne, d'outils, d'instruments ou de fournitures nécessaires à l'exercice de leur état ou de leur profession, qui pourront leur être remis dès leur envoi en assignation et à des secours en argent aux nouveaux libérés.

Ces allocations constitueront des avances remboursables par les bénéficiaires, sauf le cas de remise partielle ou totale de leur valeur, dont le Comité sera juge après délibération.

Le Comité peut allouer des secours aux libérés en cas de chômage ou de maladie et de rapatriement à ceux qui ont terminé leur temps de séjour obligatoire.

Le Gouverneur est autorisé à accepter les dons et legs en faveur de l'œuvre du patronage des libérés.

Le Comité de patronage des libérés n'a été, hélas! jusqu'ici d'aucune utilité.

Le Président se borne à faire insérer au Journal Officiel de la Colonie, en janvier et en juillet de chaque année, la liste des libérables que lui adresse l'Administration Pénitentiaire. Sans doute les employeurs qui, ayant obtenu des transportés en cours de peine en assignation ou en cession, sont tenus d'employer un nombre égal de libérés et peuvent choisir dans ces listes les libérés dont ils ont besoin. Mais ces employeurs sont rares. La situation économique de la Guyane est lamentable et le pays est plongé dans la misère la plus affreuse. Les gens libres, eux-mêmes ne trouvent pas de travail. Comment dans ces conditions, les libérés peuvent-ils trouver des engagements ?

Sur 1.500 libérés environ, on compte à peine 43 concessionnaires. Un certain nombre d'entre eux sont employés comme contre-mâtres sur les chantiers ou dans les ateliers de l'Administration. Quelques-uns, surtout des arabes, se sont établis comme vachers. D'autres se sont installés à leur compte et exercent divers métiers. Certains ont un petit commerce et gagnent largement leur vie.

Le reste — et c'est l'immense majorité — ne peut plus, comme autrefois, être engagé sur les placers ou dans les forêts guyanaises. Les terrains aurifères n'attirent plus les habitants dans le haut pays. L'essence de bois de rose ne se vend plus et la production du balata est nulle, les arbres ayant été saignés à blanc. Les libérés sont réduits à se livrer à des occupations les plus variées.

La situation des libérés est donc liée à la situation économique du pays.

Il faut espérer que, dans un avenir prochain, la Guyane connaîtra la prospérité d'autrefois. Il faudrait, en attendant, que les ressources du Comité de patronage soient suffisantes pour venir en aide aux plus nécessiteux. Or, ces ressources sont insignifiantes.

L'Etat verse au Comité une contribution annuelle de 5.000 francs.

En 1927, la colonie a versée 1.000 francs et les communes 1.450 francs (Tonnegrande 150 francs, Roura 500 francs, Remire 300 francs et Oyapoc 500 francs).

En 1928 la colonie a donnée 1.000 francs, mais les communes n'ont rien versé.

En 1929 il n'y a eu aucune subvention ni de la Colonie, ni des Communes. Il ne restait en caisse à la fin d'octobre 1929 que 3.147 fr. 65.

Que faire avec de si maigres ressources ? C'est à peine si on peut accorder aux plus nécessiteux des secours de 25 à 30 francs. C'est vraiment insuffisant.

Pour que l'ordre public ne soit pas troublé par ces sans travail qui, poussés par la faim, peuvent se livrer aux pires excès,

on devrait secourir les chômeurs en créant des asiles de nuit et des soupes populaires.

Il serait facile de donner au Comité de Patronage les ressources nécessaires. L'Etat pourrait augmenter sa subvention et la Colonie verser régulièrement une somme plus importante. Pourquoi les concessionnaires et employeurs de la main-d'œuvre pénale qui, grâce à elle, réalisent de gros profits ne seraient-ils pas tenus de verser également tous les ans une subvention proportionnelle au cautionnement qu'ils ont payé, (10 % de ce cautionnement, par exemple) ou, ce qui serait plus logique, une subvention de 0 fr. 50 ou de 1 fr. par jour et par hommes employé ?

La situation est assez sérieuse pour que le Gouverneur attire l'attention du Département et prenne, d'accord avec lui, toutes mesures utiles.

CHAPITRE XVI

LA SUPPRESSION DE L'OBLIGATION DE LA RÉSIDENCE EST LA SEULE SOLUTION AU PROBLÈME DE LA LIBÉRATION

M. du Mirail, dans son rapport du 4 mai 1854 écrivait :
« Il ne suffira pas d'avoir livré le libéré à la Société Coloniale, dans des conditions telles, qu'au lieu d'être pour elle un légitime sujet d'effroi, il puisse lui rendre d'utiles services ; il faudra le suivre encore dans cette situation nouvelle, l'y *protéger*, le *surveiller*, lui assurer pour le travail et pour le bien, tous les *encouragements*, tous les *secours* ».

Qu'a-t-on fait jusqu'ici pour protéger le libéré et lui assurer pour le travail tous les encouragements et tous les secours que réclamait pour lui le rapporteur de la loi sur l'exécution de la peine des travaux forcés ? Rien ou presque rien.

Le lendemain de sa libération, le condamné muni du tiers de son pécule réservé, se met en quête d'une chambre pour y dormir la nuit et pour y mettre en sûreté les pauvres effets personnels qu'il possède. Quel plaisir il éprouve, après un long séjour dans les camps et dans les pénitenciers, de se sentir enfin chez lui et quelle douceur de songer qu'il pourra à l'avenir, sous la réserve d'un appel annuel, aller où bon lui semblera et se livrer aux occupations qu'il voudra. Mais il ne tardera pas à s'apercevoir que son pécule s'épuise et qu'il lui faut absolument chercher du travail pour assurer sa subsistance. C'est alors qu'il se rendra compte des difficultés énormes qu'il sera obligé de vaincre pour trouver un engagement.

Exerce-t-il un métier de menuisier, de charpentier, de maçon, de tailleur, de cordonnier, de coiffeur, de mécanicien ? Il ne pourra pas se caser à cause de la surabondance de la main-d'œuvre locale. Exerce-t-il la profession de comptable, de secrétaire ? Sa situation pénale ne le recommande pas pour tenir de tels emplois et on l'éconduit sans aucun ménagement. Réussit-il après mille démarches à être embauché par un industriel ou par un agriculteur ? Il se verra allouer un salaire insuffisant, car on exploite sa situation sous le prétexte que, à salaire égal, on préfère un ouvrier libre dont le passé inspire plus de confiance. Et encore, il doit s'estimer heureux de toucher ce maigre salaire. Il arrive souvent, en effet, que le paiement de son salaire est différé, voire même perdu à cause de la pénurie des ressources de son employeur.

Si ce libéré a le malheur d'être interdit de séjour — et c'est le cas du plus grand nombre — l'accès du Chef-lieu et de sa banlieue lui est interdit. Il ne pourra se rendre que dans l'intérieur du pays ou errer le long de la côte, de la pointe Macouria à Mana pour chercher un engagement problématique. De guerre lasse, il n'aura d'autre ressource que de se rendre au Maroni où il sera sûr, au moins, de trouver un asile de nuit et où il pourra gagner quelque argent, soit en se faisant portefaix ou débardeur, soit en déchargeant les quelques cargos et voiliers de passage.

Pourquoi, dira-t-on, ne s'adresse-t-il pas à l'Office du Travail ou au Comité de Patronage des libérés qui sont chargés de lui trouver un engagement ? Les offres d'emploi sont nulles et ces deux institutions — si belles sur le papier — ne peuvent hélas ! lui être utiles. Nous avons présidé pendant six mois le Comité de Patronage. Nous avons eu beau faire insérer dans le Journal Officiel de la Colonie la liste des transportés sur le point d'être libérés et aviser les employeurs que nous nous tenions à leur disposition pour leur procurer la main-d'œuvre dont ils avaient besoin, nous n'avons jamais reçu une offre d'emploi quelconque. Nous n'avons reçu, en revanche, que des demandes de secours provenant de libérés besogneux. Mais faute de crédits suffisants, nous n'avons pu, à notre grand re-

gret, donner satisfaction qu'à ceux dont la détresse était la plus profonde.

D'aucuns reprochent aux libérés de ne pas aller exploiter le bois des forêts de la Guyane. Ils n'oublient qu'une chose : c'est qu'une besogne aussi pénible ne peut être faite que par des gens solides. Or la plupart des forçats libérés, usés et malades à la suite d'un séjour ininterrompu de plusieurs années dans les camps de la Guyane, sont incapables de se livrer à des travaux de force. D'autre part, les exploitations agricoles sont peu nombreuses et ne peuvent occuper un grand nombre de libérés. L'élevage est presque nul et est pratiqué par quelques libérés arabes que l'on peut voir le long des routes, surveiller quelques vaches étiques se disputant l'herbe des savanes.

Pour donner une idée de la difficulté qu'éprouvent les libérés à se procurer du travail, nous citons l'exemple suivant.

Nous reçûmes un jour, la visite d'un libéré qui nous exposa sa triste situation. Il avait été condamné à 5 ans de travaux forcés pour avoir tué une maîtresse infidèle. Pendant l'exécution de sa peine, sa conduite avait été exemplaire et lui avait valu la faveur d'être employé dans un des bureaux de l'Administration Pénitentiaire. Puis vint la libération avec l'obligation de résider dans la colonie pendant un temps égal à la durée de sa condamnation. C'est alors que le véritable bagne commença pour lui. Pendant qu'il était en cours de peine, il avait le vivre et le couvert. Libéré, il fut obligé de pourvoir à sa subsistance par ses propres moyens. Après avoir dépensé la part du pécule qui lui avait été remise à sa libération, il fit tous les métiers pour gagner sa vie. Gagnant peu d'argent, il fut souvent obligé de se passer de manger. Enfin, un commerçant le prit comme comptable, mais ne lui donna que 12 francs par jour alors qu'on ne peut vivre décemment en Guyane qu'avec 18 ou 20 francs. Se privant parfois du nécessaire afin d'économiser le prix de son passage en France quand son obligation de résidence aurait pris fin, il s'estimait cependant heureux, soutenu par l'espoir de revoir, un jour, les siens. Hélas ! son patron connut des jours difficiles et se vit obligé de le remercier. Il lui donna un certificat excellent

pour lui permettre de trouver un autre emploi. Mais il ne trouva rien. Voyant ses économies si péniblement amassées fondre de jour en jour, il nous demanda de l'aider à lui trouver un engagement. Il nous fut impossible de lui donner satisfaction. Nous ignorons ce que ce malheureux est devenu depuis, mais il est très probable qu'il est allé grossir l'armée des sans-travail.

Quel triste spectacle que ces miséreux ! On les voit, le jour, rôder dans les rues de la ville et, la nuit, chercher un refuge sous les verandas des maisons ou sous le porche de l'Eglise. Parmi eux se trouvent des vieillards et des infirmes dont le lot est d'entrer à l'hôpital pour en sortir quelques jours après et, ceci, jusqu'à ce que la mort vienne les délivrer de leur long martyre.

Puisqu'il est impossible de faire des libérés des colons, qu'on leur permette, leur peine terminée, de se retremper au sein de leur famille, de se refaire une vie par le travail et d'oublier le passé. Qu'on ne donne plus cet écœurant tableau de gens haves, décharnés, malades que le retour au pays sauverait de la mort !

L'obligation de résidence après l'exécution de la peine est une chose monstrueuse. Déjà, au Congrès des Prisons tenu en 1873 à Lourdes, M. Da Foresta, Procureur Général à Ancône, avait fait remarquer que ce système détruit entièrement la gradation des peines. « En imposant une peine perpétuelle à celui qui est condamné à 8 ans de travaux forcés pour un simple vol avec effraction ou pour coups et blessures aussi bien qu'à celui qui a été condamné à vie comme assassin ou voleur de grand chemin, tout se trouve ainsi injustement confondu dans la même sentence. Le premier, il est vrai, devient libre dans la colonie après ses 8 ans de peine, mais le second le deviendra aussi conditionnellement, s'il se conduit bien, et se trouvera traité sur un pied d'égalité avec l'autre. En outre, la différence entre les condamnés en cours de peine et les libérés n'est pas si grande dans les Colonies pénitenciaires que ces derniers souvent n'en viennent à regretter de n'avoir été plus longtemps logés, nourris et vêtus par le Gouvernement. En résumé, le

système français établit plusieurs catégories de peines perpétuelles, ce qui est contraire aux principes modernes qui n'admettent qu'un genre de peine pour les condamnés à vie ». M. Da Foresta n'admet l'obligation de la résidence que vis-à-vis des condamnés à perpétuité qui auraient bénéficié d'une libération conditionnelle ou d'une grâce.

Le 4 septembre 1891, M. Jules Roche n'hésita pas à déclarer que l'obligation de la résidence constituait « en même temps qu'une imperfection choquante, un véritable défi à l'équité, au bon sens, à l'humanité ». En 1854, elle pouvait paraître une mesure de préservation sociale destinée à débarrasser la Métropole des récidivistes que les bagnes de Brest et de Toulon déversaient dans la Société. Elle n'a plus sa raison d'être depuis que la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes permet leur rélégalion à la Guyane. Or, qu'est en fait l'obligation de résidence, si ce n'est une rélégalion déguisée, mais plus dure que celle frappant les récidivistes puisque ceux-ci sont logés, nourris et vêtus aux frais de l'Etat. Elle est, de plus, injuste parce qu'elle atteint souvent des condamnés primaires.

Les statistiques judiciaires rassureront les adversaires de la suppression de l'obligation de résidence. Ils pourront constater que les libérés des travaux forcés sont moins dangereux que ceux qui proviennent des maisons centrales. Ainsi, du premier janvier au 31 décembre 1930, il a été prononcé contre des libérés astreints à la résidence, 78 condamnations par le Tribunal de Saint-Laurent-du-Maroni et 45 condamnations par celui de Cayenne, soit en tout 123 condamnations pour coups et blessures, vols et détournements. Si l'on tient compte que le nombre de ces libérés est de 1.800 environ, les délinquants condamnés représentent à peine 7 % de leur effectif. Quant aux libérés qui ne sont plus astreints à la résidence et qui, faute de ressources, ont été obligés de demeurer dans la colonie, on ne relève qu'un total de 14 condamnations pour ces mêmes délits, soit environ une par mois.

Quel danger peut donc encourir la Métropole en recevant les libérés ? Il n'est pas téméraire d'affirmer que, parmi ces 7 % de délinquants, la plus grande partie n'aurait pas commis

les actes qui leur ont été reprochés s'ils avaient été replacés au sein de leur famille, dans un milieu où ils auraient trouvé un travail rémunérateur. Quant aux autres, la crainte d'être rélégués et renvoyés à la Guyane aurait été certainement pour eux le commencement de la sagesse.

Il ne faut donc plus tarder à supprimer l'obligation de la résidence — tout au moins pour les condamnés à temps — par ce qu'elle ne s'explique plus ni en droit, ni en fait. Le problème de la libération serait ainsi résolu pour le plus grand bien de la colonie et de l'Etat qui n'aurait plus à supporter les frais énormes d'assistance que nous avons signalés.

Une question qui est liée à celle de la suppression de l'obligation de résidence est celle du rapatriement des libérés. Les frais de rapatriement devront être à la charge de l'Etat, sans quoi, la réforme serait un vain mot. Combien de libérés, faute de ressources suffisantes pour payer leur retour en France, ont dû s'imposer de privations et périr d'épuisement et d'anémie! Combien en a-t-on vu qui, poussés par la nostalgie au point d'en perdre la raison, commettaient des larcins qui leur ont valu la rélévation, afin d'obtenir la somme qui leur était nécessaire et qu'ils ne pouvaient pas économiser assez vite !

En attendant que le Parlement prenne la mesure d'humanité et justice que nous signalons, l'Administration pénitentiaire pourrait proposer pour la grâce de l'obligation de la résidence, six mois par exemple avant leur libération de la peine des travaux forcés, tous les condamnés qui, parvenus à la 1^{re} classe, se seraient signalés par leur bonne conduite et par leur assiduité au travail. La grâce obtenue, on pourrait les rapatrier par le bateau qui transporte les forçats à la Guyane. Les frais du retour seraient, en partie, remboursés à l'Etat par le versement au compte du Trésor de la partie du pécule réservée aux frais de rapatriement ou d'installation dans la colonie. La différence des frais de retour, si elle existe, ne coûterait certainement pas à l'Etat autant que les œuvres d'assistance qu'il entretient actuellement. Puis, il y aurait un moyen de décharger complètement l'Etat des frais qu'il pourrait supporter : exiger des employeurs le paiement supplémentaire de 0 fr. 50 par

jour et par homme employé par eux, somme qui serait versé au pécule réservé.

L'accès à la 1^{re} classe serait ainsi très recherché par les condamnés qui, pour s'en montrer dignes, ne manqueraient pas de se bien conduire pendant toute la durée de leur peine.

CHAPITRE XVIII

LE TRIBUNAL MARITIME SPÉCIAL

Après avoir exposé la condition des transportés en cours de peine et des libérés, nous examinerons les juridictions dont ils sont justiciables et les pénalités qui peuvent leur être appliquées en cas de crimes et de délits.

La loi du 30 mai 1854 soumet les transportés à un régime particulier au point de vue de la repression des infractions. L'article 10, en effet, dispose que « tous les crimes et délits commis par les condamnés seront jugés par un tribunal maritime spécial établi dans la Colonie. Jusqu'à l'établissement de ce tribunal, le jugement appartiendra au 1^{er} Conseil de Guerre de la Colonie auquel seront adjoints deux Officiers du Commissariat de la Marine ».

Le décret instituant le Tribunal auquel l'article 10 fait allusion, ne fut pris qu'en 1889. Jusque-là ce fut la juridiction militaire qui connut des crimes et des délits commis par les condamnés aux travaux forcés.

L'article 10 ne visait que les *condamnés*. Les libérés astreints ou non à la résidence étaient-ils justiciables du Tribunal maritime spécial? Nous avons vu que l'obligation de résidence n'est pas une peine et que, par suite, le mot « condamnés » ne pouvait pas s'appliquer à eux. Tous les libérés étaient donc justiciables des tribunaux ordinaires.

Le rapport précédant le décret du 29 août 1866 reconnaissait qu'aucune disposition ne permettait d'appliquer aux libérés le

même régime pénal et la même juridiction qu'aux autres transports. Mais il déclarait qu'il « était nécessaire de les assimiler » ! Le décret du 29 août 1855 décida, en conséquence, que les lois militaires étaient désormais applicables à tous les individus subissant la transportation et rendit ces derniers justiciables des conseils de guerre. L'article 2 étendit ces dispositions aux libérés *tenus de résider dans la colonie*.

En assimilant le libéré au condamné, ce décret commettait une illégalité flagrante.

Il fut pourtant confirmé par celui du 21 juin 1858 rendant applicable aux Colonies le code de justice militaire pour l'armée de mer, dont l'article 12 était ainsi conçu : « Sont justiciables des Conseils de Guerre permanents des Colonies pour tous crimes et délits... 3°) Les libérés et repris de justice tenus d'y résider ».

Cette situation dura jusqu'au décret du 13 janvier 1888 dont l'article 6 rendit justiciables des tribunaux de droit commun les libérés astreints à la résidence.

Comme nous l'avons vu, ce ne fut pas pour rentrer dans la légalité que le Gouvernement prit cette mesure, mais pour que les libérés astreints à la résidence ne puissent plus échapper à la rélégation qui, aux termes de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885, ne pouvait être prononcée que par les Cours et tribunaux ordinaires, à l'exclusion de toutes les juridictions spéciales et exceptionnelles.

Le décret du 4 novembre 1889 institua un tribunal maritime spécial composé :

1°) D'un officier supérieur du corps de la marine ou des troupes de la marine ou, à défaut, du Commissariat et, à défaut d'officier supérieur, un officier du grade de capitaine, Président.

2°) De quatre juges : un magistrat de Première Instance, un officier du grade de capitaine ou de lieutenant, un fonctionnaire de l'Administration pénitentiaire ayant le rang de Sous-Chef de bureau et un sous-officier. Deux fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire remplitaient les fonctions, l'un.

de Commissaire-Rapporteur chargé de l'Instruction et du Ministère Public, l'autre, de Greffier.

Comme le fait remarquer avec raison la Dépêche Ministérielle du 23 janvier 1893, le Tribunal n'est compétent qu'à l'égard des crimes et des délits *commis dans la Colonie*. Ainsi ceux qui ont été commis en cours de traversée, relèvent, selon le cas, soit des Tribunaux ordinaires, soit des Tribunaux maritimes et commerciaux.

La procédure employée était celle du Code de justice militaire maritime.

Les jugements du Tribunal Maritime Spécial pouvaient être attaqués devant le Conseil de revision de la Marine, établi dans la Colonie.

Les sentences du Conseil de revision ne pouvaient être attaquées devant la Cour de Cassation que dans l'intérêt de la loi, si elles concernaient un condamné aux travaux forcés, et que pour incompétence, s'il s'agissait d'individus autres que les forçats.

Le décret du 11 mai 1904, supprima le Conseil de revision de la Colonie et institua un Tribunal de revision de la Marine à Brest. Ce Tribunal, remplissait désormais les attributions de la Cour de Cassation vis-à-vis des juridictions ordinaires. Son rôle se bornait à examiner si le jugement attaqué était ou non conforme à la loi. Il annulait le jugement ou le maintenait. Si l'annulation avait lieu pour incompétence, le Conseil de revision ordonnait le renvoi de l'affaire devant la juridiction qui aurait dû en connaître. Si elle avait lieu pour un autre motif, l'affaire était renvoyée devant le Tribunal Maritime Spécial de la Colonie qui n'en avait pas connu et, s'il n'y avait qu'un seul Tribunal maritime, devant ce même Tribunal autrement composé ou devant celui d'une autre colonie.

L'article 44 de la loi du 17 avril 1906 supprima le Tribunal de révision de Brest et disposa, qu'à l'avenir, la Cour de Cassation statuerait sur les recours formés, même en temps de guerre, contre les jugements des Tribunaux Maritimes Spéciaux prévus par l'article 10 de la loi du 30 mai 1854. Les condamnés auront trois jours francs pour se pourvoir et seront dispensés

de la consignation de l'amende. Les jugements rendus sur la compétence et les autres exceptions et incidents soulevés au cours des débats, ne pourront être déférés en Cassation que dans les conditions déterminées par l'article 123 du Code de Justice Militaire et par l'article 153 du Code de Justice Maritime.

La composition du Tribunal Maritime spécial a été modifiée par le décret du 16 décembre 1916.

Cette composition devait cesser trois mois après les hostilités. Elle a été maintenue définitivement par un décret du 12 avril 1921.

Ce décret, ayant paru dans le *Journal Officiel* de la République Française dans la partie affectée au « Ministère de la Marine » au lieu de celle réservée au « Ministère des Colonies », passa inaperçu au Cabinet du Gouverneur et ne fut pas promulgué dans la Colonie ! Le Chef du service judiciaire s'étant aperçu de cette omission, le décret fut rendu exécutoire à la Guyane par arrêté du 17 janvier 1930.

Le Tribunal Maritime Spécial est, aux termes du décret du 12 avril 1921, actuellement composé de la façon suivante :

1°) Un Officier de Marine du grade de Lieutenant de Vaisseau ou un Officier du grade de Capitaine appartenant aux troupes Coloniales ou Métropolitaines ou, à défaut, un Sous-Lieutenant des troupes Coloniales, Président ;

2°) Deux juges : un Magistrat de Première Instance et un Sous-Chef de bureau de l'Administration pénitentiaire.

Un Commis de l'Administration pénitentiaire remplit les fonctions de Commissaire-Rapporteur et de Ministère Public et un Surveillant Militaire celles de Greffier. Un substitut du Commissaire-Rapporteur réside à Cayenne.

Un arrêté du 17 décembre 1889 fixa le siège du Tribunal Maritime Spécial à Cayenne. En exécution des Instructions Ministérielles des 24 février et 7 novembre 1889, 3 février 1900 et 21 mars 1901, un arrêté du 5 août 1901 fixa le siège de ce Tribunal à Saint-Laurent avec juridiction sur toute la Colonie.

Une décision du 6 avril 1929 en règle la composition : le Capitaine Commandant la Compagnie mixte de la Guyane, Président : un Sous-Chef du bureau de l'Administration pénitentiaire et le Président du Tribunal de Première Instance du Maroni, membres.

Le 17 février 1925, M. Paul Dislère, président de la Commission Interministérielle instituée le 17 janvier 1924 pour étudier les améliorations à apporter au régime de la transportation, a saisi le Département d'un projet de loi tendant à substituer la juridiction ordinaire à celle du Tribunal Maritime Spécial. Ce projet de loi n'a pas encore été soumis au Parlement et c'est regrettable. Les transportés auraient eu plus de garanties. En même temps, on aurait fait cesser cette chose anormale de voir les débats dirigés par un Capitaine, voire même par un Sous-Lieutenant n'ayant le plus souvent aucune notion de droit. On aurait évité aussi au Président du Tribunal de Première Instance du Maroni, l'humiliation d'être présidé par un Officier subalterne qui peut être même un jeune Sous-Lieutenant ! Si le Département estime nécessaire le maintien du Tribunal Maritime Spécial pourquoi n'en donnerait-on pas la présidence à un magistrat, comme on vient de le faire en Nouvelle-Calédonie par un décret du 21 juin 1930, ou comme l'a fait la loi du 9 mars 1928 pour les Tribunaux Militaires ?

Qui est juge de l'opportunité des poursuites devant le Tribunal Maritime Spécial ?

Il y a, bien entendu, des infractions peu graves commises tous les jours par les forçats dans l'intérieur des camps. La répression pour être efficace, doit être prompte. Des Instructions Ministérielles laissent au Directeur de l'Administration Pénitentiaire le soin d'apprécier si pour les infractions, autres que les évasions et les crimes, une sanction disciplinaire doit être infligée ou si des poursuites judiciaires doivent être intentées. Voici d'ailleurs les directives données par la Dépêche Ministérielle du 9 mai 1889 :

« Les mesures de répression doivent être aussi efficaces que possible.. Or il est constant que la plupart du temps, les forçats redoutent beaucoup moins l'accumulation successive

des condamnations qui ne modifie pas sensiblement la situation présente que les peines disciplinaires rigoureuses dont l'exécution est immédiate. En partant de ce principe, il y a tout intérêt à procéder administrativement à l'égard des condamnés coupables, toutes les fois que le fait incriminé n'est pas nécessairement du ressort de la juridiction criminelle. Il y aura donc lieu de déférer à l'autorité judiciaire :

- 1°) Ceux qui auront commis un crime pouvant entraîner la peine de mort ou celle des travaux forcés ;
- 2°) Ceux qui auront commis un crime ou un délit de complicité avec des libérés ou des personnes libres ;
- 3°) Ceux qui se seront rendus coupables du crime d'évasion prévu par les articles 7 et 10 de la loi du 30 mai 1854, sauf toutefois ceux qui n'ont tenté que de s'évader, à moins, que la tentative ne soit parfaitement caractérisée. Pour les autres infractions, le Directeur de l'Administration pénitentiaire, examinera s'il y a lieu d'exercer des poursuites judiciaires ou d'infliger aux délinquants une peine disciplinaire ».

Et celle du 9 mars 1891 rappelle « qu'il ne faut pas s'attacher trop rigoureusement aux règles de la jurisprudence ordinaire quand il s'agit de qualifier des actes délictueux imputables à des condamnés aux travaux forcés. Ces actes ont souvent plutôt un caractère disciplinaire que celui de crimes ou de délits ».

Il est vrai que le Gouverneur peut ne pas approuver la décision du Directeur de l'Administration pénitentiaire et ordonner que le délinquant soit déféré devant le Tribunal maritime. Nous estimons qu'il serait préférable dans certains cas que le Directeur de l'Administration pénitentiaire prenne l'avis du Gouverneur avant de traduire le délinquant devant la Commission disciplinaire du pénitencier. On éviterait ainsi — ce qu se produit malheureusement assez souvent — de voir un transporté être déféré devant le Tribunal après avoir subi, pour le fait qui lui est reproché, une peine disciplinaire sévère...

La procédure est réglée par une décision du Gouverneur en date du 18 mai 1929.

L'instruction des crimes et des délits commis par les individus relevant de la juridiction du Tribunal Maritime Spécial est soumise aux formalités suivantes : l'enquête préliminaire est faite à la diligence du Commandant du pénitencier intéressé et transmise sans délai au Gouverneur qui établit, s'il y a lieu, l'ordre d'informer. Le dossier est ensuite envoyé par le Gouverneur directement au Commissaire-rapporteur, si l'affaire doit être instruite au Maroni, ou au substitut si l'affaire doit être instruite à Cayenne ou aux îles du Salut. Le substitut, dès que l'instruction est terminée, devra envoyer le dossier au Commissaire-rapporteur pour conclusion. Ainsi complété, le dossier est retourné par le Commissaire-rapporteur au Gouverneur qui ordonne la mise en jugement ou délivre une ordonnance de non-lieu. Si la mise en jugement a été ordonnée, le dossier est adressé par le Gouverneur au Commissaire-rapporteur pour être soumis au Tribunal Maritime spécial.

Le Tribunal Maritime Spécial, qui siège au Maroni, doit se réunir autant que possible au début de chaque trimestre pour connaître des affaires en état et siéger jusqu'à épuisement complet du rôle de la session.

Par analogie avec l'article 103 du Code de Justice Maritime, le transporté qui a commis un crime ou un délit avec la complicité d'individus libres, devient justiciable, comme son complice, des Tribunaux ordinaires. Dans ce cas, ni le Gouverneur, ni le Directeur de l'Administration pénitentiaire ne peuvent prendre aucune décision. Le Parquet, seul, est compétent pour exercer des poursuites, s'il le juge utile.

Le décret du 4 octobre 1889 fait une exception à cette règle, en matière d'évasion. En cas d'évasion ou de tentative d'évasion d'un condamné en cours de peine ou d'un libéré astreint à la résidence, tout individu, même libre, prévenu de complicité, est justiciable du Tribunal Maritime Spécial.

Conformément aux articles 525 et suivants du Code d'Instruction Criminelle Colonial, c'est le Conseil du Contentieux Administratif de la Colonie, saisi par requête du Procureur Général, qui connaît des règlements de juges.

Jusqu'au décret du 19 mars 1914, c'était le Ministre de la Marine et non celui des Colonies qui avait l'initiative des mesures de clémence concernant les individus condamnés par les Tribunaux Maritimes Spéciaux. Le décret du 21 juin 1930 complète celui de 1914 en décidant que, dorénavant, les rapports sur les remises réductives ou commutatives de peines prononcées par les Tribunaux Maritimes Spéciaux, devront être soumis au Président de la République par le Ministre des Colonies qui doit obtenir, au préalable, l'avis du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, à qui il communiquera les pièces de la procédure avec sa proposition.

Les peines applicables aux transportés

Les règlements anciens sur la police et la justice des chiourmes en date des 6 août 1652, 15 mars 1648, 30 novembre 1684, 11 mai et 16 décembre 1686, 24 août 1718 et 4 avril 1749, qui n'édiciaient que trois sortes de peine : la mort, les mutilations corporelles et la bastonnade, étaient encore en vigueur dans les bagnes quand ces derniers furent supprimés. Seules, les peines prévues en matière d'évasion avaient été abolies. En effet, l'article 16 du titre III de la loi du 12 octobre 1791 disposait que les délits commis par les forçats continueraient à être punis en conformité des règlements rendus pour la police et la Justice des Chiourmes avec cette seule exception que chaque évasion serait punie simplement par 3 années de chaîne de plus, pour les forçats à terme, et par l'application à la double chaîne pendant le même temps, pour les forçats condamnés à vie. L'article 69 du décret du 12 novembre 1806 reproduisait la même disposition mais punissait de 2 années de fer le forçat évadé qui, en cas de récidive, devait être mis à la double chaîne pendant 3 années.

Les mutilations corporelles et la bastonnade n'étant plus admises par nos mœurs, les Tribunaux Maritimes se refusaient à les appliquer. C'est ainsi qu'un Tribunal Maritime condamna à 3 années de prison un forçat qui avait tué un de ses camarades d'un coup de couteau, par application des ar-

articles 309 et 463 du Code Pénal, alors que le règlement du 16 décembre 1686 punissait de la peine de mort les forçats qui se rendaient coupables d'un tel fait, quand le blessé mourait des suites de ses blessures, et de la bastonnade pendant 3 jours dans le cas contraire. La Cour de Cassation cassa ce jugement pour violation du règlement du 16 décembre 1686 en décidant que les règlements sur la police et la justice des Chiourmes, n'ayant pas été abrogés par la législation nouvelle, ni explicitement, ni implicitement, demeuraient toujours en vigueur. (Cass. Crim. 9 décembre 1842 — Dalloz J. G. — V° Crimes contre les personnes — N° 138).

Comme la loi du 12 octobre 1791 et le décret du 12 novembre 1806, la loi du 30 mai 1854 laissa en vigueur les règlements sur la police des Chiourmes et n'édicta que des peines spéciales en matière d'évasion. Son article 10 § 3 est, en effet, ainsi conçu : « les lois concernant les crimes et les délits commis par les forçats et les peines qui leur sont applicables continueront à être appliquées ». La volonté du législateur était donc formelle. Les transportés devaient se voir appliquer, pour les crimes et les délits qu'ils commettaient, les peines prévues par les règlements sur la police et la justice des Chiourmes.

Les Tribunaux Maritimes Spéciaux se refusèrent à infliger de telles peines et s'efforcèrent d'appliquer aux forçats les pénalités de droit commun.

Comme la peine que subissaient les transportés était la plus grave dans l'échelle pénale après la mort, il en résulta que les condamnations prononcées contre eux étaient sans effet. Qu'importait au condamné aux travaux forcés à perpétuité d'encourir une nouvelle peine de 10 ou 20 ans de travaux forcés ? La répression était ainsi éternuée et les forçats, assurés d'une quasi-impunité, se livraient à toute sorte d'excès. Aussi, par lettre du 30 octobre 1880, le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie demanda au Ministre l'autorisation de revenir aux châtiments corporels. Par dépêche du 9 mars 1881, le Ministre lui répondit « j'ai le regret de vous dire qu'il faut

renoncer à tout espoir de voir accueillir votre demande. La décision du Gouvernement à cet égard me paraît définitive ».

La réclusion et l'emprisonnement étaient aussi des peines inefficaces, car elles ne pouvaient atteindre ni le condamné aux travaux forcés à perpétuité, ni le condamné aux travaux forcés à temps. En effet, d'après notre législation pénale, les peines inférieures ne peuvent suspendre l'exécution des peines supérieures.

Pour remédier à cette situation, des ordres furent donnés de ne pas tenir compte de cet obstacle juridique et de faire subir aux condamnés les peines de réclusion ou d'emprisonnement sitôt prononcées. Il est regrettable que la loi de 1854 n'ait pas statué sur ce point car, il est inadmissible, qu'une première peine soit un abri contre d'autres peines et, ainsi, un moyen d'impunité.

L'incarcération est pour les forçats la peine la plus redoutée et, par suite, la seule capable de dompter leurs mauvais instincts. « Les natures violentes manifestèrent une répulsion profonde pour le régime rigoureux des maisons centrales », constate, avec raison, la notice de 1877, page 165.

En 1881, le Conseil des Ministres reconnut que « la peine des travaux forcés, étant la plus élevée parmi les peines privatives de liberté, impliquait naturellement le droit absolu pour l'Administration de retirer toute liberté à celui qui en était frappé et que, par conséquent, le Ministre de la Marine pouvait revenir à l'application du principe de l'incarcération du moment que la sécurité publique en faisait une nécessité ».

Par dépêche du 16 février 1881, le Ministre avisait, en conséquence, les Gouverneurs des Colonies Pénitentiaires, qu'ils étaient dorénavant investis du droit d'enfermer administrativement, dans l'intérêt de la sécurité publique, les condamnés considérés comme incorrigibles et dangereux. Il donnait en même temps des ordres pour la construction d'une maison de force où seraient enfermés tous ceux qui auraient été condamnés par les tribunaux pour de nouveaux crimes. Cette maison de force devait être soumise au régime des prisons centrales de réclusion.

Quelques mois après, un nouveau Ministre donna des instructions contraires : 1°) parce que le coût de la maison de force serait de 200.000 francs ; 2°) parce que l'internement permanent du transporté serait en opposition avec la lettre et l'esprit de la loi de 1854.

Il est évident, qu'il était illégal de suspendre la peine des travaux forcés pour l'exécution d'une peine inférieure. Mais pouvait-on continuer à voir des forçats accumuler jusqu'à 100 et même 200 ans de travaux forcés et se moquer de la justice ? Ne fallait-il pas que le condamné sache que, comparaître devant les Tribunaux, ne serait plus une formalité et la condamnation infligée une pure fiction ?

Le décret du 5 octobre 1889 donna satisfaction sur ce point. Il stipulait que tout condamné aux travaux forcés, ayant commis un crime entraînant une peine afflictive et infamante autre que la mort, serait puni d'une peine de 6 mois à 5 ans. de réclusion cellulaire. Le bannissement, la dégradation civique et les peines correctionnelles étaient remplacées par un emprisonnement de 6 mois à 5 ans. Ces peines étaient subies dès que la sentence qui les prononçait était devenue définitive. Pour les condamnés à temps, la réclusion cellulaire et l'emprisonnement ne s'imputaient pas sur la peine des travaux forcés.

Le décret déterminait le mode d'exécution de la peine de la réclusion cellulaire et celle de l'emprisonnement. Les réclusionnaires étaient détenus dans des bâtiments spéciaux à Saint-Maurice. Il étaient séparés pendant la nuit et pendant le jour et privés de toute communication avec l'extérieur. Ils étaient astreints au travail. Les transportés punis de prison étaient détenus dans des Etablissements où ils étaient astreints au travail en commun avec obligation du silence. Ils étaient isolés la nuit.

La libération conditionnelle était permise. Dans ce cas, les condamnés étaient réintégrés dans les chantiers et dans les ateliers de la transportation. Deux sanctions nouvelles étaient créées : 1°) toute voie de fait sur la personne d'un fonctionnaire, employé, agent ou surveillant de l'Administra-

tion Pénitentiaire était punie de la peine de mort. En cas de circonstances atténuantes, elle pouvait être remplacée par l'emprisonnement cellulaire de 2 ans à 5 ans ; 2°) le refus de travail de la part du condamné à perpétuité était puni de 6 mois à 2 ans de réclusion cellulaire ; la peine était de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement et pour le condamné à temps de 6 mois à 2 ans de réclusion cellulaire pour le condamné à temps qui subissait déjà une peine d'emprisonnement.

Deux difficultés se présentèrent.

a) Les condamnés à perpétuité coupables d'évasion devaient-ils, comme le voulait la loi du 30 mai 1854, être soumis à la double chaîne ou devaient-ils être frappés de la réclusion cellulaire ?

Le Tribunal Maritime Spécial de la Guyane se prononça pour cette dernière peine. Il ne fût pas, d'ailleurs, le seul, ce qui obligea le Département, pour fixer une fois pour toutes la jurisprudence des Tribunaux Maritimes Spéciaux en matière d'évasion, à consulter la Commission Permanente du Régime Pénitentiaire aux Colonies. Celle-ci émit l'avis, le 3 avril 1890, que toutes les pénalités spéciales prévues par la loi du 30 mai 1854 en cas d'évasion devaient être appliquées.

Une dépêche Ministérielle du 9 septembre 1892 rappela que « les pénalités prononcées en cas d'évasion par la loi du 30 mai 1854 continuaient à être applicables aux transportés, puisque le décret de 1889 n'institue un nouveau mode de repression que pour les infractions prévues par les lois pénales ordinaires, ce qui exclut évidemment les dispositions spéciales de la loi sur l'exécution des travaux forcés ». Et celle du 24 septembre 1897 confirma cette manière de voir en ajoutant — et ceci a une très grande importance — « que la survivance des pénalités spéciales prévues par la loi de 1854 pour les évasions ne saurait être contestée, les auteurs du décret du 5 octobre 1889 n'ayant, en effet, *ni pu*, ni entendu déroger sur ce point à la loi de 1854, *loi Métropolitaine dont les effets saisissent le condamné à dater de son embarquement, c'est-à-dire hors du sol colonial* ». Aussi, on ne s'expli-

que pas que le Département ait, le 13 octobre 1906, présenté à la signature du Chef de l'Etat un décret *qu'il savait illégal* punissant de 2 à 5 ans de réclusion cellulaire tout condamné aux travaux forcés à perpétuité qui, à dater de son embarquement, s'était rendu coupable d'évasion. La même peine était appliquée au condamné à temps subissant déjà l'emprisonnement, qui s'était rendu coupable du même fait. Quant au condamné à temps en cours de peine, la peine envisagée n'était que de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement.

2°) Les condamnations à la réclusion cellulaire devaient-elles être comptées pour la relégation ?

D'après une première théorie, cette question devait être résolue par la négative. La loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes a limitativement énuméré les peines susceptibles d'entraîner la relégation et, en matière pénale, tout étant de droit strict, on ne peut pas faire dériver la relégation d'une peine que la loi n'a pas prévue.

D'après une deuxième théorie, il fallait répondre par l'affirmative. La réclusion n'est pas une peine mais un mode d'exécution des peines afflictives et infamantes, autres que la mort, encourues par les transportés en cours de peine.

Or, trois de ces peines : les travaux forcés à perpétuité, les travaux forcés à temps et la réclusion entraînent la relégation. Donc, lorsque la réclusion cellulaire sera substituée à l'une de ces peines, elle devra être comptée pour la relégation. Les Tribunaux, ayant sous les yeux l'extrait du jugement de condamnation, pourront reconnaître de quelles peines afflictives et infamantes la réclusion cellulaire a pris la place et si la relégation est encourue. Cette théorie est la plus logique car, s'il en était autrement, le transporté qui aurait commis un crime de complicité avec un relégué ou avec un homme libre et qui, de ce fait, serait justiciable de la Cour d'Assises, serait plus maltraité que le transporté qui aurait commis le même crime seul ou de complicité avec un autre transporté et qui serait traduit devant le Tribunal Maritime Spécial ! La loi du 31 mars 1904 mit tout le monde d'accord en spécifiant que les

Cours et Tribunaux pourront tenir compte des condamnations prononcées, pour infractions de droit commun spécifiées à la loi du 27 mai 1885, par les Tribunaux Militaires et Maritimes, en dehors de l'état de siège ou de guerre.

Dans le cas où un transporté serait poursuivi à la fois pour évasion et pour un autre crime, la réclusion cellulaire doit être seule prononcée car elle est, dans la nouvelle échelle des peines, une peine plus forte que celle des travaux forcés. Elle a été en effet précisément créée pour suppléer à la peine des travaux forcés dont la pratique avait révélé l'insuffisance à l'égard d'individus ayant déjà encouru des condamnations aux travaux forcés ou à la double chaîne pour une durée supérieure à leur existence. La réclusion cellulaire doit donc absorber toutes les peines autres que la mort.

La Dépêche Ministérielle du 24 septembre 1897 précitée donne les directives suivantes : « dans l'échelle des pénalités visées par l'article 2 du décret du 5 octobre 1889, les travaux forcés et la double chaîne de la loi de 1854 doivent immédiatement venir après la réclusion cellulaire qui, toute différente de la réclusion ordinaire, a été créée précisément pour suppléer à l'insuffisance des peines existantes. Les peines applicables aux forçats sont donc, par ordre de gravité : la mort, la réclusion cellulaire de 6 mois à 5 ans, la double chaîne de 2 ans à 5 ans, les travaux forcés de 2 ans à 5 ans et l'emprisonnement de 6 mois à 5 ans. Ces indications permettront aux juridictions intéressées de statuer sans hésitation dans le cas de cumul ou d'absorption des peines ».

Le Code Pénal étant, d'après l'article 1^{er} du décret du 5 octobre 1889, applicable aux transportés, les dispositions de l'article 57 de ce code permettent aux juges d'infliger aux transportés, qui ayant été condamnés pour crime, auront commis un délit de nature à être puni correctionnellement, le double du maximum de la peine d'emprisonnement fixé par le décret.

Pour que cette condamnation soit efficace, l'article 9 § 1 du décret du 5 octobre 1889 ne s'opposait pas à ce que l'emprisonnement prononcé dans ces conditions soit subi après l'ex-

piration de la peine de réclusion cellulaire précédemment infligée pour un crime. La plus forte des deux peines devant, en effet, se subir avant l'autre, d'après les principes généraux du droit.

Le décret du 18 septembre 1925 a complètement remanié celui du 5 octobre 1889. Aux termes de ce décret, les dispositions des lois spéciales en vigueur dans la Colonie Pénitentiaire sont applicables aux condamnés aux travaux forcés qui subissent leur peine.

Les peines applicables aux condamnés aux travaux forcés sont : la mort — la réclusion cellulaire de 6 mois à 5 ans — l'emprisonnement pendant 6 mois au moins et 6 ans au plus.

Les forçats condamnés à la réclusion cellulaire sont détenus aux Iles du Salut (Ile Saint-Joseph) dans des bâtiments spéciaux. Pendant une période de 3 mois, ils sont isolés de jour et de nuit, astreints au travail et privés de toute communication avec l'extérieur.

Pendant une deuxième période de 3 mois, ils sont isolés pendant la nuit et sont, durant le jour, astreints au travail en commun sous l'obligation du silence. Les périodes de trois mois se succèdent ensuite dans les mêmes conditions et dans le même ordre jusqu'à l'expiration de la peine ou jusqu'à l'admission du condamné au bénéfice de la libération conditionnelle.

Si l'état de santé du condamné le nécessite ou, si après l'accomplissement de la première période de 3 mois d'isolement de jour et de nuit, la conduite et le travail du condamné le justifient, des périodes d'isolement de jour et de nuit avec travail en commun de jour sous l'obligation du silence, peuvent être substituées, pour le temps de peine restant à accomplir, par décision du Gouverneur, après avis du Directeur de l'Administration Pénitentiaire, aux périodes d'isolement de nuit et de jour. Cette décision est toujours révocable.

Les condamnés à l'emprisonnement sont détenus dans un Etablissement fermé et astreints au travail en commun sous l'obligation du silence. Ils sont isolés la nuit.

Les peines d'emprisonnement qui étaient subies, comme

celles de la réclusion cellulaire, à Saint-Joseph (Iles du Salut) sont purgées, depuis l'arrêté du 6 janvier 1931, au Camp de Godebert, annexe du pénitencier de Saint-Laurent-du-Maroni, qui vient d'être aménagé à cet effet.

D'après cet arrêté, les condamnés sont détenus en commun dans une ou plusieurs cases. Ils sont renfermés pendant les heures des repas et de repos et, par mesure de sûreté, ils peuvent être mis à la boucle simple. Ils sont soumis au travail obligatoire et ne reçoivent ni allocation, ni gratification, ni bons supplémentaires de vivres.

Ils sont réunis pour se rendre au travail. Ils forment une corvée spéciale et effectuent les travaux les plus pénibles (exploitation forestière, entretien des routes, débroussage, assainissement, cultures, etc.). Ils ne doivent avoir aucune communication avec les transportés ordinaires. Le travail, autant que possible, est à la tâche. Cette tâche est fixée par une Commission composée du Commandant du Pénitencier, du Conducteur chargé des travaux et du Chef de Camp et doit être approuvée par le Directeur de l'Administration Pénitentiaire. Au cas où le travail ne serait pas à la tâche, les condamnés travailleraient en commun de 6 heures à 11 heures du matin et de midi et demie à 5 heures et demie de l'après-midi. La journée de travail ne peut être inférieure à huit heures.

Les condamnés ont droit à la ration normale des autres condamnés. Ils sont privés de tabac et sont astreints au silence le plus rigoureux pendant les heures de travail.

Ils ont la barbe coupée et les cheveux en escalier. Ils sont vêtus d'un pantalon et d'une vareuse en toile blanche portant le mot « prison » et leur numéro d'écrou au coaltar. Ils sont coiffés d'un chapeau de paille et chaussés d'espadrilles ou de galoches.

A leur entrée en prison, ils sont fouillés. Les objets trouvés en leur possession sont remis à leur propriétaire, s'ils ont été volés, ou bien vendus et le produit de la vente versé au pécule, s'ils leur appartiennent légitimement.

Les condamnés à la réclusion cellulaire et à l'emprisonnement qui ont accompli le quart de leur peine, peuvent, si

leur conduite et leur travail le justifient, obtenir la faveur de la libération conditionnelle. Ils sont, dans ce cas, réintégrés sur les chantiers et dans les ateliers de la transportation et restent soumis à la même juridiction et aux mêmes pénalités que les condamnés aux travaux forcés. La libération conditionnelle est prononcée par le Gouverneur en Conseil privé, après avis du Directeur de l'Administration pénitentiaire. Elle peut être révoquée dans les mêmes formes. Dans ce cas, la réintégration à la réclusion cellulaire ou à l'emprisonnement aura lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération conditionnelle. Les condamnés réintégrés peuvent de nouveau, s'ils font preuve d'amendement par leur conduite et leur travail, bénéficier de la libération conditionnelle pour le restant de leur peine à condition toutefois qu'ils aient exécuté la moitié de la durée de leur peine non encore subie au moment de leur réintégration. La libération sera définitive si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de leur peine.

Le condamné aux travaux forcés en cours de peine ou subissant la réclusion cellulaire ou l'emprisonnement, qui se rend coupable de voie de fait sur la personne d'un fonctionnaire, employé, agent ou surveillant de l'Administration Pénitentiaire, est puni de la peine de mort.

Est puni de 1 an à 5 ans de réclusion cellulaire tout condamné aux travaux forcés à perpétuité qui, à dater de son embarquement, se sera rendu coupable d'évasion.

Pour le condamné à temps, la peine est la réclusion cellulaire pendant 6 mois au moins et 3 ans au plus.

Tout individu, qui s'est éloigné sans autorisation du lieu où il est détenu ou employé, est réputé en état d'évasion, 12 heures après la constatation de sa disparition.

Le condamné aux travaux forcés à perpétuité qui, après sommation, se refuse au travail est puni de la réclusion cellulaire pour une durée de 6 mois à 2 ans.

La même peine est appliquée au condamné à temps subissant déjà la réclusion cellulaire ou l'emprisonnement qui se rend coupable du même fait.

La peine est de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement pour les autres condamnés à temps.

Lorsque les condamnés aux travaux forcés auront commis des faits passibles, aux termes de la loi pénale ordinaire, d'une peine autre que la mort, celle-ci sera remplacé ainsi qu'il suit :

Les peines afflictives et infamantes par la réclusion cellulaire de 6 mois à 5 ans ;

Le bannissement, la dégradation civique, en temps que peine principale, et les peines correctionnelles, par l'emprisonnement de 6 mois à 5 ans :

Les peines accessoires ne seront pas encourues et les peines complémentaires ne seront pas prononcées, à l'exception de la confiscation spéciale, dans le cas où elle est édictée, et des amendes.

Les infractions constitueront des crimes ou des délits, suivant la peine applicable aux termes des lois pénales ordinaires. Sera considéré comme peine criminelle, la réclusion cellulaire infligée pour voie de fait sur la personne d'un agent de l'Administration Pénitentiaire, pour évasion et pour refus de travailler.

Pour les faits passibles de la peine de mort, si les circonstances paraissent atténuantes, les juges pourront faire application de l'article 463 du Code Pénal.

Tout condamné aux travaux forcés, qui est frappé de la réclusion cellulaire ou de l'emprisonnement, subit cette peine dès que la sentence qui la prononce est devenue définitive, c'est-à-dire trois jours francs après qu'elle a été rendue.

Cette disposition a occasionné de nombreuses réclamations de la part des condamnés. Le Tribunal Maritime Spécial, se trouvant à Saint-Laurent-du-Maroni, et la peine de la réclusion cellulaire étant exécutée aux Iles du Salut, l'Administration Pénitentiaire estime que, tant que le condamné n'est pas écroué dans l'Etablissement destiné à l'exécution de cette peine, celle-ci ne doit pas être considérée comme commencée.

Or, il arrive que, faute de moyens de transport (il n'y a qu'un bateau tous les 15 jours allant de Saint-Laurent aux

Iles du Salut) les condamnés, qui sont une centaine environ après chaque session du Tribunal Maritime Spécial, attendent pendant souvent un mois dans les dépôts où ils sont détenus, l'occasion d'être transférés aux Iles du Salut. Les condamnés demandent, en conséquence, que leur détention à Saint-Laurent, à partir du jour où la condamnation est devenue définitive, soit déduite de la durée de la peine infligée.

Le Procureur Général, saisi de la question le 9 novembre 1929, estima avec l'Administration Pénitentiaire que les peines de la réclusion cellulaire doivent obligatoirement être exécutés aux Iles du Salut, dans les Etablissement à ce spécialement affectés, et dans les conditions nettement déterminées par les articles 3 et 4 du décret du 18 septembre 1925 et par les décisions des 1^{er} juillet 1904 et 14 août 1905, sanctionnées par le Département ; que par suite, cette peine ne peut être considérée comme commencée qu'à dater du jour de l'écrou du condamné à Saint-Joseph. D'ailleurs, les condamnés aux travaux forcés ne bénéficient pas de la détention préventive (Cassation, 17 septembre 1896) puisqu'ils sont considérés comme purgant leur peine principale des travaux forcés pendant ce temps. Cette règle doit logiquement être appliquée aux condamnés frappés de la réclusion cellulaire qui attendent à Saint-Laurent d'être transférés aux Iles du Salut.

Toutefois, pour se conformer aux prescriptions du décret de 1925 qui exige que les peines de la réclusion cellulaire et de l'emprisonnement soient subies dès que la sentence qui les prononce est devenue définitive, le Procureur Général a invité l'Administration Pénitentiaire à hâter, dans la mesure du possible, le transfèrement des condamnés aux Iles du Salut.

Pour les condamnés à temps, la réclusion cellulaire et l'emprisonnement ne s'imputent pas sur la peine des travaux forcés.

Pour l'application de la règle du non cumul des peines, celles-ci prennent rang dans l'ordre déterminé par le décret.

Tout condamné qui, subissant la réclusion cellulaire ou l'emprisonnement, se rendra coupable d'une nouvelle infrac-

tion ayant le caractère d'un crime ou d'un délit, encourra, pour ce fait, la réclusion cellulaire de 6 mois à 5 ans.

Les contraventions de simple police, commises par les condamnés aux travaux forcés, sont réprimées par voie disciplinaire.

CHAPITRE XIX

LES DÉCRETS DES 4 ET 5 OCTOBRE 1889 et du 18 SEPTEMBRE 1925 SONT-ILS LÉGAUX ?

L'article 17 de la Constitution du 14 janvier 1852 laissait au Sénat le soin de régler par un *Senatus-Consulte* la constitution de l'Algérie et des Colonies. Sous l'empire de cette constitution et, par application de l'article 17, le *Senatus-Consulte* du 3 mai 1854 a été voté.

Aux termes de ce *Senatus-Consulte*, les Colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, sont régies par des décrets du Chef du Pouvoir exécutif.

Le caractère constitutionnel des *Senatus-Consulte* ayant disparu avec le Sénat impérial, le Pouvoir législatif possède, d'après les principes de notre droit, la faculté d'abroger ou de modifier les *Senatus-Consulte* qui ne peuvent être considérés aujourd'hui que comme des lois ordinaires votées avant 1870.

Le Parlement, n'ayant depuis la chute de l'Empire ni abrogé ni modifié le *Senatus-Consulte* du 3 mai 1854, cet acte est toujours en vigueur et le Président de la République possède le droit de régir par de simples décrets les Colonies autres que les Antilles et la Réunion.

Mais quand après le 4 septembre 1870, le législateur a statué sur des matières réservées par le *Senatus-Consulte* de 1854 au pouvoir exécutif, le *Senatus-Consulte* est par cela même abrogé à cet égard, et le pouvoir exécutif est dépouillé de ses

prérogatives. Ce dernier est désormais incompetent, le pouvoir législatif ayant ressaisi et fait rentrer dans son domaine tel objet que le *Senatus-Consulte* de 1854 en avait détourné. Il en est ainsi, par exemple, des lois qui ont été rendues applicables par le législateur à l'Algérie et aux Colonies, alors que, d'après le *Senatus-Consulte* de 1854, un décret du Chef de l'Etat aurait suffi. Dans l'ordre d'idées auxquelles ces lois correspondent, il ne peut plus y avoir désormais intervention du pouvoir exécutif, le pouvoir législatif ayant recouvré le droit absolu de légiférer.

Dans son rapport au nom de la Commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et dans l'organisation des divers services de l'Algérie (*Journal Officiel* — Sénat, Documents Parlementaires, Séance du 23 février 1895, annexe n° 36, page 60), le Sénateur Isaac s'exprimait ainsi : « Le *Senatus-Consulte* du 3 mai 1854 n'a pas été explicitement abrogé. On admet qu'il subsiste encore et que, par conséquent, l'Algérie demeure sous le régime des décrets. Toutefois, il a bien fallu reconnaître que les délégations du Pouvoir législatif qui avaient été consenties de 1854 au profit du Gouvernement par un acte constitutionnel, ne peuvent plus engager la liberté du législateur. Le Gouvernement conserve bien la faculté de faire œuvre de législation dans les formes tracées par le *Senatus-Consulte* du 3 mai 1854, mais les Chambres ont désormais la faculté de s'emparer des matières qui avaient été ainsi exclusivement réservées au pouvoir exécutif et de les régir par des lois. Il est entendu évidemment que, par ce seul fait, les objets dont il s'agit sont sortis du domaine des décrets ; de telle sorte que les lois votées à leur égard ne pourraient plus être modifiées que par d'autres lois ».

Il est de jurisprudence constante que les lois en vigueur dans la Métropole ne sont pas, à moins d'une disposition spéciale ou d'un décret du Chef de l'Etat, applicables aux Colonies.

Si une loi a été rendue applicable aux Colonies par un décret, c'est comme si le Chef de l'Etat s'appropriait le texte de

cette loi, le faisait sien, de telle sorte, qu'en droit, le texte est son œuvre personnelle tout comme s'il l'avait lui-même rédigé spécialement pour les Colonies. Il est évident que, dans ce cas, le Chef de l'Etat peut abroger ou modifier par un décret postérieur le texte qu'il avait rendu applicable aux Colonies.

Les Tribunaux ordinaires peuvent et doivent vérifier la légalité des décrets, c'est-à-dire si le Chef de l'Etat n'a pas outrepassé sa délégation, notamment s'il n'a pas statué sur une matière ayant déjà fait l'objet d'une loi et sur laquelle, par suite, il n'avait plus de délégation pour légiférer.

Ces principes exposés, nous allons examiner si les deux décrets de 1889 et celui de 1925 ont été légalement pris.

Le décret du 4 octobre 1889 est certainement légal en ce qu'il crée dans les Colonies pénitenciaires un Tribunal Maritime Spécial. L'article 10 § 1 de la loi du 30 mai 1854 prévoit l'institution de cette juridiction et l'article 14 de la même loi, en donnant au pouvoir exécutif le soin de déterminer ce qui concerne l'exécution de la loi, a délégué par cela même au Chef de l'Etat le droit de légiférer à ce sujet.

Mais ce même décret est-il légal en ce qu'il a décidé que les hommes libres qui se sont rendus complices de l'évasion d'un transporté sont justiciables de ce tribunal ?

La Cour de Cassation a répondu par l'affirmative dans un arrêt du 5 septembre 1895 (Sirey, 1896-1-208).

Le décret du 6 mars 1877, en déclarant applicable à la Guyane le Code Pénal Métropolitain, a déterminé, par cela même, la juridiction des citoyens libres et attribué aux Tribunaux ordinaires la connaissance des crimes et des délits qu'ils peuvent commettre. Sans doute, si le Code Pénal avait été rendu applicable à la Guyane par une loi, une loi aurait été nécessaire pour y déroger. Mais il ne l'a été que par un décret et le Chef de l'Etat peut alors, par un décret postérieur, modifier comme il l'entend un des principes généraux de la législation pénale en vigueur dans la Colonie, puisqu'il est investi par le Senatus-Consulte de 1854 des droits de législateur à l'égard de la Guyane. A plus forte raison a-t-il le droit

de régler des questions de procédure se rattachant à des faits délictueux non prévus par le Code Pénal.

Le décret du 4 octobre 1889 ne s'est d'ailleurs que conformé aux dispositions de la loi du 25 mars 1873 qui rendait justiciables des Conseils de Guerre les complices d'évasion de déportés. En décidant que les règles de compétence établies à l'égard des forçats évadés seront applicables aux auteurs de l'évasion, il n'a rien innové en la matière.

La légalité du décret du 5 octobre 1889 n'est pas non plus contestable.

Nous avons vu que l'article 10 § 3 de la loi du 30 mai 1854 dispose que « les lois concernant les crimes et délits commis par les forçats et les peines qui leur sont applicables continuent à être exécutées ». Les « lois » visées par cet article ne sont que les Ordonnances royales intervenues sur la police des Chiourmes et qui n'admettaient que trois sortes de peines : la mort, la bastonnade et les mutilations corporelles. Nos mœurs actuelles n'admettant plus ces deux dernières peines, il fallait leur en substituer d'autres. Ce fut l'objet du décret du 5 octobre 1889. Il est hors de doute que les Ordonnances royales sont aujourd'hui remplacées par des décrets. Un décret du Chef de l'Etat pouvait donc abroger les Ordonnances royales (le décret du 18 septembre 1925, article 14, déclare abrogées toutes les ordonnances relatives à la répression des crimes et délits commis par les forçats), et édicter de nouvelles peines pour les forçats. D'ailleurs, la loi de 1854 en visant les Ordonnances royales alors en vigueur (elle s'est d'ailleurs inspirée du décret du 12 novembre 1806 et surtout de l'Ordonnance royale du 2 janvier 1817 dont elle reproduit les peines pour la répression des évasions des forçats), a entendu conserver au Chef de l'Etat le droit d'intervenir dans la police des bagnes.

Par contre, le décret du 13 octobre 1906 qui a modifié celui du 5 octobre 1889 en appliquant, en matière d'évasion, 2 à 5 ans de réclusion cellulaire aux condamnés aux travaux forcés à perpétuité et 6 mois à 2 ans de prison aux condamnés à temps est d'une illégalité flagrante. Il en est de même du dé-

cret du 18 septembre 1925, actuellement en vigueur, qui réprime les évasions des condamnés aux travaux forcés de 1 à 5 ans de réclusion cellulaire ou de 6 mois à 3 ans de la même peine, selon qu'il s'agit d'un condamné à perpétuité ou d'un condamné à temps.

La loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés est une loi métropolitaine. Elle n'est pas autre chose qu'une modification de la peine des travaux forcés et s'applique à des hommes de la Métropole, punis pour crimes dans la Métropole. Le régime de la transportation ne constitue pas une matière Coloniale proprement dite et sort de l'ordre d'idées que visait le *Senatus-Consulte* du 3 mai 1854. Les circonstances que les condamnés subissent leur peine hors de France, ne devrait pas avoir pour résultat de les priver des garanties de droit commun.

MM. Dislère et Delmas avaient déjà écrit (*Législation Coloniale*, première partie, N° 1.219 et suivants) à propos du décret du 21 juin 1858 qui modifiait les dispositions de l'article 10 de la loi de 1854 en portant application aux Colonies du Code de Justice Militaire pour l'armée de mer : « Sans doute le Législateur Colonial, ayant à s'occuper de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie, pouvait aux termes du *Senatus-Consulte* du 3 mai 1854, statuer par un décret ; mais il est permis de se demander si ce droit l'autorisait à modifier une loi postérieure au *Senatus-Consulte*, loi ayant, non seulement un intérêt Colonial, mais *encore et surtout* un *intérêt métropolitain*. » Et le Ministre, dans sa dépêche du 24 septembre 1897 déjà mentionnée ne faisait-il pas remarquer aux Commissaires-Rapporteurs près les Tribunaux Maritimes Spéciaux, que le décret du 5 octobre 1889 avait laissé revivre les pénalités spéciales de la loi de 1854 pour les évasions car « il ne saurait être contesté que les auteurs du décret n'avaient ni pu ni entendu déroger sur ce point à la loi de 1854, loi métropolitaine dont les effets saisissent le condamné à dater de son embarquement, c'est-à-dire hors du sol Colonial ».

Or 9 ans plus tard, le Département a complètement changé

d'avis. On lit dans le rapport précédant le décret du 13 octobre 1906 « l'application de la double chaîne qui peut froisser le sentiment public, doit être remplacée par une répression mieux appropriée aux idées modernes, la réclusion cellulaire qui, dans l'échelle des peines, est immédiatement supérieure aux travaux forcés. Consulté le 30 janvier 1906, le Garde des Sceaux, faisait savoir que, tout en étant disposé à prêter son concours en vue d'une modification éventuelle de la loi du 30 mai 1854 au sujet de la peine applicable aux condamnés à perpétuité coupables d'évasion, il lui paraissait que l'appréciation de la mesure à prendre incombait plutôt à l'Administration pénitentiaire chargée d'assurer aux Colonies l'exécution de la peine des travaux forcés. Le Ministre de la Marine de qui relève la Juridiction Maritime Spéciale n'a formulé aucune objection de principe à l'encontre de la modification projetée. Après une étude approfondie de la question, il a paru inopportun de modifier la loi de 1854 qui, par sa concision et sa précision ne donne matière à aucune critique. D'ailleurs, si une modification dans ce sens était provoquée, elle n'aboutirait probablement pas avant plusieurs années. J'ai donc été amené à penser qu'il suffisait, pour réaliser la réforme en question, de recourir à un simple décret substituant à la peine de la double chaîne prévue par l'article 7 de la loi de 1854 celle de la réclusion cellulaire et pour une même durée c'est-à-dire 2 à 5 ans ».

Il est difficile de comprendre les arguments du Ministre. Il lui paraît, tout d'abord, inopportun de modifier la loi de 1854... et il le fait quand même ensuite car, substituer une peine à celle prévue par une loi, c'est bien modifier cette loi. Ensuite, tout en reconnaissant que la loi de 1854 ne peut être modifiée que par une autre loi, il n'hésite pas à la modifier par un simple décret... car une modification législative n'aboutirait probablement pas avant plusieurs années! Cette dernière raison est vraiment décevante! Sous le prétexte que le Parlement légifère avec lenteur, c'est le Pouvoir exécutif qui se substituera à lui.

Le Ministre ajoute pour justifier la légalité du décret :

« Il convient, d'ailleurs, de remarquer que depuis un certain nombre d'années déjà, certaines peines corporelles telles que le port du boulet, édictées par la loi susvisée (celle de 1854) sont tombées en désuétude. Substituer la réclusion cellulaire à la mise à la double chaîne paraît d'autant mieux se justifier que depuis la promulgation des décrets des 4 et 5 octobre 1889, le Département de la Marine a adopté le principe de faire commuer, lorsqu'il y a lieu, en réclusion cellulaire au lieu de la double chaîne, la peine de mort prononcée contre les condamnés aux travaux forcés. »

L'article 3 de la loi de 1854 maintient, il est vrai, les textes alors en vigueur édictant les peines applicables aux forçats pour les crimes et les délits qu'ils commettraient. Mais, comme nous l'avons vu, ces « textes » étaient des ordonnances royales qu'un décret pouvait modifier ou abroger. Une modification législative de l'article 3 de la loi de 1854 était par suite inutile.

Quant à l'argument que le Département de la Marine avait adopté le principe de faire commuer en réclusion cellulaire, au lieu de la double chaîne, la peine de mort prononcée contre les condamnés aux travaux forcés, il n'a aucune valeur.

Ce n'est pas, en effet, une raison si le Gouvernement adoptait, par exemple, le principe de faire commuer la peine de la réclusion prévue par l'article 368 du Code Pénal pour les vols domestiques en une peine d'emprisonnement, qu'il ait le droit de modifier, en conséquence, le dit article par un simple décret.

Comme le disaient MM. Dislère et Delmas, la loi du 30 mai 1854 a aussi un intérêt colonial. En effet, cette loi n'étant applicable qu'aux condamnés de la métropole, la transportation des condamnés aux travaux forcés des colonies n'était pas possible. Aussi un sénatus-consulte du 24 février 1855 l'a rendue applicable aux Antilles et à la Réunion. Le Sénat avait, en effet, seul le droit à cette époque, aux termes du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 de légiférer pour ces colonies en matière criminelle. Les Sénatus-consulte ayant aujourd'hui la valeur d'une loi ordinaire, c'est comme si une loi avait

étendu aux Antilles et à la Réunion les dispositions de la loi de 1854.

Un simple décret du 10 mars 1855 a étendu la loi de 1854 aux autres colonies, mais en laissant toutefois le droit aux Gouverneurs de faire exécuter aux condamnés la peine des travaux forcés dans leur colonie.

La promulgation de la loi du 30 mai 1854 aux colonies n'est-elle pas suffisante pour prouver qu'il s'agissait bien d'une loi métropolitaine concernant seulement les condamnés de la métropole? Le Chef de l'Etat ne pouvait, par suite, la modifier par décret et une loi était nécessaire.

On en arrive à la conclusion suivante : Le décret du 18 septembre 1925 ne peut pas être légalement appliqué en matière d'évasion aux condamnés provenant de la métropole ou des Antilles et de la Réunion. Ceux-ci doivent toujours encourir les peines spéciales édictées par la loi du 30 mai 1854.

Mais, par contre, ce décret est légal en ce qui concerne les condamnés provenant des colonies autres que les Antilles et la Réunion. La loi de 1854 n'ayant été rendue applicable à ces colonies que par un simple décret le Chef de l'Etat peut modifier le décret du 10 mars 1855 comme il l'entend.

Cette situation aurait été évitée si le pouvoir exécutif, qui a depuis quelques années une trop grande tendance à empiéter sur le domaine législatif et sur le domaine judiciaire, avait sollicité du Parlement la modification des articles 7 et 8 de la loi du 30 mai 1854.

Le Tribunal maritime spécial de la colonie applique les dispositions du décret de 1925. Il serait à souhaiter qu'un pourvoi soit fait dans l'intérêt de la loi pour connaître l'opinion de la Cour de Cassation.

Nous avons déjà signalé l'illégalité de l'article 13 d'un autre décret du 18 septembre 1925 sur les mesures de surveillance à exercer sur les libérés. Les règles concernant l'interdiction de séjour ont été fixées par les lois des 27 mai 1885 et 10 juillet 1901. Cette dernière a donné le droit au Gouverneur d'interdire par voie administrative le séjour du Chef-lieu et de sa banlieue à tous les libérés astreints à la résidence

non interdits de séjour par l'arrêt de condamnation. Ces deux lois ayant été déclarées applicables à la Guyane par le législateur lui-même, le Chef de l'Etat ne peut plus désormais statuer sur les matières qui ont fait l'objet de ces deux lois. Le Parlement, seul, peut à l'avenir y apporter les modifications reconnues nécessaires. Or l'article 13 du décret de 1925 donne au Gouverneur le droit d'interdire à certains libérés par des décisions individuelles le séjour dans des localités ou régions déterminées de la colonie. La situation des libérés est par suite aggravée car la loi de 1901 n'autorisait le Gouverneur qu'à leur interdire le chef-lieu seulement. Les dispositions illégales du décret ne pourront pas être sanctionnées par les tribunaux.

CHAPITRE XX

LES ÉVASIONS

A la différence de l'évasion visée par l'article 245 du Code Pénal, celle prévue par la loi du 30 mai 1854 est punissable sans qu'elle ait été accompagnée de violences ou de bris de prison. Cette dérogation à l'article 245 provient de ce que les condamnés aux travaux forcés, subissant leur peine aux colonies, sont internés dans des établissements non clos et ne sont pas soumis, par conséquent, comme les condamnés dans les maisons centrales de France, à un internement continu. Leur surveillance est plus difficile et ils peuvent s'évader sans violences et sans bris de prison. D'autre part, les crimes qu'ils ont commis sont plus graves et leur évasion doit être plus sévèrement réprimée, car elle porte un plus grand préjudice à la Société.

Mais devait-on considérer comme évadé le transporté qui s'éloignait du Camp où il était détenu ou fallait-il pour cela qu'il ait quitté le territoire affecté à la transportation? Par lettre du 3 février 1876, le Gouverneur s'étant plaint de l'absence d'un texte définissant avec précision le crime d'évasion, le Ministre, par dépêche du 21 avril de la même année lui fit savoir qu'il fallait rechercher les éléments constitutifs de l'évasion des condamnés aux travaux forcés dans l'instruction du 8 juillet 1843, concertée entre les Ministres de la Justice, de l'Intérieur et de la Marine.

L'article 1^{er} de cette Instruction dispose qu'il y a évasion « lorsqu'un condamné aux travaux forcés s'est éloigné du

lieu où il était détenu ou employé ou est parvenu à se soustraire à la surveillance des agents des chiourmes. » Donc, il résulte de ce texte, que l'une ou l'autre de ces deux conditions suffit à constituer l'homme en état d'évasion.

Le même article, après avoir prescrit de dresser immédiatement un procès-verbal de disparition, ajoute « dès que ce procès-verbal est clos, le forçat est réputé en état d'évasion. »

Le Gouverneur prit une décision, le 5 septembre 1878, dans le sens indiqué par le Ministre. Aux termes de cette décision, un procès-verbal de disparition devait être dressé au moment où l'on s'apercevait de l'absence d'un transporté et ce procès-verbal devait être clos à Gayenne : 48 heures; à Kourou : 36 heures; aux Iles du Salut : 30 heures; à St-Laurent : 48 heures; sur les chantiers forestiers de l'Orapu et de Ste-Marguerite : 60 heures; sur les chantiers télégraphiques : 60 heures et sur les autres chantiers : 48 heures, après la constatation de la disparition.

Si le transporté se rendait volontairement ou était repris avant la clôture du procès-verbal, il était simplement l'objet d'une sanction disciplinaire, sauf en cas de 2^e récidive où il était traduit devant le conseil de guerre.

Après les délais ci-dessus, qu'il se soit rendu volontairement ou qu'il ait été arrêté, le transporté était déféré pour crime d'évasion devant le tribunal militaire.

Les projets d'évasion ou les tentatives d'évasion qui n'étaient pas nettement caractérisés, ne donnaient lieu qu'à des peines disciplinaires. Dans le cas contraire, la justice compétente était appelée à se prononcer (D. M. 6 janvier 1872).

L'article 7, § 3 du décret du 18 septembre 1925, reproduisant l'article 1^{er} de l'instruction du 8 juillet 1843, a fixé un délai uniforme pour que le condamné puisse être réputé en état d'évasion. Il est ainsi conçu : « Tout individu qui s'est éloigné sans autorisation du lieu où il est détenu ou employé est réputé en état d'évasion douze heures après la constatation de sa disparition. »

Cette évasion spéciale ne peut exister qu'à partir de l'embarquement du transporté pour la Guyane. Il s'en suit que,

tant que le condamné se trouve en France, c'est-à-dire pendant le temps qui s'écoule entre la condamnation et l'embarquement, l'article 245 du Code Pénal lui est seul applicable.

Il a été jugé (Cass. 23 avril 1898 D. P. 98-1-494) que l'article 245 du Code Pénal est aussi applicable au transporté qui, subissant à la colonie une peine d'emprisonnement ou de réclusion cellulaire, s'est évadé avec violences ou bris de prison de l'établissement pénitentiaire où il subissait cette peine. Mais s'il est resté éloigné de cet établissement pendant plus de 12 heures, il est également passible des peines spéciales de l'article 7 de la loi du 30 mai 1854 puisque les peines d'emprisonnement et de réclusion cellulaire, qui doivent être immédiatement exécutés, n'empêchent pas la peine principale des travaux forcés de subsister (Cass. 4 août 1889). Comme, dans ce dernier cas, la peine la plus forte doit seule être prononcée (Cass. 23 décembre 1898), l'application de l'article 245 du Code Pénal est purement théorique.

Nous avons vu que le libéré astreint à la résidence qui quitte, sans autorisation, la colonie ou qui dépasse le délai fixé par l'autorisation, est justiciable du Tribunal maritime spécial et, conformément à l'article 8 de la loi du 30 mai 1854, passible de la peine de 1 à 3 années de travaux forcés.

La tentative d'évasion est-elle punissable? En ce qui concerne les libérés astreints à la résidence, la peine prévue est celle des travaux forcés qui, aux termes de l'article 7 du Code Pénal est une peine afflictive et infamante. Or, l'article 1^{er} du même Code dispose que les infractions que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante sont un crime. Donc, d'après l'article 2 du Code Pénal, toute tentative de crime est considérée comme le crime lui-même. (Cass. 8 janvier 1898 Pand. 99-1-79). Ces articles du Code Pénal ont une portée générale et dominant toute la législation criminelle, y compris les lois spéciales qui sont en dehors de ce Code (Cass. 10 octobre 1845. — 7 juillet 1847).

Quant aux transportés en cours de peine, le décret du 18 septembre 1925 les rend passibles de la réclusion cellulaire qui, aux termes de l'article 8 du même décret, n'est infligée

qu'au cas de condamnation à une peine afflictive et infamante. L'évasion de ces transportés est, par suite, également un crime dont la tentative est punissable comme le crime lui-même.

Cependant, pour que la tentative soit punissable il faut, comme l'exige l'article 2 du Code Pénal, 1° qu'elle ait été manifestée par un commencement d'exécution, 2° qu'elle n'ait été suspendue ou qu'elle n'ait manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. Par conséquent, si un condamné renonçait lui-même à son projet d'évasion, il ne pourrait se voir infliger qu'une sanction disciplinaire.

De quelle peine est passible le complice de l'évasion d'un transporté?

D'abord, pour que la complicité puisse être retenue, il faut que l'inculpé ait accompli des actes qui ont eu pour effet de préparer ou d'aider l'évasion. N'est donc pas punissable celui qui, ayant eu connaissance d'un projet d'évasion, ne l'a pas révélé à l'autorité ou qui, voyant des condamnés s'évader, n'a pas cherché à s'opposer à leur fuite ou n'a pas donné l'éveil aux gardiens.

L'article 59 du Code Pénal dispose que les complices seront punis de la même peine que l'auteur du crime. Mais que faut-il entendre par « même peine »? Les complices doivent-ils supporter l'aggravation qui frappe l'auteur principal par suite d'une qualité purement personnelle à ce dernier ou bien doivent-ils être frappés seulement de la peine prévue par la loi pour le crime auquel ils ont participé? Il serait logique de distinguer, pour l'application de la peine, si les circonstances aggravantes font partie du crime lui-même ou si elles dérivent, au contraire, de la qualité personnelle de l'un des auteurs. Il paraît, en effet, difficile de punir « comme le domestique infidèle ou le fonctionnaire dilapidateur le complice qui, en se rendant coupable d'un crime, n'a trahi ni la foi de son maître ni les devoirs de sa fonction. Si les devoirs de l'un et de l'autre n'étaient pas égaux, comment le crime peut-il être égal? » (Chauveau et Hélie. — *Théorie du Code pénal*, T. I, p. 474).

La Cour de Cassation a cependant constamment jugé que, dans l'un et l'autre cas, le complice doit être condamné à la *même peine* que l'auteur du crime. Les termes de l'article 59 du Code Pénal, dit-elle, sont généraux et la preuve en est que l'article 63 du même code, a dû déroger à ce principe, pour permettre de modifier la peine si, dans le cas du recelé, le complice n'avait pas eu connaissance des circonstances aggravantes. Tel est au surplus l'esprit du Code pénal si on s'en rapporte à l'opinion de l'un de ses auteurs, Target : « Tous ceux, écrivait-il, qui ont participé au crime par complicité, méritent les mêmes peines que les auteurs ou les coopérateurs. Quand la peine sera portée à la plus grande rigueur par l'effet des circonstances aggravantes, il paraît juste que cet accroissement de sévérité frappe tous ceux qui, ayant préparé, aidé ou favorisé le crime, se sont soumis à toutes les chances des événements et ont consenti à toutes les suites. » (Locré, t. 29, p. 32).

La Cour de Cassation a même appliqué son interprétation de l'article 59 du Code Pénal à toutes les lois postérieures à ce Code. C'est ainsi que, par arrêt du 31 janvier 1817, elle déclara, que « les dispositions des articles 59 et 60 du Code Pénal concernant la complicité s'appliquent à tous les genres de criminalités déterminés par les diverses lois pénales même postérieures à ce code. » Et, par arrêt des 23 juin et 11 octobre 1838, elle n'a pas hésité à décider que le recel par un non militaire des effets militaires volés par un soldat, constituait la complicité d'un crime puisque la loi du 15 juillet 1829 punissait de la réclusion, le militaire convaincu de vol d'effets militaires.

Cependant, « les orateurs du Gouvernement en exposant les motifs du Code n'ont parlé que de l'aggravation résultant des circonstances concomitantes du fait et nullement de celles qui dérivent de la qualité d'un des auteurs » (Chauveau et Helie op. cit., p. 474).

Pour être logique, l'article 59 du Code Pénal devrait être ainsi interprété : les complices d'un crime doivent être punis de la même peine que *s'ils en étaient les auteurs*. Sans quoi

on aboutirait à des conséquences qui heurteraient le bon sens. Le complice d'un mineur de 16 ans profiterait de l'atténuation de peine pour ce dernier et serait atteint de l'aggravation de peine prévue pour les récidivistes s'il était le complice d'un crime commis par un de ces individus!

La Cour de Cassation reconnut si bien que l'esprit de l'article 59 est bien celui que nous indiquons, que dans ces deux cas, elle refusa de frapper les complices de la même peine que l'auteur principal du crime (Crim. 18 novembre 1824, 27 novembre 1845) et qu'elle décida ensuite que la peine applicable au militaire, à raison d'un délit commis sous les drapeaux, ne peut être étendue à son complice non militaire.

C'est ainsi que, par arrêt du 23 février 1849, (D. P. 49-1-184) elle déclara que les complices non militaires d'un vol d'effets militaires commis par un soldat, ne sont pas passibles de la *même nature* de peine que l'auteur du vol et ne peuvent être atteints que par les dispositions du *droit commun*.

Le Tribunal de St-Omer, s'inspirant de cet arrêt, jugea, le 3 avril 1855, que l'individu non militaire, receleur d'objets militaires volés par un soldat, ne pouvait être puni que dans les termes et dans la limite de la loi pénale ordinaire et ne pouvait se voir appliquer que les peines de l'article 401 du Code Pénal.

Un pourvoi dans l'intérêt de la loi ayant été fait contre ce jugement, par ordre du Garde des Sceaux, la Cour de Cassation confirma par un arrêt du 19 janvier 1856, sa doctrine de 1849.

Elle déclara « que la législation répressive pour les militaires constitue un corps de loi qui lui est propre et qui doit demeurer essentiellement distinct et séparé des lois répressives ordinaires; que le caractère tout particulier de la législation militaire tient à la nature même des devoirs sur l'infraction desquels cette législation a disposé; qu'en effet, tous ceux qui sont sous les drapeaux contractent envers le pays des obligations d'un ordre spécial dont l'exact accomplissement importe à la discipline; que, si nonobstant cette indépendance de ces deux législations entre elles, on voulait par la qua-

lification et la peine d'un délit militaire lier par les règles ordinaires de la complicité le sort d'un complice non militaire au sort d'un auteur principal militaire, il en résulterait que le premier serait responsable d'une infraction pouvant ne pas avoir pour lui de raison d'être ou de raison d'aggravation et passible d'une peine dont la nature et la rigueur seraient pour le complice sans explication; qu'en conséquence, si une disposition spéciale et expresse de la loi n'en a décidé autrement, le principe posé par l'article 59 du Code Pénal, d'après lequel le complice d'un crime ou d'un délit doit être puni de la même peine que l'auteur de ce crime ou de ce délit, n'est pas applicable au complice non militaire d'un crime ou d'un délit militaire encore que la peine portée contre ce crime ou ce délit serait *une de celles admises par le Code Pénal ordinaire*; que, par suite, la peine de la réclusion prononcée par l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1829 ne peut être appliquée à l'individu, non militaire, qui s'est rendu complice par recel d'un vol d'effets militaires commis par un soldat, ce complice n'étant passible que des peines de vol simple conformément aux articles 62 et 401 du Code Pénal. »

Et la Cour Suprême ajoutait que, s'il en était autrement, il en résulterait, si la peine attachée par la loi spéciale était purement militaire, que la Cour d'Assises se trouverait dans l'alternative ou d'appliquer des peines arbitraires ou de proclamer, contre l'évidence des faits, l'impunité du prévenu.

En résumé, quand le législateur a créé une organisation criminelle spéciale, ayant en propre son code répressif et d'instruction, ses délits et ses peines, ses moyens d'information et ses tribunaux, le complice n'appartenant pas à la catégorie d'individus pour laquelle cette organisation a été instituée, ne peut se voir appliquer conformément à l'article 59 du Code Pénal, — à moins d'une disposition expresse de la loi — la même nature de peine que l'auteur de l'infraction alors même que cette peine serait une de celles admises par le code pénal ordinaire. Le complice devant être puni de la même peine que s'il était l'auteur de l'infraction, il doit seulement

se voir infliger la sanction prévue par ce code, s'il en existe une, sinon l'impunité lui est assurée.

La législation répressive pour les transportés constitue, par conséquent, un corps de loi qui leur est propre et qui doit « demeurer essentiellement distincte des lois répressives ordinaires. » Les transportés sont soumis à une organisation criminelle spéciale, ayant, en propre, ses délits et ses peines, ses mesures d'information et ses tribunaux.

Le principe que, conformément à l'article 59 du Code Pénal, le complice est puni de la même peine que l'auteur de l'infraction, ne peut donc être appliqué à la personne libre qui s'est rendue complice de l'évasion d'un forçat alors même que, comme pour l'évasion d'un libéré astreint à la résidence, la peine des travaux forcés envisagée est une de celles admises par le Code Pénal.

S'il en était autrement, il faudrait admettre que la personne libre, complice de l'évasion d'un forçat, pouvait, sous l'empire de l'article 7 de la loi du 30 mai 1854, se voir appliquer la double chaîne et, depuis le décret de 1906, être condamné à la peine de la réclusion cellulaire qui, comme l'a fait remarquer le Ministre dans une dépêche du 29 novembre 1891, « ne peut être prononcée contre un homme libre car cette peine n'a été instituée qu'à l'encontre des seuls forçats et dont l'application à tout autre *ne saurait même se concevoir*. »

Il faudrait alors, ou appliquer au complice libre une peine arbitraire ou, malgré l'évidence des faits, proclamer son impunité!

Faute d'un texte spécial, la personne libre complice de l'évasion d'un forçat doit se voir appliquer les sanctions édictées par les articles 239 et suivants du Code Pénal.

Le Tribunal maritime spécial de la Guyane a, cependant, à plusieurs reprises, fait application aux personnes libres poursuivies pour complicité d'évasion de forçats, de la même peine que l'auteur principal, soit la réclusion cellulaire instituée par les décrets de 1889 et 1925.

Il est vrai que le 30 octobre 1919 la Cour de Cassation a paru sanctionner cette jurisprudence en rejetant le pourvoi

d'un complice condamné à la réclusion cellulaire. Mais il faut reconnaître que le condamné s'était contenté de se pourvoir sans soulever aucun moyen de Cassation et sans faire remarquer que la peine de la réclusion cellulaire qui lui avait été appliquée était une peine instituée pour les forçats seulement. Il est évident que si la Cour Suprême avait été amenée à se prononcer sur un tel moyen, sa décision n'aurait pas passée inaperçue puisqu'elle aurait marqué un revirement dans sa jurisprudence quasi séculaire. Cet arrêt ne se trouve dans aucun recueil de jurisprudence où il n'aurait pas manqué d'être reproduit et commenté. On ne saurait donc attacher au rejet du pourvoi une grande importance et l'interpréter comme établissant une nouvelle doctrine.

Par dépêche du 8 mai 1930, le Ministre des Colonies fit connaître au Gouverneur de la Guyane, qu'il avait consulté sur cette question le Garde des Sceaux lequel avait formulé l'avis suivant : « Je suis porté à penser que dans l'affaire signalée, la Cour Suprême n'a pas manqué de faire une exacte application des textes qui, en l'état actuel de la législation répriment l'évasion et la complicité d'évasion des transportés. En effet, les articles 239 et suivants du Code Pénal ne paraissent pas applicables en l'espèce (voir Garçon, C. A. article 239, n^{os} 144 et suivants) puisque le délit spécial, créé par ces articles, ne peut être retenu lorsqu'il s'agit de l'évasion de la colonie. En conséquence, les tiers qui ont facilité ou procuré l'évasion des transportés doivent être poursuivis et punis, en l'absence d'un texte y dérogeant, selon les règles normales de la complicité prévues par les articles 59 et 60 du Code Pénal... Néanmoins, je ne vois pas d'inconvénient à ce que la Cour de Cassation soit de nouveau saisie de la question. Il vous appartiendra, dans ces conditions, de m'aviser, en temps utile, de tout pourvoi qui viendrait à être fourni, dans une espèce semblable, contre une nouvelle décision du Tribunal maritime spécial. Je ne manquerai pas alors de faire part à M. le Procureur Général près la Cour de Cassation des considérations développées dans votre dépêche du 20 septembre 1929 en faveur d'un changement de jurispru-

dence de la Cour Suprême. Si la Cour de Cassation maintenait néanmoins sa jurisprudence antérieure, il y aurait lieu d'envisager une modification législative et il vous appartiendra, en conséquence, de prendre l'initiative de déposer un nouveau texte créant un délit spécial analogue à celui des articles 239 et suivants du Code Pénal à l'encontre des personnes libres qui auront facilité ou procuré l'évasion d'un transporté. »

Nous ne pensons pas que la Cour de Cassation, si elle était amenée à se prononcer sur la question, ne maintienne pas sa doctrine des arrêts de 1849 et 1856. Mais quel que soit l'avis de la Cour Suprême, nous estimons qu'un texte spécial s'impose prévoyant pour les personnes libres — comme l'a fait l'article 197 du Code de Justice Militaire pour les individus non militaires — des peines envisagées par le Code Pénal. Ces peines devront être alors plus sévères que celles édictées par les articles 239 et suivants du Code Pénal : de 1 à 5 ans de prison, par exemple, pour les complices de l'évasion d'un libéré astreint à résidence, la réclusion et les travaux forcés pour les complices de l'évasion d'un transporté en cours de peine, selon que celui-ci a été condamné aux travaux forcés à temps ou à perpétuité. Les complices de l'évasion d'un forçat, appartiennent le plus souvent à l'élément le moins intéressant de la population de la colonie, mettent l'ordre public en péril et doivent être durement frappés. S'il est définitivement établi qu'ils ne pourront encourir que les peines relativement légères des articles 239 et suivants du Code Pénal, il y aurait, en effet, à craindre qu'une véritable industrie — celle des évasions — ne se crée à la Guyane et ne mette le régime de la transportation en danger. Le forçat, qui livré à ses propres moyens est généralement impuissant à s'évader, réussira facilement son évasion s'il obtient le concours des habitants du pays.

La reconnaissance de l'identité du transporté évadé et repris doit être faite, conformément à l'article 9 de la loi du 30 mai 1854 par le Tribunal maritime spécial, si l'arrestation a eu lieu dans la colonie ou s'il y a été ramené par l'extradition, et par la Cour qui a prononcé la condamnation, si l'arresta-

tion a eu lieu en France. Le service anthropométrique de St-Laurent du Maroni est en mesure de donner toutes indications utiles pour établir l'identité des transportés.

Nous signalerons en passant qu'une lacune de la loi de 1854 peut causer de très gros ennuis à l'administration. Quand une difficulté se produit relativement à l'exécution d'une peine, le condamné adresse une réclamation au Parquet près la juridiction qui a prononcé la condamnation. Si la réclamation est rejetée et si le condamné maintient ses prétentions, l'incident prend un caractère contentieux et ne peut être tranché que par les tribunaux. Quelle est la juridiction compétente? La Cour de Cassation a constamment décidé que, l'incident sur l'exécution de la peine, devenant l'accessoire de l'action publique, doit suivre le sort de cette action et être portée devant les juges compétents pour décider sur le principal. C'est donc la Cour qui a rendu l'arrêt prononçant la peine qu'il s'agit d'exécuter qui doit statuer sur l'incident. Qu'un condamné ait la fantaisie, quelques mois avant la fin de sa peine, de soutenir qu'il doit être libéré et l'administration serait obligée de le transférer devant la Cour qui l'a condamné. Cet exemple ne manquerait pas d'être suivi par ses camarades, désireux de revoir la France et de rompre la monotonie de leur vie par un voyage plus attrayant qu'un séjour dans un pénitentier! On devine facilement les frais élevés que devrait supporter l'Etat. Il serait bon que le Département comble par un texte spécial la lacune de la loi de 1854. Il nous semble que la Cour d'Appel de la Guyane pourrait être rendue compétente pour statuer sur de telles réclamations ou, si l'on ne veut pas toucher à la compétence de la Cour qui a infligé la condamnation, que l'on pourrait éviter des frais inutiles en décidant que cette Cour statuerait sur simple mémoire sans que la comparution du condamné soit indispensable.

Nous allons maintenant aborder une question très importante : celle de la prescription.

Le forçat évadé peut-il prescrire sa peine des travaux forcés?

Legraverend (J. G. V° Prescription criminelle, n° 24) ne

le pense pas : « L'évasion d'un forçat, dit-il, constitue un état permanent de flagrant délit qui empêche la prescription de courir; le délit ne consiste pas seulement dans l'évasion, il réside surtout dans les résultats et dans les suites; le crime se prolonge, se perpétue et, de même qu'on ne peut prescrire contre un délit qui se commet, de même on ne peut pas acquiescer la prescription pendant qu'il se continue. La faveur de la prescription commence à courir du jour où le forçat a été remis sous la main de la justice; et si le forçat repris n'était pas traduit devant le Tribunal maritime dans les dix ans qui suivent son arrestation, ce tribunal ne pourrait plus procéder régulièrement contre lui à raison du fait d'évasion. » Dalloz (Rep. pratique, V° Evasion, n° 39) s'exprime ainsi : « La prescription ne peut jamais être réclamée contre la peine principale par un forçat évadé du bagne, car cette évasion est elle-même un crime qui se perpétue tant que le forçat n'est pas replacé sous la main de la justice. Mais si le condamné s'est évadé de *tout autre lieu que le bagne*, sans commettre de rébellion ou de bris de prison, circonstances qui donneraient lieu à de nouvelles poursuites, il commencera à prescrire du jour de son évasion. »

D'après ce système, la peine des travaux forcés peut être prescrite par le condamné qui s'est évadé en France sans commettre une infraction pénale. Mais si l'évasion a eu lieu en France à la suite d'un délit (violences ou bris de prison) ou à la colonie (fait considéré comme un crime), la peine est imprescriptible, puisque l'évasion (crime ou délit) se perpétue tant que le forçat n'est pas replacé sous la main de la justice. Il en est de même de la prescription de l'action publique pour le délit ou le crime d'évasion.

La Cour de Cassation s'est prononcée dans ce sens (Crim. 20 juillet 1827. J. G. V° Prescription, n° 44, p. 325).

Les tribunaux ordinaires ont fait l'application de cette jurisprudence aux rélégués évadés de la colonie où ils sont détenus. Cette jurisprudence a été également admise par la plupart des auteurs (Trib. Correct. de Fontainebleau 11 janvier 1901, D. P. 1901-2-416; Cour de Paris, 14 mars 1902. J. des Par-

quets 1903-2-100 : Tribunal de la Seine, 11 janvier 1915; Cour de Paris, 18 février 1915; le Poitevin, Dict. des Parquets, V° Evasion, n° 26, p. 265, édition 1910; J. G. Supplément V° Prescription Criminelle, n° 16; Garraud, La rélévation et l'interdiction de séjour, p. 5 note 4; traité théorique et pratique du droit pénal français, 3^e éd., tome 2, n° 545, p. 247, texte et note 8, contra : Laborde, Cours de droit criminel, 2^e éd., n° 795 et 796, p. 536 et 537).

L'arrêt précité de la Cour de Paris du 18 février 1915 qui avait refusé la prescription à un rélégué évadé depuis 5 ans parce que « l'évasion, étant elle-même un délit, se perpétue tant que le rélégué n'a pas été mis à la disposition de l'autorité compétente, » a été cassé par la Cour Suprême le 1^{er} avril 1915 (D. P. 1919-1-57) qui se rangeait ainsi à l'opinion de Laborde.

La Cour de Cassation pose le principe que, aux termes des articles 635 et 636 du Code d'Instruction Criminelle, la prescription s'applique aux peines portées par les jugements et arrêts; que sa durée est fixée à 20 années ou à 5 années selon que la peine a été prononcée en matière criminelle ou en matière correctionnelle; que la circonstance que le rélégué s'est soustrait à la peine de la rélévation par un acte délictueux en s'évadant de la colonie où il était interné, est sans influence sur la prescription de la rélévation; que celle-ci commence du jour de l'évasion sans que l'état d'évasion dans lequel s'est placé le rélégué ait pour effet d'en suspendre le cours. Cette jurisprudence peut être considérée comme définitive puisque la Cour Suprême l'a confirmée dans ses arrêts des 8 décembre 1916 (Bull. Crim., p. 470) et 11 avril 1918 (Bull. crim., p. 141).

Dans sa note sous l'arrêt du 1^{er} avril 1915, M. Roux, s'élève contre la manière de voir de la Cour de Cassation. Les dispositions des articles 635 et 636 du Code d'Instr. Criminelle, dit-il, ne visent pas le cas où le condamné s'est évadé de la colonie où il était interné, mais seulement celui où il n'a pas commencé à subir sa peine, si, par exemple, le condamné s'est évadé pendant les délais du pourvoi en cassation. En effet, ces ar-

ticles fixent le point de départ de la prescription de la peine à la date de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort et il semble en résulter que, dès que le condamné a été incarcéré ou interné dans une colonie, la peine ne puisse plus se prescrire et doive être considérée comme étant toujours en voie d'exécution. La Cour d'Appel de Paris (2 novembre 1920); D. P. 23-2-133) s'est rangée à l'opinion de M. Roux, en déclarant que les articles 635 et 636 du Code d'Instr. Criminelle supposent nécessairement que l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a jamais reçu d'exécution et ne disposent que pour ce cas. Donc, si la peine de la rélégalion a été l'objet d'une mesure d'exécution avant le délai fixé par ces articles, elle devient imprescriptible. L'arrêt de la Cour de Paris n'a pas été l'objet d'un pourvoi et il n'est pas douteux qu'il aurait été cassé, comme contraire à la doctrine de la Cour de Cassation exposée dans l'arrêt du 1^{er} avril 1915.

Il est bien difficile de ne pas appliquer cette jurisprudence de la Cour Suprême aux évasions des forçats. Les travaux-forcés étant aussi une peine, la prescription de l'article 635 du Code d'Instruction Criminelle est applicable au forçat bien que « celui-ci se soit soustrait à l'exécution de sa peine par un acte délictueux en s'évadant de la colonie où il était interné. »

La prescription ne peut être interrompue que par l'exécution sur la personne qui, seule, est manifestement incompatible avec la continuation de la prescription (Cass. criminelle 3 août 1888. D. P. 89-1-173. Dalloz R. P. V^o Prescription, n^o 118). Aussi les actes de perquisition et de recherche et, d'une manière générale, tous ceux qui ont pour objet de mettre la main sur la personne du condamné ne sont pas interruptifs (Dalloz R. P., V^o Prescription, n^o 119. Faustin Helie, t. 8, n^o 4118; Ortolan, t. 2, n^o 1901; Garraud, t. 2, n^o 547; Brun de Villaret, n^o 433; Laborde, n^o 928).

La demande d'extradition n'interrompt pas, non plus, la prescription de la peine. Celle-ci est suspendue, toutefois, quand un Gouvernement étranger diffère l'extradition jusqu'à ce que le condamné ait subi la condamnation qu'il aurait

encourue à l'étranger (Aix, 22 octobre 1891). On peut donc conclure que, si 20 années se sont écoulées entre le jour de l'évasion et son arrestation, le forçat aura prescrit sa peine.

La prescription de l'action publique pour le crime d'évasion commis par un forçat est par suite possible.

La Cour d'Appel de la Guyane avait refusé de l'admettre. Elle avait reculé devant les conséquences d'une telle doctrine qui aurait eu pour résultat, non seulement de multiplier les évasions déjà trop nombreuses des rélégués, mais d'abolir, en fait, la rélévation. Le rélégué n'avait qu'à se réfugier dans les bois où il aurait trouvé facilement du travail, soit sur les placers, soit dans les exploitations de balata et de bois de rose. Cinq ans après, il n'avait qu'à se présenter au Parquet, le sourire aux lèvres, et demander le bénéfice de la prescription. Grâce aux économies réalisées pendant son évasion, il pouvait rentrer en France pour y recommencer ses exploits! Aussi le 15 novembre 1924, avait-elle repoussée la prescription invoquée par un rélégué évadé en se fondant sur ce que « le délit d'évasion, présentant le caractère d'un délit successif, la prescription ne pouvait commencer que du jour où l'évadé avait été repris. »

La Cour de Cassation, confirmant sa jurisprudence de 1915, a cassé cet arrêt le 13 décembre 1924 (Bull. Crim. n° 414) en décidant que le délit d'évasion n'est pas un délit successif parce que ses deux éléments constitutifs sont l'éloignement du rélégué de l'établissement ou du dépôt dans lequel il était placé et l'expiration du délai de 12 heures fixé par le décret du 6 janvier 1899; que, par suite, aux termes de l'article 638 du Code d'Instruction Criminelle, l'action publique se prescrit par 3 ans révolus à compter du jour où l'infraction a été commise, si dans cet intervalle, il n'a été fait aucun acte d'instruction ou de poursuite.

Ce même raisonnement peut être aussi appliqué au forçat évadé. Le crime d'évasion étant une infraction instantanée puisqu'il est constitué, aux termes du décret du 18 septembre 1925, par l'éloignement du lieu où le forçat était détenu ou employé et par l'expiration d'un délai de 12 heures, la pres-

cription de l'action publique, s'il n'a été fait dans l'intervalle aucun acte d'instruction ou de poursuite, sera acquise, conformément à l'article 637 du Code d'Instruction Criminelle, dix années après la constatation de la disparition du forçat.

Bien entendu, si le forçat évadé a été condamné par contumace, le jugement de condamnation fera cesser la prescription de l'action publique et commencer celle de la peine (Cass. Crim. 27 avril 1863).

Puisque l'évasion est un délit instantané, il en résulte que le complice ne pourra plus être inquiété quand le délai de 12 heures fixé par le décret du 18 septembre 1925 sera expiré. (Conf. Cass. Crim. 28 novembre 1917-D. P. 22-1-126). En effet, le crime d'évasion est consommé après la fin du délai de 12 heures et il ne se continue plus. Le forçat est alors en état d'évasion, mais cette situation n'est qu'une suite du crime qui, lui, est définitivement accompli. Par suite, les faits postérieurs qui peuvent tendre à favoriser la fuite de l'évadé sont bien des faits concomitants à *l'état* d'évasion, mais postérieurs au *crime* d'évasion et, comme tels, échappent à l'application de la loi.

Les conséquences des arrêts de la Cour de Cassation des 1^{er} avril 1915 et 13 décembre 1924 sont très graves. Sans doute, les termes des articles 635 et suivants du Code d'Instruction Criminelle sont généraux et les arguments de la Cour Suprême tirés de ces articles ont beaucoup de valeur. Mais il ne paraît pas logique que la prescription d'une peine soit acquise à la faveur d'un délit ou d'un crime et c'est ce que la Cour de Cassation avait compris en 1827. Si celle-ci appliquait aux forçats — et il n'y a pas de raisons pour qu'il n'en soit pas juridiquement ainsi — la jurisprudence qu'elle a inaugurée pour les relégués, une modification législative s'imposerait. Que l'on fasse bénéficier de la prescription les condamnés qui recouvrent leur liberté à la suite d'une évasion non délictuelle, personne n'y trouvera à redire. Mais le législateur devrait la rendre impossible pour les autres.

Sans doute, on peut retarder la prescription de l'action publique par des actes d'instruction ou de poursuite. Ces actes

interrompent, en effet, la prescription; ils font considérer comme non avenu le temps qui s'est écoulé, de telle sorte qu'une nouvelle prescription doit commencer (Cass. Crim. 22 janvier 1920, D. P. 20-1-47). Il a même été jugé (Cass. crim. 24 mai 1884, D. P. 86-1-143) qu'après une première interruption, si de nouveaux actes interruptifs viennent à se produire, la prescription est à nouveau interrompue, de telle sorte, que le délai de la prescription pourra être prorogé indéfiniment. Mais il ne faut pas y songer. Le Commissaire-rapporteur près le Tribunal maritime est un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire ignorant souvent les principes les plus élémentaires du droit. D'autre part, par le jeu des congés coloniaux, les commissaires-rapporteurs se succèdent rapidement, de telle sorte, qu'il est impossible d'obtenir l'unité de vue indispensable pour atteindre ce résultat.

La prescription de l'obligation de la résidence est-elle aussi possible?

Nous avons vu au chapitre XII que l'obligation de résidence est une peine restrictive de liberté, susceptible d'actes d'exécution matérielle contre la personne du condamné et qu'elle est l'accessoire de la peine principale des travaux forcés.

Or, toute peine susceptible d'actes d'exécution matérielle est prescriptible. Peu importe qu'il s'agisse d'une peine principale, accessoire ou complémentaire.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation dans son arrêt du 1^{er} avril 1915 précité à propos de la peine de la relégation qui est assimilée à celle de l'obligation de résidence des forçats (voir le rapport de M. le Sénateur Verninac J. O. janvier 1885, page 407, annexe n° 352) « Attendu que la relégation est une peine; qu'à la vérité, elle a été instituée aussi comme une mesure de sécurité générale en vue d'éloigner de France, d'une façon définitive, les malfaiteurs d'habitude présumés incorrigibles; mais que cette circonstance ne modifie pas son caractère essentiel de peine impliquant des actes d'exécution sur la personne du condamné et ne saurait, dès lors, le soustraire aux dispositions générales des articles 635

et 636 du Code d'Instruction Criminelle, en vertu desquels, les peines sont prescriptibles.

« Attendu que le fait que la peine principale prononcée contre le condamné a été subie n'apporte, contrairement à ce qui est énoncé dans l'arrêt attaqué, aucun obstacle à ce que la peine de la rélégalion qui est distincte de la peine principale et qui s'exécute après elle, soit susceptible d'être prescrite... Attendu que la peine de la rélégalion se prescrit par 20 années lorsqu'elle a été appliquée par un arrêt ou un jugement portant condamnation pour un fait qualifié crime... »

D'où il résulte :

1° Que la peine accessoire de l'obligation de résidence est prescriptible;

2° qu'elle se prescrit en même temps que la peine principale des travaux forcés;

3° que, résultant d'un arrêt portant condamnation pour un fait qualifié crime, elle se prescrit par 20 années.

Donc, en résumé, un forçat condamné aux travaux forcés à temps prescrira sa peine principale des travaux forcés et la peine accessoire de l'obligation de résidence, 20 années à partir du jour de son évasion.

Il aura prescrit en même temps l'action publique pour son crime d'évasion s'il s'est écoulé 10 années après le jour de son évasion ou après le dernier acte d'instruction ou de poursuite. Mais si une condamnation par contumace est intervenue, il lui faudra, pour éviter d'être transféré dans la colonie pénitentiaire, attendre que 20 années se soient écoulées depuis la date du jugement, pour prescrire cette dernière condamnation.

Il ne sera soumis en France qu'à l'interdiction de séjour pendant le temps fixé par l'arrêt ou le jugement de condamnation aux travaux forcés ou, si l'arrêt ou le jugement sont muets sur cette peine, pendant 20 années (article 46 § 2 du Code Pénal) et ce, à partir du jour où la prescription de la peine des travaux forcés aura été accomplie (article 48 § 3 et 5 du Code Pénal).

Il en sera de même pour le forçat condamné aux travaux forcés à perpétuité dont la peine aura été commuée en celle des travaux forcés à temps ou ramenée à cette peine par des remises gracieuses. Mais il sera de plein droit soumis à 20 années d'interdiction de séjour (article 46 § 4 du Code Pénal) à partir du jour où la prescription de sa peine aura été acquise.

Quant aux autres condamnés aux travaux forcés à perpétuité qui s'évadent, ils bénéficient aussi de la prescription. Ils seront soumis de plein droit à l'interdiction de séjour pendant 20 années (article 48 § 4 du Code Pénal) à partir du jour où leur peine sera prescrite. Toutefois, conformément à l'article 635 du Code d'Instruction Criminelle, ils ne pourront, leur vie durant, résider dans le département où demeureraient, soit celui sur lequel où contre la propriété duquel leur crime aura été commis, soit les héritiers directs de celui-ci.

De plus, le Gouvernement pourra leur assigner le lieu de leur domicile.

En ce qui concerne le forçat libéré qui s'est évadé de la colonie, alors qu'il était astreint à l'obligation de la résidence, la prescription de cette obligation de résidence sera acquise 20 années, soit après le jour de son évasion, soit après le jugement de contumace le condamnant pour évasion.

Il va sans dire que, l'interdiction de séjour ne pouvant avoir une durée supérieure à 20 années, la question de l'interdiction de séjour ne se posera plus pour lui. Celle-ci ayant commencé, en effet, au jour de sa libération des travaux forcés, aura pris fin quand la prescription de l'obligation de la résidence sera acquise.

Nous signalerons, pour terminer, que pour empêcher les forçats de correspondre par l'intermédiaire des colons libres et se faire envoyer ainsi clandestinement les fonds nécessaires à une évasion, le décret du 3 mai 1898 punit « quiconque aura prêté son concours ou son entremise pour recevoir ou faire parvenir à un transporté en cours de peine, en dehors de la voie administrative, des lettres, correspondances ou

objets dont la remise est interdite par les règlements » de 16 jours à 3 mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 500 francs. Cette peine pourra être doublée en cas de récidive.

CHAPITRE XXI

LES JURIDICTIONS ORDINAIRES A LA GUYANE

Puisque les libérés sont, en dehors du cas d'évasion, justiciables des tribunaux ordinaires de la colonie, nous devons, pour être complet, dire quelques mots sur l'organisation judiciaire de la Guyane qui a été règlementée par le décret du 16 décembre 1896.

Au chef-lieu, siègent une Cour d'Appel composée d'un Président, de deux conseillers et d'un Greffier en chef; une Cour d'Assises composée de la Cour d'Appel à laquelle il est adjoint quatre assesseurs désignés par la voie du sort, sur une liste de vingt notables français domiciliés dans la colonie et jouissant de leurs droits civils et politiques. Les assesseurs ont voix délibérative sur la question de la culpabilité seulement. A notre avis, les Cours d'Assises de la métropole devraient avoir une organisation semblable à celle de la Guyane. On verrait certainement moins d'erreurs et moins de verdicts déconcertants si les magistrats de la Cour collaboraient avec les jurés pour l'examen de la culpabilité de l'accusé et pour la fixation de la peine; un Tribunal de 1^{re} Instance composé d'un Président, d'un juge, plus spécialement chargé de l'instruction, de deux juges suppléants et d'un greffier.

A St-Laurent du Maroni, se trouve un Tribunal de 1^{re} instance composé d'un Président et d'un Greffier-notaire. Le Président est chargé de l'instruction, ce qui est inadmissible. Il est vrai qu'un juge suppléant peut être détaché à St-Laurent du Maroni pour l'instruction de certaines affaires.

Un Procureur Général, Chef du service judiciaire, exerce l'action publique dans le ressort des tribunaux de la colonie; il a un substitut. Un procureur de la République est placé près le Tribunal de 1^o instance de Cayenne et de St-Laurent du Maroni.

Les justices de paix ordinaires, fonctionnant comme en France, avec un juge et un greffier, siègent à Cayenne, à Iracoubo, à Kourou, à Mana, à Sinnamary et à Kaw. Les appels contre les jugements des juges de paix sont portés devant les tribunaux de 1^o instance. Les jugements en dernier ressort des juges de paix peuvent être attaqués devant la Cour d'Appel, par la voie de l'annulation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. La Cour d'Appel joue donc le rôle de Cour de Cassation dans ce cas.

Les divers codes ont été rendus applicables à la Guyane.

Près la Cour d'Appel, se trouve une chambre des mises en accusation présidée par un Conseiller, assisté du Président du Tribunal de la 1^o instance et du juge de paix de Cayenne.

Un décret du 29 septembre 1929 a étendu à la Guyane certaines dispositions des lois du 8 décembre 1897 et du 22 mars 1921 sur l'instruction préalable.

CHAPITRE XXII

LA COLONISATION PÉNALE A LA GUYANE DE 1852 A NOS JOURS

Après avoir exposé le régime auquel sont soumis les transportés en cours de peine et les libérés, nous ferons l'exposé de la colonisation pénale à la Guyane de 1852 à nos jours.

Le décret du 27 mars 1852 décida que « sans attendre la loi qui doit modifier le Code Pénal quant au mode d'application de la peine des travaux forcés, » les condamnés aux travaux forcés pouvaient être envoyés à la Guyane et être employés aux travaux de la colonisation.

Cette disposition, en transformant la peine subie dans les bagnes en celle de la transportation, portait atteinte au principe de la non retroactivité des lois pénales. Aussi le Gouvernement tourna la difficulté en gracieant les forçats qui déclaraient se soumettre au nouveau régime. Des registres couverts dans tous les bagnes reçurent les adhésions. Celles-ci furent nombreuses et 3.000 forçats « poussés par le double espoir de terminer leur peine et de faire fortune » (lettre du R. P. Morez à un autre Père de la Cie de Jésus, en date du 27-6-52), demandèrent à être transportés.

Le 27 mars 1852, un premier convoi de 301 condamnés partit de Brest sur la frégate « l'Allier. » A leur arrivée à la Guyane, M. Sarda-Garriga, Commissaire Général du Gouvernement, les répartit ainsi :

Les forçats à l'île Royale;

les libérés à l'île St-Joseph;
 les réclusionnaires à l'îlet le Père;
 les transportés politiques, à l'îlet la Mère.

Mais ces îles étaient trop petites pour recevoir tous les condamnés qui allaient être transportés. Elles étaient, en outre, impropres aux travaux de colonisation par la nature même de leur sol. Il fallut songer à prendre pied sur la terre ferme.

En attendant que les travaux d'installation prévus à la Guyane fussent terminés, le Gouvernement résolut de transporter les condamnés aux Saintes, îles dépendant de la Gadeloupe. Il y renonça et il ordonna le transfèrement de quelques-uns d'entre eux à Remire, dans les environs de Cayenne, où des établissements provisoires avaient été établis. Les autres, durent attendre dans les prisons de la métropole leur envoi à la Guyane.

Le territoire de Remire n'était pas suffisant pour interner tous les transportés dont le nombre s'accroissait sans cesse et devait atteindre celui de 2.200 à la fin du mois de décembre 1852. Au surplus, la proximité de Cayenne poussait les transportés à se rendre au chef-lieu où leur contact avec la population libre pouvait devenir dangereux pour la sécurité et le bon ordre.

Il fallait trouver un lieu isolé, sans communications avec le reste de la Guyane. Ces conditions se trouvaient réunies dans la partie de la Guyane comprise entre la rivière de Kourou et celle de Cayenne ainsi que dans la Montagne d'Argent où de vastes étendues de terrains propres à l'agriculture et à l'élevage du bétail pouvaient permettre l'essai de la colonisation pénale.

Un arrêté du Gouverneur, en date du 22 juillet 1852, autorisa l'administration pénitentiaire à acheter l'habitation de M. Boudaud, dite de la Montagne d'Argent, située à l'embouchure de l'Oyapoc, pour y installer un pénitencier. On interna aux Iles du Salut et sur les pontons du port de Cayenne les sujets dangereux et on décida que les autres condamnés travailleraient aux premières installations et seraient ensuite

affectés à la culture et à l'élevage du bétail. Pour les pousser à travailler avec ardeur, on leur promit, qu'après un temps d'épreuve, ils pourraient être mis au service des colons ou bénéficier d'une concession de terres. Aussi, le mois suivant, on put placer sur le nouveau pénitencier 161 condamnés extraits des Iles du Salut et commencer à y cultiver le cafeier, le cacaoyer, le roucou et le cotonnier.

Malheureusement, l'administration pénitentiaire n'aurait pas dû se borner à rechercher si la Montagne d'Argent remplissait les conditions d'isolement désirées. Elle aurait dû aussi s'assurer, avant d'engager des frais considérables pour l'édification de bâtiments, si la région choisie donnait toute satisfaction au point de vue sanitaire. Pour avoir négligé cette dernière précaution, on ne tarda pas à s'apercevoir que le séjour des condamnés y était impossible.

Le 23 mars 1854, le R. P. Bigot, de la mission de Cayenne, écrivait au R. P. provincial : « La Montagne d'Argent est une presqu'île, qu'on pourrait appeler une île, puisque le seul côté par lequel elle tient à la terre ferme est un immense marais qu'il est impossible de traverser. Il s'exhale de ce marais des vapeurs fiévreuses qui rendent l'état sanitaire de cet établissement inférieur à celui des Iles. La mortalité pour les transportés européens y est de 40 % en moyenne annuelle depuis sa fondation. » En 1853, on constata, en effet, 105 décès sur un effectif de 320 hommes! Par amour propre, l'administration continua à y envoyer des transportés jusqu'en 1864, époque où la Montagne d'Argent fut, enfin, évacuée définitivement. (D. M. du 15 février 1864; arrêté du 14 août de la même année).

Le 26 avril 1853, on fonda un établissement sur les bords de l'Oyapoc : celui de St-Georges. L'administration se montra aussi imprévoyante que l'année précédente dans le choix de la Montagne d'Argent. Nous devons à l'obligeance de Mme la Mère supérieure des sœurs de Cluny à Cayenne, la copie d'une lettre du R. P. Bigot, déjà cité plus haut, adressée en mars 1854 au R. P. provincial, qui donne sur le pénitencier de St-Georges des renseignements vraiment navrants : « L'établis-

sement de St-Georges, le moins considérable, est le seul qui puisse s'étendre indéfiniment sur la terre ferme. C'est le plus insalubre car il n'est pas entouré comme les autres par les eaux de la mer. Le fleuve Oyapoc, sur la rive duquel a été fait l'établissement, répand dans les terres environnantes une grande quantité d'eau qui demeure stagnante et qui, avec les pluies torrentielles tombant pendant 8 mois de l'année, forme des marais d'où sortent des exhalations malsaines. Peu d'européens peuvent y passer un mois sans fièvre. Les noirs seuls résistent. L'établissement commença en avril 1853 mais avec quelques noirs seulement. En juillet suivant, 180 transportés blancs y arrivèrent, mais le climat ne tarda pas à en abattre un grand nombre. Au commencement de décembre de la même année près de la moitié avait succombé. Aussi le découragement, le désespoir, s'emparèrent d'eux. Plusieurs se laissèrent mourir de faim, un se noya volontairement, deux se pendirent à des arbres et avec des circonstances qui exprimaient une véritable rage. Tous les autres étaient dans un état d'exaspération ou d'abattement impossible à décrire.

« Les 2/3 se composent maintenant de transportés noirs venus de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane. Les blancs diminuent tous les jours en nombre. Ceux qui ne sont pas admis à l'hôpital se traînent péniblement comme des hommes malades et, en effet, ils le sont tous. Ils sont convaincus qu'avant la fin de l'année, ils seront tous descendus dans la tombe et c'est ce que croient depuis longtemps les médecins. Aussi le nouveau Gouverneur paraît vouloir ne plus envoyer à St-Georges de nouveaux transportés européens. » C'était bien là, « la guillotine sèche » dont parle Victor-Hugo et une telle situation n'honore pas les hommes qui l'ont créée. Contrairement à ce que l'on pensait, les noirs eux-mêmes subissent l'influence délétère des marais. Ils furent évacués sur Cayenne en 1856 et l'établissement de St-Georges fut alors définitivement abandonné.

Les volontaires, c'est-à-dire les condamnés qui avaient demandé à être transportés à la Guyane pour faire partie de la colonie projetée et participer aux avantages promis, fu-

rent internés à l'îlet la Mère. Le R. P. Ringot écrivait en mars 1854 à un Père de ses amis, « qu'un bon nombre de ces pauvres diables, se voyant déçus dans leurs espérances, finissent par succomber sous le poids de leur ennui et de leur tristesse. »

Quant aux libérés, ils étaient envoyés aux Iles du Salut. Etant donnée la situation sanitaire des établissements de l'intérieur (Montagne d'Argent et St-Georges), ils n'obtenaient aucune concession de terrain et croupissaient dans l'oisiveté la plus complète.

Le 26 août 1854, le R. P. Dabbadie écrivait « qu'il y avait 400 libérés, travaillés par le souvenir de la France et la nostalgie, qui attendaient là qu'on leur donne des terres à cultiver sur le continent. »

A l'île St-Joseph étaient internés les déportés politiques. Quant à l'île du Diable, elle était inhabitée; on y envoyait les mutins y passer quelque temps.

A l'époque où les pénitenciers de la Montagne d'Argent et de St-Georges furent créés, le Gouverneur Sarda-Garriga eut l'excellente idée de choisir au Nord de la Guyane, sur la rive du Maroni, un terrain fertile pour en faire un établissement pénitentiaire. Il employa de nombreux condamnés à défricher le terrain sur une vaste étendue. Au commencement de 1853, les installations et les travaux préparatoires étaient achevés et on allait se mettre à la culture quand on apprit que M. Sarda-Garriga était rappelé (25 février 1853) et que l'ordre avait été donné par le Ministre de quitter le Maroni.

Les évasions étaient très fréquentes par suite des difficultés de la surveillance. Devant cette situation inquiétante, tant pour leurs propriétés que pour leur personne, les habitants de la plupart des localités de la colonie furent obligés de se déplacer.

Voilà les débuts de la transportation en Guyane! Il semble que l'administration, grâce à l'expérience acquise, devait changer de méthode et apporter un plus grand soin dans le choix des emplacements. Il n'en fut rien. Avec l'Amiral Fourichon, successeur de M. Sarda-Garriga, commencèrent, dit M. Leveillé, « les tâtonnements dans le choix des emplacements et

dans celui des travaux. » M. Sarda-Garriga, était allé au Nord, l'Amiral Fourichon et ses successeurs allèrent au Sud. En 1855, on attaqua la forêt vierge sur les rives de la Comté et on y créa deux établissements : Ste-Marie et St-Augustin. Les défrichements ayant causé une grande mortalité parmi les forçats (32 % de l'effectif, en 1859), le Gouverneur demanda au Gouvernement l'autorisation de faire évacuer ces deux établissements. Une dépêche ministérielle du 15 novembre 1859 accorda l'autorisation demandée. Le Gouverneur, par décision du 19 décembre 1859 ordonna la suppression du pénitencier de St-Augustin à compter du 1^{er} janvier 1860. Quant à celui de Ste-Marie, il en ordonna le 19 décembre 1859 l'évacuation dans le plus bref délai et dès que le matériel aurait été transporté au chef-lieu.

Ce n'est que par décision du 14 juin 1861 que ce pénitencier fut définitivement supprimé. On y maintint seulement un chantier d'exploitation qui fut aussi presque aussitôt abandonné.

Le 10 mars 1856, les libérés non astreints à la résidence, furent engagés sur le domaine de Montjoly, à quelques kilomètres de Cayenne. Ils furent évacués le 2 octobre 1865 pour des raisons sanitaires.

L'administration pénitentiaire, convaincue que les pénitenciers de l'Oyapoc et de la Comté ne pouvaient pas être maintenus, chercha en 1857 un autre emplacement.

Le Ministre désigna le Maroni. O logique administrative! On revenait à la région que l'on avait évacuée en 1853! Mais tout était à refaire. La première année, arriva sur les lieux le personnel des pénitenciers de la Comté qui organisa les installations, fonda St-Laurent et se livra à de nouveaux défrichements. L'arrivée des condamnés de St-Georges et de la Montagne d'Argent permit d'achever promptement ces premiers travaux. Mais que d'argent gaspillé et que de travail perdu! Il ne restait au Maroni aucune trace des anciens défrichements et les travaux précédemment faits n'existaient plus.

En 1858, la mise en concession au Maroni d'un certain nom-

bre de transportés marqua, enfin, le début de la colonisation pénale.

De 1852 à 1858, soit pendant 6 ans, les sacrifices en hommes et en argent n'avaient servi à rien et ces années avaient totalement été perdues pour la colonisation pénale.

En 1859, on fonda l'établissement de Kourou, au sud de St-Laurent. Cet établissement s'étendait, en 1867, sur 98 hectares. Les vastes savanes des environs servirent à l'élevage du bétail et l'administration pénitentiaire y retira des revenus appréciables.

On créa ensuite successivement les établissements de St-Louis (1^{er} mai 1858); d'Organabo (12 octobre 1861), hatte d'essai achetée à M. Franchi pour l'élevage du bétail et connue sous le nom de « ménageries pénitentiaires d'Organabo »; de St-Pierre (4 novembre 1861), réservé d'abord aux libérés; de Ste-Anne (1^{er} juillet 1863); de St-Jean (12 novembre 1863); de Saint-Maurice et de Ste-Margurite (1864) ainsi que trois chantiers d'exploitation forestière dans la rivière du Maroni (30 septembre 1865).

Ce groupement sur un seul point de la colonie de tous les établissements pénitentiaires mit enfin un terme à la période des tâtonnements qui durait depuis 1852. Comme les terres avaient commencé à être défrichées du temps du Gouverneur Sarda-Garriga, en 1853, on ne constata aucune épidémie.

Malheureusement, le nombre toujours croissant des condamnés obligea à opérer de nouveaux défrichements qui occasionnèrent une mortalité élevée. Le Gouvernement, ému par les nombreux décès de transportés de race blanche, perdit tout espoir de voir la colonisation pénale à la Guyane aboutir, et décida, en 1867, que les condamnés de la métropole seraient, à l'avenir, transportés à la Nouvelle-Calédonie et que la Guyane ne recevrait plus que les condamnés des colonies.

Cette mesure fut désastreuse pour la Guyane et anéantit tous les efforts que l'on avait faits jusqu'alors.

Cependant, tous les échecs ne tenaient pas au pays, mais à l'imprévoyance de l'Administration qui avait installé des pénitenciers dans des endroits notoirement insalubres. Si les

précautions les plus élémentaires avaient été prises, on aurait évité un grand nombre de décès. Les agents de culture n'étaient autres que des officiers de l'armée de terre qui, considérant « la forêt guyannaise comme une prison plus sûre que les bagnes Métropolitains, n'avaient d'autre objectif que d'y maintenir les condamnés en les soumettant à une discipline sévère et à un joug rigoureux ». L'incompétence de tels chefs fut néfaste car la Guyane était une terre vierge dont le défrichement demandait les précautions hygiéniques les plus grandes. En effet « au premier arbre abattu, au premier coup de pioche, on allait dégager du sol les principes acidifiables qui y étaient enfermés depuis des siècles. De là, ces anémies caractéristiques qui portent dans l'organisme des troubles qu'il est si difficile de faire disparaître si on ne s'y prend pas à temps. (Note d'un ancien Directeur de l'intérieur en Guyane, citée par Aris Boutinet : *De la Condition des transportés aux Colonies*, p. 33). Il aurait fallu, en outre, une certaine économie dans le travail et un régime fortifiant surtout dans les exploitations forestières. « Dans l'immense forêt Guyanaise, on avait défriché quelques points imperceptibles ; on avait mis, çà et là, quelques hectares à découvert, surfaces perfides, toujours saturées de miasmes délétères que rien ne pouvait arracher à l'humide température des bois, ni la chaleur solaire, ni la brise à peine sensible dans ces profondeurs trop peu déblayées. Au lieu de commencer par abattre la forêt sur une certaine étendue et de se livrer à l'exploitation des bois, on voulait défricher tout de suite et cultiver aussitôt. Cette faute grave coûta la vie à de malheureux condamnés qui mouraient atteints par les miasmes répandus dans l'atmosphère et qui, loin de se disperser, se condensaient dans les espaces défrichés, espèces de puits creusés dans la forêt ». (Aris Boutinet op. cit. p. 34).

Au lieu d'inviter l'Administration Pénitentiaire à changer de méthode et à se montrer à l'avenir plus prévoyante, on préféra déclarer la Guyane impropre à toute colonisation pour les transportés de race blanche et envoyer ces condamnés à la Nouvelle-Calédonie. Les résultats de cette mesure furent

désastreux. Sans doute, on continuait à transporter à la Guyane les condamnés des Colonies. Mais les arabes et les annamites qui formaient le contingent le plus nombreux n'étaient que des agriculteurs. On ne trouvait parmi eux ni maçons, ni charpentiers, ni charrons. Or ces professions étaient les plus utiles à la colonisation.

Aussi, les ouvriers n'étant plus renouvelés, leur nombre devint rare dans les ateliers de Saint-Laurent et toute une série de travaux se trouva ralentie et ne tarda pas à être supprimée. La situation devint de plus en plus précaire. On fut obligé d'abandonner successivement divers pénitentiars que la main-d'œuvre pénale ne pouvait plus alimenter. On délaissa, tour à tour, ceux de Sainte-Anne, de Saint-Pierre, de Saint-Jean, de Saint-Louis, de Sainte-Marguerite. On ne conserva plus que les pénitentiars de Saint-Laurent et de Saint-Maurice où se trouvaient les concessionnaires urbains et ruraux. Le nombre des transportés qui était, en 1870, de 5.500 tomba en 1886 à moins de 3.000.

Si les ateliers étaient fermés, les cultures avaient-elles pris de l'extension grâce aux arabes et aux annamites agriculteurs ? Il n'en fut rien malheureusement. A Saint-Laurent et à Saint-Louis, pénitentiars situés sur le fleuve Maroni, on tenta divers essais de culture. La canne à sucre, surtout, paraissant y réussir, on fonda une usine à sucre à Saint-Maurice pour utiliser ce produit. Les résultats furent médiocres. Le sol du Maroni convenait aussi au cafetier et au cacaoyer. Mais, les premières plantations ayant été dévastées par les insectes ou ayant péri par la sécheresse, on abandonna cette culture.

L'exploitation du bois fut reconnue difficile à raison de la grande dissémination des arbres utiles.

Le chantier d'exploitation forestière, créé le 14 juin 1861 sur l'emplacement du pénitencier de Sainte-Marie qui avait été supprimé, fut abandonné presque immédiatement. Les 3 chantiers d'exploitation forestière de la rivière du Maroni, créés le 30 septembre 1865, furent évacués le 10 août 1867 sur le rapport du médecin-chef, daté du 7 du même mois, qui les déclarait insalubres. Les trois chantiers créés le 16 sep-

tembre 1865 dans la rivière de Saint-Laurent (deux sur la crique Serpent, l'autre sur la crique Sparouïne) pour recevoir le personnel du Pénitencier de Saint-Louis évacué, fut supprimé le 10 août 1867 pour des raisons sanitaires. On procéda immédiatement au transport à Saint-Laurent des bois de toute nature existant sur ces trois chantiers et, pour inciter les condamnés à hâter le transport des bois, on leur alloua une prime de 0 fr. 10 à titre d'encouragement. L'atelier forestier établi le 19 janvier 1870 sur la rivière de Cayenne n'eut qu'une courte durée.

L'élevage du bétail fut abandonné partout. Le 1^{er} décembre 1865, on évacua Organabo et l'Etablissement des Hattes, annexe de Saint-Laurent, fondé en exécution de la Dépêche Ministérielle du 14 juillet 1870, pour un nouvel essai d'élevage du bétail par les condamnés de race arabe, n'eut pas une longue existence.

Le pénitencier agricole de Kourou, envahi par les eaux à la suite de la rupture de la digue qui le protégeait contre la mer, fut, sur le rapport de l'Inspecteur Général Cuinier au Ministre, évacué immédiatement (D. M. du 18 mai 1875). Le Département ayant consenti, toutefois, à faire de Kourou un lieu d'élevage de bétail (D. M. du 5 juin 1875), une décision du Gouverneur, en date du 17 décembre 1875 supprima le pénitencier de Kourou à compter du 1^{er} janvier 1876 et le transforma en ferme agricole pénitentiaire.

En 1868, les pontons mouillés en rade de Cayenne, où logeaient les hommes employés aux travaux de la ville, furent abandonnés à la suite de nombreuses épidémies qui avaient décimé les forçats. Le personnel fut installé sur un pénitencier à terre.

L'îlet la Mère, où travaillaient à la fabrication de la charpie les impotents et les convalescents de la transportation, fut définitivement abandonné en 1875.

Ainsi, jusqu'en 1880, on ne s'est borné qu'à fermer les pénitenciers ouverts la veille, soit à cause de la pénurie de la main-d'œuvre, soit à cause de la mauvaise situation sanitaire.

Pour remédier à la crise de la main-d'œuvre, l'Administra-

tion demanda au Département de rapporter la mesure qu'il avait prise en 1867.

Une décision Ministérielle du 15 mai 1887 lui donna à moitié satisfaction, en décidant qu'il ne serait plus envoyé, à l'avenir, en Nouvelle-Calédonie que les condamnés à moins de 8 années de travaux forcés. Cette mesure permit de diriger sur la Guyane de nouveaux convois de condamnés. La plupart des nouveaux arrivés furent internés à Saint-Laurent et comblèrent les vides qui s'étaient produits depuis 1867. Mais presque tout était à réorganiser.

Voici d'après le R. P. Jules Brunetti, (La Guyane Française, page 57) quelle était la situation lamentable des pénitentiars du Maroni quand la transportation à la Guyane fut reprise : « Saint-Laurent, destiné à devenir le centre agricole de la région pénitentiaire du Maroni, composé de 130 maisons habitées par des ménages de transportés libérés, compte à peine 300 habitants. Les rues y sont larges, régulières et bien entretenues, mais elles sont bordées de maisons, désuetes pour la plupart, et tombant en ruines. La seule branche qui y prospère, c'est le commerce des boissons. Il s'y consomme une énorme quantité de tafia, relativement au nombre d'habitants. Ces excès dans la boisson sont communs parmi les hommes et les femmes et engendrent tous les autres désordres.

« La plaine autour de Saint-Laurent, assez vaste et assez étendue pour permettre l'agrandissement du village en cas de besoin, n'est plus qu'une savane aride sur laquelle se trouvaient autrefois les concessions.

« Si on rayonne aux alentours, on peut voir Saint-Louis absolument abandonné où quelques Chinois et quelques Annamites cultivent un ou deux maigres champs de riz ; Saint-Maurice où quelques Arabes, mariés à des Européennes, ont quelques plantations de cannes qui servent à alimenter une usine dans d'assez mauvaises conditions ; sur la route de Saint-Jean à Saint-Maurice, quelques rares et maigres concessions qui sont sans cesse dévalisées par les maraudeurs ; enfin, plus loin, Saint-Pierre et Saint-Jean, localités

occupés autrefois par les concessionnaires, où il n'y a plus que du sable et des débris de cases au milieu d'une végétation qui reprend son empire ».

Les pénitenciers dans les autres régions de la Guyane ne sont pas plus florissants « on constate partout les mêmes résultats négatifs, la même stérilité ».

Et le R. P. Brunetti conclut mélancoliquement que « depuis 35 ans que la transportation existe, on a dépensé 100 millions dans cette entreprise. Les hommes sont morts, les millions absorbés et la Guyane n'a pas avancé d'un pas dans la colonisation ».

D'autres millions étaient, hélas ! nécessaires pour remettre les pénitenciers abandonnés en état.

Depuis 1897, tous les condamnés aux travaux forcés sont transportés à la Guyane qui est devenue, de ce fait, notre seule Colonie Pénitentiaire.

La question sanitaire devint aussi une des préoccupations de l'Administration. L'expérience ayant démontré que la région du Maroni était la plus salubre de toutes celles occupées jusqu'alors, on décida de l'affecter aux services de la transportation. Tous les pénitenciers furent installés dans cette région qui offrait, en outre, l'avantage de séparer complètement l'élément pénal de la population libre.

Les limites du domaine pénitentiaire furent fixées par les décrets des 30 mai 1860, 5 décembre 1882, 24 mars 1887 et 24 juillet 1828 et enfin, définitivement, par celui du 16 janvier 1929 qui a abrogé tous les décrets précédents. Ce dernier décret fixe la partie du domaine pénitentiaire qui doit être réservé à la transportation et celle qui doit être affectée à la rélégation. En tenant compte des besoins de l'Administration, le Gouverneur peut, avec l'autorisation des Ministres des Colonies et des Finances, consentir, aux particuliers, la location de terrains situés sur le domaine pénitentiaire. L'étendue des lots alloués à une même personne ne peut pas dépasser 500 hectares et la durée des baux ne peut excéder 18 années. Les enchères ont lieu par voie d'Adjudication publique et suivant un Cahier des Charges approuvé par l'Administra-

tion pénitentiaire. Si la location a une durée de 6 ans ou au-dessous, elle peut-être faite à l'amiable, après approbation des clauses du bail par l'Administration des Finances.

Sur la proposition du Gouverneur et par décrets contre-signés par les Ministres des Colonies et des Finances, pris après avis de la Commission des Concessions Coloniales, des concessions, sans conditions d'étendue, peuvent être accordées sur le domaine pénitentiaire aux compagnies et aux particuliers qui se chargeraient de l'exécution de travaux d'intérêt Colonial, tels que routes, chemins de fer, quais, etc... ou d'exploitation intéressant la colonisation. Les conditions sont fixées par un Cahier des Charges. Le concessionnaire ne peut, en aucun cas, demander le transfert de propriété de la concession à son profit.

Par décret du 16 mars 1880, Saint-Laurent, centre du territoire pénitentiaire, a été érigé en Commune pénitentiaire administrée par une Commission Municipale composée des principaux fonctionnaires. Une certaine autonomie communale lui a été donnée par le décret du 5 décembre 1882.

Il semblait que l'Administration pénitentiaire, débarrassée désormais du souci de chercher l'emplacement des pénitenciers et de la préoccupation de l'état sanitaire, pouvait diriger tous ses efforts sur la meilleure utilisation de la main-d'œuvre pénale pour le plus grand bien de la Colonie. Il n'en fut rien et, après les tâtonnements pour les emplacements, vinrent les tâtonnements pour l'emploi des forces de la transportation.

Elle demanda à la Colonie, en 1883, la location des Savanes de Passoura, d'une étendue de 40.000 hectares, à raison de 0 fr. 50 l'hectare, pour l'élevage du bétail. Le Conseil Général estimant que le prix de la location n'était pas assez élevé, une Dépêche Ministérielle du 11 octobre 1890 rejeta la réclamation du Conseil Général. Le Ministre faisait remarquer que les services rendus à la Guyane par la transportation, qui mettait gratuitement et dans de larges proportions la main-d'œuvre pénale au service de la Colonie et des habitants, étaient de nature à maintenir la concession avec les conditions faites en

1883. Le Conseil Général maintint ses prétentions et le Département ordonna alors l'abandon des Savanes de Passoura.

Elle loua à des particuliers les propriétés de la Comté, d'une contenance de 2.100 hectares, formées par les anciens pénitenciers de Sainte-Marie, dit Cacao, de Saint-Augustin et de Saint-Philippe-la-Garonne. Une Dépêche Ministérielle du 4 avril 1885 estima qu'un centre comprenant des condamnés Annamites et Chinois pourrait y être installé pour défricher et cultiver les terrains pour le compte de l'Administration et, en attendant, elle autorisa les colons libres à y demeurer à titre précaire, sous réserve de déguerpir, à la première requi-sition de l'Administration pénitentiaire. Le projet Ministériel ne fut jamais exécuté.

Nous avons vu que le pénitencier de la Montagne d'Argent avait été supprimé le 8 novembre 1867 et les terrains loués à des particuliers. Ceux-ci, s'obstinant à ne pas payer le prix de la location, l'Administration pénitentiaire rétablit le pénitencier en 1887, mais elle se garda de faire quoique ce soit pour assurer la prospérité de cet Etablissement, malgré les ordres donnés par le Département dans ses dépêches des 8 février 1887, 11 janvier 1888, 4 octobre 1888 et 17 décembre 1890.

En avril et mai 1892, le Gouverneur voulut relever ce pénitencier et le Ministre, par dépêche du 27 juin de la même année, le félicita et l'approuva. Le Ministre constata que « si depuis 5 ans, l'Administration pénitentiaire, avait effectué les travaux nécessaires, les plantations de café seraient en pleine production, les installations terminées et le budget de l'Etat bénéficierait des recettes » et il ajouta « j'insiste sur ce point parce qu'il semble que l'on ne cherche pas avec assez d'esprit de suite les moyens de réduire les charges de la Métropole en utilisant le travail des condamnés ». Le Gouverneur, par décision du 6 juillet 1892, donna à ce pénitencier l'autonomie dont il jouissait autrefois et prit toutes les mesures nécessaires pour intensifier les cultures. En 1911, la récolte du café atteignit 10.000 kilos.

Malheureusement, les Gouverneurs et les Directeurs de l'Administration pénitentiaire qui se succédèrent dans la

suite négligèrent la Montagne d'Argent. Les profits étant devenus presque nuls, l'Etablissement fut évacué en 1909 et une Dépêche Ministérielle du 9 décembre 1910 en autorisa la location pour mille francs par an.

La Montagne d'Argent fut réoccupée en 1917. Elle ne produisit que 287 kilos de café, 207 kilos de cacao et 284 kilos de manioc. Les bénéfices étant négligeables et les évasions, faute de surveillance, nombreuses, elle fut remise en location le 13 juin 1918 et définitivement abandonnée en 1929.

Le Pénitencier Agricole des Roches du Kourou, comprenant plusieurs annexes, connut seul une grande prospérité. On pratiqua l'élevage à Guatemala (aujourd'hui mis en location), à Passoura, à Leandre, aux Roches Elisabeth en utilisant pour ces trois derniers Etablissements les vastes Savanes de la région de Karouabo. Au pénitencier des Roches, les cultures vivrières furent activement poussées et un de ses Commandants, M. Talbotier, se fit fort de nourrir l'effectif du pénitencier de Kourou exclusivement avec les légumes de ses jardins potagers, la viande de ses ménageries, le poisson de ses pêcheries (un arrêté du 15 décembre 1874 avait établi un service de pêcheries sur chaque pénitencier pour améliorer le régime alimentaire des transportés), le café du camp de Pariacabo. Le camp de Pariacabo est, en effet, le plus proche annexe du pénitencier des Roches de Kourou et est un centre de production de café et de cacao pouvant alimenter, non seulement tout le personnel de la transportation, mais encore toute la population de la Guyane, sans préjudice des exportations à la Métropole.

L'élevage du bétail et la culture maraîchère rapportait, en 1870, 122.000 francs de bénéfice à l'Administration. C'était trop beau ! Aussi on ne tarda pas à diminuer tellement l'effectif des hommes que les terres péniblement défrichées, se recouvrirent de brousses.

En 1875, un raz de marée ayant rompu les digues élevées le long de la côte, le pénitencier fut envahi par les eaux et évacué aussitôt.

Il fut réoccupé en 1876 et l'Administration s'en occupa cette fois activement.

Ce pénitencier, si prospère, fut malheureusement supprimé en 1918 sur le rapport d'un Inspecteur des Colonies à qui un médecin avait déclaré légèrement qu'il y avait du paludisme.

Le pénitencier fut rétabli en 1924. Pendant les six années que dura l'évacuation, les bâtiments furent abandonnés. Au cours d'une de nos visites, en décembre 1930, nous avons été frappé par leur mauvais état. Des gens peu scrupuleux, avaient profité de l'abandon du camp pour enlever des poutres, des tôles et d'autres matériaux. Il faudrait aujourd'hui dépenser de fortes sommes pour remettre les bâtiments en état. L'Administration devrait ne pas reculer devant les dépenses nécessaires, car le pénitencier de Kourou est appelé, du fait de sa situation dans une des régions les plus fertiles de la Guyane, au plus brillant avenir.

Actuellement les pénitenciers existant à la Guyane peuvent être rangés en trois groupes : le groupe du Maroni, le groupe de Cayenne et celui des Iles du Salut.

Le groupe du Maroni dont le centre est Saint-Laurent comprend : le camp des Malgaches, ainsi appelé parce qu'il ne contient que des condamnés de race noire ; le camp de Godebert qui est affecté aux incorrigibles et sur lequel se trouve l'établissement dans lequel les transportés subissent la peine de l'emprisonnement infligée pour un délit commis dans la Colonie. Ce camp, en janvier 1930, a remplacé celui de Charvein qui avait été créé par arrêté du 5 septembre 1896 pour l'internement des incorrigibles ; le Nouveau Camp où sont placés les impotents ; Saint-Maurice, centre des concessionnaires et où se trouve une usine à sucre ; les postes de Charvein, d'Acarouany et de Mana où sont placés une vingtaine de transportés pour la réparation et l'entretien des lignes télégraphiques. Ces postes seront supprimés incessamment, la Colonie prenant à sa charge le réseau télégraphique, et, par conséquent, son entretien.

Le groupe de Cayenne comprend :

Le Pénitencier de Cayenne ;

Le Pénitencier Agricole de Kourou avec le camp de Paria-cabo ;

Les Postes de Sinnamary, d'Iracoubo et d'Organabo, en voie de disparition, car ils ont été institués aussi pour l'entretien de la ligne télégraphique.

Le groupe des Iles du Salut se compose de :

L'Ile Saint-Joseph, où les condamnés à la réclusion cellulaire vont purger leur peine. Un asile d'aliénés y a aussi été installé ;

L'Ile Royale où sont dirigés, à leur arrivée à la Guyane, les transportés qui ont été signalés comme devant être particulièrement surveillés ;

L'Ile du Diable, réservée aux condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée. Il y a, en ce moment, vingt détenus.

La situation sanitaire, bien qu'elle s'améliore tous les ans est loin de donner toute satisfaction. En 1930, on a constaté 5.072 entrées dans les hôpitaux de la transportation avec un total de 109.155 journées de traitement, soit 20 journées par malade. La mortalité a atteint 503 décès pour un effectif moyen de 4.750 individus, soit une proportion de 105.89 %.

Le paludisme l'emporte de beaucoup sur les autres maladies endémiques. Les « Annales de Médecine et de Pharmacie Coloniales », (T. 26, N° 4, octobre, novembre, décembre 1929) attribuent ce fait, d'abord, à des conditions climatiques favorables à l'éclosion des anophèles et ensuite, au fait que les mesures prophylactiques prescrites par le service médical des Camps du Maroni n'ont été *suivis que théoriquement par l'Administration Pénitentiaire*. Il faut souhaiter que cette Administration se montrera, à l'avenir, plus consciente de ses devoirs et que, dans quelques années, le paludisme sera en décroissance.

La tuberculose pulmonaire fait de gros ravages parmi l'élément pénal (9.20 %). Il serait cependant, facile, croyons nous, de la combattre efficacement. La température moyenne de la Guyane, de 28 à 30° à l'ombre, est nécessairement débilitante et provoque bien vite l'anémie. Or l'anémie est la principale cause de la tuberculose. Il faudrait donner aux condamnés une nourriture saine et plus abondante et, surtout, organi-

ser le travail dans des conditions plus raisonnables. L'Européen ne peut pas, évidemment, travailler sous un soleil de 45°. Il ne supportera pas longtemps une pareille température car il ne tarderait pas à succomber bien vite des suites d'une fièvre maligne qu'aura provoquée cette chaleur torride. Une longue expérience prouve que les heures les plus défavorables au travail sont, pour les Européens, celles qui sont comprises entre 11 heures du matin et 3 heures de l'après-midi. Il est très probable que si on évitait de faire travailler en plein air les condamnés européens entre ces heures et s'ils étaient mieux nourris, on verrait la tuberculose décroître rapidement.

Après avoir examiné les textes qui régissent la transportation et indiqué les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter dans le plus bref délai possible, il nous reste à examiner la transportation au point de vue économique.

CHAPITRE XXIII

LA GUYANE

REMPLOIT TOUTES LES CONDITIONS VOULUES POUR ÊTRE UNE COLONIE PÉNITENTIAIRE

Le reclassement des condamnés étant le but principal de la transportation, il faut, tout d'abord, que dans la Colonie choisie, les colons libres soient peu nombreux. Il faut, ensuite, que la Colonie ait des ressources naturelles assez considérables pour que l'élément pénal puisse y prospérer, sans gêner le développement de la colonisation libre, pour laquelle il doit être un auxiliaire utile.

Dans son rapport présenté à l'Assemblée Nationale au nom de la Commission Parlementaire d'enquête sur le régime pénitentiaire, M. le Comte d'Haussonville s'exprimait ainsi : « Il serait également nuisible et de pratiquer la transportation au sein d'une Société déjà organisée dont les cadres seraient au complet et de se confiner dans une terre déserte dont elle serait seule à assurer le peuplement. Ce qu'il faut à la transportation pour se développer et prendre son essor, c'est une Société naissante, tourmentée de besoins, avide de main-d'œuvre et qui offre à l'activité humaine un champ inépuisable à féconder ; une Société en voie de formation, est la seule au sein de laquelle les libérés peuvent trouver facilement à se reclasser, car la nécessité contraint les préjugés au silence. Le travail y crée à chacun sa place ; l'espace n'y fait défaut à personne et chacun peut se mouvoir dans la sphère de son ac-

tivité et de son aptitude sans se venir heurter contre les droits acquis et les conventions sociales. Les préoccupations de l'avenir sont d'ailleurs trop intenses pour qu'on ait le temps de songer au passé ».

Comme l'écrivait avec raison, en 1892, M. Pierret, ancien Avocat à la Cour d'Appel de la Guyane, dans son Etude sur la Transportation « Seconder les colons libres dans leurs rudes travaux, aplanir les difficultés du début, préparer et ouvrir des voies nouvelles par où la prospérité et la richesse viennent rapidement affluer, voilà quelle doit être la mission de la transportation et, ce n'est qu'à la condition d'utiliser ainsi les forçats au développement des colonies, que l'on peut amener les habitants libres à s'accomoder de la présence d'hôtes aussi peu recommandables. L'exemple de la transportation anglaise est là pour nous prouver que, lorsque la Colonie pénitentiaire devient assez puissante pour pouvoir se suffire à elle-même, son premier soin est de se débarrasser des criminels qui ont été les artisans de sa fortune ».

Or, la population libre de la Guyane Française s'élève à peine à 26.524 habitants (arrêté local du 12 novembre 1926) pour un pays dont la superficie est évaluée approximativement à 150.000 kilomètres carrés. En l'absence d'une immigration libre importante, elle peut donc se passer difficilement de la main-d'œuvre pénale pour exploiter les grandes richesses naturelles du pays. Aussi, M. Mourié écrivait en 1890 dans sa « Notice Historique sur la Guyane » : « Si les Etablissements pénitentiaires venaient à disparaître, la Guyane languirait dans une grande misère ». Cette opinion serait également exacte aujourd'hui.

Pourquoi, alors, la transportation a-t-elle été depuis son origine l'objet d'une vive opposition de la part, soit du Conseil Général de la Colonie, soit de certains habitants ?

Nous allons en rechercher la raison.

En 1852, quand la Guyane fut désignée comme Colonie pénitentiaire, les habitants manifestèrent un grand enthousiasme. La transportation fut, à leurs yeux, un bienfait du Pouvoir central parce que, grâce à la main-d'œuvre pénale, les

travaux dont la Colonie avait un besoin urgent pourraient être enfin exécutés.

Quatre ans après, les adversaires de la transportation furent nombreux. Parmi eux, se trouvèrent un grand nombre de propriétaires fonciers ruinés à la suite de l'abolition de l'esclavage qui leur avait enlevé la main-d'œuvre dont ils avaient besoin, et qui avaient espéré se tirer d'embarras en vendant à de très hauts prix leurs terres devenues incultes et sans valeur. Leurs espoirs ayant été déçus, ils estimèrent qu'il était odieux d'obliger une population honnête à subir le contact des éléments les plus dangereux de la Métropole et réclamèrent une indemnité parce que les pénitenciers qu'on avait installés près de leurs habitations, menaçaient leur sécurité et les obligeaient à abandonner la culture de leurs terres.

Ces réclamations adressées au Gouvernement et au Sénat furent rejetées par ce qu'on reconnut « qu'en réalité, elles cachaient une spéculation ourdie en vue d'arriver à faire dédommager de leurs pertes anciennes les propriétaires mêmes qui avaient depuis nombre d'années renoncé à leurs cultures dans cette Colonie abandonnée ». (Recueil de Jurisprudence de d'Aubigny).

En 1860, la question fut alors portée devant le Conseil d'Etat.

Par arrêt du 24 mai de la même année, le Conseil d'Etat rejeta la requête d'un habitant par le considérant suivant : « Aux termes de l'article premier de la loi du 30 mai 1854, la peine des travaux forcés est subie dans des Etablissements créés par décrets de l'Empereur sur le territoire d'une ou de plusieurs possessions françaises autres que l'Algérie. En désignant la Guyane Française pour être le siège de ces Etablissements, l'Administration a pris une mesure de Gouvernement qui ne peut donner aux habitants de cette Colonie le droit de réclamer une indemnité. Il faut pour cela justifier que les condamnés ont commis des déprédations ou des violences sur la propriété ».

Les habitants de Cayenne ne tardèrent pas non plus à pro-

tester. Contrairement à la promesse qui leur avait été faite par le Ministre Ducos, les forçats avaient été introduits dans la ville. Une pétition signée par 180 habitants notables de Cayenne fut remise au Gouverneur, dans le courant du mois de décembre 1856, pour le prier d'éloigner les forçats de la ville. Le Gouverneur n'y donna aucune suite. Il en fut autrement du Ministre qui ordonna la réintégration dans les pénitenciers de tous les transportés employés au Chef-lieu et interdit formellement pour l'avenir l'emploi des condamnés par les particuliers. Le Gouverneur, en exécution de ces prescriptions ministérielles, interna les transportés sur les pontons qui se trouvaient en rade. Plus tard, en 1868, les pontons furent abandonnés et les forçats internés dans un vaste immeuble construit dans la banlieue-Est de Cayenne. Ils furent affectés aux travaux des routes et des quais et ne parcouraient les rues de la ville que par escouades conduites par des surveillants militaires. La population n'eut plus ainsi aucune raison de se plaindre.

Malheureusement, l'Administration pénitentiaire ne tarda pas à se relâcher d'une telle rigueur et, quelques années après on cêda de nouveau des condamnés à des particuliers. Les habitants de Cayenne revirent alors les transportés circuler librement dans les rues et se mêler à eux.

Le Conseil Général demanda, en vain, en 1884, qu'on débarassât une fois pour toutes Cayenne de la présence des forçats et qu'on internât ces derniers au Maroni.

Cette demande ayant été renouvelée en décembre 1889, le Département prescrivit au Gouverneur de prendre toutes les mesures nécessaires pour évacuer sur le Maroni les transportés internés à Cayenne. Alors, on vit cette chose étrange : la Chambre de Commerce protester contre l'éloignement des forçats et désavouer ainsi le Conseil Général. Elle fit valoir que la main-d'œuvre libre était à Cayenne insuffisante et très chère et que la main-d'œuvre pénale y était nécessaire, d'autant plus qu'il fallait reconstruire une partie de la ville qui avait été détruite au mois d'août de la même année par un violent incendie.

Le Ministère prescrivit alors au Gouverneur de n'envoyer à Cayenne que les condamnés des trois premières classes qui, ayant subi un temps d'épreuve suffisant, offraient certaines garanties. Cette mesure aurait donné satisfaction et au Conseil Général et à la Chambre de Commerce puisque, tout en protégeant la population libre, elle assurait aux particuliers et aux services publics la main-d'œuvre dont ils avaient besoin.

L'Administration Pénitentiaire ne tint aucun compte de ces prescriptions et elle continua à envoyer au Chef-lieu tous les forçats sans distinction de classe et les laissa circuler en ville à leur guise. M. Pierret, dans son « Etude sur la Transportation », constatait en 1892 que « les rues du Chef-lieu étaient encombrées de forçats de la pire espèce, marchant à la débânde en chantant et en riant sous la conduite d'un planter ou d'un de leurs co-détenus investi du titre de contre-maître. Quelques-uns même circulaient isolément en toute liberté, allaient au cabaret, fumaient tranquillement leur cigarette avec une scandaleuse ostentation ». Il signalait « qu'en 1888 de nombreux crimes furent commis par les transportés aux portes même de Cayenne ; que les habitations de la banlieue de la ville étaient mises en coupe réglée et que, malgré toutes les précautions prises, il ne se passait presque pas de jour sans qu'ils n'enlèvent des embarcations aux propriétaires riverains pour tenter de s'évader à l'étranger ».

Il est évident que le bénéfice de la main-d'œuvre pénale ne pouvait pas compenser les inconvénients de la présence de tels indésirables à Cayenne. Et, comme l'expérience démontrait qu'il ne fallait plus compter sur l'Administration pénitentiaire pour n'envoyer au Chef-lieu que les forçats les mieux notés et pour exercer sur eux une surveillance rigoureuse, le Conseil Général demanda de nouveau l'éloignement de tous les forçats de Cayenne. Cette fois, plusieurs habitants de la ville appuyèrent la demande du Conseil Général en adressant une pétition à la Chambre des Députés. Cette pétition contenait une proposition originale : Puisque la Colonie souffrait de la présence sur son territoire des malfaiteurs les plus dangereux

de la Métropole, il était juste, qu'à titre de compensation, le budget de la transportation fusionnât avec le budget local.

Il va sans dire que cette proposition ne fut pas prise en considération.

Un autre sujet de mécontentement fut la difficulté pour les habitants d'obtenir la réparation du préjudice qu'ils avaient subi du fait des forçats, lorsque la négligence ou le manque de surveillance de l'Administration avaient été la cause de ce préjudice.

L'Administration avait compris dès le début que, sous peine de rendre la colonisation libre impossible, il fallait assurer aux colons une juste indemnité pour les dommages que les transportés leur auraient causés en prélevant la somme nécessaire sur le pécule des coupables. Mais si le pécule était insuffisant, elle repoussait la réclamation.

Pour calmer le mécontentement des colons, une Décision Ministérielle du 5 décembre 1881 décida de laisser aux Tribunaux ordinaires le soin d'apprécier les cas où le Service pénitentiaire devait être considéré comme civilement responsable des dommages causés aux particuliers par les forçats évadés. C'est ainsi que, pendant longtemps, les Tribunaux Civils de la Guyane, faisant application de l'article 1384 du Code Civil, accueillirent favorablement les prétentions des propriétaires lésés lorsque ces derniers prouvaient que l'évasion était la conséquence d'une négligence, d'un défaut de surveillance des agents préposés à la garde du transporté délinquant.

Par application de la Décision Ministérielle de 1881, la Colonie de la Guyane demanda au Tribunal Civil de Cayenne la condamnation de l'Administration Pénitentiaire, c'est-à-dire de l'Etat, au remboursement de la valeur d'un canot volé par un transporté évadé. Mais une Dépêche Ministérielle du 27 juillet 1882 fit connaître au Gouverneur que les Tribunaux ordinaires n'étaient compétents que lorsqu'il s'agissait d'une demande faite par un particulier et que celle des Administrations Publiques devait être portée, à l'avenir, devant le Conseil Privé.

La Cour de Cassation se refusa à admettre les dispositions

bienveillantes prises par le Département en faveur des particuliers. Un arrêt de la Cour Suprême du 26 août 1884, cassant un arrêt de la Cour d'Appel de la Guyane en date du 26 mai 1882, décida que « Les Tribunaux Civils étaient incompétents pour connaître des actions en dommages-intérêts formées contre l'Etat ou contre les Administrations qui en dépendent, lorsque le préjudice causé est imputé au fait des agents employés dans un service public ».

A la suite de cet arrêt, les actions des particuliers contre l'Administration Pénitentiaire furent portées devant le Conseil du Contentieux Administratif de la Colonie qui, bien que sa compétence fut limitée aux actions *contre la colonie*, consacra, par une décision du 10 août 1886, le principe de la responsabilité de l'Administration en matière de dommages causés par les évadés.

Le Conseil du Contentieux Administratif revint sur sa Jurisprudence le 28 décembre suivant. Il estima que « si aux termes des articles 1383 et 1384 du Code Civil on est responsable, non seulement de sa propre faute, mais encore de la faute de son préposé, il est impossible de considérer comme pouvant être rangés dans cette catégorie, les transportés auteurs du délit qui auraient causé le dommage dont se plaint le demandeur ; que l'on soutient, il est vrai, que l'évasion, cause indirecte du dommage causé, provient de la négligence des surveillants qui sont les préposés de l'Administration ; mais que l'article 1384 limite la responsabilité au fait du préposé et ne s'étend pas aux faits qui n'en sont pas la conséquence directe et immédiate ; que dans la circonstance, il est impossible de rattacher au fait d'évasion, comme en étant la conséquence directe, le vol commis au préjudice du demandeur ».

Toutes les décisions du Conseil du Contentieux Administratif furent annulées pour incompétence par le Conseil d'Etat. A défaut de texte de loi contraire, l'Etat et les Etablissements publics ne sont, en effet, responsables que devant le Conseil d'Etat des dommages causés par le fonctionnement des Services publics. Toutes les réclamations contre

l'Administration Pénitentiaire doivent donc être adressées au Ministre des Colonies qui statue, sauf recours au Conseil d'Etat.

La question de compétence étant résolue, il reste à savoir si une indemnité peut être due à celui qui a subi un dommage du fait d'un évadé ou d'un transporté.

Nous avons déjà vu que dans son arrêt du 24 mai 1860, le Haut Tribunal Administratif avait posé le principe que le propriétaire, qui justifiait que les transportés avaient commis des déprédations ou des violences sur sa propriété, avait droit à une indemnité.

Le Conseil d'Etat a maintenu cette Jurisprudence. Aussi par un arrêt du 4 janvier 1918 (D. P. 1920-3-1), il a décidé que l'Etat est pécuniairement responsable du préjudice causé par un forçat évadé lorsque le crime a été rendu possible ou facilité par une faute manifeste et particulièrement grave du Service pénitentiaire. Mais si la victime n'apporte pas la preuve d'une « faute manifeste et d'une particulière gravité » dans l'organisation ou dans l'exercice du Service pénitentiaire, elle doit être déboutée.

Donc, en l'état actuel de la Jurisprudence du Conseil d'Etat, les habitants de la Guyane peuvent être indemnisés du préjudice que leur ont causé les forçats. Mais, pour que la responsabilité de l'Etat soit engagée pour une acte de quasi souveraineté, comme ceux qui concourent à l'exécution des peines criminelles, il faut établir « une faute manifeste et particulièrement grave » du service. S'il est prouvé, par exemple, que le Service pénitentiaire n'a exercé aucune surveillance sur les localités où il savait que les évadés trouvaient un abri, qu'il n'a pris aucune mesure contre les complices des évasions, qu'il a négligé de mettre en mouvement la gendarmerie, il y a là un ensemble de « fautes manifestes et particulièrement graves ». En dehors de ces fautes qualifiées, la responsabilité de la puissance publique n'est pas engagée.

En résumé, la Colonisation pénale est possible à côté de la Colonisation libre, surtout quand, comme à la Guyane, une population de moins de 30.000 habitants est disséminée sur

un territoire d'une superficie égale au sixième de celle de la France et fournit une main-d'œuvre insuffisante pour exploiter les richesses du pays et exécuter les grands travaux dont ce dernier a besoin. Mais alors, il faut que la Colonie retire de la transportation des avantages appréciables en compensation de la charge qui lui est imposée et que l'Administration pénitentiaire prenne toutes mesures utiles pour garantir aux habitants le maximum de sécurité.

CHAPITRE XXIV

LES RÉSULTATS NÉGATIFS DE LA TRANSPORTATION A LA GUYANE

Nous avons vu, au cours de cette étude, que le but du Législateur de 1854 qui avait voulu rendre la peine des travaux forcés plus efficace, plus moralisatrice, moins dispendieuse et en même temps plus humaine en l'utilisant aux progrès de la civilisation, n'avait pas été atteint entièrement. Nous disons pas « entièrement » car nous sommes persuadés que la transportation a, au moins, rendu la peine des travaux forcés vraiment efficace. Il est indéniable, qu'au début, des détenus des Maisons Centrales, sachant que les transportés jouissaient dans les Camps d'une liberté relative, percevaient un salaire, obtenaient des concessions de terres, ne rêvèrent que d'un voyage à la Guyane ou à la Nouvelle-Calédonie. Pour cela, ils n'hésitèrent pas à tuer leurs gardiens et le Gouvernement, pour déjouer leurs calculs, fut obligé de faire voter la loi du 25 décembre 1880 qui stipulait, qu'à l'avenir, ces meurtriers seraient tenus de subir leur peine, non pas dans une Colonie pénitentiaire, mais dans la prison où ils avaient commis leur crime. On ne saurait nier, non plus, que les mal-fauteurs subirent aussi l'attrait d'un voyage outre-mer et M. Martin, Conseiller à la Cour d'Appel de Lyon, avait signalé que, devant la Cour d'Assises, il avait vu des accusés exprimer le regret que, par l'admission de circonstances atténuantes, la peine des travaux forcés ne leur ait pas été ap-

pliquée. Les statistiques judiciaires signalaient chaque année un nombre de crimes plus considérable et on fut obligé de constater que l'expatriation lointaine ne causait aucun effroi aux criminels. Au Congrès International Pénitentiaire de Stockholm (1878) M. Baltrani-Scialia, savant criminaliste Italien, fit le procès de la transportation. Le nombre des condamnés aux travaux forcés fut, jusqu'en 1900, à peu près constant tous les ans : 4.200 environ. Mais le décret disciplinaire de 1891 avait produit un effet salulaire et les journaux de la Métropole se firent l'écho de la vie peu attrayante des forçats. Aussi, depuis 1900, on constata la décroissance régulière des poursuites criminelles qui n'atteignirent plus que le chiffre de 3.088 en 1913.

En 1921, ces poursuites s'élevèrent à 3.541. Cette augmentation fut due aux étrangers qui, pendant la guerre, s'étaient établis en France et qui, pour la plupart, ne représentaient pas les meilleurs éléments de la population de leur pays.

Les campagnes faites par quelques journalistes pour la suppression du bagne, les interventions, en 1924, à la tribune de la Chambre des Députés de certains députés pour améliorer le sort des forçats, eurent pour effet de faire savoir aux criminels que la Guyane était loin d'être un paradis terrestre. Aussi depuis 1925, on peut enregistrer avec satisfaction, que les accusés de crimes diminuèrent d'année en année bien que le territoire Français se soit accru de trois nouveaux départements.

Le nombre des accusés était de 2.019 en 1925; de 1.922 en 1926 ; de 1.844 en 1927 et de 1.729 en 1928. Si on considère que les accusés ne sont pas tous condamnés, on peut dire que les condamnés aux travaux forcés ne dépassent pas depuis 1925 une moyenne de 1.800 par an.

Il n'y a qu'à déplorer l'augmentation des poursuites criminelles dirigées contre les femmes qui de 14 % en 1913 atteignent la proportion de 17 % depuis 1924. (Statistiques du Ministère de la Justice. Journal Officiel du 4 avril 1931).

Ces chiffres permettent de conclure que la transportation est vraiment efficace à la condition toutefois que les condam-

nés soient traités en criminels et non pas en enfants gâtés, comme on l'avait fait pendant longtemps. Et ne serait-ce que pour cette raison seulement, la transportation doit être maintenue.

Par contre, on ne peut pas affirmer que la transportation ait rendu la peine des travaux forcés plus moralisatrice. M. le Comte d'Haussonville écrivait avec raison en 1875, dans son rapport sur le régime des établissements pénitentiaires : « Rien ne donne le droit d'espérer que les pénitenciers de l'île Nou ou les pontons de Cayenne soient un séjour plus moral que l'ancien bagne de Toulon. Dans nos établissements d'outre mer, comme dans ceux qui sont situés sur le territoire du continent, on se trouve en présence de la promiscuité organisée. Peut-être même est-il à craindre que les inconvénients de cette promiscuité ne soient encore aggravés par une discipline moins sévère. » Sans doute, le législateur a exigé que les condamnés d'une classe ne soient jamais mélangés avec ceux d'une autre classe. Mais cette prescription est pratiquement impossible. Pour avoir de bons ouvriers dans ses ateliers, l'administration est obligée de les prendre où ils se trouvent, c'est-à-dire dans les trois classes. Lorsqu'une grande entreprise a obtenu, par décret, la concession de nombreux condamnés, l'administration pénitentiaire est obligée de mettre à la disposition de cette entreprise tous ceux qui sont disponibles, sans distinction de classe, sans quoi il lui serait impossible de fournir le contingent exigé.

On comprendra, en effet, qu'après avoir enlevé les transportés employés dans les ateliers de l'administration, ceux qui ont été mis à la disposition des divers services de la colonie ou des municipalités ou cédés ou assignés à des particuliers et les 300 malades qui, en moyenne, entrent chaque jour dans les hôpitaux, il ne reste pas beaucoup de condamnés disponibles et il est arrivé souvent qu'on ne puisse pas fournir à cette entreprise le contingent de condamnés auquel elle a droit. Nous soulignerons, en passant, que l'entreprise concessionnaire en profite pour ne pas tenir ses engagements. Ainsi une Société du Maroni, qui avait l'obligation d'entre-

tenir la route de Godebert à St-Laurent, n'en a rien fait car elle prétendait que l'administration, en ne lui fournissant pas entièrement la main d'œuvre pénale stipulée dans le décret de concession, l'avait frustrée de 40.000 journées de travail! Autant dire, dans ces conditions, que la transportation ne doit, à l'avenir, qu'enrichir des entreprises privées au détriment de la colonie.

Le mélange des condamnés appartenant à des classes différentes sur les chantiers et dans les ateliers ne peut évidemment que donner de fâcheux résultats.

On objectera que ce mélange cesse après le travail, puisque chaque condamné regagne alors le quartier affecté à sa classe. Mais dans chaque classe, les condamnés ne vivent-ils pas avec leurs camarades dans la promiscuité la plus écœurante? Comme toujours, ils subissent l'influence des plus mauvais. Un condamné est-il moins taré que les autres? Veut-il, par sa bonne conduite, racheter le passé ou obtenir les faveurs de l'administration? Il est aussitôt ridiculisé, brimé par ses camarades et le malheureux n'a d'autres ressources, pour avoir sa tranquillité, que de suivre leur exemple. A une telle école, les condamnés primaires ne peuvent que se corrompre et ceux qui sont encore susceptibles d'amendement ne peuvent que développer leurs mauvais instincts.

Les avantages accordés aux condamnés parvenus à la 1^e classe ne sont pas suffisants pour pousser les condamnés à se bien conduire. La libération anticipée ne les tente pas car, tout en menant une vie oisive dans les pénitenciers, ils sont assurés d'être logés, nourris, soignés et payés alors que, libérés, il leur faudrait fournir des efforts plus considérables pour avoir ces mêmes avantages.

Aussi, peut-on remarquer que les seuls qui souhaitent leur libération sont précisément les assignés et les concessionnaires qui, eux, n'ont pas subi le régime démoralisateur du bagne.

La transportation a-t-elle rendu au moins la peine de travaux forcés moins dispendieuse? On pensait qu'on ferait

produire aux condamnés de quoi satisfaire à leurs besoins, d'où une appréciable économie pour l'Etat. Malheureusement il n'en fut pas ainsi et, les rapports ministériels figurant dans « les Notices de la transportation », ont toujours démontré que le nouveau système n'était pas moins coûteux que l'ancien. La journée d'un transporté coûte le double de celle d'un réclusionnaire. Puis, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut ajouter aux frais de l'entretien des transportés le coût de leur transport ainsi que celui du personnel administratif et de surveillance et que la solde du personnel est augmentée du supplément colonial qui est actuellement des 7/10 de la solde et de diverses indemnités. Le budget de la transportation s'est élevé pour 1930 à 29.265.599 francs alors que les recettes (travaux des condamnés, redevances versées pour la main d'œuvre pénale etc...) n'ont pas atteint 2 millions. Si l'on considère que l'effectif de la transportation et de la rélégation est de 4.500 individus environ, on peut se rendre compte que chaque condamné coûte à l'Etat 6.000 francs par an.

Enfin, dernière question, la transportation a-t-elle été utilisée aux progrès de la colonisation? Nous n'hésitons pas à répondre négativement. Depuis 1852, aucun service n'a été rendu à la colonie par les condamnés. Les travaux d'utilité publique ont été nuls et la Guyane se trouve au même point qu'avant l'installation du bagne sur son territoire. Voici le bilan de la transportation depuis près de 80 ans : à Cayenne, une caserne et quelques routes dans l'intérieur de l'île de Cayenne; à Kourou, un peu d'élevage et quelques cultures vivrières; au Maroni, centre de la transportation, création de la ville pénitentiaire de St-Laurent. Aux environs de la ville quelques concessions de transportés, de modestes chantiers et ateliers et une usine à sucre à St-Maurice. La commune pénitentiaire de St-Laurent est toute l'institution. On conviendra que c'est peu de chose. Et on peut se demander, devant ces résultats peu encourageants, s'il ne fallait pas abandonner toute immigration pénale à la Guyane. Nous croyons, en toute sincérité, à la nécessité du maintien de la transportation

dans ce pays si on veut le tirer de sa misère économique actuelle. Mais alors il faut réformer les anciens errements. Nous allons exposer les causes de l'insuccès de la colonisation pénale et nous indiquerons ensuite les mesures qui, à notre avis, doivent être prises sans tarder.

CHAPITRE XXV

LES CAUSES DES RÉSULTATS IMPRODUCTIFS DE LA TRANSPORTATION. — LEUR REMÈDE.

Les causes des résultats improductifs de la transportation sont nombreuses :

I. — Tout d'abord, nous avons vu que, pendant plus de trente ans, l'administration pénitentiaire a manqué d'esprit de suite et a agi par tâtonnements, sans méthode et sans aucun plan conçu d'avance. Dès qu'un coin paraissant très favorable à la culture lui était signalé, l'administration pénitentiaire, sans s'assurer qu'il remplissait toutes les conditions de salubrité voulues, y installait à grands frais un pénitentier. Les défrichements occasionnant des maladies et une grande mortalité, elle abandonnait l'établissement. C'est ainsi que de 1853 à 1874, onze pénitentiers furent abandonnés. Puis brusquement, elle se ravisait et réoccupait l'établissement délaissé. Tous les bâtiments étaient en ruines; il fallait reconstruire et défricher à nouveau les terres, ce qui occasionnait de nouvelles dépenses. Parfois, elle abandonnait une seconde fois le pénitentier. C'est ainsi, par exemple, que la Montagne d'Argent a été évacuée et réoccupée 6 fois et que St-Jean, évacué en 1872, fut réoccupé en 1886 pour y installer les relégués.

Aujourd'hui, les divers pénitentiers sont définitivement installés et la question du choix des emplacements ne se pose plus. Cependant, il est à signaler qu'un décret du 22 janvier 1931 autorise la création d'établissements pénitentiaires dans

le territoire autonome de l'Inini, qui est l'arrière pays de la Guyane, dont il a été séparé par le décret du 6 juin 1930.

Ces établissements ne seront affectés qu'aux individus d'origine indo-chinoise condamnés par les différentes juridictions de l'Indo-Chine. Mais, à la différence des autres pénitenciers, ils seront sous l'autorité directe du Gouverneur de la Guyane, chargé des fonctions de Gouverneur de l'Inini.

Il faut souhaiter que le Gouverneur, profitant des leçons du passé, n'établira ces pénitenciers que dans des lieux sains et faciles à ravitailler.

II. — Le personnel civil et militaire de l'administration pénitentiaire n'a pas toujours été à la hauteur de sa mission et, en grande partie, ignore les principes les plus élémentaires de la science pénitentiaire.

Il est évident que le recrutement des surveillants est très difficile, car le métier n'est guère séduisant. Faute de candidats, on est obligé de prendre ceux qui se présentent. Ce sont ordinairement des anciens militaires dont l'instruction insuffisante leur a valu d'être écartés de tous les emplois civils auxquels ils pouvaient prétendre et qui se sont vus contraints d'accepter le poste de surveillant qu'on leur offrait dans l'administration pénitentiaire coloniale. On ne peut donc pas exiger qu'une sélection sévère soit faite pour le recrutement de ces agents.

Mais on peut, en revanche, faire un choix plus judicieux pour l'élément dirigeant. M. Michaux, dans sa déposition lors de l'enquête parlementaire sur le régime des établissements pénitentiaires, a déclaré avec raison « qu'on peut dire avec certitude qu'on connaîtra la valeur d'un établissement pénitentiaire quand on en connaîtra le chef. » En Angleterre et aux Etats-Unis, l'administration pénitentiaire n'est confiée qu'à des hommes spéciaux, bien pénétrés des principes de la science pénitentiaire. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour la Guyane, d'autant plus que, du fait de l'éloignement de la colonie de la métropole, les dirigeants de l'administration pénitentiaire doivent faire preuve d'initiative et, par suite, ont une tâche plus délicate?

Or, on a mis presque toujours à la tête de l'administration pénitentiaire des hommes qui avaient fait leur carrière dans le Commissariat de la Marine, dans l'armée ou dans des administrations civiles. Sans mettre en doute le mérite que pouvaient avoir ces hommes, il est permis d'affirmer que l'expérience leur faisait entièrement défaut et que cette inexpérience a été une des causes de la faillite de la transportation.

Il existe à l'Ecole Coloniale une section pénitentiaire. Les élèves y sont peu nombreux. Qu'on leur donne l'assurance que les hauts postes de l'administration, tels que ceux de chefs de bureaux ou de chefs de camp, leur seront exclusivement réservés à l'avenir; que désormais, le poste de Directeur de l'administration soit donné au plus méritant des chefs de bureau ou de camp et on verra de nombreux candidats se disputer l'entrée de l'Ecole Coloniale. Cette affluence de candidats permettra de faire, tant à l'entrée qu'à la sortie de l'Ecole, une sélection sévère qui ne pourra que donner les meilleurs résultats.

III. — L'insuffisance du régime disciplinaire établi par le décret du 18 septembre 1925 est aujourd'hui démontrée. Tous les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire que nous avons interrogés sont d'accord pour déclarer que si le décret n'était pas rapporté, la transportation aura perdu son caractère d'intimidation.

Le législateur a perdu de vue qu'il s'adressait, non pas à des criminels « d'accident » qui, dans un moment d'aberration, ont commis un acte grave que la plupart d'entre eux regrettent sincèrement, mais surtout à des criminels d'habitude dont l'âme est fermée à tout repentir, et qui, dans une proportion de 90 %, peuplent les pénitenciers.

Un criminel dangereux, condamné aux travaux forcés à perpétuité et versé à la 3^e classe, peut, sous le régime actuel, accéder à la 1^{re} classe six ans après son arrivée à la Guyane et, si sa conduite a été passable, (la note d'amendement exigée étant de 5 sur 10 seulement) 2 ans ou 2 ans et demi après ! Parvenu à la 1^{re} classe, il pourra être assigné à un particulier, devenir concessionnaire d'un terrain et recouvrer ainsi sa li-

berté dès son embarquement sur le sol de la Colonie ! Tout le monde pensera, avec nous, que ceci est un véritable défi au bon sens !

Le forçat, quels que soient sa conduite et son travail, a droit au salaire et à la ration normale. Comment peut-on alors exiger de lui, un travail effectif puisqu'il ne sera pas mieux traité que celui qui ne montre aucun zèle et qui ne fait preuve que de l'activité tout juste nécessaire pour éviter une punition ? D'où des habitudes de paresse vite contractées de telle sorte, comme nous l'avons déjà dit, que le forçat n'a aucun désir d'être libéré puisqu'il serait alors obligé de faire des efforts pour assurer sa subsistance.

M. Leveillé écrivait en 1890 dans son ouvrage « La Guyane et la question pénitentiaire Coloniale » les lignes suivantes qui seraient encore vraies aujourd'hui : « la peine doit être dure parce qu'elle est avant tout un châtimement. Le coupable qui a donné des gages solides de retour au bien et qui a notamment désintéressé sa victime doit être traité désormais avec douceur.

L'adoucissement de la peine au profit de qui le mérite, l'adoucissement aussi considérable qu'on voudra dans ce cas, c'est de la part de l'Administration un acte aussi juste qu'habile, mais l'adoucissement général et systématique de la peine au profit de tous les condamnés, qu'ils en soient dignes ou non, l'adoucissement partout et toujours substitué à la rigueur du Code, c'est là une faute insigne. — La peine de la transportation a malheureusement été, au profit de tous les condamnés bons ou mauvais, amolie jusqu'à l'excès, et le Ministre de la Marine a fini par gâter en quelque sorte le forçat. — Le forçat gâté n'a pas produit grand chose. Pourquoi donc se gênerait-il ? L'Administration exige de lui peu d'efforts et, en retour, elle lui assure l'habillement, le logement, la nourriture... J'ai vu des condamnés, parfaitement notés, qui pouvaient, par conséquent, réclamer une concession de terres, refuser la concession qui leur était offerte. Cependant le concessionnaire est soustrait à la discipline irritante des Camps ; il jouit d'une véritable indépendance ; mais il s'expose aux charges, aux la-beurs et aux risques de la vie libre... Objecterez-vous que l'Ad-

ministration devrait sévir contre ces fainéants ? L'Administration ne peut que les mettre en cellule, mais ils n'y sont enfermés que pour un délai limité et ils y sont encore plus oisifs qu'en plein air ».

Il est temps de changer de méthode et de rendre la peine des travaux forcés plus efficace en revenant au décret disciplinaire de 1891.

D'autre part, dans l'intérêt d'une bonne justice, il faut que la peine soit proportionnée à l'infraction commise et surtout qu'elle ne frappe pas, comme aujourd'hui, également les grands et les peitits criminels. Il est pénible de constater que, jusqu'ici, on n'a jamais fait la distinction entre les malfaiteurs endurcis qui sont un danger pour la Société et les criminels d'accident qui, le plus souvent, méritent une grande pitié.

Si l'on veut résoudre le problème de l'amendement, le bon sens indique que le contact entre ces deux sortes de condamnés *doit être rigoureusement évité*.

La transportation est pour les criminels d'habitude une peine douce et pleine d'attraits puisque, pour le plus grand nombre d'entre eux, ni des intérêts matériels ni des liens de famille ne les attachent à leur pays. Elle est, au contraire, pour les autres, un châtiment très pénible. Il faut trouver un système qui ait, pour les premiers, un caractère suffisant d'intimidation.

On a remarqué que les natures les plus rebelles redoutent l'emprisonnement cellulaire ; qu'elles ont même pour cette peine un grand effroi. N'a-t-on pas constaté que de nombreux criminels, attendant à l'Ile-de-Ré leur embarquement pour la Guyane, n'hésitent pas à refuser un sursis de départ et réclament de toutes leurs forces leur envoi dans la Colonie pénitentiaire par le premier convoi ?

Un système qui tiendrait compte de ces deux observations serait, à notre avis, le meilleur. Nous n'avons pas la prétention d'en suggérer un qui soit parfait — la perfection n'étant pas de ce monde — mais nous pensons que celui que nous allons développer donnerait à la transportation les effets que le Législateur de 1854 a entendu lui attacher.

Les condamnés aux travaux forcés subiraient une partie de leur peine sur le sol Métropolitain dans une maison de force créée a cet effet, ainsi que cela se passait en Angleterre, sous le régime de Bill de 1857. Un quartier serait réservé aux récidivistes et un autre aux condamnés primaires. Ces quartiers seraient séparés, de telle sorte que le contact des condamnés d'une catégorie serait rendu impossible avec ceux de l'autre catégorie.

Les récidivistes y seraient détenus pendant une période de 5, 3, 2 ou 1 années selon qu'ils auraient été condamnés à perpétuité ou à plus de 20 ans, de 10 à 20 ans, de 5 à 10 ans ou à 5 ans de travaux forcés.

Pour les condamnés primaires cette détention serait réduite de moitié.

Tous les condamnés seraient ensuite envoyés à la Guyane. Avant de quitter le sol Métropolitain, les récidivistes seraient versés à la 4^e classe et les autres à la 3^e classe. Pendant tout leur voyage, on éviterait que les deux classes de condamnés puissent communiquer.

A leur arrivée dans la Colonie, tous les condamnés seraient soumis à un régime des plus rigoureux sur un pénitencier où la surveillance serait facile et les évasions impossibles.

On pourrait, par exemple, placer les condamnés de la 4^e classe à l'Île Royale et ceux de la 3^e classe à l'Île Saint-Joseph.

Au bout de 2 ans, les condamnés de la 4^e classe qui auraient eu une note d'amendement au moins égale à 5 seraient versés à la 3^e classe. Ce temps pourrait être réduit de moitié si, pendant 6 mois, leur note d'amendement aurait été supérieure à 5. Mais ils formeraient dans la 3^e classe une section spéciale qui, en aucun cas, ne pourrait communiquer avec les condamnés primaires appartenant à cette classe.

Après un certain temps d'épreuve qui rappellerait la « probation » du système Anglais, les condamnés de la 3^e classe seraient envoyés sur un pénitencier de la terre ferme où ils travailleraient uniquement pour le compte de l'Etat ou de la Colonie. Ils formeraient la 2^e classe des condamnés. Ce temps d'épreuve varierait, pour les récidivistes de 3 ans à 1 an, selon

la condamnation encourue. Il serait réduit de moitié pour les condamnés primaires si leur conduite les en rend dignes. Dans ce pénitencier de la terre ferme les récidivistes et les condamnés primaires seraient aussi séparés.

Au bout de quelques années, ceux qui auraient donné de « solides gages de retour au bien » seraient versés à la 1^{re} classe. Ils pourraient alors être cédés ou assignés à des particuliers et obtenir des concessions de terrain. Seuls de tous les condamnés, ils pourraient être proposés pour une grâce. Le temps exigé à un récidiviste de la 2^e classe pour passer à la 1^{re} classe serait de 3 ans, 2 ans, 1 an ou 18 mois selon le quantum de la condamnation infligée. Pour les condamnés primaires, ce temps serait réduit de moitié.

Les récidivistes de la 4^e classe qui se montreraient indisciplinés et dont l'amendement ne paraîtrait pas possible, seraient versés dans un Camp disciplinaire de correction où ils seraient soumis à une discipline sévère et astreints aux travaux les plus pénibles de la Colonisation. Ils y demeureraient jusqu'à ce qu'ils aient montré, par leur conduite, le désir de s'amender.

Avec un tel système, l'Administration aurait le temps de s'assurer que les marques de repentir manifestées par les condamnés sont sincères et que, selon le mot de M. Faustin Helie « la régénération est descendue dans leur cœur et sera durable ».

On objectera, qu'à l'heure actuelle, il serait impossible d'engager des dépenses considérables pour construire des maisons de réclusion sur le territoire Métropolitain. Mais doit-on s'arrêter à des considérations budgétaires lorsqu'il s'agit de protéger efficacement la Société ? Comme le disait avec raison M. Michaux, au Congrès de Stockholm, en 1878 : « Rien n'est plus cher que le crime ; par conséquent, le système pénitentiaire qui diminue le plus la criminalité sera le plus économique ».

IV. — La résidence obligatoire devra être supprimée, tout au moins pour les condamnés à temps. Nous en avons, dans

un chapitre précédent, donné les raisons. Nous ajouterons que le Législateur de 1854 avait espéré que cette mesure aurait donné des colons à la Colonie. Il voyait les libérés vivre au sein de leur famille venue les rejoindre ou fonder un foyer avec des femmes du pays. L'Administration avait, dans ce but, réduit la durée du séjour dans les différentes classes pour permettre au condamné d'accéder plus tôt à la 1^{re} classe, ce qui lui aurait permis d'obtenir une concession et de vivre avec sa famille du produit de son travail. Hélas ! il n'en a rien été. Rares ont été les femmes qui sont venues rejoindre leurs maris et plus rares encore les mariages avec les femmes du pays. Et l'expérience a démontré, qu'alors même que le libéré pourrait trouver facilement du travail, toute colonisation est impossible sans femmes.

La suppression de l'obligation de la résidence, sans danger pour la Métropole, résoudrait le grave problème de la libération et permettrait d'employer à des travaux indispensables les sommes énormes prévues pour les œuvres d'assistance aux libérés.

Les frais de rapatriement des libérés ne grèveraient pas le budget de l'Etat. Les libérés pourraient être rapatriés par le bateau qui transporte les condamnés à la Guyane et le prix du passage retenu sur leur pécule.

V. — Le système des concessions actuellement en vigueur peut être maintenu. Mais il faudrait que l'Administration montre plus de discernement dans le choix des concessionnaires. Les candidats concessionnaires devraient d'abord être soumis à un apprentissage dans un Pénitencier Agricole, à Kourou, par exemple. Un condamné ayant exercé la profession de maçon ou de comptable ne peut, en effet, du jour au lendemain s'improviser agriculteur. Il faut éviter que des concessionnaires, découragés, réintègrent les Camps après avoir bénéficié des secours de l'Administration pendant plusieurs mois. On doit cesser d'imposer à l'Etat des dépenses inutiles.

VI. — L'Administration Pénitentiaire devrait rendre la transportation moins onéreuse pour l'Etat en tirant du pays

même la plus grande partie des ressources dont elle a besoin. Pour cela, il faut intensifier les cultures vivrières et améliorer le cheptel. En 1930, les Pénitentiars Agricoles ont fourni 10.000 kilos de bananes, 31.500 kilos de manioc et 5.700 kilos de légumes verts. En développant les surfaces cultivées, il est possible d'accroître ces quantités et de diminuer ainsi l'achat de légumes secs à la Métropole.

A Pariacabo, on a établi une bouverie. Dans cette bouverie, se trouvaient, en 1930, 90 têtes de bétail. Pour que la viande puisse être fournie à tous les pénitentiars sans avoir recours au Vénézuéla, le budget de 1931 a prévu une somme de 150.000 francs pour l'achat d'animaux reproducteurs. Mais ce crédit devrait être renouvelé pendant 8 ou 10 ans pour atteindre ce résultat.

VII. — Un Ingénieur Agricole dirige depuis 1930 tous les travaux agricoles exécutés au Maroni et à Kourou et est chargé, en outre, de surveiller l'élevage du bétail sur le territoire pénitentiaire. Pourquoi ne rétablirait-on pas aussi les agents de colonisation, supprimés par mesure d'économie le 20 décembre 1892, pour la direction technique de la main-d'œuvre pénale ? Ce sont aujourd'hui les surveillants militaires qui sont chargés de la direction des travaux. Le moins qu'on puisse dire de ces surveillants, c'est qu'il ne sont pas qualifiés pour accomplir une telle besogne.

VIII. — Le territoire du Maroni où se trouve l'Administration pénitentiaire est isolé du reste de la Guyane. Aucune route ne le relie à Cayenne. On ne peut aller du Chef-lieu à Saint-Laurent que par le petit bateau côtier qui fait, dans des conditions peu confortables, trois fois par mois, le service entre ces deux ports, en 18 heures. Aussi le Gouverneur et le Procureur Général hésitent à inspecter les pénitentiars du Maroni aussi souvent que les règlements le leur prescrivent.

L'Administration pénitentiaire n'est donc pas pratiquement surveillée et est livrée complètement à elle-même. Pour éviter des abus et stimuler son zèle, il serait bon qu'elle soit inspectée annuellement et inopinément par un délégué du Ministre

des Colonies. Si on estime que les frais de transport et de séjour de ce Délégué seraient trop élevés, on pourrait créer à demeure un poste d'Inspecteur de la transportation qui, pour assurer ses fonctions avec toute l'indépendance nécessaire, ne relèverait que du Ministre.

CHAPITRE XXVI

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA GUYANE NE PEUT ÊTRE AMÉLIORÉE QUE PAR LA TRANSPORTATION

Rendre la peine des travaux forcés efficace et moins onéreuse n'est pas suffisant. Il faut aussi que la transportation fournisse à la Guyane la main-d'œuvre dont elle a besoin pour les travaux urgents de Colonisation.

La situation économique de la Guyane est actuellement très critique.

L'élevage du bétail est insignifiant, les cultures sont presque inexistantes. C'est à peine si, dans les Communes, on voit quelques champs de maïs, de manioc, de patates ou d'ignames. Peu d'arbres fruitiers. La culture de la canne à sucre n'est pas poussée, bien que le terrain lui soit très favorable, parce que la Colonie, moins bien traitée que ses voisines des Antilles, ne bénéficie que d'un contingentement annuel de rhum de 850 hectolitres. Cette situation est due, à deux causes. La première est la suppression de l'esclavage en 1848. Le travail obligatoire, devenu facultatif, fut méprisé et les usines, les chantiers et les cultures de toutes sortes furent abandonnés. La seconde, fut la découverte de gisements d'or en 1855-1856. Attirés par l'appât du gain, les jeunes gens valides se rendirent sur les placers. Dans la plupart des Communes, ne demeurèrent que les vieillards et les malades.

Le territoire de la Guyane se compose de deux parties dis-

tinctes : la région du littoral, s'étendant sur une longueur de côtes de 320 kilomètres, de l'Oyapoc au Maroni, et sur une profondeur de 60 kilomètres, où sont fixés les 30.000 habitants libres de la Colonie et la région du Haut-Pays, inexplorée et peu sûre, couverte d'immenses et riches forêts où vivent quelques tribus de peaux rouges et de bochs (nègres des bois), dont la population est évaluée approximativement à 2.500 individus, et où se réfugient de nombreux forçats et rélégués évadés.

La population du Chef-lieu, Cayenne, est égale à celle de toutes les autres Communes réunies. Alors que, dans tous les pays, ce sont les produits de la campagne qui alimentent la ville, à la Guyane c'est le contraire. Les Communes reçoivent leurs provisions de Cayenne, même les choses de première nécessité, lesquelles sont importées de l'extérieur par les navires.

La situation financière est lamentable. Le budget local (19 millions) est considérable pour une si petite population et est gaspillé de plus en plus. Il y a, à la Guyane, toutes proportions gardées, dix fois plus de fonctionnaires qu'en France et les 2/3 du budget sont employés au paiement de leur solde. Les fonctionnaires locaux bénéficient d'un supplément Colonial comme leurs collègues venus de la Métropole et sont autorisés à aller passer en France tous les 2 ou 5 ans un congé de 6 mois aux frais de la Colonie avec, pour les 9/10 d'entre eux, un passage gratuit en 1^{re} classe à bord des paquebots ! Si on se rappelle le chiffre de la population (30.000 habitants) c'est donc une charge annuelle de 600 francs qu'on inflige à chaque habitant de la Guyane et cela en pure perte. On a beau augmenter les droits de douane et élever les impôts directs, le déficit du budget ne peut être comblé. Aussi la Métropole a-t-elle décidé de prendre à sa charge le déficit de 12 millions existant en 1929 et a-t-elle alloué pour 1931 la somme de 3.700.000 francs pour permettre au Gouverneur d'équilibrer son budget. On comprendra, sans peine, qu'avec cet énorme budget local ainsi gaspillé, non compris celui des communes, aucune amélioration ne s'opère. La rade de Cayenne, si spacieuse et si belle, reste envasée. En dehors de Cayenne, presque pas de voies de

communications par terre : 105 kilomètres de routes et 68 kilomètres de pistes automobiles et c'est tout. La mer et les rivières sont actuellement les seules voies de communication.

La Guyane, en effet, est sillonnée d'une grande quantité de rivières qui peuvent être appelées « estuaires » car la marée se fait sentir jusqu'à plusieurs lieues de leur source. Ces rivières sont si rapprochées qu'on rencontre leur embouchure tous les 8 ou 10 kilomètres. Elles communiquent presque toutes entre elles par des criques et ont leurs affluents très rapprochés.

Les forêts ne sont pas exploitées. Aucune industrie. Une usine à sucre seulement se trouve aux environs de Cayenne et suffit, à elle seule, pour traiter toutes les cannes à sucre du pays.

A la fin de la guerre, on a exploité le balata et le bois de rose. Mais les arbres à balata, saignés à blanc, ont presque complètement disparu. Les exportations qui en 1919, 1920 et 1921 accusaient respectivement 913, 1.095 et 995 tonnes ont diminué progressivement pour arriver à 108 tonnes en 1928 et à une soixantaine en 1930. Quant à l'essence de bois de rose, l'exportation qui atteignait 104.486 kilos en 1926, a fléchi à 69.941 kilos en 1927 et à 53.266 kilos en 1928. Depuis, les exportations sont nulles. Les distillateurs ont stocké leurs produits et se trouvent aujourd'hui dans un grand embarras. Le Brésil, où la main-d'œuvre est moins chère et où les conditions d'exploitation sont plus favorables, leur a fait une grande concurrence contre laquelle ils ne peuvent plus lutter.

L'or, après avoir atteint 1.954 kilos en 1919 et 1.766 kilos en 1920, semble s'être stabilisé à une production annuelle de 1.300 à 1.400 kilos. Le pays n'en retire aucun avantage. Les exploitants sont, en effet, pour les 2/3 des étrangers et des Compagnie métropolitaines qui ne résident pas dans la Colonie.

Depuis la fin de la guerre, la situation économique empire de plus en plus. La balance commerciale a accusé les moins values suivantes :

1921	25.006.907 francs	1926	15.867.719 francs
1922	5.999.326 francs	1927	31.871.696 francs
1923	6.569.449 francs	1928	25.728.873 francs
1924	14.747.600 francs	1929	25.541.284 francs
1925	10.082.583 francs		

La moins value pour l'année 1930 sera vraisemblablement plus forte que celle de l'année 1929.

Pour nous en tenir qu'aux années de 1921 à 1929, soit pendant onze ans, nous arrivons à un déficit total de 149.748.354 francs, soit, en chiffres ronds, 13 millions en moyenne par an.

Et M. Larquère, Chef du Service des Douanes, concluait dans un rapport adressé au Gouverneur au mois de septembre 1929: « On conçoit qu'un petit pays peu peuplé qui reçoit chaque année 13 millions de plus qu'il n'exporte, qui s'appauvrit d'autant, n'ayant pas d'autres moyens que de vivre de ses exportations, ne peut que s'acheminer à la crise économique. Du train où elle va, la Colonie n'en a pas pour longtemps. Non seulement, elle ne pourra plus payer les impôts et les taxes diverses, mais elle n'aura plus de disponibilités suffisantes pour assurer un approvisionnement normal ».

Il faut reconnaître que l'Administration pénitentiaire est d'un grand secours pour la Colonie grâce aux achats qu'elle fait dans le pays et aux 3 millions de francs que son personnel y dépense.

Et cependant la Guyane est riche et peut devenir prospère. Mais il ne faut pas perdre de vue que la prospérité d'un pays dépend de ses moyens de communication, de ses routes. Madagascar, ne doit-elle pas sa prospérité aux 2.900 kilomètres de routes, à ses voies ferrées, aux 1.900 kilomètres de pistes automobiles établies dans ces dernières 25 années? Rien ne sert, en effet, de créer de riches exploitations et de riches cultures si les produits doivent arriver difficilement au marché.

« Nos ouvriers des bois, écrivait M. Raban dans son rapport au Conseil Général en décembre 1927, mineurs aussi bien que balatistes et chercheurs de bois de rose, les véritables artisans de la fortune publique, les réels pourvoyeurs de notre budget

de luxe, pour se rendre aux lieux de leur exploitation, demeurent encore aux prises avec les difficultés d'un long voyage fatigant, coûteux, plein de risques et de péripéties. Ils sont soumis aux caprices des canotiers plus ou moins exigeants lesquels, bon an mal an, nous enlèvent près de 2 millions au profit de nos voisins Hollandais. Les capitalistes français ou étrangers, qui voudraient tenter des entreprises, se découragent au triste tableau qu'on leur fait des difficultés, des périls, des risques de maladie ou de mortalité à courir dans l'intérieur d'un pays où le manque de moyens de communications nous prive de toutes relations avec le Chef-lieu pendant des semaines et même des mois.

...Nous devons ouvrir des routes de communication. L'ouverture de ces routes facilitera la découverte de nouveaux gisements d'or et celle d'autres minerais. Elle permettra de se rendre à l'intérieur rapidement, à meilleur marché, avec moins de risques. Les capitalistes pourront se convaincre des richesses, engager des capitaux et encourager d'autres à les suivre. Les Industries agricoles, forestières, minières pourront marcher de pair et se développer intensément. La police des mines et des forêts sera assurée ».

M. Raban a raison. Pour mettre un pays en valeur, il faut d'abord construire des voies de communication et il faut qu'elles le soient en Guyane de toute urgence. Faute de la main-d'œuvre nécessaire, on pourrait avoir recours aux forçats et aux rélégués. La transportation serait alors utile au pays et ferait de notre Colonie, dans un avenir peu lointain, une terre riche et peuplée car l'industrie attire la main-d'œuvre et nos Colonies des Antilles et de l'Indo-Chine peuvent en fournir en quantité suffisante.

CONCLUSION

La suppression de la transportation à la Guyane serait en ce moment inopportune.

Mais il est nécessaire, si on veut en tirer de bons résultats, de réformer de toute urgence la plupart des textes qui la réglementent.

D'abord, il faut rendre la peine des travaux forcés plus efficace.

Pour cela, les forçats ne doivent plus être traités en enfants gâtés. On ne doit pas perdre de vue que ce sont des malfaiteurs dangereux que la Société a rejetés de son sein et qui doivent subir avec rigueur le châtement qui leur a été infligé.

Si les condamnés qui manifestent du repentir pour les crimes qu'ils ont commis et qui donnent de solides gages de retour au bien, doivent être récompensés et encouragés, il faut que l'Administration soit suffisamment armée pour sévir contre les autres. Le décret disciplinaire du 18 septembre 1925, trop doux pour les fortes têtes, doit être abrogé et celui du 4 septembre 1891 remis en vigueur.

Ensuite, il faut exécuter les prescriptions de la loi du 30 mai 1854, en rendant la transportation utile à la Colonie. Les condamnés aux travaux forcés doivent être employés uniquement à des travaux d'utilité publique et de colonisation et non être cédés à des particuliers comme garçons de famille ou employés de magasin et de bureau.

Les transportés ne doivent aussi plus croupir dans l'oisiveté sur les pénitenciers ni être transformés en colons privilégiés, quelques mois à peine après leur arrivée au Maroni.

Les routes sont la condition principale de la prospérité d'un pays neuf. Il n'y en a pas beaucoup actuellement à la Guyane de telle sorte que l'exploitation des richesses de la Colonie est tout à fait impossible. Or, la faible population du pays ne peut fournir la main-d'œuvre nécessaire pour la construction de ces routes. La main-d'œuvre pénale sera donc très appréciée, à la condition, toutefois, qu'elle ne soit pas gaspillée. Pour cela, les travaux à exécuter devront être préalablement bien étudiés et arrêtés par une Commission siégeant au Ministère (ce qui assurerait l'unité de vue indispensable, et éviterait que des travaux, en cours, soient abandonnés pour en commencer d'autres. Chaque Gouverneur a, en effet, ses projets et les Gouverneurs se succèdent si rapidement en Guyane !) et dirigés ensuite par des techniciens expérimentés. De plus, pour que les travailleurs soient en mesure de fournir l'effort qui leur sera demandé, l'Administration devra améliorer leur alimentation et prendre toutes les mesures sanitaires et d'hygiène indispensables.

L'Administration Pénitentiaire devra être dirigée par des hommes compétents et surveillée par un Inspecteur à demeure qui ne relèvera que du Ministre.

Il faut, enfin, que la transportation devienne moins onéreuse pour l'Etat. Le pays offre beaucoup de ressources qui sont négligées. Pourquoi acheter, par exemple, des bœufs au Vénézuéla alors que les magnifiques Savanes de la Guyane, d'une superficie de 300.000 hectares environ, peuvent nourrir un cheptel nombreux? Pourquoi faire venir à grands frais de la Métropole des légumes secs alors qu'on pourrait intensifier les cultures vivrières ?

Nous sommes sincèrement persuadés que, si les réformes que nous avons signalées sont opérées rapidement, on n'aura qu'à se louer du maintien de la transportation à la Guyane qui, grâce à elle, sortira de la léthargie dans laquelle elle est plongée et deviendra un jour, un des plus beaux fleurons de notre domaine Colonial.

REFERENCES

- BARBAROUX. — De la transportation, 1857.
- A. BOUTINET. — De la condition des transportés aux colonies, 1889.
- E. BRUYANT. — Etude sur la transportation, 1889.
- R.-P.-Jules BRUNETTI. — La Guyane française.
- CHAUVEAU et HÉLIE. — Théorie du Code pénal.
- DISLÈRE. — Législation coloniale.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale et répertoire.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal français.
- LABORDE. — Cours de droit criminel.
- E. NUSSE. — Les droits civils des condamnés.
- G. PIERRET. — Transportation et colonisation pénale, 1892.
- E. TEISSEIRE. — La transportation pénale et la relégation, 1893.
- Journal Officiel de la Guyane française* de 1852 à 1931.
- Notices de la Transportation de 1880 à 1910, trimestriel.
-

Vu et approuvé, ce 7 janvier 1932.

Vu : le Doyen de la Faculté,
BERTHELEMY.

Vu : le Président de thèse,
René MAUNIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
<i>Introduction</i> : Convient-il de supprimer la transportation à la Guyane?	1
CHAPITRE PREMIER : Les origines de la transportation.....	9
CHAPITRE II : Les Bagnes. Le mouvement d'opinion en France pour leur suppression	15
CHAPITRE III : La loi du 30 mai 1854.....	21
CHAPITRE IV : L'administration pénitentiaire.....	27
CHAPITRE V : Le régime disciplinaire des transportés.....	33
CHAPITRE VI : Le régime économique.....	57
CHAPITRE VII : Etude du décret du 9 octobre 1901 sur les concessions. Arrêté ministériel du 16 janvier 1930.....	83
CHAPITRE VIII : Organisation de la famille.....	97
CHAPITRE IX : Les droits civils, politiques et de famille des transportés	
CHAPITRE X : Le pécule. — La caisse de la transportation. — La curatelle des successions des condamnés.....	119
CHAPITRE XI : Les libérés.....	129
CHAPITRE XII : De l'obligation de la résidence.....	131
CHAPITRE XIII : De l'interdiction de séjour.....	135
CHAPITRE XIV : Les mesures de sécurité.....	157
CHAPITRE XV : L'assistance publique.....	6 9
CHAPITRE XVI : Le Comité de patronage des libérés.....	173
CHAPITRE XVII : La suppression de l'obligation de la résidence est la seule solution du problème de la libération.....	179
CHAPITRE XVIII : Le Tribunal maritime spécial. Les peines applicables aux transportés (décrets des 4 et 5 octobre 1889. Décrets du 18 septembre 1925).....	187
CHAPITRE XIX : Les décrets des 4 et 5 octobre 1889 et du 18 septembre 1925 sont-ils légaux?	207
CHAPITRE XX : Les évasions.....	217
CHAPITRE XXI : La juridiction ordinaire à la Guyane.....	237

	PAGES
CHAPITRE XXII : La colonisation pénale à la Guyane de 1852 à nos jours	39
CHAPITRE XXIII : La Guyane remplit toutes les conditions voulues pour être une colonie pénitentiaire.....	257
CHAPITRE XXIV : Les résultats négatifs de la transportation à la Guyane	267
CHAPITRE XXV : Les causes des résultats improductifs de la trans- portation. Leur remède.....	273
CHAPITRE XXVI : La situation économique de la Guyane ne peut être améliorée que par la transportation.....	283
Conclusion	289

Imprimerie Caillaux & Onillon, 21, Bd Gaston-Dumesnil, Angers
